

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13384 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 9 FÉVRIER 1988

SERVICES

Quatre avocats dénoncent « la situation des droits fondamentaux » existant en

« Quatre avocats ont déposé une plainte collective au parquet de Paris, le 7 février, contre le régime de M. Gorbatchev. Ils accusent le pouvoir soviétique de violations graves des droits fondamentaux, de persécution politique et de répression. Les avocats sont : M. Jean-Louis Luchaire, M. Jean-Pierre Luchaire, M. Jean-Pierre Luchaire, M. Jean-Pierre Luchaire. Ils demandent la mise en liberté immédiate des personnes arrêtées, la cessation des persécutions politiques et la réhabilitation des victimes. »

Plutôt dilatoires dans l'ouest de la France

« Après les élections municipales du 15 décembre, les maires de l'ouest de la France ont été confrontés à une situation délicate. Les résultats ont souvent été décevants, et les maires ont dû faire face à une situation de crise. Ils ont dû prendre des mesures d'urgence pour faire face à la situation. Ils ont dû faire face à une situation de crise. Ils ont dû prendre des mesures d'urgence pour faire face à la situation. »

M. Gorbatchev et la citadelle administrative

Le ramaniement intervenu à la tête du Gosplan, ce mastodonte administratif qui a la haute main sur le plan, et donc sur l'économie soviétique, est un nouveau signe des difficultés que rencontre la mise en œuvre des réformes de M. Gorbatchev. La portée politique des décisions annoncées n'apparaît pas entièrement que lors du plénum du comité central prévu d'ici à la fin du mois et qui pourrait procéder à d'autres mouvements de personnes, cette fois dans l'appareil du parti.

Mais il est impossible de ne pas rapprocher la destitution de M. Talyzine des résultats économiques décevants enregistrés en 1987. A l'exception du secteur énergétique, pratiquement aucun des objectifs fixés par le plan n'a été atteint, et le taux de croissance a même été inférieur à celui de 1986 (3,3 % contre 4,1 %).

A ces déficiences quantitatives s'ajoute l'incapacité - ou le refus ? - de vastes secteurs de l'appareil d'Etat de faire entrer dans les faits certains aspects essentiels de la « perestroïka », en particulier l'octroi aux entreprises d'une véritable autonomie financière. La presse soviétique elle-même a mis en évidence l'incertitude, comme le mauvais vouloir opposé à ces réformes par une administration centrale peu disposée à se défaire d'une partie de ses pouvoirs.

M. Gorbatchev n'a pas ménagé ses critiques aux personnalités qu'il considère comme responsables de ces résistances, y compris à M. Talyzine, qu'il avait lui-même nommé à la tête du Gosplan. Fidèle à une méthode qu'il applique depuis son arrivée au pouvoir, le secrétaire général du PC soviétique change donc les hommes dans l'espoir apparent d'insuffler ainsi un esprit nouveau aux institutions.

Il n'est pas du tout certain, en l'occurrence, qu'il y parviendra. La personnalité même du successeur de M. Talyzine - M. Masloukov a été vice-président du Gosplan avant l'ère Gorbatchev - est assés de longue date au complexe militaro-industriel - donnerait plutôt à penser que la citadelle administrative ne cède aucune position essentielle.

Politiquement, pourtant, l'enjeu est de taille. Le chef du Kroumyn a déjà admis que la reconstruction de l'économie ne se fera pas du jour au lendemain, repoussant par exemple au début de la prochaine décennie une inévitable réforme des prix. Il n'en reste pas moins que, aussi bien dans la population qu'à l'intérieur du parti, c'est aux premiers résultats concrets que sa politique de réformes sera jugée. Faute de quoi, les rangs de ses partisans s'éclairciront, et il ne manquera pas de bons esprits pour expliquer que la « perestroïka » - comme d'autres expériences qui l'ont précédée - n'était que verbiage sans véritable emprise sur la réalité.

(Lire nos informations en page 29)

La presse soviétique insiste sur le caractère strictement judiciaire des réhabilitations. Lire l'article de Sylvie Kauffmann en page 6

M 0147 - 0205 0 - 4,50 F



3270147004500 02090

M. Carlucci et les missiles à courte portée

Washington met en garde l'Europe contre une dénucléarisation totale

Une dénucléarisation totale de l'Europe pourrait mettre en question la présence militaire américaine sur le Vieux Continent, a déclaré le dimanche 7 février le secrétaire américain à la défense, M. Carlucci, lors d'un colloque, à Munich, en présence du chancelier Kohl et de six ministres de la défense, dont MM. Giraud (France) et Wörner (RFA). Cette réunion a confirmé que la République fédérale est au centre du débat au sein de l'OTAN sur le désarmement, et en particulier sur le sort des armes nucléaires à courte portée.

L'OTAN doit moderniser ses armes nucléaires de courte portée stationnées en Europe, a affirmé M. Carlucci, qui participait au colloque annuel de la revue *Wehrkunde*, consacré aux questions militaires, en compagnie d'une centaine de personnalités et des experts des questions de défense venus de seize pays membres de l'alliance atlantique. « Il est de notre devoir de poursuivre notre programme de modernisation et d'assurer la capacité de survie des armes nucléaires de l'OTAN, conformément aux décisions prises en 1983 par l'OTAN lors du sommet de Montebello (Canada), a dit le secrétaire à la défense. Il a insisté sur la nécessité de mettre au point

de nouveaux missiles tactiques air-sol et de moderniser l'artillerie nucléaire de l'OTAN, ainsi que sur celle de créer un nouveau bombardier susceptible d'emporter des armes nucléaires et conventionnelles.

M. Carlucci a exprimé son hostilité à toute tentative de dénucléarisation totale de l'Europe. Il a laissé entendre que les Etats-Unis pourraient être amenés à envisager le retrait de leurs troupes stationnées sur le Vieux Continent dans l'hypothèse où les armes nucléaires tactiques ne seraient plus là pour dissuader une agression du pacte de Varsovie.

(Lire la suite page 3.)

Cinq Palestiniens tués dans les nouveaux affrontements

La Cisjordanie dans la spirale des violences

Deux mois après le début des affrontements dans les territoires occupés par Israël, les heurts ont redoublé, dimanche 7 février, faisant cinq morts parmi les Palestiniens. Un conseiller de M. Arafat, M. Bassam Abou Charif, a déclaré au journal israélien *Yedioth Aharonoth* que l'OLP « envisagera » de donner des consignes pour mettre fin au « soulèvement populaire » si le ministre de la défense, M. Rabin, « est prêt à ordonner un cessez-le-feu » à ses forces.

JERUSALEM
de notre correspondant

La révolte des Palestiniens des territoires occupés entre dans son troisième mois, et le ministre israélien de la défense n'en voit pas la fin.

Pour la première fois, M. Rabin a dit son profond pessimisme

devant le conseil des ministres réuni dimanche 7 février : amorcée le 9 décembre dernier, la vague de tourmente en Cisjordanie et à Gaza ne donne aucun signe de déclin, a-t-il sombrement constaté.

Au contraire : le week-end a été marqué par de très graves incidents et s'est achevé avec un des bilans les plus lourds depuis le début des événements. Au moins cinq Palestiniens ont été tués et une douzaine d'autres blessés dans des circonstances parfois différentes mais qui témoignent d'une mobilisation continue des habitants des territoires.

Les affrontements les plus durs ont eu lieu dimanche matin dans le village de Beit-Ummar, dans la région de Hébron, en Cisjordanie. Comme déjà la semaine passée, les haut-parleurs de la mosquée diffusaient une fausse rumeur : des colons s'apprêteraient à envahir le village. La population est appelée à descendre dans la rue ; une manifestation se forme sur la grand-route Hébron-Jérusalem :

barricades, jets de pierres et intervention de l'armée. Trois Palestiniens seraient tués par balles et plusieurs autres blessés.

Durant tout le week-end, dans certains camps comme dans plusieurs localités de Cisjordanie, cette psychose d'une éventuelle intervention des colons entretient la tension. Ce fut particulièrement vrai dans la région sud de la Cisjordanie où les implantations sont nombreuses et où, dans la nuit de samedi à dimanche, un groupe de colons est effectivement intervenu à Hébron. Il a saisi des dizaines de voitures appartenant à des Arabes.

Dans l'esprit de ses auteurs, il s'agissait d'une opération de représailles à la signification très claire : si les Israéliens résident dans les territoires ne peuvent voyager sans que leurs véhicules soient la cible de pierres et cocktails Molotov des manifestants, les Palestiniens eux non plus ne circuleront pas.

En moins de huit jours, c'est la deuxième intervention musclée de colons dans une localité arabe.

Dans sa déclaration de candidature à l'Elysée

M. Raymond Barre propose à la France un « nouveau départ »

« Il est temps de mettre fin aux faux-semblants. Il est temps de prendre un nouveau départ » : c'est en ces termes que M. Raymond Barre a justifié, le lundi 8 février à Lyon, sa candidature à l'élection présidentielle. Dans sa brève déclaration, il mêle MM. Mitterrand et Chirac dans une même critique : « Pendant le septennat qui s'achève, la France a reculé », a-t-il dit. Il se montre en outre incisif à l'égard de M. Chirac - « je ne suis pas un spécialiste de la virevolte » - et plaide pour une France « solide, à haut niveau de salaires et d'emplois, à monnaie forte ».



Lire page 44 le texte de la déclaration, et page 10 l'article de Daniel Caron : « La chernobylite solitaire de M. Raymond Barre ».

La campagne aux Etats-Unis

Le « coup d'envoi » des caucuses de l'Iowa.

PAGE 8

L'OPA sur la Générale de Belgique

M. De Benedetti améliore son offre d'achat.

PAGE 38

Les socialistes et le pouvoir

Le PS s'interroge sur son action... en cas de retour aux affaires.

PAGE 11

Le Monde

Les rigidités de la cogestion en RFA

Formidable amortisseur de tensions sociales, le système de cogestion ralentit les décisions et empêche les entreprises allemandes de modifier les salaires et le temps de travail.

Une politique de relance au Japon ?

Peut-on en attendre un rééquilibrage des échanges avec les Etats-Unis ?

La chronique de Paul Fabra : Vive l'ordinateur, à bas le casino !

Pages 33 à 36

Saison tardive pour les Alpes.

Page 37

Rugby : les Français sont fatigués.

Coupe Davis : Laborieuses retrouvailles de Noah et Leconte.

Page 32

Le sommaire complet se trouve en page 44

Mobilisation en Bretagne contre la marée noire

La pollution, toujours recommencée...

Une marée noire menace à nouveau les côtes bretonnes. Les milliers de tonnes de fuel échappées, le 31 janvier, des soutes du pétrolier Amazone dérivent vers le littoral. L'état de la mer a rendu les opérations anti-pollution très difficiles.

Plusieurs nappes ont été repérées, dimanche 7 février, au large des côtes du Cotentin. La Bretagne est à nouveau touchée après l'ouragan qui, en octobre dernier, a occasionné de considérables dégâts. Toutefois, les Bretons qui attendent les rentrées du tourisme ne veulent pas croire à une nouvelle pollution de leurs côtes.

QUIMPER
de notre envoyé spécial

Dix ans après, Ploudalmézeau revit les heures enfiévrées de l'Amoco Cadiz.

Les pompiers du Finistère ont établi leur PC au centre de secours, sous les ordres du colonel Selzard. Un petit homme sec qui, règle en main, déploie ses troupes sur la carte avec un goût prononcé pour la manœuvre. Dans le garage, on a entassé les bottes, cirés, pelles, râteaux et réseaux fournis par la direction départementale de l'équipement.

A la mairie, les élus du Finistère et des Côtes-du-Nord se concertent sous la houlette de M. Charles Josselin, député PS, et de M. Alphonse Arzel, sénateur CDS, qui rentre tout juste de vacances de la Réunion où il s'était rendu pour se remettre du

procès de Chicago... On publie un communiqué bien senti où l'on adjure les pouvoirs publics de faire preuve d'une « plus grande fermeté à l'égard des contrevenants » qui souillent les côtes bretonnes. On réactive les « comités de coordination et de vigilance » quelque peu entrés en sommeil depuis huit ans sans véritable marée noire.

Les Bretons détesteraient-ils la hache de guerre ? Pas du tout ! « Ce n'est pas une marée noire, mais une pollution éparse », coupe le maire de Crozon, M. Jean-Jacques Fabien. Comme président du comité départemental du tourisme, il ne veut surtout pas qu'on aille dire que les plages bretonnes sont mazzoutées « au moment où les Allemands font leurs réservations ».

ROGER CANS.

(Lire la suite page 15.)

« Vous avez tout prévu, Michel Tatu ! »
Jean Pierre Elkabbach (Europe 1)

Michel Tatu
GORBATCHEV
L'URSS
va-t-elle changer ?



272 p. 99 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 50 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 6.000 L. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 32 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Débats

DROITE ET GAUCHE

Nous sommes tous des humanistes empiriques

par JEAN VRIES (*)

UNE figure bleue et une figure rouge échangeant des injures au-dessus d'un fossé. Tel est le drapeau national, vu par le grand affichiste Savignac. C'est de cet anathème mutuel que se nourrit le débat politique depuis bientôt deux siècles. Et, pourtant, voici qu'on a moins de cœur à l'inventive. Voici que l'image de l'autre se brouille.

La double alternance. Le double fiasco des solutions radicales. Le ralliement des socialistes à l'entreprise. La redécouverte de la nécessité des interventions publiques par la majorité au pouvoir. La réhabilitation des libertés formelles par les uns. L'adhésion des autres à la République sociale. L'accord sur les institutions ; sur la construction européenne ; sur la défense et la politique extérieure ; bientôt sans doute sur la sécurité et sur l'intégration des immigrés. Tout cela a comblé le fossé, chassé sur les bords les idéologies du refus, fait place nette à ce que quelques intellectuels, nostalgiques de l'histoire convulsionnaire, ont dédaigneusement appelé la « soft idéologie ». Disons plus simplement, en le revendiquant comme un acquis de la civilisation : l'humanisme empirique.

Conséquence : Rome n'est plus dans Rome.

La droite historique — celle qui a tour à tour honni la République, Dreyfus, la tour Eiffel,

l'impôt sur le revenu, les congés payés, le vote des femmes, — cette droite n'est plus dans ce qu'on s'obstine, par convention, à désigner sous le nom de droite, mais à l'extrême droite.

Culturellement majoritaire

Inversement, la gauche historique — celle de la générosité et de l'imagination — est devenue culturellement majoritaire : la France de nos clochers et de nos villages croit aux droits de l'homme et à la Sécurité sociale, trouve Harlem Désir épatant et se cotise pour le « Téléthon » et les restos du cœur.

N'en déplaise à ceux qui rêvent encore d'en découdre, en habit de chouan ou coiffés de bonnet phrygien : nous célébrons en 1989 l'anniversaire non d'une guerre civile, mais de l'avènement d'un système de valeurs qui est devenu celui de l'immense majorité de nos concitoyens.

Aussi est-ce le succès de ses propres idéaux que semble boudier le Parti socialiste en prétendant, par une campagne d'affiches d'un manichéisme désarmant, détenir le monopole de la devise nationale.

Et pourtant... Qu'est-ce qui distingue au juste la nouvelle

société de Jacques Chaban-Delmas du socialisme moderne à la Laurent Fabius ? Le « mieux d'Etat » selon Le Garrec est-il fondamentalement différent du « mieux d'Etat » selon de Charette ? Le chômage est-il traité « plus socialement » ou « moins socialement » depuis mars 1986 ?

Questions académiques... La vérité est que une fois investies de leurs responsabilités, les personnes citées se sont attelées aux mêmes problèmes, en manipulant les mêmes instruments et en expérimentant les mêmes contraintes.

Bérégovoy ou Séguin, Dufoux ou Barzach : c'est le même humanisme empirique, avec d'inevitables nuances. Il faut se féliciter de la fin de l'idéologie de l'affrontement, car elle permet de libérer de précieuses énergies collectives.

Enterrer la hache de guerre

Permett mais ne suffit pas. Car la bipolarisation — qui est aussi un fonds de commerce, ne pouvant plus prospérer dans le débat d'idées, nous tente de se perpétuer sur le terrain féide des « affaires », suscitant à

(*) Pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

l'endroit de la chose publique un sentiment de défiance dangereux pour la démocratie.

Ce sera l'enjeu principal de la prochaine campagne présidentielle que de proposer aux Français une autre vision de la politique.

Qui serait mieux placé pour ce faire qu'un candidat qui s'assignerait expressément pour tâche d'enterrer la hache de guerre entre démocrates et de mobiliser les Français non plus les uns contre les autres, mais ensemble contre des maux qui les menacent ensemble : le chômage, le désinvestissement, l'exclusion, la nouvelle pauvreté ?

Un candidat qui, bousculant son propre camp, obligeant les siens à conclure avec d'autres hommes de bonne volonté une indispensable alliance, dont beaucoup de démocrates voisins nous offrent des exemples, deviendrait ce que les Français, par la voix insistante des sondages, pensent qu'il est, ou souhaitent qu'il devienne. Un candidat qui ne serait pas seulement élu pour être un garant et qui ne serait pas seulement élu par bigoterie.

Si tel n'était pas ce candidat, si, par son action ou par son omission, le drapeau de Savignac demeurerait une image fidèle du débat politique dans ce pays, alors grande serait la désillusion et amère la célébration du biocentisme.

SCÉNARIO POUR LE FUTUR

Nationalité et citoyenneté

par FÉLIX GUATTARI (*) et GISELE DONNARD (**)

IMAGINEZ qu'au bout de l'an 2000, comme on nous le promet, l'Afrique franchisse le cap du milliard d'habitants : deux cents millions de Maghrébins ; cent millions de Turcs ; la Méditerranée devenant un des principaux bassins planétaires de vitalité économique, sociale et culturelle... Imaginez de Haïti à Tanger l'implantation de nouvelles puissances industrielles dans le tissu d'une colossale force collective de travail, désormais acculturée aux technologies et aux méthodes assistées par ordinateur, tandis que l'Europe septentrionale continuait de décliner démographiquement et peut-être économiquement...

Scénario troublant, appelé, s'il se confirme, à perturber grandement nombre de positions acquises en Europe ! A moins que celle-ci ne se résolve, à temps, à se tourner vers cette nouvelle Afrique, comme aujourd'hui le Japon vers les puissances rivales de la mer de Chine ? A moins que la France ne se décide, dans un véritable coup de théâtre, ouvrir largement ses frontières à ces forces vives d'outre-mer en pleine gestation, dont elle a la chance d'être sollicitée de toute part. En vérité, l'Europe — et spécialement la France — a-t-elle beaucoup à gagner à repenser les choses en matière d'accueil des étrangers venant du Sud ? L'image d'un tiers-monde affamé et illettré, pour dramatiquement prégnante qu'elle continue d'être, n'en est pas moins appelée à s'effacer, et peut-être plus vite qu'on ne le croit, sous l'effet conjugué des révolutions technologiques, biologiques et communicationnelles qui sont en train de bouleverser sous nos yeux les anciennes façons de produire la vie, la société et la subjectivité.

La racine et les résurgences nationalistes constituent, de la part des populations humaines, deux réponses paradoxales à ces processus accélérés de transformation pour autant que ceux-ci demeurent mal compris d'eux-mêmes et mal articulés au socle primaire et sont, par conséquent, souvent ressentis comme des menaces appelant en retour un repliement sur des identités collectives plus ou moins artificiellement reconstruites. Face à l'ampleur de ces phénomènes, que nous qualifions de réterritorialisation subjective, même les esprits les plus ouverts se sentent comme paralysés.

Alore qu'il y a encore quelques années il était fréquent d'entendre revendiquer l'égalité des droits pour les immigrés, l'urgence que le droit de vote leur soit accordé, le débat s'est désormais réorienté sur la nationalité et son code. Rabattement redoutable, dont on peut se demander s'il n'est pas destiné à couper court à tout ce qui aurait pu permettre de sortir de l'alternative simpliste : être ou ne pas être français. Mais où, quand, comment est-ce que ça commence ? être français ? De quelle façon est-ce que ça peut évoluer ? Comment concilier par exemple, pour un individu, le fait de se sentir être tout à la fois français, breton, européen et fervent de la culture rock cosmopolite ?

Confrontativement au rétrécissement traditionaliste, conservateur,

leur, voire néo-fasciste de l'abandon de ces questions, associées désormais à la remontée de pseudo-didactes à l'importation, on assiste non seulement à un laminage des droits mais aussi à une véritable précarisation du statut moral et imaginaire des étrangers vivant en France et, au-delà, de toutes les personnes, y compris de nationalité française, qui sont ressenties comme « étrangères », parce qu'elles ne « bénéficient » pas de la couleur de peau qu'on attribue à nos ancêtres prétendument gaulois, ou de l'accent parisien standard avec lequel on est censé parler notre langue. Pour endiguer une possible dérive, aux implications multiples dans nombre de domaines, un minimum de réalisme devrait imposer qu'on s'en tienne à loi de 1973, c'est-à-dire au respect du « jus soli » et à la possibilité la plus large d'acquiescer la nationalité française d'un des droits d'être sur le libellé de l'écriteure recense la plus simple du point de vue des procédures sera la meilleure.

Quant au reste, il nous semble inutile de chercher à amoindrir les tensions tant qu'on n'aura pas remis en question l'ambivalence citoyenneté-nationalité, qui s'est trouvée persécutée au sein de la conception napoléonienne de l'Etat-nation. Alors que les flux migratoires ne cessent de prendre de l'importance sur toute la planète, alors que, manifestement, on ne pourra mettre un terme aux drames qui ont nom : Irlande du Nord, Pays basques, Corse, etc., qu'en promouvant une « Europe des Provinces-Unies » — seule entité capable de faire pièce aux Etats-Unis et à l'Union soviétique, — pourquoi ne pas considérer de façon distincte l'exercice de la citoyenneté et celui de la nationalité. Ce qui compte, pour être citoyen, c'est de vivre, de travailler, d'aimer sur un territoire donné. La nationalité est une tout autre affaire qui engage d'autres dimensions aux contours beaucoup moins évidents. Priorité donc à un ancrage de droit, d'exercice de pouvoir et de respect humain à ces masses aujourd'hui sans attaches civiques qui hantent nos murs comme les esclaves des cités antiques, dépendant de leur patron, de leur propriétaire, des policiers de leur quartier, sans que leur soit reconnue en contrepartie une prise de citoyenneté sur les espaces sociaux les concernant.

Que le législateur se penche, plutôt que sur le code de la nationalité, sur une citoyenneté à part entière qui serait reconnue aux résidents étrangers travaillant en France depuis plusieurs années, aux jeunes qui, à leur majorité, choisiraient de renoncer à leur droit d'être français et, ne les obligeant surtout pas, aux réfugiés politiques. Il s'agit là d'une sorte de citoyenneté contractuelle : ces hommes et ces femmes passent contrat pour participer, un temps de leur vie, en collaboration avec les populations autochtones, au bon fonctionnement de l'ensemble des institutions sociales et politiques. En somme, un système souple de citoyenneté à titres multiples, beaucoup mieux adapté aux conditions de notre époque.

(*) Psychosociologue.
(**) Enseignante.

Au courrier du Monde

Boire ou lire...

Les bistrots ouvrent tôt et ferment tard. Les bibliothèques ouvrent tard et ferment tôt.

Etonnons-nous si les Français boivent beaucoup et lisent peu, si on s'épuise à éponger en aval ce qu'on favorise en amont.

Ouvrez les vannes des bibliothèques aussi grandes que celles des bistrots.

Les bibliothèques, comme les musées, doivent ouvrir aussi le dimanche. Ce penser d'une société qui a su ouvrir bistrots, tabacs et pompes à essence tous les jours et qui retienne la lecture ?

J. MARTAIN
(Versailles).

CONJONCTURE

La Révolution et l'économie

Dans le long article de Pierre Lepape consacré à la Révolution française (le Monde du 29 janvier), on peut lire cette affirmation : « Du strict point de vue de l'économie, la Révolution a été désastreuse. » Mais il ne faudrait pas oublier que, du strict point de vue de l'économie, c'est l'Ancien Régime qui l'était.

La nuit du 4 août fut au contraire un immense progrès : l'abolition des privilèges particuliers des villes, des provinces, était un indispensable préalable à la création d'un marché national (et la création d'unités de mesure universelles allait dans cet esprit-là). Et l'abolition du régime seigneurial, donnant à la propriété un statut nouveau fondé sur la liberté : liberté d'entreprise, liberté de culture, liberté d'embauche et de débouché, liberté des salaires que ne permettait pas un régime seigneurial rigoureusement codifié. Que le peuple n'y gagnât pas grand-chose est sans doute vrai, car le régime seigneurial lui offrait des garanties irrévocables.

Dans cette perspective, si le « dix-neuvième siècle fut anglais », nous le devons moins aux agitateurs de 1790 qu'à un statut de la propriété anglaise infiniment plus souple, d'une part, et, de l'autre, à la configuration de l'espace anglais, centré sur une ville, Londres, bien différent d'un espace français morcelé à l'extrême.

Ainsi, si effectivement la conjoncture économique ne fut pas bonne, il ne faut pas cependant méconnaître l'importance des réformes de structure qui permirent la révolution agricole (favorisée par cette vaste « privatisation » que fut la vente des biens du clergé) et, dans un mouvement conjoint, la révolution industrielle.

FRANÇOIS LALLIARD
(agréé d'histoire, Paris).

INVASION

La Pologne et l'armée rouge

Dans le petit commentaire au sujet du pacte Ribbentrop-Molotov, publié dans le Monde du 29 janvier, j'ai trouvé des explications qui exigent une rectification.

Auteur du chapitre « Pologne » dans le Dictionnaire Larousse de la Seconde Guerre mondiale, et témoin oculaire de l'entrée des armées soviétiques en Pologne, je tiens à préciser que l'armée rouge a envahi la Pologne le 17 septembre 1939, au moment où l'armée polonaise était en plein combat contre l'armée allemande. Cette résistance farouche des Polonais le 17 septembre est confirmée par des dizaines d'ouvrages de différents historiens (y compris par des auteurs polonais de Varsovie). Donc, l'armée rouge n'entra pas, « une fois la résistance de l'armée polonaise écrasée », mais bel et bien a envahi la Pologne de concert avec les nazis.

De surcroît, la première vague de soldats soviétiques forçant la frontière criait : « Ne tirez pas. Nous venons vous aider contre les Allemands ! ». Je l'ai vu et entendu le 17 septembre 1939 à Ostrog-nad-Horyniem. Et les Polonais ne tiraient pas... Ce n'est que le lendemain que la vague suivante de Soviétiques (NKVD) a arrêté et interné les unités polonaises à Ostrog (et ailleurs), dont les officiers ont été tués quelques mois plus tard à Katyn.

GEORGES MOND
(Paris).

LAXISME

Les piétons de Paris

Jacques Chirac prétend bénéficier de la liberté des auto-

mobilités dans Paris. On est stupéfait de voir à quel point le maire de la capitale est dépassé dans sa façon d'appréhender les problèmes. Vite, il ne comprend pas la gravité de l'éprouvante pression exercée par l'automobile sur ses concitoyens : difficulté pour traverser les rues, risques corporels, trottoirs rongés par le stationnement auto, pollution, bruit incessant. Par l'invasion massive du taxi, l'absence d'une action d'envergure, volontaire et coordonnée, Paris est devenue une ville dure à vivre y compris pour les conducteurs, constamment empêtrés dans leurs embouteillages.

Chirac ne réalise pas que Paris est avant tout une ville de piétons et que la priorité consisterait à garantir une ville où il soit possible de se déplacer à pied et où il fasse bon vivre. Espérons que les Parisiens, les visiteurs, les touristes, tous ceux qui aiment la capitale, feront mieux connaître leur volonté dans une cité qui est une chose qu'une gigantesque gare autoroutière, maladroite, bruyante et dangereuse.

M. A. MILTZINE,
ingénieur-conseil
(Courbevoie).

LEÇONS

M. Ali Ammar et Israël

Il ne manquait plus à l'appel, dans la campagne menée contre Elie

Wiesel, menée aussi bien à gauche que dans Ministe, à propos de la récente conférence des prix Nobel, à Paris, que M. Mohamed Ali Ammar (le Monde du 30 janvier 1988). Le crime d'Elie Wiesel : tout en manifestant sa compassion humaine devant les événements des territoires administrés par Israël, il refuse d'exiger de l'Etat juif qu'il négocie avec l'O.L.P. les étapes de sa destruction, prévue par la trop méconnue charte de cette centrale terroriste.

Aujourd'hui, un représentant officiel de l'Algérie en France a les honneurs de la page 2 du Monde afin d'y traiter les soldats israéliens d'« assassins de sang » et d'ajouter que nous assistons à « la reproduction du schéma nazi » par Israël.

Ces fortes paroles émanent d'un homme qui représente un pays qui vit sous le régime du parti unique. Sa presse a pris la défense de Klaus Barbie, avec stigmates antisémites contre certains médias français à la clé (Algérie-Aktualités cité par le Monde daté 24-25 mai 1987). Des opposants exilés sont assassinés. Des liens étroits sont entretenus avec les pires groupes terroristes.

Ce palmarès (incomplet) donne à M. Mohamed Ali Ammar toutes les qualités requises afin de donner des leçons de morale à la seule démocratie du Proche-Orient.

YEHOSHUA AMISHAV,
attaché de presse
à l'ambassade d'Israël en France.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Reproduction interdite de nos articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
389 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou
visites ; nos abonnés sont invités à former
leur demande deux semaines avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

السلامة، الأمان

Etranger

Le Monde • Mardi 9 février 1988 • 3

SCÉNARIO POUR LE LIBAN

Nationalité et citoyenneté

de FELIX GUATTARI (1) et GOSLÉ (2)

IMMIGRÉS, désignés par le régime libanais, les réfugiés palestiniens ont été l'objet d'une campagne de violence à l'été 1987. Cette violence a été déclenchée par le régime libanais, qui a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens. Cette violence a été déclenchée par le régime libanais, qui a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens.

Le régime libanais a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens. Cette violence a été déclenchée par le régime libanais, qui a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens.

Le régime libanais a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens. Cette violence a été déclenchée par le régime libanais, qui a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens.

Le régime libanais a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens. Cette violence a été déclenchée par le régime libanais, qui a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens.

Le régime libanais a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens. Cette violence a été déclenchée par le régime libanais, qui a voulu imposer sa nationalité et sa citoyenneté aux réfugiés palestiniens.

LIBAN

Les deux fonctionnaires de l'UNRWA auraient été enlevés par des Palestiniens

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

La plus grande incertitude demeure sur les véritables raisons de l'enlèvement, le vendredi 5 février, à l'entrée sud de Saïda, chef-lieu du Liban sud, de deux fonctionnaires de l'UNRWA (Office des Nations unies pour les réfugiés), le Suédois Jan Stenning et le Norvégien William Jørgensen.

Des réunions regroupant les responsables de la ville, des principaux mouvements palestiniens et de l'UNRWA, se sont tenues quasiment tout le week-end à Saïda, où sont venus des diplomates suédois et norvégiens. Les informations les plus contradictoires ont circulé sur l'identité des auteurs de ce rapt et sur leur motivation. Il semble, toutefois, que les deux fonctionnaires internationaux se trouvent toujours au sud de Saïda et qu'ils soient aux mains de

Palestiniens, qui soit auraient agi pour des motifs personnels, soit auraient été commandités.

Le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, mis en cause par plusieurs parties, a rejeté, dimanche soir, par la voix de son porte-parole, la responsabilité sur « un groupe d'individus suspects infiltrés au sein du Fath de M. Yasser Arafat », une hypothèse qui avait déjà été évoquée par l'UNRWA. Des fausses nouvelles ont été lancées par le Fath, le chef de l'OLP avait donné l'ordre à son représentant au Liban d'effectuer toutes les recherches nécessaires pour obtenir la libération des deux hommes, « quel qu'en soit le prix ». Le Fath a, pour sa part, démenti toute participation à ce rapt. Quel qu'il en soit, un certain optimisme règne à Saïda, où l'on estime que cette affaire pourrait se régler assez rapidement.

FRANÇOISE CHIPAUX.

L'étape syrienne de la tournée de l'envoyé spécial du président Reagan

La mission de M. Richard Murphy s'annonce particulièrement difficile

La tournée de M. Richard Murphy, envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, s'annonce particulièrement ardue. Avant même l'arrivée du secrétaire d'Etat adjoint américain, le samedi 6 février à Damas, la mission de M. Murphy qui doit se rendre par la suite en Arabie saoudite, en Égypte et en Israël, a été l'objet d'une violente attaque de la presse officielle syrienne. Selon le quotidien gouvernemental *Techrik*, le responsable américain « n'a rien de nouveau à présenter », car son pays « continue d'utiliser Israël pour étendre son hégémonie sur le monde arabe ». Le journal estime que la tournée de M. Murphy vise à « sauver la face de Washington, alors que le soulèvement palestinien dans les territoires arabes occupés a un impact dans l'opinion mondiale ».

M. Murphy s'est entretenu, dimanche soir 7 février pendant plus de cinq heures, avec le président Hafez El Assad, à qui il a transmis un message de M. Reagan. Auparavant, il avait rencontré M. Abdel Halim Khaddam, le vice-président syrien, et M. Farouk El Charek, le chef de la diplomatie de Damas. A l'issue de ces entretiens, on affirmait, de source diplomatique, que la Syrie avait rejeté les propositions américaines prévoyant d'accorder une autonomie limitée aux Palestiniens des territoires occupés.

Entre-temps, le roi Hussein de Jordanie est arrivé dimanche à Bonn dans le cadre de sa tournée européenne destinée à défendre l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient sous l'égide de l'ONU. Dans une interview accordée avant son arrivée en RFA, le souverain jordanien a critiqué le nouveau l'attitude hésitante des États-Unis en la matière et demandé aux ministres des affaires étrangères de la CEE d'user de toute leur influence pour que Washington

s'engage en faveur d'une telle conférence.

D'un côté, le président égyptien, Hosni Mubarak, a quitté samedi Ankara, après une visite de vingt heures dans la capitale turque, dernière étape d'une tournée qui l'a mené dans seize pays au Moyen-Orient, aux États-Unis et en Europe. Le compte rendu fait à la presse par le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères souligne l'unité de vues des deux pays sur « l'urgence, accrue par le développement de la résistance palestinienne dans les territoires occupés, de l'établissement d'une paix durable grâce à une conférence internationale ». — (AFP, Reuters.)

Washington met l'Europe en garde contre une dénucléarisation totale

(Suite de la première page.)

Dans cette hypothèse, a déclaré M. Carlucci, « il devrait nous demander si nous devons maintenir nos troupes là ».

M. Carlucci avait précédemment affirmé que le démantèlement des armes nucléaires à moyenne portée (en vertu de l'accord de Washington sur les FNI) ne diminuerait en rien la garantie nucléaire américaine sur l'Europe, ni ne conduirait à une réduction « significative » des troupes américaines qui y sont stationnées, et qu'il n'y avait pas lieu de discuter de l'engagement américain en faveur de la sécurité de l'Europe. L'avertissement qu'il a formulé contre l'éventualité d'une dénucléarisation totale, qui fut repris par plusieurs autres intervenants, était destiné avant tout à la République fédérale où une large partie de l'opinion publique et certains partis politiques, loin d'envisager la modernisation des armes nucléaires à courte portée, prônent leur retrait total, notamment parce qu'ils estiment qu'elles « singularisent » l'Allemagne.

Le chancelier Kohl a certes rejeté dimanche l'idée d'une élimination complète de ces armes (ce que l'on appelle l'« option triple zéro »), conformément à ce qui a toujours été la position officielle allemande. Soulignant la supériorité des forces conventionnelles du pacte de Varsovie, « principal problème de la sécurité en Europe », il s'est prononcé pour une réduction équilibrée des missiles à courte portée, « en liaison avec l'élimination des armes chimiques et l'instauration d'un équilibre dans le domaine des armes conventionnelles ». Toutefois, faisant référence à la doctrine de la « réponse flexible » sur laquelle avait insisté M. Carlucci, le chancelier a estimé que l'alliance atlantique avait besoin d'un « concept de la négociation flexible », en d'autres termes que l'on ne devait pas attendre, pour engager des négociations sur les armes nucléaires à courte portée, que celles sur les armes chimiques et conventionnelles soient achevées.

Même si le ministre de la défense ouest-allemand (et futur secrétaire général de l'OTAN), M. Manfred Wörner, s'est exprimé à Munich de façon beaucoup plus catégorique que le chancelier en faveur des thèses de M. Carlucci et de son appel à la modernisation, il y a sur cette question des armes à courte portée des divergences en Allemagne qui risquent de donner lieu à une controverse au sein de l'alliance,

(Suite de la première page.)

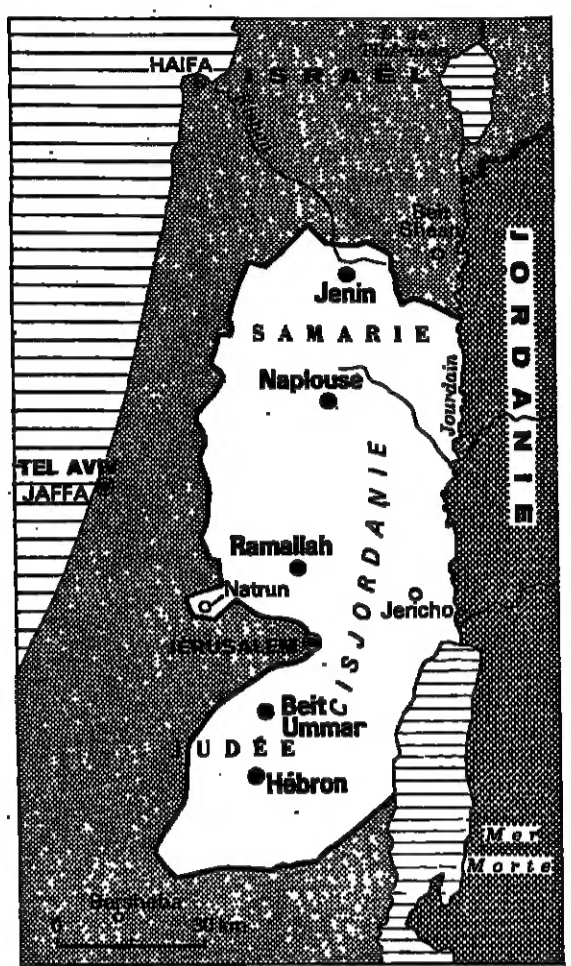
Une Palestinienne de dix-sept ans a été tuée. Elle a été touchée à la tête par un objet métallique qui ne serait pas une balle de fusil et pourrait avoir été un de ces projectiles propulsés par les manifestants à l'aide de frondes.

Dimanche, les troubles ce sont étendus à d'autres localités de Cisjordanie, à Jenin, Ramallah

et Kalkilya notamment. Dans cette dernière ville, un manifestant de seize ans a été très grièvement blessé par balle et hospitalisé dans un état critique. Entre-temps, un Palestinien de dix ans, touché par un tir jeudi dernier près de Naplouse, a succombé dimanche à ses blessures. Enfin, à l'appel de tracts (*le Monde* du 6 février), l'agitation a repris aussi à Gaza, où un

jeune homme du camp de réfugiés de Deir-el-Bala est décédé dans la soirée après avoir été transporté dans un hôpital de Jérusalem : les circonstances de sa mort n'ont pas encore été officiellement établies, mais, selon les médecins, il a été victime d'une hémorragie cérébrale après avoir été matraqué. Il est le quarante-huitième Palestinien tué depuis le début de la vague de violence, selon une estimation établie par le *Jerusalem Post*.

Les autorités ont encore élargi, dimanche soir, les mesures de couvre-feu sur la Cisjordanie. De cent cinquante mille à deux cent mille personnes ne sont autorisées à quitter leur domicile qu'une heure ou deux pour aller s'approvisionner. « Le couvre-feu est notre dernière arme, avant de franchir encore un cran dans le déploiement de l'armée dans les territoires, ce que nous ne souhaitons pas », a indiqué au *Monde* un responsable de l'administration de Cisjordanie. Ouvertement pessimiste, il a expliqué : « Le niveau moyen de la violence est sans précédent. On n'y prête plus attention car il y a comme une normalisation ou une banalisation du phénomène (...). Nous avons déployé beaucoup de troupes, et cela n'a pas fait retomber la violence. Nous ne souhaitons pas que la population (palestinienne) s'habitue à un pareil dispositif, car il s'use et devient de moins en moins dissuasif, et, la prochaine fois, il faudra encore plus de soldats ».



Le ministre de la défense n'a pas caché que cette première véritable confrontation depuis quarante ans entre Israéliens et Palestiniens (ce sont, à peu de chose près, ses propres termes) pourrait durer plusieurs mois. C'est-à-dire le temps qu'il faudra sans doute avant que, s'amorce une éventuelle négociation sur la base d'une initiative américaine encore très hypothétique. Elle s'organiserait en deux temps :

— Pour parler avant novembre (élections israéliennes et américaines) destinées à accorder une certaine autonomie aux territoires et à faire élire un Conseil palestinien représentant les habitants de Cisjordanie et de Gaza ;

— Puis ouverture de négociations sur le statut final des territoires ; y participeraient les pays arabes voisins d'Israël et ce Conseil palestinien, sous couvert d'un « certain » parrainage international.

L'éditorialiste du *Jerusalem Post* se risquait, dimanche, à une note d'optimisme : « La nouvelle initiative américaine, écrit-il, a une chance raisonnable de voir le jour ». Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Rhud Gol, était plus prudent. Il se refusait à parler d'une proposition américaine « encore bien définie ». Il constatait néanmoins que les États-Unis considéraient que « mieux valait prendre le risque de l'échec d'une initiative que celui de se voir reprocher de n'avoir rien fait » alors que les territoires s'enfoncent dans la violence.

ALAIN FRACHON.

Le « week-end noir » de Jérusalem

JÉRUSALEM de notre correspondant

La capitale n'a pas échappé à ce « week-end noir ». Dimanche soir, le maire, M. Teddy Kollek, constatait amèrement que « la coexistence juéo-arabe à Jérusalem avait été gravement endommagée ». Il y eut des manifestations sporadiques, des drapeaux palestiniens brandis, des affrontements avec l'armée et la police, toute la journée de samedi, dans les quartiers arabes du nord de la cité et même dans la Vieille Ville — sans pour autant que l'ensemble de la capitale en soit affectée.

Dimanche matin, une soixantaine de très jeunes gens d'un village arabe situé juste en face du quartier de Talbott ont bombardé à coups de pierres les appartements de plusieurs familles juives. Du rez-de-chaussée confortable d'où elle domine le désert de Judée, Judy Segal nous a dit toute son « amertume » et sa « tristesse ». Le sol du salon est jonché de

pierres, plusieurs vitres ont volé en éclats. Les Segal — trois enfants — sont arrivés à Talbott il y a huit ans, venant de Californie. « C'est décourageant, explique Judy. En huit ans, nous avions, dans ce quartier, noué de bonnes relations avec les habitants du village arabe. Ils venaient faire leurs courses, et leurs enfants ont accès à notre arabe et y disposent de soins gratuits ».

Les Segal se veulent résolument « à gauche et progressistes ». Mais « il faut que ça s'arrête, et si la force est le seul moyen, alors il faut l'employer ». Judy, dont l'appartement a été attaqué à deux reprises, raconte encore que ses deux derniers enfants, en très bas âge, « ont peur » et, plus grave, dit-elle, ils commencent « à haïr ». Dehors, sur la terrasse qui domine le village arabe, un garçon israélien d'une dizaine d'années s'est joint à un groupe de policiers et parade en roulant des épaules, botte de base-ball en main.

AL Fr.

FRANÇOISE MALLÉT-JORIS.

Françoise Mallet-Joris

La tristesse du cerf-volant



Roman 396 pages, 109 F.

Flammarion

L'engagement européen de la France

« L'Europe de la défense ne se conçoit pas en dehors de l'alliance atlantique. Mais l'état de dépendance entre partenaires ne renforce ni la solidarité de l'alliance ni la prise de conscience des responsabilités », a déclaré pour sa part, le ministre français de la défense, « il ne saurait y avoir d'alliance atlantique forte avec une Europe faible ».

Après avoir rappelé le propos récent du premier ministre, M. Jacques Chirac, selon lequel « la France dispose maintenant des moyens qui lui permettent d'affirmer la dimension européenne de sa sécurité », M. Girard a indirectement confirmé des informations laissent entendre que les missiles préstratégiques français de la nouvelle génération pourraient avoir une portée accrue.

« D'une part, a indiqué le ministre de la défense, l'arrivée à maturité de nos armes ASMP ou Hadès permet de donner à notre corps de

A gauche la BMW série 7 vous présente



La BMW série 7.

Regardez-les bien. A gauche, la BMW série 7 sortie il y a 16 mois. A droite, la nouvelle BMW série 3. Ce que vous avez sous les yeux, c'est l'un des plus beaux transferts de technologies jamais réussi d'une voiture à une autre. Aujourd'hui, la créativité et l'expérience des ingénieurs BMW sont telles qu'il ne leur a fallu que 16 mois pour réussir

ce nouvel exploit : adapter très précisément à la nouvelle BMW série 3 la plupart des innovations techniques qu'ils avaient faites lors de la création de la BMW série 7. 16 mois qui ont suffi pour qu'il devienne impossible de vous présenter aujourd'hui la nouvelle BMW série 3, à droite, sans faire référence à la BMW série 7, à gauche. Côté

moteur, il convient de dire que la nouvelle BMW 318i se trouve équipée du premier 4 cylindres qui ressemble davantage à un 12 cylindres qu'à un 4 cylindres : bielles forgées, masse des pistons réduite, soupapes à diamètre élargi, on y retrouve quantité de détails qui font l'excellence du moteur 12 cylindres de la 750i.

Joël, m. l. 10

à droite la nouvelle BMW série 3.



La nouvelle BMW série 3.

Mais la comparaison ne s'arrête pas là. On peut aussi parler des phares ellipsoïdaux (ces petits phares capables de donner 30% de lumière en plus que les gros phares) : révolutionnaires il y a 16 mois sur la série 7, on les retrouve aujourd'hui sur tous les nouveaux modèles de la série 3. On pourrait aussi parler des nouveaux pare-chocs qui ren-

dent complètement anodins bon nombre d'accrochages en ville. Ou du système Motronic de 3^e génération. Et des suspensions à gaz bitubes sur les BMW 320i et 325i. Sans s'étendre sur les innombrables techniques de fabrication exclusives à BMW, qui font la qualité légendaire de toutes les voitures qui portent ce nom.

Tout cela pour vous permettre de faire à nouveau le point sur l'actualité du monde de l'automobile : sortie il y a 16 mois, la BMW série 7, à gauche, n'avait jusqu'à aujourd'hui aucune concurrente. Elle en a une à présent : à droite, la nouvelle BMW série 3.

MOTUL partenaire de BMW.



Afrique

Accueillant le colonel Kadhafi après sa visite à Tunis

L'Algérie poursuit ses efforts en vue de l'édification du Grand Maghreb

Le colonel Kadhafi est arrivé samedi 6 février, à Annaba, dans l'Est algérien, où il a été accueilli par le président Chadli. Selon l'AFP, M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, s'est joint dimanche aux hommes d'Etat et à un entretien particulier avec M. Kadhafi. Après la signature, en août 1984, du traité d'union maroco-libyenne, Tripoli avait cessé toute aide à l'organisation sahraïenne. Le processus de « réchauffement » se poursuit donc.

D'autre part, de sources concordantes à Alger, on laisse entendre samedi qu'un sommet maghrébin tripartite — Algérie-Libye-Tunisie — pourrait se tenir lundi à Sakiet-Sidi-Youssef, un village tunisien proche de la frontière algérienne bombardé par l'aviation française le 8 février 1985. Ce sommet dans une localité hautement symbolique s'inscrirait dans le cadre des efforts

entrepris par l'Algérie pour l'édification du Grand Maghreb, priorité de la politique étrangère du président Chadli. Alger milite notamment pour un élargissement à la Libye et éventuellement au Maroc du traité « de fraternité et de concorde » auquel adhèrent déjà la Tunisie et la Mauritanie.

Dans un entretien publié dimanche par le quotidien américain Washington Post, le président algérien a exhorté les Etats-Unis à cesser leur opposition à sa politique de « neutralisation » de la Libye. « Si nous isolons la Libye, a déclaré M. Chadli, ce pays est susceptible de conclure une alliance avec le diable », et notamment d'ouvrir ses frontières à des bases militaires soviétiques. Dans ce cas, a précisé le chef de l'Etat algérien, « notre pays devra [lui aussi] s'ouvrir à des bases étrangères ».

mauvaise fortune bon cœur, et sa visite a pleinement répondu à l'attente de Tunis : la coopération gélée depuis 1985 va être réactivée à partir des accords existant déjà et prioritairement à l'application de ceux concernant les secteurs économique, social et culturel.

TUNIS
de notre correspondant

Le protocole traditionnel prévoyant des visites des chefs d'Etat étrangers fut observé à la lettre. Bon gré, mal gré, le colonel Kadhafi, qui a quitté Tunis samedi 6 février, au terme d'un séjour de quarante-huit heures, a dû s'y plier. Pas de ces foules dont sont généralement émaillées les déplacements à l'étranger, ni bain de foule, ni meeting populaire, ni discours à l'adresse du « peuple frère ».

Pour le « guide de la révolution » libyenne, habitué à se livrer à de véritables festivals de désinvolture et de provocation lorsqu'il lui arrivait d'être l'hôte des Tunisiens, le « changement du 7 novembre », qu'il avait salué avec empressement, n'a donc pas été qu'une simple formule. Il n'en a pas moins fait contre

Les entretiens ont également permis d'envisager une exploitation en commun — pétrole, gaz et pêche — du golfe de Gabès mitoyen aux deux pays. La délimitation du plateau continental dans cette zone est, depuis plus de dix ans, objet de litige entre Tunis et Tripoli, qui ont eu recours à deux reprises à l'arbitrage de la Cour internationale de justice de La Haye, qui paraît être aujourd'hui acceptée. D'autre part, le projet de construction à travers la Tunisie d'un gazoduc permettant à la Libye de recevoir le gaz naturel algérien a été retenu et, pour faciliter la circulation des biens et des personnes, les visas d'entrée pour les

ressortissants des deux pays seront supprimés à partir du 15 février.

Mais il fallait bien donner quelques satisfactions au colonel libyen. Aussi cette fois vers « la complémentarité dans tous les domaines » est-elle considérée dans un communiqué comme une « étape » pour « la réalisation de l'unité » et « l'édification du Grand Maghreb arabe comme prélude à la réalisation de l'unité arabe globale ».

Avant de partir pour l'Algérie, le colonel Kadhafi a tenu à s'entretenir avec M. Bechir El Assad, dirigeant d'un mouvement national libyen, le Rassemblement national arabe, et avec M. Ahmed Messiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes, dont les services d'information ont fait preuve, à cette occasion, d'une inimitable discrétion.

MICHEL DEURÉ.

MOZAMBIQUE

Pretoria ne nous aide pas affirme le chef de la guérilla

Massif de Gorongosa (Mozambique). — Le président de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), M. Alfonso Dhlakama, est catégorique : son mouvement de guérilla, pro-occidental, qui combat depuis 1977 le régime marxiste de MAPUTO, ne reçoit pas le moindre soutien militaire de l'étranger, et notamment de l'Afrique du Sud. « Je suis sûr », a-t-il déclaré, « que si l'Union soviétique ou l'Afrique du Sud nous ont aidés, nous aurions gagné depuis longtemps ». « Je suis sûr », a-t-il ajouté, « que si l'Union soviétique ou l'Afrique du Sud nous ont aidés, nous aurions gagné depuis longtemps ».

Dans un entretien accordé le jeudi 4 février à l'AFP, dans l'un des nombreux camps dont dispose la RENAMO dans le massif montagneux de Gorongosa, dans la province de Sofala (centre du pays), M. Dhlakama a aussi assuré que ses maquisards, « au nombre de vingt-deux mille », contrôlent environ 85 % du territoire mozambicain, soit « tout le pays » à l'exception des grandes villes et de quelques districts.

Le chef de la guérilla, M. Dhlakama, est très loquace lorsqu'il parle de son mouvement des combattants de la libération du Mozambique, parti unique au pouvoir à Maputo, qui ont fait de la RENAMO une sorte de pestifère sur la scène internationale. Il a, au contraire, accusé de ces tueries les gouvernements et les troupes étrangères qui la soutiennent, et réaffirmé être disposé à négocier avec Maputo une fin à la guerre civile. Des ébauches de pourparlers avaient échoué en 1984 et en 1985. Mais, a-t-il dit, la RENAMO exige, comme préalable à tout accord, « le retrait total de toutes les troupes étrangères », soutenant le FRELIMO, en premier lieu une dizaine de milliers de Zimbabwéens, mais aussi des Tanzaniens et des Malawites, ainsi que « plusieurs milliers » d'instructeurs soviétiques, cubains et est-allemands. — (AFP).

SOMALIE

Huit anciens dirigeants condamnés à mort

Huit anciens responsables somaliens ont été condamnés dimanche 7 février par la Cour de sûreté nationale somalienne à la peine de mort par fusillade pour haute trahison. Parmi ces condamnés figurent l'ancien troisième vice-président, M. Ismail Ali Abokor, et l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Omer Arteh Ghalib, a précisé l'agence somalienne de presse (SONNA, officielle). La cour a également ordonné la confiscation de tous les biens de ces deux responsables et de ceux des six autres accusés qu'elle a également condamnés à la peine capitale.

Parmi les accusés, dont le procès avait débuté il y a une semaine à Mogadiscio, trois personnes également accusées de haute trahison ont été condamnées à la détention à vie et un autre à vingt-quatre ans de prison. On ignore l'identité de ces quatre condamnés.

A l'issue du procès, la cour a acquitté quatre personnes pour

absence de preuve : MM. Osman Mohamed Jelleh, ancien maire de Mogadiscio, Mohamed Adan Sheikh, ancien ministre de l'éducation, Mohamed Yusuf Weirab, ancien ministre des finances, et Omer Hadji Mohamed, ancien ministre de la santé.

Dans ses arrêts, la cour indique que les condamnés ont été reconnus coupables d'avoir « constitué et lancé en opérations une organisation subversive et des groupes armés entre les années 1978 et 1982 ». Les accusés, ajoute-t-elle, ont organisé « des unités armées qui ont parcouru diverses régions du pays », se rendant coupables de « meurtres d'hommes, de vols, de destruction de biens et d'embuscades contre les populations rurales ».

Le procès, qui a duré une semaine, s'est déroulé en public, mais sans la présence d'observateurs indépendants. La liste complète des accusés qui comparaissent n'a jamais été publiée. — (AFP).

● AFRIQUE DU SUD : pas de visa pour Breyton Breytonbach. — Pretoria a refusé d'accorder un visa d'entrée au poète Breyton Breytonbach, qui vit en France et voudrait retourner en mars dans son pays natal pour y être fait docteur honoris causa de l'université du Cap.

Sans donner d'explication, le directeur général des affaires étrangères sud-africaines, M. Gerrie van Zyl, a déclaré, dimanche 7 février, que la demande de visa de Breytonbach avait été rejetée.

L'an dernier, déjà, l'écrivain s'était vu refuser la permission de revenir en Afrique du Sud pour y rendre visite à son père, âgé de quatre-vingt-quatre ans et hospitalisé à la suite d'une crise cardiaque. — (Reuters).

● GABON : « le Monde » saisi. — Trois journaux français, le Monde, Libération, et deux saisis vendredi 5 février au Gabon, sur instruction de la Direction générale de la documentation (DGD). Cette mesure, précise-t-on à Libreville, concerne la dernière livraison de l'hebdomadaire satirique et les numéros des deux quotidiens parisiens rapportant une information donnée par le Canard enchaîné.

Mercredi, l'hebdomadaire avait publié le fac-similé d'un document du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération — FAC, présidé par le ministre de la coopération — et l'extrait d'un article de 16 millions de francs pour la réfection de l'armement intérieur de l'aviation de la présidence gabonaise.

● TCHAD : ralliements au parti unique. — Quatre formations politiques tchadiennes ralliées ont annoncé dimanche 7 février leur intégration au parti unique du président Hissène Habré. M. Mahamat Senoussi Khairi (Comité d'action et de coordination-Conseil démocratique révolutionnaire, CAC-CDR), M. Wadai Abdelkader Kamougué (Mouvement révolutionnaire du peuple tchadien, MRP), M. Madjo Abdelkarim (Forces populaires révolutionnaires, FPR) et M. Hamid Maoussi (Forces armées populaires, FAP) ont annoncé solennellement la nouvelle au cours d'un rassemblement populaire à NDjamena. Elle implique la dissolution de leurs mouvements et l'intégration de leurs éléments à l'Union nationale pour l'indépendance et la révolution (UNIR), mouvement fondé en 1984 par le président Hissène Habré. — (Reuters).

Europe

RDA : à Berlin-Est

L'opposition démocratique est décapitée

BONN
de notre correspondant

On ne peut dénier au gouvernement de Berlin-Est une certaine habileté, même si l'on peut critiquer le cynisme avec lequel le pouvoir fait usage de l'arbitraire pour diviser l'opposition démocratique en RDA. Toutes les personnes arrêtées à la suite de la manifestation du 17 janvier dernier ont été libérées, à l'exception de Vera Wollenberger, animatrice de « l'Eglise d'en bas », qui reste toujours incarcérée. Après l'expulsion du chanteur Stephan Krawczyk et de sa compagne Freya Klier, déclarés de leur nationalité et contraints de signer une demande d'émigration vers la RFA (le Monde du 5 février), six autres opposants ont été libérés. Quatre d'entre eux, Ralf Hirsch, Wolfgang et Regina Tempin et Bärbel Bohley ont été expulsés le 7 janvier en RFA. A la différence de Stephan Krawczyk et de Freya Klier, ils ont quitté le pays munis de passeports est-allemands et peuvent donc, en théorie, revenir à Berlin-Est. Deux autres opposants, Andreas Kalk (dix-neuf ans) et Tili Böttcher (dix-sept ans), animateurs de la bibliothèque de l'environnement de l'Eglise de Sion, ont également été libérés et doivent sans doute à leur jeune âge de pouvoir rester dans leur pays. Cette « tactique du salami », consistant à traiter de manière différenciée les protagonistes des événements de ces dernières semaines, présente l'avantage de casser le mouvement de solidarité qui s'était développé en faveur des personnes emprisonnées. Celui-ci s'était traduit par une fréquentation toujours plus importante des services reli-



Calendrier de la RDA - quatre saisons : hiver, printemps, hiver, printemps. (Extrait du Tagesspiegel, de Munich.)

gés dans plusieurs églises protestantes de Berlin-Est et d'autres villes de RDA. Les dirigeants de l'Eglise évangélique sont ainsi invités à faire eux-mêmes le « ménage » dans leur maison et à ne pas tolérer sous leur toit ce que M. Erich Honecker appelle des « groupes marginaux dont les activités contreviennent aux lois de la RDA ».

Il est particulièrement remarquable que la deuxième « vague » d'expulsés soit, en quelque sorte, des « bannis avec sursis ». Bärbel Bohley notait dans une déclaration faite lors de son arrivée en Allemagne de l'Ouest qu'il y avait là « le signe d'une nouvelle attitude de la RDA dans le traitement des conflits ».

Les gouvernements de Berlin-Est ont d'autre part pu constater que la répression exercée contre les militants des droits civiques ne provo-

quait aucune détérioration des relations avec les dirigeants politiques de RFA. Vendredi dernier, le comte Lambdorff, ancien ministre de l'économie et candidat à la direction du parti libéral (FDP), était reçu en grande pompe par M. Erich Honecker. A l'issue des discussions, M. Lambdorff s'est déclaré persuadé que le numéro un est-allemand était disposé à « entamer le dialogue avec la jeunesse critique ». Enfin, on apprendait que le bourgmestre régnant de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen avait accepté l'invitation de M. Honecker à se rendre le 11 février à Berlin-Est. Cette visite, attendue depuis longtemps par M. Diepgen, a pour objectif de resserrer les liens entre les deux parties de la ville, notamment sur le plan de la lutte contre la dégradation de l'environnement.

LUC ROSENZWEIG.

URSS : la révision de l'histoire

La presse insiste sur le caractère strictement judiciaire des réhabilitations

Moscou
de notre envoyée spéciale

Pourquoi les accusés des procès de Moscou ont-ils tous avoué des crimes qu'ils n'avaient pas commis ? Comment le peuple soviétique a-t-il pu croire à cette mascarade de justice ? Au terme de la réhabilitation pénale de vingt condamnés à mort du procès staliniens de mars 1938, dont Nikolai Boukharine (le Monde du 4 février), le rédacteur en chef du grand quotidien russe Sovetskaja Rossiia, Valentin Tchikine, pose clairement ces questions dans les colonnes de son journal. Signe de la difficulté de mener à son terme le processus de réexamen de l'histoire de cette période, M. Tchikine ne va cependant pas jusqu'à apporter la réponse à ces questions cruciales.

Annoncées par un communiqué officiel publié en fin de semaine, les réhabilitations ont fait l'objet dimanche de commentaires dans trois des plus grands journaux soviétiques, les Izvestia, la Pravda et Sovetskaja Rossiia. Leurs articles s'attachent surtout à l'aspect judiciaire et moral de l'affaire. La réhabilitation politique et l'annulation posthume au sein du parti — qui est officiellement « en cours d'examen » — n'y est pas évoquée et paraît même loin d'être acquise si l'on se fie aux appréciations portées par M. Tchikine sur la biographie politique des condamnés les plus célèbres.

Ainsi de Boukharine il estime que « l'évaluation de ses activités au sein du parti après la révolution d'Octobre n'est pas simple ». L'auteur oppose ainsi les qualités littéraires et académiques de Boukharine à son attitude politique dans les batailles les plus vives du pouvoir communiste post-révolutionnaire. « Il s'est trompé, il a reconnu ses erreurs puis les a de nouveau commises », écrit Valentin Tchikine. Le mot « erreur » est donc maintenu pour Boukharine et rien n'est dit sur son opposition à la collectivisation et à l'industrialisation. Alexei Rykov, quant à lui, « a eu des divergences sérieuses avec le parti » et avec Lénine. Avec Boukharine et Tomski il a formé la déviation opportuniste « droite », poursuit Sovetskaja Rossiia. Lui aussi a reconnu ses « erreurs ».

Interrogé par les Izvestia, le juge Mikhaïl Marov, principal rapporteur à la séance plénière de la Cour suprême qui a décidé des réhabili-

tions le 4 février, dresse un tableau glorieux de la force morale de Boukharine : « Il n'était ni excessivement émotif ni déséquilibré. Il a été un battant jusqu'au bout. Dans les derniers mots qu'il a prononcés devant le tribunal, la fermeté, la droiture et la logique sont évidentes. » Le portrait ainsi présenté de Boukharine rejoint l'appréciation qu'en avait faite M. Gorbachev dans son discours du 2 novembre dernier.

Des aveux attachés

Le journaliste de la Pravda qui, pour sa part, a visiblement assisté à la séance de la Cour suprême du 4 février, apporte quelques détails intéressants sur le déroulement de cette réunion historique. Le président Terebilov donne rapidement la parole au juge Marov qui rend compte aux trente-huit magistrats du travail de recherche et de vérification accompli. « Bien qu'ils connaissent les détails des affaires, ils l'écoutent tous avec la plus grande attention », écrit la Pravda. Le rapporteur relève une violation majeure de la procédure en 1938 : les aveux, dit-il, ont été de pure forme, « les aveux des accusés ne peuvent servir de base à une condamnation que s'ils sont associés à des preuves ».

L'un après l'autre, prenant la parole les juges de la Cour suprême,

Alkhazov, Briez, Tikhomirov, Yakimenko. « Tout cela se fait dans une langue juridique. Dans cette salle personne ne se laisse aller à l'émotion. Les magistrats établissent donc que « de nombreux aveux ont été arrachés au moyen de grossières violations de la loi, des règles de procédure, d'atteinte au droit des accusés ». Certains procès-verbaux d'interrogatoires ont, en outre, été falsifiés.

Pour la presse soviétique, il s'agit d'une grande victoire du droit, de la justice et de la vérité. Bien des questions restent pourtant sans réponse. Ainsi aucun de ces trois journaux n'explique pourquoi et quand dix des vingt accusés ont été réhabilités lors d'une séance distincte.

Enfin le sort réservé à Yagoda, l'ex-commissaire du peuple aux affaires intérieures jugé « son tour » dans ce même procès de mars 1938 après avoir envoyé lui-même des milliers de gens devant les pelotons d'exécution pour servir Staline, reste troublant sur le plan juridique, s'il se comprend aisément d'un point de vue politique. Yagoda non plus n'était pas coupable d'espionnage et ses aveux ont sans doute été extorqués selon les mêmes méthodes que pour ses vingt coaccusés, mais aucun recours en réhabilitation n'a été déposé en sa faveur. Quels seront donc les critères de sélection pour les « réhabilitations » suivantes ?

SYLVIE KAUFFMANN.

ROUMANIE

Les émeutes de Brasov étaient des « actions anarchiques » déclare M. Ceausescu

Le chef du parti et de l'Etat roumain, M. Nicolae Ceausescu, a qualifié d'« actions anarchiques » les émeutes qui ont eu lieu, le 15 novembre dernier, à Brasov, dans un discours prononcé à la fin d'une réunion du conseil national des travailleurs et publié, le 6 février, par l'agence Agencepres, à Bucarest.

Se référant aux événements qui se sont produits à l'usine de camions de Steagul Rosu, le numéro un roumain a estimé que son pays « ne saurait tolérer de telles actions », car il disposait de « formes démocratiques ». M. Ceausescu a, par ailleurs, réaffirmé la place primordiale qu'il compte, comme par le passé, accorder à l'exportation en matière économique. Cette politique, visant à rembourser à un rythme forcé sa dette extérieure (passée de 10,1 milliards de dollars en 1981 à environ 6 milliards en 1987), a plongé la Roumanie, depuis le début des années 80, dans une grave crise alimentaire et énergétique.

Dans son discours, M. Ceausescu a également déploré les mauvaises

relations de son pays avec la Hongrie, et il a implicitement accusé des pays d'attiser des manifestations de chauvinisme en Roumanie, où vit une minorité hongroise de quelque deux millions de personnes, qui se plaignent de plus en plus de mesures de répression et d'assimilation forcée de la part des autorités de Bucarest.

Par ailleurs, la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie (LDHR) communique à Paris que M. Dan Petrescu, un écrivain roumain qui avait donné une interview à Libération, parue le 27 janvier, a été arrêté, le vendredi 6 février, à Iassu, capitale de la Moldavie, où il résidait. Dans cette interview, M. Petrescu, trente-neuf ans, diplômé de français, avait fait des commentaires extrêmement sévères sur le régime de « dictature » roumain, affirmant que le président Ceausescu devait partir, mais qu'il n'était pas le seul coupable, et évoquant l'atmosphère de « fin de règne » qui prédomine en Roumanie. — (AFP).

PÉTROLE :

LENDEMAINS ?

Experts de pays producteurs et responsables de compagnies pétrolières révèlent leurs pronostics. François-Xavier Ottoli, président du Sud-CFP, Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, répondent aux questions d'Arabes.

Dans le numéro de février d'ARABES, en kiosque et en librairie
78, rue Joffroy, 75017 Paris

REVUE EUROPÉENNE

DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

L'IMMIGRATION est en France et en Europe, l'un des sujets les plus débattus de l'actualité.

La REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES est la seule revue scientifique spécialisée dans ce domaine.

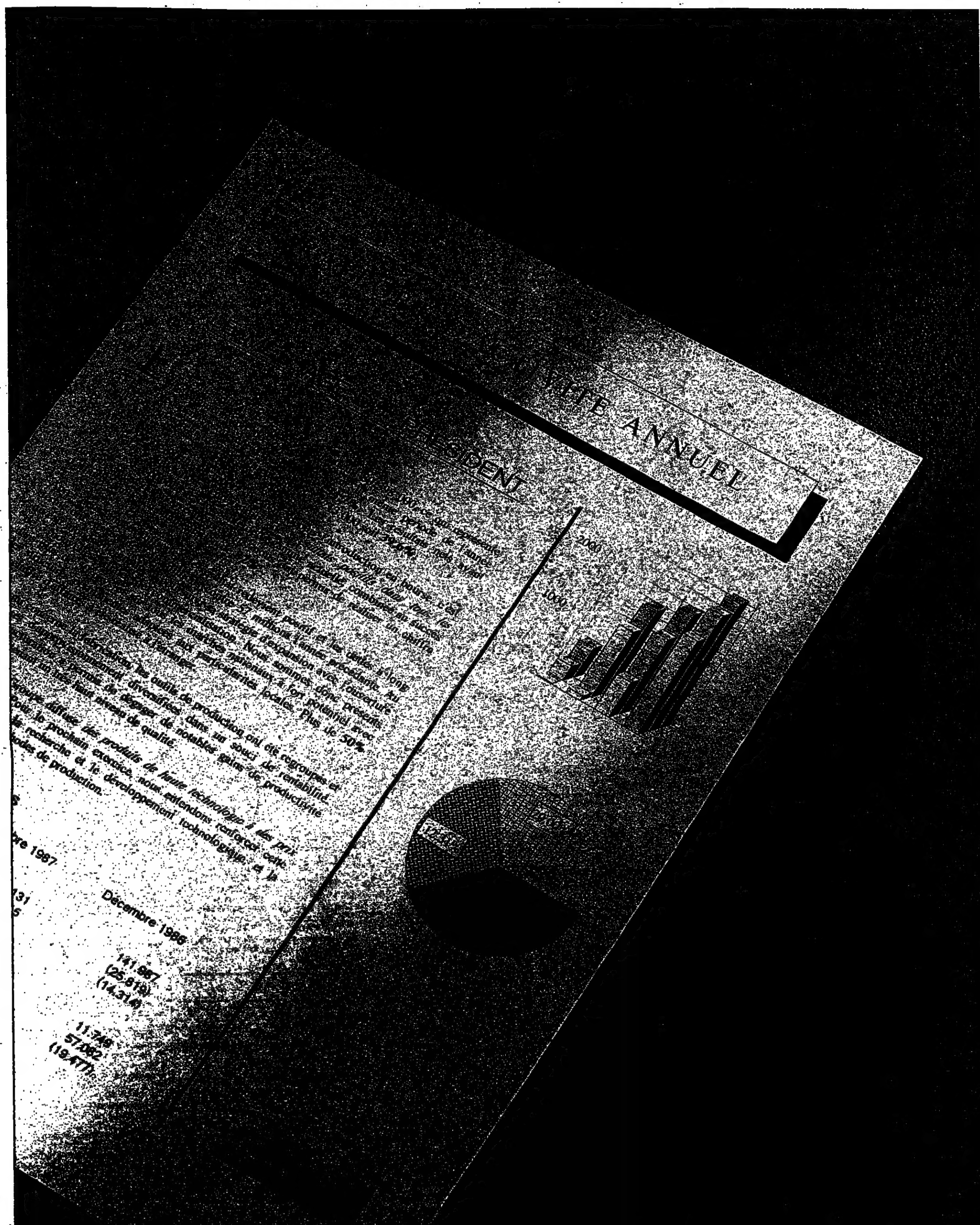
Dans son dernier numéro paru en janvier 1988 :

LE CODE DE LA NATIONALITÉ. Combien de personnes deviennent-elles françaises chaque année ? Comment ?

LES RÉFUGIÉS ET LES DEMANDEURS D'ASILE. Combien sont-ils ? Quelles politiques en France et en Europe ?

Et des articles de spécialistes français et étrangers sur d'autres questions d'actualité.

En vente à Paris dans les librairies PUF, FNAC, Bataillon, etc. Abonnements : 100 F (1988) 120 F (1989) 140 F (1990) 160 F (1991) 180 F (1992) 200 F (1993) 220 F (1994) 240 F (1995) 260 F (1996) 280 F (1997) 300 F (1998) 320 F (1999) 340 F (2000) 360 F (2001) 380 F (2002) 400 F (2003) 420 F (2004) 440 F (2005) 460 F (2006) 480 F (2007) 500 F (2008) 520 F (2009) 540 F (2010) 560 F (2011) 580 F (2012) 600 F (2013) 620 F (2014) 640 F (2015) 660 F (2016) 680 F (2017) 700 F (2018) 720 F (2019) 740 F (2020) 760 F (2021) 780 F (2022) 800 F (2023) 820 F (2024) 840 F (2025) 860 F (2026) 880 F (2027) 900 F (2028) 920 F (2029) 940 F (2030) 960 F (2031) 980 F (2032) 1000 F (2033) 1020 F (2034) 1040 F (2035) 1060 F (2036) 1080 F (2037) 1100 F (2038) 1120 F (2039) 1140 F (2040) 1160 F (2041) 1180 F (2042) 1200 F (2043) 1220 F (2044) 1240 F (2045) 1260 F (2046) 1280 F (2047) 1300 F (2048) 1320 F (2049) 1340 F (2050) 1360 F (2051) 1380 F (2052) 1400 F (2053) 1420 F (2054) 1440 F (2055) 1460 F (2056) 1480 F (2057) 1500 F (2058) 1520 F (2059) 1540 F (2060) 1560 F (2061) 1580 F (2062) 1600 F (2063) 1620 F (2064) 1640 F (2065) 1660 F (2066) 1680 F (2067) 1700 F (2068) 1720 F (2069) 1740 F (2070) 1760 F (2071) 1780 F (2072) 1800 F (2073) 1820 F (2074) 1840 F (2075) 1860 F (2076) 1880 F (2077) 1900 F (2078) 1920 F (2079) 1940 F (2080) 1960 F (2081) 1980 F (2082) 2000 F (2083) 2020 F (2084) 2040 F (2085) 2060 F (2086) 2080 F (2087) 2100 F (2088) 2120 F (2089) 2140 F (2090) 2160 F (2091) 2180 F (2092) 2200 F (2093) 2220 F (2094) 2240 F (2095) 2260 F (2096) 2280 F (2097) 2300 F (2098) 2320 F (2099) 2340 F (2100) 2360 F (2101) 2380 F (2102) 2400 F (2103) 2420 F (2104) 2440 F (2105) 2460 F (2106) 2480 F (2107) 2500 F (2108) 2520 F (2109) 2540 F (2110) 2560 F (2111) 2580 F (2112) 2600 F (2113) 2620 F (2114) 2640 F (2115) 2660 F (2116) 2680 F (2117) 2700 F (2118) 2720 F (2119) 2740 F (2120) 2760 F (2121) 2780 F (2122) 2800 F (2123) 2820 F (2124) 2840 F (2125) 2860 F (2126) 2880 F (2127) 2900 F (2128) 2920 F (2129) 2940 F (2130) 2960 F (2131) 2980 F (2132) 3000 F (2133) 3020 F (2134) 3040 F (2135) 3060 F (2136) 3080 F (2137) 3100 F (2138) 3120 F (2139) 3140 F (2140) 3160 F (2141) 3180 F (2142) 3200 F (2143) 3220 F (2144) 3240 F (2145) 3260 F (2146) 3280 F (2147) 3300 F (2148) 3320 F (2149) 3340 F (2150) 3360 F (2151) 3380 F (2152) 3400 F (2153) 3420 F (2154) 3440 F (2155) 3460 F (2156) 3480 F (2157) 3500 F (2158) 3520 F (2159) 3540 F (2160) 3560 F (2161) 3580 F (2162) 3600 F (2163) 3620 F (2164) 3640 F (2165) 3660 F (2166) 3680 F (2167) 3700 F (2168) 3720 F (2169) 3740 F (2170) 3760 F (2171) 3780 F (2172) 3800 F (2173) 3820 F (2174) 3840 F (2175) 3860 F (2176) 3880 F (2177) 3900 F (2178) 3920 F (2179) 3940 F (2180) 3960 F (2181) 3980 F (2182) 4000 F (2183) 4020 F (2184) 4040 F (2185) 4060 F (2186) 4080 F (2187) 4100 F (2188) 4120 F (2189) 4140 F (2190) 4160 F (2191) 4180 F (2192) 4200 F (2193) 4220 F (2194) 4240 F (2195) 4260 F (2196) 4280 F (2197) 4300 F (2198) 4320 F (2199) 4340 F (2200) 4360 F (2201) 4380 F (2202) 4400 F (2203) 4420 F (2204) 4440 F (2205) 4460 F (2206) 4480 F (2207) 4500 F (2208) 4520 F (2209) 4540 F (2210) 4560 F (2211) 4580 F (2212) 4600 F (2213) 4620 F (2214) 4640 F (2215) 4660 F (2216) 4680 F (2217) 4700 F (2218) 4720 F (2219) 4740 F (2220) 4760 F (2221) 4780 F (2222) 4800 F (2223) 4820 F (2224) 4840 F (2225) 4860 F (2226) 4880 F (2227) 4900 F (2228) 4920 F (2229) 4940 F (2230) 4960 F (2231) 4980 F (2232) 5000 F (2233) 5020 F (2234) 5040 F (2235) 5060 F (2236) 5080 F (2237) 5100 F (2238) 5120 F (2239) 5140 F (2240) 5160 F (2241) 5180 F (2242) 5200 F (2243) 5220 F (2244) 5240 F (2245) 5260 F (2246) 5280 F (2247) 5300 F (2248) 5320 F (2249) 5340 F (2250) 5360 F (2251) 5380 F (2252) 5400 F (2253) 5420 F (2254) 5440 F (2255) 5460 F (2256) 5480 F (2257) 5500 F (2258) 5520 F (2259) 5540 F (2260) 5560 F (2261) 5580 F (2262) 5600 F (2263) 5620 F (2264) 5640 F (2265) 5660 F (2266) 5680 F (2267) 5700 F (2268) 5720 F (2269) 5740 F (2270) 5760 F (2271) 5780 F (2272) 5800 F (2273) 5820 F (2274) 5840 F (2275) 5860 F (2276) 5880 F (2277) 5900 F (2278) 5920 F (2279) 5940 F (2280) 5960 F (2281) 5980 F (2282) 6000 F (2283) 6020 F (2284) 6040 F (2285) 6060 F (2286) 6080 F (2287) 6100 F (2288) 6120 F (2289) 6140 F (2290) 6160 F (2291) 6180 F (2292) 6200 F (2293) 6220 F (2294) 6240 F (2295) 6260 F (2296) 6280 F (2297) 6300 F (2298) 6320 F (2299) 6340 F (2300) 6360 F (2301) 6380 F (2302) 6400 F (2303) 6420 F (2304) 6440 F (2305) 6460 F (2306) 6



La révolution laser,
c'est de faire d'une simple feuille de papier
une arme dans la compétition.

ATARI

Amériques

ÉTATS-UNIS : la course à l'investiture pour l'élection présidentielle

Le coup d'envoi des « caucus » de l'Iowa

WASHINGTON
de notre correspondant

Quel temps fera-t-il à Des Moines, Laurens, Belle-Plaine, Sioux-City et autres villes et villages de l'Iowa, même plaine du Middle West, célèbre par ses « caucus » qui passent pour être le premier test sérieux dans la course à l'investiture pour l'élection présidentielle ?

Depuis près d'un an, certains candidats battent la campagne, dépensent des centaines de milliers de dollars chacun, servent toutes les maies et posent devant presque toutes les vaches, cochons et silos à blé de l'Iowa. Depuis des mois, les sondages tombent de plus en plus drus, mais on en est toujours, faute d'indices sûrs, à consulter la météo : un peu froid ou très froid, neige ou pas de neige, et le sort des prétendants pourrait en être changé.

Car il s'agit de « caucus », une multitude d'assemblées de « voteurs » qui se réunissent, lundi 8 février, à partir de 7 heures du soir, et il est admis que les gens les moins déterminés sur un candidat particulier hésitent à passer la soirée dehors (la procédure est très longue) et la température est trop décourageante. Le candidat qui, depuis quelques jours, vient en tête chez les démocrates, le représentant du Missouri Richard Gephardt, risque gros si ses partisans sont, comme on le suppose, plus frileux que ceux du sénateur de l'Illinois Paul Simon ou du gouverneur du Massachusetts Michael Dukakis, qui le suivent d'assez près : en tout

état de cause, tous les experts s'accordent à dire que ces sondages n'ont guère de valeur, car aucun candidat ne s'est encore vraiment imposé.

Chez les républicains, ou la hiérarchie des valeurs et des chances s'établit un peu plus clairement, c'est le sénateur du Kansas, M. Robert Dole, qui mène de loin dans les sondages, devant un vice-président Bush, gendre à l'aise parmi les fermiers, qui vient avec une certaine ténacité à son patron, M. Ronald Reagan, couple, selon eux, de ne pas les avoir aidés à se tirer d'une grave crise agricole, il y a quelques années.

Loup
déformant

En tout état de cause, on n'espère guère plus de 10% ou 20% de participation parmi les sympathisants de l'un et l'autre parti, et on sait bien que l'Iowa n'est rien d'autre qu'une loupe déformante à travers laquelle on observe des embryons de candidats. Surreprésentation des agriculteurs et des retraités, sous-représentation des Noirs (la population est blanche à plus de 98%), mode de sélection compliqué et où la « machine », l'organisation, joue un grand rôle : autant d'excellentes raisons pour tous les journaux et les chaînes de télévision d'expliquer depuis des mois que l'importance accordée à ces premiers caucus est absurde. Et d'envoyer en conséquence sur place trois mille journalistes compter par le menu les faits et gestes des candidats...

Jamais, depuis qu'ils existent (une quinzaine d'années), les « caucus » de l'Iowa n'avaient pris de pareilles proportions. Certains candidats ont travaillé le terrain sans relâche, comme Richard Gephardt, qui y a passé en tout cent quarante-cinq jours... Presque tous ont violé l'esprit, sinon la lettre, des règlements en vigueur et dépensé des sommes énormes, en particulier en spots publicitaires, soit pour se mettre en valeur, soit pour dire du mal des autres. Le blond Gephardt a vu sa cote remonter depuis qu'on lui a suggéré de se fonder un peu les auricles, qui semblaient absents et lui enlevaient un peu de constance à l'écran. Le brun Dukakis a le nez déguisé les siens (très épais), mais s'est appliqué à se « donner du cœur », toujours grâce à la télévision. Gouverneur d'un État privilégié, le Massachusetts, il avait une image d'administrateur un peu froid, ses conseillers ont estimé que quelques images de pilotes sans-abri et un communiqué approprié, dit d'une voix vibrante d'émotion, seraient bienvenus. Et le spot adéquat a inondé les écrans de l'Iowa...

Même les candidats les moins riches — le pasteur noir Jesse Jackson, ou Gary Hart, l'ancienne vedette des caucus d'il y a quatre ans, mais qui cette année semble trébucher sous les coups conjugués de la presse et de l'appareil du parti. Même ceux-là ont dû se résoudre à diffuser des spots publicitaires. Et ce, tandis que chez les républicains, les deux favoris se déchaînaient à belles dents, quitte à compromettre gravement les chances de leur parti

pour la suite des opérations électorales.

Jamais sans doute on n'aura eu autant de raisons de se poser des questions sur le bien-fondé de ces étranges « caucus », ou des candidats aux contours encore indéterminés s'agitent frénétiquement sous le regard d'électeurs blasés, fatigués de tout ce cirque. Jamais non plus on n'aura attendu avec autant d'impénitence les résultats. Pour pouvoir enfin passer aux choses sérieuses, avec, désormais des candidats sérieux.

JAN KRAUSE.

Le gouverneur de l'Arizona suspendu de ses fonctions. — Le très controversé gouverneur républicain de l'Arizona, M. Evan Mecham, a été suspendu, vendredi 5 février, de ses fonctions à la suite d'un vote de la Chambre des représentants de l'État l'accusant de « crimes dans l'exercice de ses fonctions ». On lui reproche notamment d'avoir ordonné de déclarer un prêt de 350 000 dollars pour sa campagne électorale de 1986, d'avoir emprunté 80 000 dollars de fonds publics à des fins personnelles et d'avoir tenté de contraindre une enquête concernant une menace de mort visant un fonctionnaire. De plus, un an et demi après son élection, le gouverneur a provoqué une levée de bouillor par ses prises de positions racistes, au point que ses « administrés » ont obtenu une prochaine élection anticipée. Il revient à présent au Sénat de l'Arizona de décider de sa destitution définitive. — (AFP.)

HAÏTI

Le président Manigat a pris ses fonctions dans un climat de doute et d'indifférence

PORT-AU-PRINCE
correspondance

Sur l'estrade adossée au palais législatif, les trois hommes avaient le sourire aux lèvres ce dimanche 7 février. Deux ans après la fuite de Jean-Claude Duvalier, le nouveau président haïtien, M. Leslie Manigat, cinquante-sept ans, rayonnant, son ambition enfin satisfaite. Le général Namphy venait de lui transmettre officiellement le pouvoir, et, comme venait de le souligner M. Louis Nozoin, le nouveau président du Sénat, une génération prenait sa revanche après avoir été écartée des affaires par les « jeunclaudistes ». Mais « la voie est étroite », a reconnu dans son discours-programme M. Manigat en s'épongeant le front sous le soleil. A en juger par la maîtrise de l'assistance venue acclamer le nouveau chef de l'État, sa popularité est très faible. Quadrillé par d'innombrables patrouilles militaires, la capitale était morte, et seules quelques dizaines de personnes portant de petits drapeaux à l'effigie du président s'étaient rassemblées sans enthousiasme au son des orchestres de « rara », la musique populaire locale.

Autre motif de préoccupation pour M. Manigat : les Églises, et notamment la puissante Église catholique, ont boudé les cérémonies d'investiture. Outre le mot d'ordre de grève à demi-suivi qui valait la veille les responsables de l'opposition, la seule manifestation notable contre le nouveau pouvoir avait été organisée par l'Église catholique : 15 000 personnes avaient participé, mercredi 3 février, à une procession aux chandelles.

Sur le plan politique et alors que la composition du nouveau cabinet ne devrait pas être connue avant mercredi, M. Manigat a lancé un nouvel appel : « à la réconciliation et à l'union nationale ». « Soyons amis, c'est moi qui vous y convie », a-t-il déclaré à l'adresse de ses adversaires. Certains anciens opposants, comme M. Thomas Désiré, n'ont pas tardé à se laisser tenter, et les courtoisies venues de divers horizons faisaient la queue au palais national pour féliciter le nouveau chef de l'État. Mais d'autres person-

nalités présentes pour faire partie du gouvernement, entre autres certains anciens exilés de la diaspora, ont refusé ce que l'un d'eux a qualifié d'« inacceptable compromission ». Quant aux membres de l'opposition qui refusent de se rallier, « ils seront marginalisés par la puissance du courant majoritaire et se calmeront d'eux-mêmes », a annoncé M. Manigat en élevant la voix.

«Austérité
progressiste»

Mais l'opposition rassemblée au sein du Comité d'entente démocratique apparaît désemparée face à la nouvelle donne politique. L'arme de la grève générale s'est épuisée au fil des six derniers mois.

Enfin, dernier défi pour M. Manigat : le rétablissement de la situation économique. Ayant promis aux six millions d'Haïtiens qu'il « mangeraient au moins une fois par jour », le nouveau président n'a pas caché que le peuple devait s'attendre à une

«austérité progressiste». Partisan d'une économie de marché encourageant l'initiative privée, le président entend aussi s'opposer à la « contrebande ouverte et affirmée ». Cette dernière résolution, si elle est appliquée, nuira sans nul doute aux intérêts de certains hauts gradés qui prélèvent leur dû sur le commerce illicite. Du coup, la réussite ou l'échec du pari du nouveau chef de l'État dépendra en grande partie de la réponse qu'apporteront les bailleurs de fonds étrangers. Seule la République dominicaine voisine et le Venezuela avaient envoyé des délégués de haut niveau à la cérémonie d'investiture. Les autres partenaires d'Haïti, notamment les États-Unis, s'étaient contentés de se faire représenter par leurs ambassadeurs.

Malgré les « vœux et les meilleurs souhaits » adressés par M. Ronald Reagan à M. Manigat, il paraît peu probable que les États-Unis, en pleine campagne électorale et en proie à un gros déficit budgétaire, reprennent massivement leur aide à court terme.

JEAN-MICHEL CAROIT.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

M. Kim Young Sam tente de réunifier l'opposition

Séoul. — L'un des deux principaux dirigeants de l'opposition sud-coréenne, M. Kim Young Sam, a annoncé, lundi 8 février à Séoul, qu'il démissionnerait de la présidence du Parti démocratique pour la réunification (PDR), afin de tenter d'unifier l'opposition. « Je me sens responsable de la division de l'opposition », a déclaré M. Kim, en précisant que celle-ci devra être unie pour obtenir la « démocratie » en Corée du Sud.

M. Kim espère sans doute ainsi forcer son rival, M. Kim Dae Jung, président du Parti pour la démocratie et la paix (PDP), à démissionner à son tour. Un porte-parole du PDP a accueilli favorablement la décision de M. Kim, de bon augure, selon lui, pour l'unification de l'opposition.

Des élections législatives sont prévues dans un délai de deux mois. — (AFP.)

Espagne

Le roi Juan Carlos a assisté aux obsèques de la veuve du général Franco

M. Carmen Polo, veuve du général Franco, a été inhumée le samedi 6 février au cimetière d'El Pardo, à 20 kilomètres de Madrid, en présence du roi et de la reine d'Espagne.

Plusieurs milliers de personnes ont assisté à l'enterrement de l'ancienne première dame d'Espagne. Parmi elles se trouvaient l'ex-chef du gouvernement, M. Carlos Arias Navarro, ainsi que plusieurs ministres de l'époque franquiste.

La dépouille de M. Franco, décédé le 6 février à l'âge de quatre-vingt-sept ans, a été accueillie devant l'entrée du cimetière par des groupes de jeunes et d'anciens franquistes qui ont scandé : « Franco ! Franco ! » et entonné le *Cars al sol*, l'hymne franquiste. Au moment où le roi Juan Carlos et la reine Sophie sont sortis de cimetière, les nostalgiques du franquisme se sont remis à scander : « Franco ! Franco ! »

Parmi les nombreuses couronnes de fleurs déposées devant le domicile de la famille Franco se trouvait notamment celle du président du Chili, le général Augusto Pinochet. M. Polo repose désormais à quelques mètres du palais qui avait été sa résidence officielle pendant plus de quarante ans. Une dalle de marbre blanc portant comme seule inscription « Carmen Polo » a été déposée sur la tombe. — (AFP.)

Carmen Polo Martínez Valdez, née en 1900 à Orense, était issue d'une famille de la haute bourgeoisie des Asturies. Elle avait épousé, en 1923, l'homme qui allait devenir le chef de l'Espagne pendant près de quarante ans. En 1972, leur petite fille, Carmen, épouse d'Alfonso de Borbón, cousin du roi Juan Carlos. On vit, dans cette union, une tentative de la « première dame d'Espagne » de s'opposer à la volonté du général Franco de voir Juan Carlos — et son Alphonse de Borbón — lui succéder.

Asie

SRI-LANKA

Le contingent militaire indien reçoit quinze mille hommes en renfort

NEW-DEHLY
de notre correspondant

Le président sri-lankais, M. Julius Jayewardene, a obtenu au bout du compte, d'importantes concessions de la part des autorités de New-Dehly, lors de la visite officielle qu'il a effectuée en Inde du 24 au 30 janvier. Certes, l'Inde a manifestement choisi de prendre son temps avant de se lier par un traité de paix qui, selon les vœux de Colombo, serait rédigé sur le modèle du traité d'amitié indo-soviétique et comporterait pour les deux pays des obligations réciproques à court terme. En revanche, le premier ministre indien a décidé d'acheminer, dans les prochains jours, quinze mille soldats à Sri-Lanka, portant le total du contingent indien dans l'ancienne Ceylan à environ soixante-dix mille hommes.

L'état-major de l'armée de New-Dehly semble, en effet, déterminé à annihiler tout foyer de résistance dans le nord de l'île dans un délai d'un mois et à contrôler tout l'est avant la fin avril.

L'Inde ne croit donc plus aux chances d'une négociation durable avec les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Éelam tamoul) ni à la sincérité des offres de paix de leur chef, M. Velupillai Prabhakaran.

A l'est notamment, autour des villes de Batticaloa et Trincomalee, où il se sont regroupés après la chute de Jaffna en novembre dernier, les Tigres n'ont pas cessé de terroriser la population civile, composée de communautés cinghalaise, musulmane et tamoule, tout en multipliant les embuscades contre des soldats indiens peu motivés.

La « politique de paix » à Sri-Lanka a été fort coûteuse pour l'Inde : trois cent cinquante morts (1) et un millier de blessés depuis le début des opérations lancées contre le bastion tamoul de Jaffna. De plus, la guerre sur le « front » est plus aléatoire. La péninsule du Nord, être enfermée dans une « nasse », et il n'est pas question que la population cinghalaise et musulmane supporte, en termes de vies humaines, le coût d'une offensive forcément meurtrière. Autant l'opinion cinghalaise ne s'est guère émue du sort des civils tamouls de Jaffna, autant elle n'accepterait pas que les Cinghalais commencent le même sort. Or, sur le plan intérieur, le président Jayewardene a de moins en moins les cardes franches. Le premier ministre sri-lankais, M. Premadasa, n'a jamais cessé de distiller des petites phrases acerbées sur la présence indienne. L'opposition cinghalaise accuse l'Inde de prolonger délibérément cette présence dans l'île, et M. Jayewardene a dû se séparer de son ministre des finances, M. Ronnie De Mel, un économiste de renom, qui jusque-là servait de caution auprès des bailleurs de fonds étrangers.

M. Jayewardene souhaite que les élections pour les conseils provinciaux se tiennent au plus tard en juin, ce qui signifie que la paix doit être restaurée avant cette date et ce qui suppose que, d'ici là, la question de la fusion des provinces du nord et de l'est, globalement dominées par les Tamouls, soit réglée.

Bouchées
doubles

Le chef de l'État est d'autre part soucieux de signer dans les deux mois qui viennent le traité de paix avec l'Inde. Le parti au pouvoir à Sri-Lanka, l'UNP, a d'ores et déjà annoncé que, outre les élections provinciales, des scrutins parlementaire et présidentiel auront lieu cette année. Pour retrouver une majorité (l'UNP avait recueilli 51% des voix lors des élections de 1977), le chef du parti présidentiel, M. Jayewardene — même s'il est acquis qu'il ne se représentera pas lui-même — doit pouvoir montrer que la « maison » est en ordre : retour à la paix et, éventuellement, départ des troupes indiennes.

De son côté, l'Inde est également décidée à mettre les bouchées doubles, notamment pour des raisons de politique intérieure : la consécration du rôle de l'armée indienne à Sri-Lanka, qui régnait jusque-là au sein de la population tamoule de l'État indien du Tamil-Nadu, a vécu, notamment depuis la crise politique qui s'est développée à Madras au sein du gouvernement local. Pour des raisons différentes, Colombo et New-York semblent décidés à écarquer la rébellion tamoule, et les Tigres du LTTE risquent de payer très cher leur jusqu'au-boutisme.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Le président Jayewardene estime, pour sa part, que de six cents à sept cents soldats indiens ont été tués ces derniers mois à Sri-Lanka.

PHILIPPINES

Recrudescence des attaques communistes

Manille. — Quatorze personnes ont été tuées et soixante-dix autres blessées au cours de différentes attaques de guérilleros communistes, vendredi 5 et samedi 6 février, a-t-on appris dimanche de source officielle. Vendredi, une soixantaine de rebelles de la NAP (Nouvelle armée du peuple, branche armée du PC clandestin) ont fait sortir des hommes, des femmes et des enfants de leurs maisons, dans la province de Cagayan (nord), ils ont ensuite ouvert le feu, tuant quatre enfants et blessant quarante-et-une personnes.

Samedi, selon l'agence officielle de presse PNA, quatre membres de la NAP et deux soldats ont trouvé la mort et vingt-deux soldats ont été blessés lors d'un affrontement dans la province de Sugao-del-Sur (sud). Le même jour, des troupes paramilitaires ont tué deux insurgés et en ont blessé deux autres dans la province centrale d'Aklan. Enfin, dans la province de Pangasinan, au nord de Manille, des rebelles de la NAP ont tué un commandant de police et un civil.

Après l'arrestation, la semaine dernière, de deux hauts responsables du Parti communiste (le Monde du 8 février), des consignes en vue d'éventuelles représailles de la NAP ont été données dans l'armée, et les mesures de sécurité accrues.

Enfin, dans une interview au journal *Manila Chronicle* publiée dimanche, l'ancien secrétaire à la défense Rafael Ileta a lancé une mise en garde contre une tentative « de l'intérieur » de renverser la présidente Corason Aquino, qui a déjà pu déjouer cinq tentatives de coup d'État. — (AFP.)

● AFGHANISTAN : M. Vorontsov à New-Delhi. — Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères chargé du dossier afghan doit rentrer, à New-Delhi, le lundi 8 février, à M. Rajiv Gandhi un message de M. Gorbatchev relatif au retrait des troupes de Moscou stationnées en Afghanistan. Entre-temps, M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU dans le conflit, s'est rendu, pour la troisième fois en quinze jours, à Kaboul après avoir rencontré, au Pakistan, un représentant de la résistance afghane. Il y a rencontré, dimanche, le président Najibullah. — (AFP, Reuters.)

● FIDJ : amnistie. — Le gouvernement civil provisoire a annoncé vendredi 5 février qu'il renonce à poursuivre judiciairement des personnes — en nombre non précis — qui étaient inculpées de « crimes politiques » contre l'État l'année dernière. Il a également indiqué qu'il allait réduire les peines de prison de cent soixante-deux détenus dans un délai de trois mois. — (AFP.)

الملك محمد السادس

LA RÉVOLUTION ATARI
EST DE FAIRE CÔTÉ À CÔTÉ
DES MAÎTRES DU PLUS GRAND NOMBRE
ATARI MEGA ST2 - IMPRIMANTE LASER - 21900 F HT



21900 F HT

MEGA ST2 - IMPRIMANTE LASER
GARANTIE AVEC "MAINTENANCE SUR SITE"

GRACE A SON AVANCE TECHNOLOGIQUE, ATARI MET A LA PORTEE DE TOUS LA QUALITE "IMPRESSION LASER" ET REVOLUTIONNE LE MONDE DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MICRO-EDITION. 21.900 F HT: C'EST LE PRIX DE L'ENSEMBLE DE LA CONFIGURATION QUI ASSOCIE LA PUISSANCE DE L'ATARI MEGA ST2 A LA GRANDE QUALITE DE SON IMPRIMANTE LASER. SON PRIX COMPREND LA GARANTIE AVEC "MAINTENANCE SUR SITE".
Pour tous renseignements, téléphonez au 45 06 31 31 ou envoyez votre carte de visite à: Atari France, 9 rue Sentou, 92150 Suresnes.
* Prix public conseillé: 25 973 F TTC.

**ATARI LE FASCINANT POUVOIR
DE L'ARME INFORMATIQUE.**

ATARI®

Politique

La campagne pour

La chevauchée solitaire de M. Raymond Barre

« Ne vous en faites pas. Tant que je serai sur cette Terre, vous aurez l'occasion de me revoir ». Mercredi 20 mai 1981. Fin de règne dans la cour de l'Élysée. Dernier conseil des ministres du septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Derniers propos sur le perron des éminences déchu. Raymond Barre salue les journalistes. A sa façon. Par une ultime bravade. « Vous aurez l'occasion de me revoir... »

Qui le croit ce jour-là ? Qui peut imaginer qu'un 8 février 1988, soit plus tard, ce même Raymond Barre se retrouvera devant les mêmes journalistes annoncer officiellement sa candidature à la présidence de la République ?

Raymond Barre sort usé par cinquante-sept mois trop longs et trop mouvementés à l'Élysée. Il est le recordman de France de l'impopularité. Durant la campagne présidentielle, M. Giscard d'Estaing l'a pris sans façon de rester aux vestiaires. Et quand, après ce fatal 10 mai, les « sondages » demandent aux Français leur avis sur le meilleur chef possible pour cette nouvelle opposition, il est toujours classé bon dernier. Derrière Jacques Chirac, derrière Giscard et même... derrière Jean Lecanuet. Qui peut croire alors qu'il refait surface ? Qui, si ce n'est lui ?

Six jours plus tard, à Lyon, où il s'est replié pour la campagne législative, Raymond Barre prend date : « Le moment viendra peut-être, dit-il à ses amis, où il faudra que je m'exprime de façon claire sur un certain nombre de sujets, non pas par ambitions personnelles, mais par la France ». Le propos restera presque confidentiel. On ne l'écoute même plus ! Pourtant tout est dit. Comment ne pas penser que ce jour-là Raymond Barre sait déjà parfaitement où il veut diriger ses pas ?

Ses biographes, jusqu'à présent, n'ont écrit que sa propre version : il n'aurait pris sa décision d'être candidat à l'élection présidentielle qu'à l'été 1984, au bord de sa piscine de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Ainsi, comme souvent, se réécrit l'histoire que l'on voudrait légendaire. Ainsi se brosse le portrait doré du grand homme répondant à l'appel des Français, dissimulant sous quelques solides couches de vernis ses ambitions personnelles, ses frustrations et sa soif de revanche.

En réalité, Raymond Barre s'est mis en route depuis longtemps. C'est un 12 mai 1977 au soir qu'il naquit vraiment à la politique. A plus de cinquante ans, au bout de neuf mois de travaux pratiques à Matignon. Son baptême fut ce face-à-face à la télévision avec François Mitterrand, alors premier secrétaire du Parti socialiste. Un débat de haute tenue. Le « Joffre de l'économie » prend le goût de la joute politique. Le technicien devient politicien. Les Français le découvrent. Raymond Barre se surprend : il sait faire ! François Mitterrand ne s'y trompe pas : ce Barre-là lui rappelle un certain Pompidou. Raymond Barre lui renverra l'hommage : « Cet homme a de la substance », se convaincront-ils à partir de ce jour. Onze ans plus tard, l'un et l'autre en rêvent encore. Et si l'histoire repassait ce plat ?

Sur cette lancée, Raymond Barre, en charge des intérêts de la majorité, présente son fameux programme de Blois. Les élections législatives approchent. L'union de la gauche, malgré ses propres errements, est aux portes du pouvoir. M. Giscard d'Estaing se prépare à annoncer « le bon choix ». L'UDF va naître. Avec la bénédiction de

M. Giscard d'Estaing, M. Raymond Barre parcourt la France. Malin, il a toujours gardé dans son coffre les lettres des députés RPR qui lui demandent son soutien. Au cas où... Il apprend à faire campagne. Avec son slogan : « Barre confiance ». Avec son signe de ralliement : le chêne accolé à l'Hexagone. Les mêmes qu'aujourd'hui !

« Dès cet instant, confiait récemment M. Giscard d'Estaing, j'ai compris que cet homme-là avait beaucoup d'ambitions et qu'il pensait surtout à son propre destin. Le RPR le comprit avant lui. Les querelles entre le premier ministre et le premier parti de la majorité ne cessèrent plus. A partir de ce moment-là, convient Raymond Barre, les tirs d'arbalètes, suivis de près par les tirs d'Exocet, ont fusé de toutes parts (1) ». Il laisse-rait des traces.

Changement de décor deux ans plus tard. En 1980, Raymond Barre est dans le creux des sondages. L'Élysée a déjà décidé de l'écartier de la campagne présidentielle. Il le sait et il s'en inquiète. « Pensez-vous que cela soit bon pour mon image ? », demande-t-il à ses conseillers. L'homme déjà songe à des lendemains meilleurs...

Mai-juin 1981 : la vague rose déferle. L'opposition est secouée comme un radeau. Pour les législatives, elle rame sans y croire, sous la fausse voile de « l'Union pour la nouvelle majorité ». Raymond Barre rejette cette étiquette, mais parvient à se faire réélire dès le premier tour dans sa circonscription de Lyon. Première lueur d'espoir. A Paris, il loue ses bureaux du boulevard Saint-Germain. La voie est libre. M. Giscard d'Estaing reste KO debout. Il se retire en Auvergne. On lui conseille de prendre du champ, de voyager, de s'occuper de l'Europe. Raymond Barre lui a-t-il jamais pardonné de ne pas lui avoir accordé sa confiance jusqu'au bout ? Pas sûr ! En tout cas, ce long séjour à l'Hôtel Matignon lui aura laissé quelques frustrations profondes.

Une piètre opinion de Jacques Chirac

Jacques Chirac porte sur le dos tous les malheurs de l'opposition. Il est devenu le traître, le Judas. Depuis l'affaire d'Ornano des élections municipales de 1977, les rapports entre les deux hommes n'ont fait que se détériorer. Alors qu'aujourd'hui Giscard d'Estaing l'impressionne encore, Raymond Barre n'a jamais eu de grande considération pour Jacques Chirac, qu'il juge inconstant, imprévisible, infidèle, « qui ne sait pas gouverner » ou « est toujours de l'avis du dernier qui parle ». Encore moins pour l'appareil RPR qui représente tout ce qu'il exhorce : « le gaullisme à répétition », les basses manœuvres, l'activisme sans foi ni loi. Dès le 10 mai 1981, Raymond Barre ne décollera plus contre ce Chirac-là et ce RPR, qui ont joué à quille ou double le sort de la 1^{re} République. Rien, prévient-il, ne saurait faire oublier leur immense responsabilité.

Raymond Barre raconte aujourd'hui que Giscard l'aurait alors supplié de le venger. Difficile de savoir... Mais du moins peut-on penser que dès le 10 mai, Raymond Barre se fait secrètement le serment que, lui vivant, Jacques Chirac ne sera jamais président.

Patience et prudence, le député du Rhône entreprend donc sa

longue marche. Celle d'un opposant solitaire, distillant ici et là quelques doctes et sages principes : dissiper les illusions sans tomber dans la critique systématique du pouvoir socialiste ; ne pas faire d'inutiles promesses pour demain, attendre que les Français aient fait « leur cure de désintoxication nationale idéologique ». Tolérance, réalisme, espoir : les germes du baronnisme sont en terre. La fin 1981 se passe ainsi paisiblement. Le député du Rhône se tient « à l'écart de l'opposition », persuadé « qu'après l'état de grâce viendra l'état de contrition et de pénitence ».

Raymond Barre attend donc. « Tranquille comme Baptiste », il est un député assidu. Il reprend ses cours à Sciences-Po. Il voyage à l'étranger et aussi en province. De plus en plus, on l'invite. Il vient. Surpris ! Ses diatribes font recette. Les journalistes demandent à voir. Un frisson Barre passe. L'opposant

d'alliance et de compromis, est moins net.

Les contrastes sont bêtants. « Il ne faut rien cacher », lance Pierre Méthénier. « Il ne s'agit pas de boudier », ajoute Bernard Stasi. Le nouveau secrétaire général du RPR, François Létord, « s'élève contre tout compromis à l'extérieur de l'opposition », histoire de marquer tout de suite ses distances avec Giscard.

Raymond Barre ne transigera jamais sur ce principe : « On ne déjante pas avec le diable, même avec une très longue cuillère ». Ce sont les autres qui changeront. Le suspect-t-on alors de vouloir précipiter les échéances afin de se proposer à l'Élysée ? Il n'en démord point : « oui à la désignation, s'emporte-t-il. Non à la ratatouille ».

M. Barre qui grimpe dans les sondages, qui se révèle de surcroît fort



solitaire devient, de moins en moins, seul. A Paris, des experts sont recrutés. C'est aussi en novembre 1982 qu'est lancé le numéro un de sa lettre *Faits et arguments*. Le chêne et l'Hexagone sont de retour.

1983 sera l'année Barre. Le petit commerce va progressivement se transformer en grande surface. C'est l'année des élections municipales, premier choc électoral important depuis le changement de 1981. C'est aussi l'année du plan de rigueur Mauroy-Delors. Le premier événement va faire réapparaître Raymond Barre au grand jour. Tandis que Jacques Chirac tente de se refaire une santé politique à Paris, l'ancien premier ministre ne ménage nullement sa peine. Qu'ils soient RPR ou UDF, les candidats, partout, le réclament. Occumant, cultivant à l'envi son image d'indépendant, payant du *Démocrate*, il n'a aucune difficulté à se poser alors en leader naturel et reconnu de l'opposition.

« Non à la ratatouille »

Le second événement - la « rigueur » va politiquement justifier a posteriori son action à l'Hôtel Matignon, entre 1976 et 1983. Soudain, Raymond Barre apparaît aux Français comme l'homme, non seulement de « parler vrai », mais aussi de « l'agir vrai ». L'ancien premier ministre se refait une virginité politique. Le « baronnisme de gauche » est sa victoire. On commence à parler « phénomène Barre ».

C'est aussi le moment où l'on commence à parler... de « la cohabitation ». Après avoir laissé entendre depuis quelques mois qu'il en était « aux dernières couleurs du vauvage », Giscard d'Estaing remet le nez à la fenêtre de l'actualité en janvier 1983, avec un long article dans l'Express, présentant quatre scénarios pour la France, dont celui de la cohabitation. Un long débat commence. Il dure encore. L'article paraît le 15 janvier. Dès le 14 janvier à Lille, Raymond Barre prévient le coup : « Il ne faut pas rechercher, je ne suis quelle coexistence ou cohabitation qui légitimerait après-coup ce qui a été fait », avertit-il. Dans l'opposition, on patage. Jacques Chirac, qui, en 1978, refusait « toute perspective

bon à la télévision, qui déplace les foules, qui n'hésite pas à se démarquer publiquement de ses alliés de l'opposition, c'est trop pour M. Jacques Chirac ! C'est trop pour M. Giscard d'Estaing ! Fin 1983, une nouvelle guerre des chefs va empoisonner la droite, attisée par la bizarre affaire des avions remfileurs. M. Giscard d'Estaing en conservant toujours quelques aigres à l'égard de son ancien premier ministre trop empressé, à son goût, de s'en lever les mains. Dès lors, l'ancien président n'a de cesse de multiplier les embrassades avec Jacques Chirac pour mieux étouffer un Raymond Barre qui, en cette année 1984, année des élections européennes, parvient en tête de tous les sondages.

Face au « Barre diviseur », la partie va se jouer à deux contre un. Union, union, union ! s'en va partout répétant M. Giscard d'Estaing. Ce rapprochement, impensable encore un an auparavant, entre l'ancien président et celui qui lui donna, en 1981, le coup de poignard dans le dos, finit d'écouler un peu plus un homme qui avait déjà bien du mal à se mettre « au ras des paquerettes microcosmiques ».

A deux contre un, M. Giscard d'Estaing et M. Chirac s'entendent pour réserver les boulots de l'opposition. Le maître de Paris impose la liste unique aux européennes. Ce synchronisme dans l'opposition paraît être un intellectuellement ni politiquement la meilleure des choses, laisse tomber Raymond Barre.

Rien n'y fait. Pierre Méthénier et François Létord se concertent pour faire ensemble liste commune. Il les dissuade. Trop risqué. Un seul meeting à Lyon aux côtés de Simone Veil, il se désintéresse de cette élection, « guère plus importante qu'une simple cantonale ». Le résultat déçoit de la liste Veil conforte ses positions. Au lendemain de cette élection, les soutiens affluèrent. Le CDS est prêt à s'acrocher à la locomotive Barre. « Moi je n'ai pas une âme de wagon », grogne sur le coup Jean Lecanuet. On ne l'écoute pas.

Le Parti républicain se coupe en deux. Les adhérents directs se mobilisent. M. Romsicot, le président du Parti radical, devient un fervent anticohabitationniste. Le baron bariste gagne les parlementaires, continue aussi le RPR. Et même Jean-Marie Le Pen reconnaît en

Raymond Barre l'« homme le plus cool » de l'opposition.

Bien campé au centre, revendiquant l'héritage gaulliste, conciliant avec le Front national, Raymond Barre, qui se décrie volontiers comme « un extraterrestre par rapport au monde politique », fait quand même chaque jour la démonstration qu'il a bien les pieds sur terre. Imperturbablement, Raymond Barre poursuit sa longue marche. Parcourant la France en tous sens, prenant le temps d'écouter, de s'informer et de convaincre. La fourmi Barre est besogneuse.

La tentation de créer un parti

Tout paraît lui réussir. Il multiplie ses attaques contre la cohabitation. Les Français sont pour la cohabitation et pourtant ils sont de plus en plus nombreux à croire à l'avoir présidentielle de l'ancien premier ministre. Ses lieutenants Pierre-André Wiltzer et Charles Millon, dès le mois de juin 1985, le pressent d'organiser ce mouvement de sympathie et de confiance en sa faveur, de structurer un vaste rassemblement dans la France profonde. On l'appellerait « Alliance-vérité ». On présenterait aux législatives de 1986 des candidats anti-cohabitationnistes. On ferait un groupe à l'Assemblée. On casserait l'UDF sur laquelle Giscard tente de lancer à cette époque un recours en paternité. Mais, une fois encore, Raymond Barre dit « aïe ». Il ne veut pas être, il ne sera pas l'homme d'un parti.

Croit-il encore que l'opposition puisse s'entendre pour forcer M. Mitterrand à quitter l'Élysée en 1986 ? L'été 1985, il s'en entretient pendant plus d'une heure de tête-à-tête avec Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris, retardant une réception officielle du groupe UDF de la ville. « Si vous refusez de cohabiter, promet-il à Jacques Chirac, je serai à vos côtés ».

Pas de réponse. Installé au faite des sondages, Raymond Barre, pendant toute cette année 1985, va encore manier le bâton et la carotte. « Je ne voterai pas la confiance à un gouvernement de cohabitation », répète-t-il. Deux mois plus tard, il se fait violence pour poser aux côtés de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing à l'issue d'une grande convention libérale giscardienne et unioniste au Palais des congrès.

Rien n'y fait. Téléguider par Edouard Balladur, Jacques Chirac est décidé à gouverner, à sauter les marches de l'Hôtel Matignon pour atteindre le perron de l'Élysée. Giscard d'Estaing et François Létord, déjà, se bousculent à sa porte pour la distribution des maroquins. « Ils veulent vivre ensemble, eh bien ! qu'on les laisse mourir ensemble », grogne Raymond Barre. Une plateforme pour « gouverner ensemble » est signée par le RPR et l'UDF. Il s'empare « contre ce réagisme mal digéré ». Il en prend son parti : il se contentera de « regarder le spectacle » se déroulant dans sa « pureté de cristal ».

En attendant, il faudra vivre la campagne des législatives de mars 1986. Placée en porte à faux, la mécanique Barre paraît subitement se déséquilibrer. Giscard, en l'invitant à un sommet de l'opposition à Clermont-Ferrand, lui tend un piège. Il tombe droit dedans. A Paris, il donne la fâcheuse impression de soutenir deux listes : celle de l'UDF de Jacques Dominati, celle

de la dérangeante Marie-France Garaud. Dans les Yvelines, il s'efforce inutilement pour imposer la candidature d'une fidèle, Christine Boutin, dans une sorte de bras d'honneur au « totalitarisme microcosmique ».

A Lyon, il annonce imprudemment que c'est bien la dernière fois qu'il se représente. Les Lyonnais s'en émeuvent, les partis politiques se cabrent. Dans son entourage, certaines grenouilles commencent à sauter de la broquette. Après avoir dit et répété le contraire, le voilà encore contraint de voter la confiance « en raison de l'érosion de la majorité parlementaire ». N'était-ce pas prévisible ? « Je ne veux pas entacher l'expérience, fait-il savoir, mais mon vote ne signifie pas approbation ». Après avoir dit et répété le contraire, ses amis communistes acceptent avec sa bénédiction d'entrer dans le gouvernement Chirac. « Prenez des postes techniques », leur enjoignent-ils. Mais les Français ont du mal à comprendre. Que fait-il ? Que veut-il ? Où va-t-il ?

Pour la première fois depuis cinquante ans, les sondages sont à la baisse. « Pièces à puzzle », s'emportait-il du temps de Matignon. Depuis 1981, il n'en oublie aucune. Pour étouffer cette dépression, les baristes lancent leurs réseaux REEL. Mais durant un an, Raymond Barre va surtout apprendre à gérer son silence, attendant les enseignements de cette nouvelle « leçon de choses ». « C'est désolant, confie-t-il à l'époque, les Français sont aveuglés. Ils acceptent tout cela parce qu'ils ont l'impression que tout va bien, que l'on va résoudre leurs problèmes ». Sans se lasser et loin des fracas médiatiques, Raymond Barre reprend ses « pèlerinages » aux sources des préoccupations des Français. A l'Assemblée nationale, il est présent tous les mercredis. Présent, mais silencieux. Il regarde amassé Jacques Chirac s'agiter et s'efforcer : « De toute façon, prévient-il en privé, il est dans la seringue. Mitterrand va l'accabler en permanence à la défensive jusqu'au jour où lassé, penché devant les mauvais sondages, il foncra, il fera une boulette et se fera cueillir par le président ».

L'affaire des ordonnances du 14 juillet 1986, la vague de terrorisme de l'automne, les étudiants dans la rue, les chemins sur les rails, le scénario paraît, d'entrée se réaliser. « Je vous l'avais bien dit », Barre le prophète - « un prophète de malheur » - reprend ses adversaires, peut regimber sur la colline, perfectionner son personnage bête d'un tiers de Pinay, d'un tiers de Mordant et d'un tiers de Gaulle. Jacques Chirac crapahute. Lui plane. Le krach boursier relève sa cote dans les sondages. Le premier tour, est-on déjà convaincu dans son entourage ne sera que pure formalité. Vivement le second. Voilà venue la peur de l'ours chiracien ! Interrogé dès 1982, sur cette élection présidentielle, en grand amateur de cinéma, Raymond Barre avait répondu : « Comme dans un western, je serai le cavalier monté sur son cheval en haut de la montagne en train de regarder le chemin où se présentent de très nombreux candidats ». Mais la question aujourd'hui est précisément de savoir si, au bout de cette longue marche, le cheval est toujours bien selle.

DANIEL CARTON.

(1) *Questions de confiance*. Editions Flammarion.

PROBLÈMES POLITIQUES

FAITES LE POINT SUR LES GRANDS DOSSIERS DE L'ACTUALITÉ

Collection Problèmes Politiques et Sociaux

Prochaines parutions :

- Télécommunications et développement
- Les minorités aux États-Unis
- Le débat sur l'identité allemande
- La nouvelle donne agricole mondiale, etc.

Le numéro 24 F

Abonnement annuel (24 numéros) 300 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

Le Monde

sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

au Monde et à ses publications

3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

Le livre français a-t-il un avenir ?

VIENT DE PARAÎTRE

LE RAPPORT CAHART

Un bilan. Une politique : des propositions concrètes pour donner au livre français un second souffle.

Collection des Rapports Officiels 60 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

مكتبة الأمل

Politique



l'élection présidentielle

Le premier meeting de M. Chirac

Nouveau style et hantise du piège cohabitationniste

Quatre jours après M. Raymond Barre, les responsables majoritaires des Yvelines ont accueilli, le samedi 6 février, M. Jacques Chirac, qui avait choisi ce département « dynamique » pour commencer sa campagne de « terrain » et tenir sa première réunion publique. Après une visite privée à la Maison des aveugles, le premier ministre a été reçu à la chambre de commerce et d'industrie par le président de celle-ci, M. Didier Simond, conseiller régional (RPR). En réponse aux questions de chefs d'entreprise, commerçants et membres des professions libérales, M. Chirac a insisté sur la nécessité d'un « effort de formation », de la part du secteur privé comme de l'Etat.

M. Chirac a été reçu, ensuite, à l'hôtel de ville de Versailles par le maire, M. André Damien (UDF-CDS), qui, comme M. Paul-Louis Tassinat, député (CDS), président du conseil général et de l'UDF départementale, a assisté, dans la soirée, au meeting du candidat du RPR à l'élection présidentielle. Moins de deux ans après les péripéties des élections législatives, qui avaient vu M. Barre soutenir « sa » candidature, M. Christine Boutin, contre les notables de l'UDF, sous l'œil amusé du RPR, les Yvelines se veulent exemplaires dans le respect du code de bonne conduite majoritaire.

Encore M. Boutin ne figurait-elle pas parmi les personnalités venues, tels les invités de « L'heure de vérité », accompagner la prestation du premier ministre. A côté de MM. Damien et Tassinat, dont la présence était dûment signalée à l'assistance, se remarquaient M. André Giraud, ministre de la défense, membre du PR et partisan déclaré de M. Barre; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères; et bien sûr, M. Michel Giraud, président du

Conseil régional d'Ile-de-France, Charles Pasqua, Alain Juppé, M. Nicole Casta, et M. Jacques Toubon, toutes personnalités du RPR logiquement attendues en pareille circonstance.

Le comparais avec une émission de télévision ne pouvait pas ne pas venir à l'esprit tant elle avait manifestement inspiré les organisateurs de la campagne du RPR. Bien que réunis sous un chapiteau de cinq mille places — complet — l'assistance était, en effet, dans la situation du public d'un vaste studio plutôt que dans celle de destinataire directe des propos de l'orateur. Sur le « plateau », sous la conduite d'un animateur, M. Chirac a répondu aux questions posées par six « grands témoins » : médecin, chef d'entreprise, cadre supérieur enseignant du supérieur et élève des Hautes études commerciales. Ce n'est qu'à la fin de la réunion que le candidat a adressé à l'assistance un bref discours de conclusion, résumant les principaux thèmes de sa campagne.

Les socialistes et la « mémoire courte »

La formule, essayée pour la première fois par M. Chirac dans cette campagne, lui avait été suggérée lors de son voyage à Lille, en décembre dernier, par un dialogue, conçu de la même façon, avec des chefs d'entreprise de la région. Elle évoque les débats pratiqués par l'équipe dirigeante du Parti républicain. Originale par rapport au traditionnel meeting, elle est certainement plus télévisuelle. M. Chirac faisait partie de ces hommes politiques qu'un extrait de discours de tribune, diffusé à la télévision, fait paraître caricatural. L'« échappée » permet la nuance, mais il n'est pas sûr que le public y trouve son compte.

Visiblement, les partisans de M. Chirac, réunis samedi à Ver-

saillies, n'auraient pas dédaigné un morceau de bravoure de M. Pasqua, ovationné lorsque le premier ministre l'a cité, ce qui a amené ce dernier à confier : « Depuis quelque temps, mon cher Charles, je me demande si ce n'est pas toi qui devrais être candidat. » Inversement, M. Chirac s'est chargé des piques dont le ministre de l'Intérieur s'est fait une spécialité : « Chaque fois, si-t-il dit, que vous payez 2 F d'impôt, 1 F est dépensé pour payer les annuités de la dette que nous ont laissée les socialistes. (...) Ces messieurs ont tendance à spéculer sur la mémoire courte du peuple. Car, si, il ne faut pas céder à la tentation... mais chat échaudé doit craindre l'eau froide. (...) L'ambition permanente des socialistes de niveler tout par le bas. (...) Vous ne pouvez pas empêcher un socialiste d'être favorable à la suppression de la liberté de l'enseignement. (...) Il le dit ou il ne le dit pas; selon qu'il est franc ou sournois », etc.

Dans sa conclusion, M. Chirac, après avoir souligné qu'il avait décidé, lui, de présenter sa candidature trois mois avant l'élection, afin d'exposer son projet et de « ne prendre personne par surprise », a expliqué qu'il faut mettre fin à la cohabitation, qui était « un mal nécessaire », mais « un mal ». Elle était acceptable en mars 1986 parce que le gouvernement, issu d'une « nouvelle génération », était « légitime », mais, maintenant, la légitimité; mais, maintenant, un socialiste élu président bénéficierait, alors de cette légitimité et pourrait imposer sa volonté à la majorité parlementaire.

Cette crainte devant le piège du cohabitationnisme pourrait rendre à M. Barre le sourire qu'il avait ressenti lors des sondages favorables au premier ministre.

PATRICK JARREAU.

Le CNL apporte son soutien au premier ministre

Le Centre national des indépendants a décidé au cours de son conseil national du samedi 6 février d'apporter son soutien à la candidature de M. Chirac.

Cette décision a été prise par un vote à bulletin secret par 76,46 % des voix contre 11,70 % en faveur de M. Barre et 11,84 % d'abstentions. Ce choix est conforme au souhait qu'avait exprimé le nouveau président du CNL, M. Bernard Féron, député de Paris appartenant RPR.

M. Yves Briant, député non inscrit du Val-d'Oise, secrétaire général du CNL, a déclaré en conclusion des travaux : « Il n'était pas facile de trancher entre Raymond Barre et Jacques Chirac, car tous deux possèdent de grandes qualités. C'est sans doute grâce à son bilan actuel que Jacques Chirac doit avoir été désigné, car on connaît sans ambiguïté son programme puisqu'il consiste à poursuivre dans les années qui viennent la politique de redressement de la France qu'il a engagée. »

Expliquant que ce choix implique pour le CNL de devenir « l'allié » du RPR, M. Briant a lancé un appel aux dirigeants de son parti, mais de deux mois après la crise qui avait provoqué le départ de l'ancien président, M. Philippe Malaud, en disant : « Nous sommes restés trop longtemps en charentaises, chaussons désormais des bottes de 7 lieues. »

M. Briant, qui fut élu en 1986 comme candidat du Front national, a reproché à ce parti de « s'être replié sur sa composition la plus restreinte » et à la coalition RPR-UDF de « s'être recentrée progressivement », ajoutant : « Montrons que nous valons, et alors nous saurons rassembler. Le reste viendra forcément : des ministres CNL au gouvernement pour mettre en œuvre concrètement nos idées, un groupe parlementaire à l'Assemblée, un autre au Sénat. »

Avant l'élection au conseil national, quatorze dirigeants du CNL avaient fait valoir leurs préférences : le président des jeunes CNL, M. Bernard Laurens, avait appelé à voter Chirac, tandis que le conseiller général de l'Ardèche, M. Jean-Paul Ribeyre, avait recommandé le vote Barre. Seul intervenant proche de M. Malaud, M. Olivier D'Ormesson, député européen ex-Front national, avait préconisé la liberté de choix au premier tour.

Dans la matinée, l'assemblée générale du CNL a approuvé par 80,89 % des suffrages une réforme des statuts de ce parti, entrainant notamment la fin du bicéphalisme à la direction du mouvement (le Monde du 4 février). Le secrétaire général, assisté d'une commission exécutive, assurera désormais — comme c'était le cas avant 1980 — la responsabilité de l'ensemble de l'exécutif, le président exerçant surtout un « magistère moral ».

POUR FAIRE BOUGER LA FRANCE

COLLOQUE

(Invitations disponibles sur place)

JEUDI 11 - VENDREDI 12 FEVRIER 1988

Palais des Congrès 75017 Paris

— Jeudi 11, de 9 h à 13 h : PRÉSIDENT LIONEL JOSPIN
— Jeudi 11, de 15 h à 19 h : PRÉSIDENT HENRI FISZBIN
— Vendredi 12, de 9 h à 12 h : PRÉSIDENT OLIVIER STRIN

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : M. DELEBARRE
INTERVENANTS ANNONCÉS : J. ANDRIEU, J.-P. BACHY, H. BOUCHARDEAU, H. CALLAVET, A. CALMAT, R. CASTRO, J.-P. CHEVÈNEMENT, M. COFFINEAU, P. DABEZIES, J. DEFLASSIEUX, J.-L. DELCOURT, F. DUBOIS, R. DUMAS, G. FLORES, B. FESSARD DE FOUCAULT, G. GAUME, G. GEORGES, A. JAZOULI, B. LALONDE, J. LE GARREC, P. MAUROY, E. PISANI, M. ROLANT, Y. ROUDY, M. ROZENBLAT, B. SCHWARTZ, R.-G. SCHWARTZENBERG, J.-P. SUEUR.

CONSEIL NATIONAL DE LA GAUCHE ET DES FORCES DE PROGRES

Les socialistes s'interrogent sur leur politique sociale en cas de retour au pouvoir

« On ne choisit pas son moment pour gagner », écrit M. Jean-Pierre Chevènement (dans l'édition du samedi de l'édition de la République moderne). « Dès lors qu'il est avéré, écrit encore M. Chevènement, que « la crise » est pour longtemps encore devant nous, la gauche avec François Mitterrand

n'aura pas la partie facile. » MM. Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy, d'autres aussi, ont écrit ou écrit la même chose. Le débat s'engage au PS sur la façon d'affronter la crise, en cas de victoire de la gauche, notamment sur le terrain social le plus directement

Deux types d'approche s'opposent. Une approche prudente — celle, grosso modo, de M. Lionel Jospin et de M. Michel Rocard qui veulent avant tout tirer les leçons de 1981. Une autre approche, plus volontariste, défendue notamment par M. Chevènement et M. Jean Poperen (ce qui ne veut pas dire que les deux hommes préconisent les mêmes solutions). Elle souligne qu'une déception de l'opinion, et notamment des couches populaires, envers la gauche, serait encore plus grave que pendant le septennat précédent et ouvrirait un « boulevard à l'extrême droite », comme l'a dit M. Chevènement au « Grand Jury RTL-Le Monde », le 13 décembre dernier.

Premier enjeu : la gestion du temps. L'expérience de 1981 a « vacciné » définitivement, semble-t-il, le premier secrétaire du PS contre la tentation des ruptures annoncées et des changements radicaux promis, calendrier à l'appel. Le jeudi 1^{er} février au Cirque d'Élyse, lors de la fête de la rue de la Fédération à Paris, M. Jospin a été catégorique. Il veut que la gauche « en finisse avec la théorie des jeux de paille ». Les socialistes ne devront pas promettre de « faire des miracles en un an », mais promettre de « faire avancer le pays en cinq ans ».

C'est M. Jean Poperen, l'ancien numéro deux du PS, qui s'oppose le plus fortement à cette logique. S'il se l'engagement, mais toujours publiquement, de nombreux socialistes pensent comme lui que, dans les six premiers mois de son retour au pouvoir, la gauche devrait se débrouiller, d'une façon ou d'une autre, pour que le changement soit perceptible, de façon concrète et symbolique, dans la vie des gens.

Quel grain à moudre ?

Premier problème inséparable d'un second enjeu : y aura-t-il du « grain à moudre » ? Cette double problématique se retrouve dans le débat autour d'un nouveau « contrat social ». M. Poperen souhaitait que le PS s'engage à mettre en œuvre, dès son arrivée au pouvoir, un tel contrat afin de garantir aux salariés la « contrepartie » des efforts qu'ils vont devoir continuer à fournir.

M. Jospin, tout comme, par exemple, M. Laurent Fabius, était convaincu qu'une telle « machine » serait inopérante. Mais le premier secrétaire a toujours souligné qu'il est très sensible à cette question des « contreparties ». Le score obtenu récemment par l'amendement de M. Poperen sur ce sujet montre que cette sensibilité est partagée par de nombreux socialistes, dont les rocardiens.

L'idée d'un cadre national contraignant n'a pas été retenue par la convention nationale du PS des 16 et 17 janvier. Mais le programme du PS précise désormais que, afin d'assurer « un juste partage de l'effort et des fruits de l'effort », le gouvernement de gauche, « dès son arrivée au pouvoir, engagera avec les partenaires sociaux une concertation destinée à préciser les thèmes et les modalités sur lesquels [...] nous négocierons décentralisées [...] pour améliorer la situation de nos salariés, en particulier, pendant que le gouvernement verra, de son côté, à proposer les éléments législatifs ou réglementaires nécessaires ». Que se passera-t-il, en cas de victoire de la gauche, si les syndicats, prenant au mot les socialistes, s'engagent dans des négociations tous azimuts avec

un patronat dont on ne peut exclure qu'il n'ait rien à négocier, et en tout cas pas d'augmentations de salaires ? Avant l'intégration de l'amendement MM. Jospin et Pierre Mauroy se contentaient de critiquer une politique qui a conduit à « une baisse du salaire moyen, alors [...] que les revenus des salariés ont augmenté de 11 % en 1986-1987 », et ajoutait : « L'injustice de cette politique la rend inacceptable; mais elle ne correspond pas non plus à ce qu'exige notre développement : dans une économie compétitive, la notion de strict maintien du pouvoir d'achat ne peut constituer un objectif mobilisateur à long terme. Les salariés doivent donc bénéficier des retombées positives de la politique de rigueur; c'est-à-dire partager les fruits de la compétitivité retrouvée. » Lors du Grand Jury RTL-Le Monde, le 7 février, M. Fabius, plus prudent, a affirmé : « Il est légitime que le pouvoir d'achat moyen accompagne au moins — je dis bien au moins — le rythme de l'inflation et qu'il y ait un effort particulier pour les bas revenus. »

Les socialistes voient bien que l'institution d'un revenu minimum garanti, qui coûtera cher, ne peut constituer l'alpha et l'omega d'une politique sociale. « La solidarité, nous le savons, ne se crée pas, elle se crée », insiste M. Chevènement dans la lettre de République moderne, « consiste-elle seulement, comme nous y invitent les libéraux de gauche, à tendre un filet de sécurité (revenu minimum garanti) pour des millions d'écus ? » Mais que faire ?

Un gouvernement de gauche, après 1988, ne devra-t-il pas — nécessairement — arbitrer entre plus de lutte contre le chômage et plus de pouvoir d'achat ? Pourra-t-on écouler la politique de rigueur ? M. Bérégovoy, lui-même, se pose la question. Dans le dernier numéro de sa lettre Economie et Liberté, l'ancien ministre de l'Economie et des Finances remarque à propos de la politique sociale : « Nous devons [...] élargir le contenu de la solidarité en tenant les deux bouts de la chaîne. Car à quoi servirait une solidarité avec les plus démunis, à laquelle répond la proposition d'un revenu minimum, si l'immense majorité des salariés se trouvaient à leur tour exclus de la solidarité ? Que vaudrait la solidarité si elle devait diviser ceux qui se retrouvent l'assiette de la mobilisation économique ? [...] La solidarité avec les personnes sans ressources ne peut avoir pour contrepartie une insécurité accrue des salariés ni une diminution de leur pouvoir d'achat. On ne mobilise pas les énergies en appauvrissant ceux auxquels on demande un effort. »

De son côté, M. Michel Rocard prône, notamment pour lutter contre le chômage, le « gouverner autrement », fondé sur plus de souplesse et de relations contractuelles entre les divers agents économiques. D'où l'idée d'un nouveau « contrat salarial » où se négocierait à la fois les salaires, l'aménagement du temps de travail, la formation, voire les conditions même du contrat de travail.

M. Rocard n'a pris lui-même aucun engagement public en matière de politique salariale, mais un argumentaire (encore provisoire) établi par le réseau de ses clubs « Convaincre », affirme

notamment : « Les justifications d'une politique de rigueur pure et dure s'étant estompées, rien ne serait pire aujourd'hui que l'immobilisme en matière salariale. » Tout en évitant « la relance de la spirale des prix par le retour à des hausses nominales de salaire excessives », le texte propose : « Le principe de base de la nouvelle politique salariale est de faire croître le salaire réel à un rythme parallèle à celui de la productivité. »

Au total, donc, tout en s'engageant à intensifier la lutte contre le chômage, tout en prévoyant l'institution d'un revenu minimum (financé pour partie par l'Etat, pour partie par les collectivités locales), les dirigeants socialistes se refusent à désespérer leur « base » en acceptant une stagnation — et, pire, une baisse — du pouvoir d'achat. On est loin des propositions faites à M. Jospin par M. Claude Allègre, président du groupe des experts et proche du premier secrétaire, qui proposait une baisse moyenne du pouvoir d'achat de 5 % afin de « partager » travail et revenus.

Soud M. Chevènement, en fait, tranche par rapport à ce débat dominant. L'ancien ministre de l'Éducation nationale affirme qu'il ne prendrait, s'il était en situation, qu'un seul engagement : faire baisser le chômage sur une période de cinq ans. Il prône un changement de cap assez radical, proche de « l'autre politique » qu'il défendait contre la politique Mauroy-Delors, lorsque la gauche était au gouvernement, et qui passe, notamment, par un retrait momentané du SME — en dépit de l'ouverture, au 1^{er} janvier 1993, du grand marché unique européen — pour reconquérir des « marges » de croissance.

Dans l'éditionnel déjà cité de la lettre de République moderne, le maire de Belfort souligne la nécessité de « ne pas faire d'erreur au départ car l'expérience nous a montré que nous n'avions pas pour nous la durée : une erreur initiale ne se rattrape pas dans le court laps de temps d'une législature (...). Un gouvernement de progrès doit se donner pour objectif immédiat d'assurer ses arrières pour endurer une impopularité inévitable dans les premiers temps, mais aussi ne pas reculer devant des choix courageux. »

Les « choix courageux » dont parle M. Chevènement portent, notamment, sur le pouvoir d'achat. M. Chevènement reconnaît, en privé, que s'il est impossible de faire autrement, il préférerait sacrifier le pouvoir d'achat à la lutte contre le chômage. « Seuls responsables de notre monnaie, nous aurons à faire preuve d'une grande rigueur notamment dans le domaine des revenus et de la création de monnaie pour éviter la reprise de l'inflation [...]. Cet effort ne sera accepté que s'il est justifié par des gains. Mais c'est à cette condition que nous pourrions mettre en œuvre, à l'image de la Suède, une politique nationale de croissance et de compétitivité, et, en définitive, donner sens à notre entreprise », affirme le contre-projet présenté par l'ex-CERES.

M. Chevènement a dit et répété que le programme de son parti manque de « souffle ». Il n'est pas le seul à le penser, ce qui ne veut pas dire que les solutions qu'il préconise soient plus convaincantes. Mais il est clair que, même avec un « non-programme », le PS a déjà pris des engagements qui seront difficiles à tenir.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

La campagne de Raymond Barre

ond Barre

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition.

Le député de la Seine-Saint-Denis, Raymond Barre, a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

La tentation de créer un parti

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

Raymond Barre a toujours la plus grande difficulté de l'opposition. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix. Il a été élu député de la Seine-Saint-Denis, le 17 juin 1983, par 100 000 voix.

*La sécurité revenue.
Les impôts diminués.
Le chômage maîtrisé.
La sécurité sociale
sauvegardée.
La famille revalorisée.
L'inflation réduite.
Des entreprises plus
libres et plus fortes.
La France respectée.*

مكتبة الامم المتحدة

nue.

nués.

trisé.

le

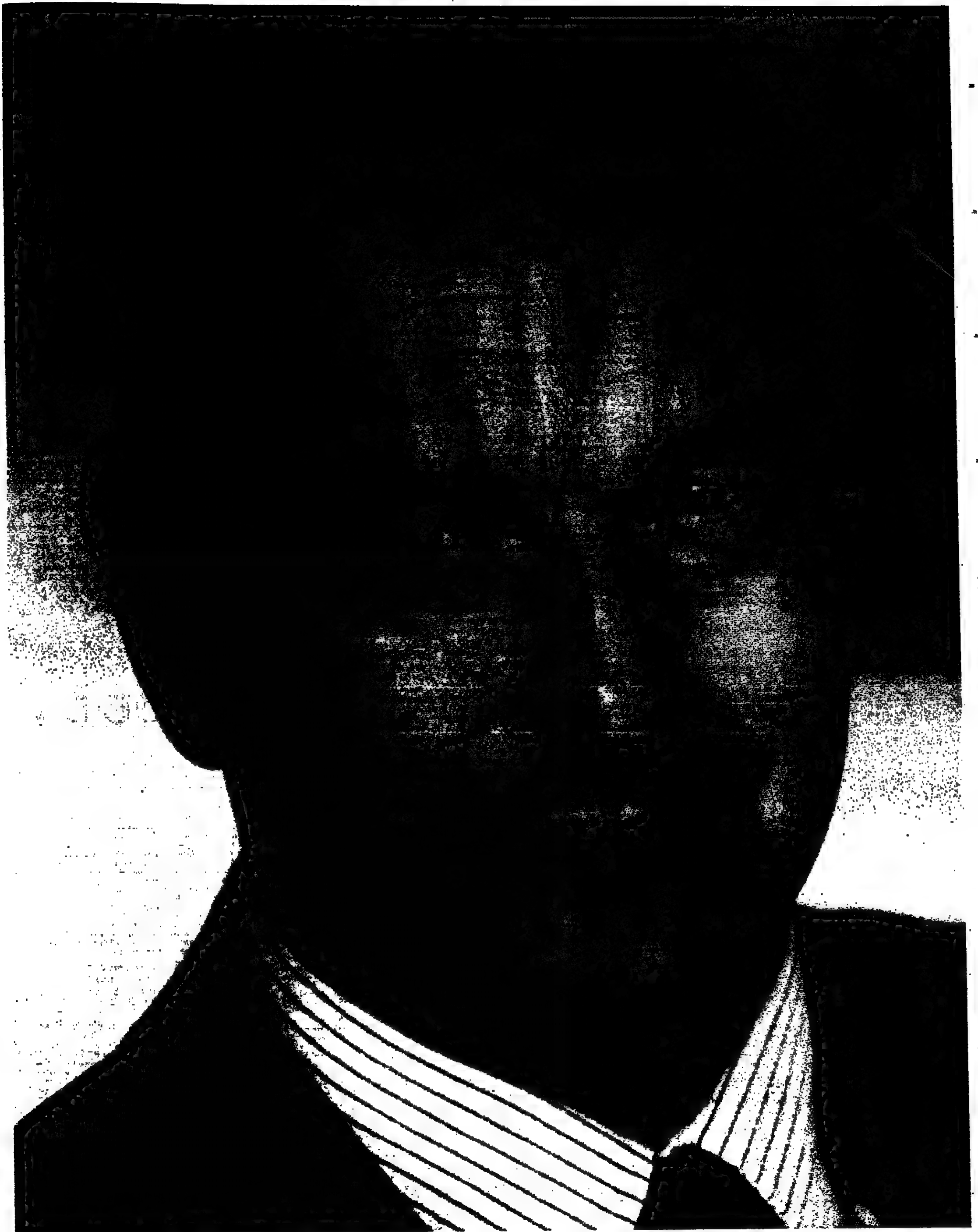
lorisée.

ite.

blus

tes.

ctée.



Oui c'est Chirac!

Politique

Le voyage du président de la République à la Réunion

M. Mitterrand lance un appel « à l'unité, à l'égalité, à la justice »

M. Mitterrand est arrivé à la Réunion le lundi 8 février pour un voyage de deux jours dans le seul département d'outre-mer qu'il n'avait pas visité depuis son élection en 1981. Le chef de l'Etat n'était accompagné par aucun membre du gouvernement, M. Pons, ministre des DOM-TOM, ayant fait savoir qu'il ne se déplacerait pas en compagnie d'un président dont il juge qu'il est en campagne électorale. Dès son arrivée, M. Mitterrand s'est adressé à plusieurs milliers de Réunionnais massés dans l'aéroport de Gilet. Son discours a répondu, comme en écho, aux préoccupations et banderoles déployées par les militants du PC réunionnais qui réclamaient plus de justice, d'égalité et de responsabilité.

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION de notre envoyé spécial

L'aéroport de Gilet, avec le montage en arrière-plan, plusieurs milliers de personnes s'étaient massées face au podium d'où le président de la République a prononcé le

premier discours de son voyage à la Réunion. Les socialistes et les communistes locaux avaient mobilisé leurs troupes.

Les premiers, les moins nombreux, lui ont réservé un accueil de roi des îles. « Tonton, tonton, tonton », suppliaient les socialistes à banderoles en une version insulaire du « Gardem le tonton » occitan. D'autres exigeaient « Tonton, met encore la tête », comme on réclame, au football, un nouveau but de l'avant-centre pour faire bon poids. On y a ajouté un « Tonton, j'aime son nom », fruit d'une passion signée de la section socialiste de Saint-Leu, ainsi qu'un sobriquet universel « Mitterrand partout ».

Les seconds avaient prévu, à la suite de l'allocution, leur quotidien local. « Nous là là », ils étaient là, en effet, par milliers, pour demander « tranquillement et fermement » plus de justice, d'égalité et de responsabilité, pour attirer l'attention sur le record détenu par la Réunion : « Chômeurs : 75 000 en 1988 ; 150 000 en l'an 2 000. Au nombre et à la surface des banderoles et pancartes, les communistes réunionnais ont dominé le débat, sans omettre toutefois, puisqu'ils avaient accepté que le sigle de leur parti

(PCR) n'apparaisse nulle part. Il est vrai que les slogans suffisaient à les identifier.

La loi et les faits

M. Mitterrand a repris les slogans au boud, comme de coutume. « Je sais le nombre de chômeurs que marque bien la détresse d'une grande partie de la jeunesse. C'est pour cela qu'il faut commencer, que l'on se mette à réfléchir, à réfléchir... » Il faut que les profits du travail en commun soient plus justement répartis, qu'il y ait plus d'égalité et de justice. L'égalité, elle est inscrite dans tous nos textes. Qu'en est-il dans la réalité ? N'est-ce pas encore un effort historique à faire pour que l'égalité soit vécue et ressentie au fond même de notre peuple. Le mouvement du temps que nous vivons est d'accroître les inégalités entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres. On observe malheureusement une inégalité grandissante entre les groupes sociaux et dans la redistribution du revenu national. Il faut avoir la résolution d'améliorer les années futures en conquérant peu à peu l'égalité. Il faut que les espaces de liberté s'accroissent. Je viens ici

lancer un appel à la fraternité, à l'unité, à l'égalité, à la justice. On me dira : ce sont des mots employés depuis trop longtemps pour que certains ne cessent pas d'y croire. J'y crois de toute mon âme. Il n'y a pas de justification d'une action politique sans qu'elle soit celle-ci : l'apparition plus encore des chances d'égalité et de justice [...]. Je veillerai à ce que la loi entre dans les faits, à ce que les faits répondent aux principes contenus dans nos lois.

Cette allocution a été accueillie par des applaudissements peu acclamés et même quelques sifflets, bien que l'on ait scandé, lorsque M. Mitterrand est parti pour le maire de Saint-Denis, de chaleureux « Mitterrand, président ».

Le chef de l'Etat, sans faire de référence explicite au refus de l'accompagner exprimé par M. Bernard Pons ni à la visite précédente de M. Chirac, a expliqué qu'il souhaitait venir à la Réunion en novembre 1987. « Nous avons préféré échelonner les visites officielles », a-t-il dit. Pardonnez ce retard. Il était fait pour harmoniser la politique française, ce à quoi je m'efforce avec le succès qu'on voit.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

Sept élections cantonales partielles

Bilan satisfaisant pour la majorité

Le bilan des sept élections cantonales partielles qui se sont déroulées le dimanche 7 février, doit satisfaire la majorité : trois candidats de l'UDF, un du RPR et un divers droite ont été élus, et dans le Tarn, le représentant du RPR, ancien joueur de l'équipe de France de rugby, est largement en tête à l'issue du premier tour. Seule fausse note, le maire (PS) du chef-lieu du canton de Millas (Pyrénées-Orientales) a enlevé le siège détenu depuis 1976 par la droite.

L'opposition était absente de deux seconds tours sur cinq : dans les Alpes-Maritimes, le candidat du RPR l'a emporté face au représentant du Front national, qui recueille près de 30 % des suffrages, tandis que, dans le Var, la candidate de l'UDF est sortie victorieuse du duel qui l'opposait à un maire (div. d.) soutenu par de nombreux élus locaux du RPR.

Les deux candidats communistes et socialistes ont bénéficié d'une meilleure mobilisa-

tion électorale et d'un bon report des suffrages au second tour des scrutins de Gracay (Cher) et de Prades (Pyrénées-Orientales). Mais ces deux cantons, où la gauche était en tête à l'issue des élections législatives de 1986, n'ont pas échappé à l'UDF.

Enfin, dans l'Ille-et-Vilaine, où l'UDF l'a emporté dès le premier tour, et dans le Tarn, les candidats socialistes subissent des pertes substantielles, alors que ceux du PCF se maintiennent et même progressent.

Alpes-Maritimes : canton de Nice (2^e tour). Inscr., 14 113 ; vot., 5 894 ; suffr. expr., 5 349. MM. Michel Falloux (RPR), adjoint au maire de Nice, 3 788 voix. ELU ; Michel Baza (FN), 1 561.

[82,23 % des électeurs inscrits se sont abstenus au second tour de cette élection partielle, organisée à la suite de la démission du candidat RPR, soutenu par l'UDF et la CNL, avec 70,81 % des suffrages exprimés. Au premier tour de ce scrutin, organisé à la suite du décès, le 23 décembre, de René Pétroschi (div. d.), M. Falloux, président de l'association des amis de M. Jacques Madaïa, maire (RPR) de Nice, avait obtenu 51,37 % des voix. Mais il n'avait pas franchi le seuil des 25 % des électeurs inscrits, si ce n'est le second tour pour être élu.]

Le représentant du FN a réussi une bonne opération en recueillant 29,17 % des voix, dimanche, au lieu de 21,40 % au premier tour, soit un gain de près de 8 points.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 14 113 ; vot., 6 839 ; suffr. expr., 5 931. MM. Falloux, 3 047 ; Baza, 1 281 ; Lacour (PS), 1 060 ; Bort (PCF), 479 ; Steinhilber (MGP), 64.

En 1985, René Pétroschi avait été élu dès le premier tour, avec 71,81 % des suffrages.]

Cher : canton de Gracay (2^e tour). Inscr., 2 848 ; vot., 2 036 ; suffr. expr., 1 973. MM. Pierre François (div. d.), maire du Gracay, 1 025 voix. ELU. Georges Druenne (PCF), 948.

[Le candidat divers droite a remporté cette élection partielle, organisée à la suite du décès, le 24 novembre, de Pierre Madaïa (div. d.). Avec 51,95 % des suffrages, M. François ne rassemblait pas néanmoins toutes les voix qu'il s'étaient portées, au premier tour, sur M. Jean-Pierre Beaumais, maire (div. d.) de Saint-Ontilley, qui avait recueilli 18,04 % des suffrages.]

En obtenant 68,04 % des voix, le représentant du PCF a bénéficié d'un bon report des suffrages qui s'étaient portés, au premier tour, sur les candidats socialistes et rattachés, qui rassemblaient 14,36 % des voix. De surcroît, M. Druenne a sans doute profité de la meilleure mobilisation électorale de dimanche (28,51 % d'abstentionnistes au lieu de 34,79 % dimanche dernier).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 2 849 ; vot., 1 915 ; suffr. expr., 1 879. MM. François, 682 ; Druenne, 528 ; Beaumais, 339 ; Debode (réunionnais), 149 ; Parnassia (PS), 130. En 1982, Pierre Madaïa avait été élu dès le premier tour, avec 56,35 % des voix.]

Ille-et-Vilaine : canton de Dol-de-Bretagne (1^{er} tour).

Inscr., 8 698 ; vot., 5 164 ; suffr. expr., 5 082. MM. Michel

Esau (UDF-CDS), maire de Dol-de-Bretagne, 3 269 voix. ELU ; Francis Clémence (PS), 1 059 ; Jean Laide (div. d.), 521 ; Georges Le Gaudu (PCF), 279 ; Adrien Marlier-Grandmaison (div. d.), 174.

[Soutenu par l'UDF et le RPR, le RPR a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle, organisée à la suite du décès, le 19 décembre, de Jean Hamelin (RPR), conseiller général depuis 1976. Proche du M. Pierre Madaïa, président (UDF-CDS) du conseil général du département, M. Esau, qui a recueilli 64,32 %, avait obtenu de près de 7 points le score obtenu par Jean Hamelin en 1982 (57,71 %), bien que deux candidats divers droite se soient présentés, cette année, 9,74 % des voix. Si le candidat communiste demeurait stable, en obtenant 5,45 % des voix (au lieu de 5,82 %), le représentant du PS perdait, lui, 16 points, avec 20,44 % des suffrages (au lieu de 36,46 %).]

En 1982, Jean Hamelin l'avait emporté dès le premier tour, avec 3 648 voix, contre 2 385 à M. François (PS) et 3 471 à M. Marlier-Grandmaison (PCF), 623 voix et 826 électeurs inscrits.]

Pyrénées-Orientales : canton de Millas (2^e tour). Inscr., 10 996 ; vot., 7 388 ; suffr. expr., 6 937. MM. François Beffara (PS), 3 607 ; Henri Dabat (UDF), 3 040.

[Le Parti socialiste emporte à la majorité le canton de Millas, détenu depuis 1976 par M. André Dangnac (mod.), maire de Sèdes, qui s'est démis de ses fonctions après avoir été appelé à remplacer au Sénat Guy Malé (UDF), décédé. M. Beffara qui recueille 56,17 % des voix, améliore de plus de 2 points le score réalisé par les trois représentants de la gauche au premier tour (54,06 %). Le candidat socialiste a bénéficié à la fois d'un bon report des suffrages et d'une meilleure mobilisation électorale (32,81 % d'abstentionnistes au lieu de 36,47 % au premier tour).]

Le candidat de l'UDF, soutenu par le RPR, qui recueille 43,82 % des suffrages exprimés, n'a pas profité de ce gain de voix, puisque le nombre de ses voix est égal au total de celles des trois candidats de droite du premier tour.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 10 996 ; vot., 6 765 ; suffr. expr., 6 578. MM. Beffara, 2 177 ; Dabat, 1 942 ; Pélal (PCF), 1 228 ; Parnassia (div. d.), 549 ; Meunier (FN), 531 ; Gaudu (div. d.), 152. Au second tour du scrutin de 1982, M. Dangnac avait emporté avec 4 811 voix, contre 2 946 à M. Beffara, sur 1 987 suffrages exprimés, 8 176 votants et 10 321 électeurs inscrits.]

Pyrénées-Orientales : canton de Prades (2^e tour).

PROPOS ET DÉBATS

M. Stoléru

BC-BG

M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat de M. Valéry Giscard d'Estaing, a affirmé, le dimanche 7 février à Biarritz : « BC-BG, cela veut dire Barre candidat, Barre gagnant. »

Lors de la même réunion de l'Union pour le développement de l'Aquitaine (UDA), M. Jean François-Poncet, membre de l'UDF, sénateur du Lot-et-Garonne, a appelé à soutenir la candidature de M. Raymond Barre, « un homme d'Etat qui ne gouverne pas à la godille des sondages et qui ne surfe pas sur son look ». Pour lui, voter pour M. Barre, c'est voter pour la volonté, à un effort à la place du brouillard.

M. Fabius

la dissolution

Invité, le dimanche 7 février, du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Laurent Fabius a jugé qu'il y a « 90 % de chances » que M. Mitterrand se représente à l'élection présidentielle. L'ancien premier ministre socialiste a affirmé qu'il n'y a pas de « mitterrandisme », mais une « mitterrand-confiance ». M. Fabius a encore estimé que non « l'intuition » est que « [la] dissolution [de l'Assemblée nationale] a beaucoup de chances d'intervenir » en « une élection d'un président de gauche ».

Le député de Seine-Maritime a critiqué en détail l'argumentaire de campagne de M. Jacques Chirac présenté par des placards publicitaires dans la presse écrite, en affirmant : « Si l'on veut faire une affiche vraie, il faut mettre : la manipulation, oui, c'est Chirac. » Pour M. Fabius, « il faut résumer les deux années de gouvernement de M. Chirac [...] l'essentiel, c'est l'ingérence sociale », il faut, a-t-il continué, demander un effort aux Français [...]. On ne pourra pas obtenir un véritable renouveau si ce n'est sur une base de justice sociale. »

M. Mauroy

la spéculation

M. Pierre Mauroy a critiqué, le dimanche 7 février, lors du « Forum RMC-FR 3 », le « nouveau » bilan de M. Jacques Chirac, qui est, selon lui, « mal perçu par les Français ». L'ancien premier ministre, qui reconnaît « des qualités » à M. Chirac, a ajouté : « Ces qualités ont un grave revers : il déplace toutes les unités qu'on ne doit pas dépasser. » A propos des « affaires », le maire de Lille a lancé : « Le gouvernement et certains autres se sont conduits comme de mauvais garçons un soir de fête, qui s'amusent à jouer les petits voyous [...]. Jamais un gouvernement en place n'a été assés d'entendre à l'honneur d'un parti dans l'opposition [...] Le courage, quand on est premier ministre, c'est aussi de savoir s'arrêter. »

Pour M. Mauroy, la période 1986-1988 a été la période « de la spéculation et des affaires ».

M. Madelin

le piège

M. Alain Madelin, ministre UDF-PR de l'Industrie, a jugé, le dimanche 7 février, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, que ce qui fait la force de Jacques Chirac, c'est son bilan. Pour lui, « le vrai point de départ de Barre se fera par rapport à Mitterrand ».

M. Madelin s'est déclaré hostile à l'idée que M. Jacques Delors puisse devenir le premier ministre de M. Ray-

mond Barre (idée évoquée par M. Delors), car « le dévotionisme incarne le mélange des genres ». « On ne peut, a-t-il dit, mêler un demi-libéral. C'est un piège des socialistes. »

Philippe de Gaulle

les qualités de M. Chirac

L'émir (CR) Philippe de Gaulle, sénateur RPR de Paris, affirme dans un entretien accordé, le lundi 8 février, au quotidien *Le Haut-Maine* libéral que M. Jacques Chirac « a les meilleures qualités personnelles et d'Etat nécessaires à la fonction de président ». Le fils du général de Gaulle juge encore qu'à la place de M. Mitterrand il ne se représenterait pas, « car, même s'il est élu, ce se terminerait mal, et pour les Français, et pour lui ».

M. Lajoinie

le tapage

Le candidat du PCF à l'élection présidentielle, M. André Lajoinie, s'est élevé, le dimanche 7 février à Thionville (Moselle) et à Epinal (Vosges), contre « la campagne tapageuse qui vise à réduire l'élection présidentielle à son seul second tour, en gommant le premier, celui où l'on peut se prononcer sur des choix politiques ».

Dans une interview publiée par le *Républicain lorrain*, le dimanche 7 février, M. Lajoinie déclare que le PCF est « pour les reconductions d'alliance » avec le PS lors des élections municipales de 1989. « Nous ne serons pas à l'origine de la rupture », indique-t-il, avant de préciser qu'il n'y a pas, selon lui, « un seul exemple de maire communiste qui ait suspendu un adjoint socialiste alors que l'inverse est arrivé ». « En outre, précise le candidat du PCF, nous nous sommes toujours refusés à transposer les problèmes nationaux au plan local, sur l'action d'une mairie est beaucoup plus limitée. »

M. Leroy

la couverture

« Je souhaite qu'il ne se réunisse pas. » Telle est la réponse faite par M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, le dimanche 7 février, au « Grand oral » de Pacifisme, au sujet des cinq cents signatures d'élus recherchées par M. Pierre Juquin pour sa présentation à l'élection présidentielle. « Pour que Juquin ait cinq cents signatures, il faut qu'il ait l'aide du Parti socialiste [...] C'est une couverture que lui donnerait le PS. » Selon le directeur de l'*Humanité*, qui s'est défini comme un « démocrate », « s'il avait une telle aide, les conséquences politiques pour le PS ne manqueraient pas d'être lourdes. »

M. Veil

la tolérance

M. Simone Veil a opposé le lundi 8 février, sur Europe 1, la « conception du pouvoir très tolérante » de M. Raymond Barre à celle « infiniment monopolistique » du RPR. M. Raymond Barre « a su éviter [...] que tout d'un coup il y ait une formation politique, ou un groupe de gens, ou une catégorie, qui monopolise le pouvoir », a déclaré l'ancienne présidente du Parlement européen.

M. Jacques Chirac, en revanche, « un homme éminent dans les relations humaines », est à la tête d'une « formation politique qui a une conception de l'exercice du pouvoir infiniment plus monopolistique, et dans laquelle il est difficile à ceux qui n'ont pas partie d'avoir une place au soleil », a-t-elle estimé.

M. Marc-Philippe Daubresse (CDS) nouveau maire de Lambresart (Nord)

Le conseil municipal de Lambresart (Nord) s'est réuni, le dimanche 7 février, pour élire le successeur de Georges Delfosse, député et maire (CDS), décédé le 25 janvier dernier. M. Marc-Philippe Daubresse (CDS) a été élu par trente voix contre quatre au candidat socialiste et une voix au candidat communiste (l'assemblée communale comprend 9 RPR, 9 CDS, 4 PR, 1 PSD, 6 non inscrits div. droite, 1 ARIEL (Alliance républicaine indépendante et libérale, 4 PS et 1 PC).

L'appétit de M. Descamps

L'élection de M. Daubresse s'est faite sans difficulté, les formations de la majorité s'étant mises d'accord au préalable pour porter leur suffrage sur l'homme que le défunt avait présenté pour lui succéder. Il n'en ira sans doute pas aussi facilement pour les deux autres mandats qui étaient dévolus par le maire de Lambresart, celui de député et celui de conseiller général du canton de Lille-Ouest. Il s'agit, en effet, d'un secteur traditionnellement favorable à la majorité. Il suscite donc de sérieux appétits.

A preuve, la rapidité avec laquelle le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jacques Descamps, s'est déclaré candidat pour la cantonale partielle

dont le premier tour est prévu le 6 mars prochain.

M. Descamps pourrait, en effet, espérer la base électorale qui lui manque pour partir à la conquête du beffroi de Lille en 1989. Mais en tentant de prendre le CDS de vitesse et de passer en force, le secrétaire d'Etat a heurté véritablement les sensibilités locales. Bien qu'il ait obtenu, le mercredi 3 février, l'investiture du bureau national de l'UDF, en dépit des fortes réserves de M. Jacques Barrot, sa candidature ne fait pas l'unanimité dans le canton ; elle a, au contraire, suscité une vive réaction du CDS.

Finalement, M. Janine Delfosse, veuve de l'ancien maire, cédant à la demande de ses amis, a annoncé dimanche qu'elle serait candidate dans le canton pour succéder à son mari, plaçant M. Descamps dans une situation délicate.

(Né le 1^{er} août 1953, à Lille, M. Marc-Philippe Daubresse est diplômé ingénieur de l'Institut industriel du Nord et licencié en sciences économiques. Il s'est engagé très tôt dans la vie politique dans le sillage de Norbert Ségard et de Georges Delfosse. De 1974 à 1976, il fut président régional des Jeunes Giscardistes. Il est, depuis 1978, député départemental de l'UDF-Nord. Elu en 1983, à Lambresart, il fut aussi promu adjoint au maire. Il siège au conseil régional depuis 1984.)

PICARD

ÉDITEUR DEPUIS 1869

82, RUE BONAPARTE, 75006 PARIS

Les débuts de la sculpture romaine dans le Sud-Ouest de la France, par J. Cabanot. Préface de M. Duran. 360 F

Le de-France gothique 1. Les églises de la vallée de l'Oise et du Beauvais, par M. BENOIST et C. LAUREN. Préface d'A. ANGE. 240 F

La peinture du Ducato en Italie centrale, par L. MARQUES. Préface de M. LAGOTTE. 450 F

Le pont avant le temps des ingénieurs, par J. MESOU. 470 F

Les bronzes dorés français du XVIII^e siècle, par P. VERLET. 680 F

Un canal... des canaux, sous la direction de P. PACH. 205 F

Les Ménis, mythe et réalité, sous la direction de J.-P. BESSEN. 350 F

EN VENTE DANS LES BONNES LIBRAIRIES

مكتبة

Société

Après la mort d'un jeune homme à Marseille

M. Bernard Deleplace lance un appel à la « sérénité »

Lés obéissants de Christian Dorey, le jeune homme tué mardi 2 février par un gardien de la paix sur un parking des quartiers Nord de Marseille (le Monde du 4 février), ont été célébrés samedi 6 février, en fin de matinée, en l'église Saint-Barnabé, dans le douzième arrondissement de la ville. Près de mille cinq cents personnes, dont de très nombreux chauffeurs de taxi, collègues du père de la victime, ont assisté à cette cérémonie qui s'est déroulée dans le recueillement et le calme.

An même moment à Paris, M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), était reçu en audience par M. Robert Papon, ministre délégué chargé de la sécurité. Au terme de cette audience, M. Deleplace a indiqué, à propos de l'affaire Dorey, que la version des faits rapportée par « des collègues de Marseille était un tout petit peu différente » de celle présentée par le père du jeune homme (le Monde du 6 février). Selon les gardiens de la paix marseillais, la victime « a dû croire qu'elle n'avait pas affaire à des policiers. Je jeune homme aurait alors eu un geste pour repousser l'arme, et le coup aurait porté », a indiqué M. Deleplace.

Le responsable de la FASP a par ailleurs lancé un appel à la « sérénité ». « La première décision de justice a provoqué l'émotion légitime de la population marseillaise ; la seconde, l'émotion légitime de la police marseillaise », a ajouté M. Deleplace, avant de préciser que le policier auteur du coup de feu, M. Jean-Pierre Aveline, appartenait à la FASP.

Enfin, M. Bernard Deleplace a indiqué qu'il avait demandé à être reçu en audience par M. Albain Chalandon, garde des sceaux, ajoutant que celui-ci « n'avait sans doute pas connaissance de tous les éléments du dossier » quand fut prise la première décision, celle de faire libérer le policier, auteur du coup de feu mortel, sans qu'il soit inculpé.

La garde des sceaux avait affirmé, vendredi soir 3 février sur TF1, qu'il n'y avait pas eu de bavure policière à Marseille et avait dénoncé « l'exploitation politique de cette affaire [...] ». Le parquet de Marseille a interrogé la chancellerie. Je rappelle, avait précisé M. Chalandon, que je suis hiérarchiquement le patron des parquets de France et que, de ce titre, j'ai non seulement le droit, mais le devoir, de donner des instructions aux procureurs. Il y a eu, en réalité, un flottement au parquet de Marseille, devait dire M. Chalandon. On hésitait entre deux types d'inculpation, soit un simple délit et le tribunal correctionnel, soit un crime et la cour d'assises. Moi, j'ai demandé que l'on complète la recherche pour faire apparaître nettement la vérité [...]. »

Un policier gravement blessé par des voleurs de voiture

Un gardien de la paix du corps urbain de Lille a été sérieusement blessé, dans la nuit du 6 au 7 février, par le conducteur d'une voiture volée qui a forcé un barrage de police à la périphérie de la ville. L'identité du policier, trente-trois ans, père de deux enfants, n'a pas été révélée.

Il était 4 h 30 du matin lorsque les agents lillois ont tenté d'intercepter le véhicule, une Audi immatriculée dans l'Aisne, en formant un barrage avec deux voitures de service.

La voiture est montée sur le trottoir, a heurté le gardien de la paix, et l'a entraîné sur une vingtaine de mètres. Les malfaiteurs, auxquels la police attribue plusieurs cambriolages et vols de voitures commis dans la région, ont été finalement interpellés par la sécurité générale à Pont-à-Marcq, dans la banlieue lilloise. Tous deux sont originaires de Lille et nés l'un en 1969, l'autre en 1970.

Victime d'un traumatisme crânien et d'une fracture de la clavicule, le gardien de la paix devait subir une intervention chirurgicale ce lundi, mais ses jours ne sont pas en danger.

Un militant nationaliste interpellé près d'Ajaccio

BASTIA de notre correspondant

Jacques-François Istria, un militant nationaliste de vingt-trois ans, a été interpellé, le samedi 6 février, au domicile de ses parents, à Moca-Croce, à 40 kilomètres au sud d'Ajaccio. Il était recherché depuis la découverte le 19 mai 1987 d'une importante cache d'armes de l'ex-FLNC dans un appartement d'Ajaccio. Treize personnes, dont le frère et le cousin d'Istria, avaient alors été interpellées et inculpées par le juge d'instruction Michel Legrand chargé des dossiers de terrorisme au tribunal de Paris. 100 kilos d'explosifs, des fusils, des armes de poing avaient été saisis, ainsi qu'une abondante documentation de l'ex-FLNC. « C'est un coup très dur porté à l'organisation clandestine », avait commenté M. Morin, préfet délégué à la police en Corse.

Jacques-François Istria a été surpris alors qu'il était depuis la veille au chevet d'un proche parent gravement malade. Informé de cette visite, gendarmes et policiers du SRPJ avaient mis en place dès 21 h 30 vendredi un important dispositif de sécurité autour de la maison familiale. Après quelques heures de négociation, Jacques-François Istria acceptait de se rendre. Il a immédiatement été placé en garde à vue au commissariat d'Ajaccio où il a été interrogé dans le cadre d'une commission rogatoire du juge Legrand. Il devait être transféré à Paris pour y être présenté au magistrat instructeur aux fins d'inculpation.

MICHEL CODACCIONI.

● Condamnation d'un armurier suisse fournisseur de l'ex-FLNC. — Vincent Gianinetti, trente-quatre ans, ressortissant suisse, fils de policier et armurier à Montbéliard (canton du Valais), a été condamné à trois ans de prison par le tribunal de cette ville pour avoir fabriqué et vendu à l'ex-FLNC une douzaine de fusils et de pistolets. Il lui avait été passé commande, en outre, d'une centaine de mitrailleuses qui furent saisies lors de son arrestation, le 13 février 1987. Vincent Gianinetti avait expliqué qu'il avait accepté les propositions d'un émissaire du FLNC en raison de difficultés financières auxquelles il ne parvenait pas à faire face.

Interpellation et perquisition au Pays basque français

Plusieurs interpellations et perquisitions ont été opérées au Pays basque français au cours du week-end. Elles ont abouti à Bayonne à l'arrestation et à l'inculpation d'association de malfaiteurs et de détention d'armes de M. Bernard Cazaré, trente ans, soupçonné d'avoir tenté une reconstitution du mouvement d'insurrection basco-berlusque.

M. Cazaré se trouvait en compagnie de deux Basques espagnols qui, pour leur part, ont été reconduits à la frontière.

De son côté, M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de Paris chargé de plusieurs dossiers concernant le terrorisme basque, a dirigé, dimanche 7 février, de 6 à 10 heures une perquisition dans les locaux de l'entreprise Sokos à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). En novembre 1986, une opération similaire avait mené à la découverte dans cette fabrique de sièges de bureau d'une importante cache d'armes, d'explosifs ainsi que la saisie de documents de l'ETA et d'une somme d'argent de 1 500 000 francs. Inculpé et écroué, le directeur de l'entreprise, M. François Noblia, avait été libéré peu après.

La nouvelle perquisition ne semble pas avoir donné de résultat.

● La grève de la faim des dirigeants d'Action directe. — M. Bernard Ripert a fait savoir, ce week-end que ses clients, Jean-Marc Roullian, Georges Cipriani, Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon, poursuivait la grève de la faim entreprise depuis soixante-huit jours.

Mais si les trois premiers sont hospitalisés à l'hôpital des prisons de Fresnes, Nathalie Ménigon est toujours à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, en dépit d'un malaise dont elle a été victime samedi matin.

Au ministère de la justice, on déclare que Nathalie Ménigon, en raison de sa malaise, a été conduite à l'hôpital des prisons de Fresnes pour y subir des examens, mais que les médecins ont jugé son état compatible avec le régime pénitentiaire.

E. P.

Communication

Kiss-FM suspendue pour un mois par la CNCL

Bataille autour d'un site

La CNCL a suspendu pour une durée d'un mois la radio parisienne Kiss-FM — tête de pont d'un réseau de soixante stations reliées par satellite — pour avoir « persisté dans son refus de rejoindre le site d'émission » qu'elle lui avait imposé. Cette sanction, qui touche l'une des radios commerciales les plus importantes de la capitale (ses principaux actionnaires sont Canal Plus et le groupe de presse suisse de M. Jean-Claude Nicolle), intervient au beau milieu du conflit juridique opposant la CNCL et Kiss-FM à propos des conditions de l'autorisation accordée à cette dernière.

Le 8 septembre 1987, soit près d'un mois après la conférence de presse de la CNCL annonçant la liste des radios retenues sur Paris, paraissait au Journal officiel la décision d'autorisation de Kiss-FM sur la fréquence 89 MHz, avec une puissance de 40 kW, sur le site de TDF (fort de Romainville), dans le département de Seine-Saint-Denis. Un site qu'évaluent pourtant fermement refusés les responsables de la radio, lesquels avaient affirmé à plusieurs reprises leur souhait de conserver leur site d'origine installé à la tour Montparnasse, ou de rejoindre immédiatement la tour Eiffel, où une place leur avait été promise. Devant leur refus réitéré, la CNCL avait donc ajouté au texte de l'autorisation un article 9 ainsi rédigé : « La présente décision sera caduque et le site d'émission figurant en annexe dans la décision de dix semaines entraver la publication au Journal officiel de ladite décision. » Une clause qui avait entraîné, de la part de Kiss-FM, deux recours gra-

Questions de principe ou de survie

La CNCL a-t-elle le droit d'imposer un site à une radio ? Tel est en fin de compte le problème-clé pour les radios, parisiennes ou de province, qui, selon leur site et leur diffuseur, seront (ou non) bien entendues. Sédécise du peu de cas que fait la CNCL de l'avenir de l'entreprise, Kiss-FM invoque quatre raisons essentielles pour son refus : 1) le fait de s'être vu imposer un site quand la loi évoque « le choix » des candidats ; 2) « la très médiocre efficacité » du site de Romainville ; 3) l'absence de preuve de troubles éventuels occasionnés par une diffusion de la tour Montparnasse ; 4) enfin, le coût élevé (près de 2 millions de francs) que constituerait pour Kiss-FM son déménagement vers Romainville. Déménagement temporaire de surcroît, puisque la station a obtenu la promesse d'avoir une place sur la tour Eiffel en octobre prochain.

« On a la loi pour nous, et j'espère que nous aurons aussi la justice », déclare M. Georges Polinski, le patron de Kiss-FM qui s'interroge sur les raisons pour lesquelles on souhaite ainsi « faire taire » sa radio. Pour la CNCL, il s'agit, semble-t-il, d'une question de principe.

ANNICK COJEAN.

Sous la pression d'un amendement du Congrès américain

M. Murdoch prêt à vendre le « New York Post »

Patron du groupe de presse News Corp., M. Rupert Murdoch a décidé finalement de vendre l'un de ses quotidiens, le New York Post, à M. Peter Kalikow. La transaction s'élève à 37 millions de dollars (225 millions de francs). Celui qui pourrait devenir le propriétaire du quotidien new-yorkais est une homme riche (il serait le troisième américain le plus riche). Mais sa fortune réside dans l'immobilier fait connaître par M. Kalikow s'élève surtout au siège du journal, sis à Manhattan, et dont le prix serait de 35 millions de dollars (199 millions de francs). M. Kalikow n'a d'ailleurs aucune expérience dans l'édition, mais il s'est engagé à le publier « au moins pendant trois ans ».

La vente ne se fera qu'à condition d'obtenir des réductions de coût de

● Médias, une association pour les professionnels des médias formée à l'étranger. — Une centaine de journalistes, de cinéastes, de publicitaires et de spécialistes du droit de la communication viennent de créer une association régie par la loi de 1901, Médias. Leur spécificité est d'avoir couronné leurs études par une formation soignée à l'étranger (particulièrement aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne ou en Belgique) dans le domaine de la communication. L'association se dit « convaincue que la communication des années 1990 sera internationale et fera appel à des compétences pluridisciplinaires ». Elle est présidée par M. Thomas Valentin, responsable des fictions à M 6, diplômé de l'université américaine Stanford.

● Nouvelle formule pour la Tribune de l'assurance. — Une nouvelle formule de la Tribune de l'assurance est apparue dans les kiosques le lundi 1^{er} février. Ce bimensuel, qui paraîtra dorénavant un lundi sur deux, a choisi le format magazine et une nouvelle maquette pour s'adresser aux 211 000 professionnels de l'assurance.

Créée en 1947, la Tribune de l'assurance est contrôlée depuis novembre 1987 par M. Noël Méthay et dirigée par Jean-Luc Bengel, fondateur et directeur de la rédaction de la Lettre de l'assurance.

Ses responsables comptent faire passer sa diffusion de 10 000 à 15 000 exemplaires.

Le Consistoire israélite de la Gironde se constitue partie civile dans l'affaire Papon

BORDEAUX de notre correspondant

M. François Biraud, magistrat chargé par la chambre d'accusation de Bordeaux de l'instruction de l'affaire Papon, procède, depuis le 2 février 1988, à l'audition des parties civiles. Parallèlement, le consistoire israélite de la Gironde vient de se constituer partie civile après un attentisme observé depuis 1981, date des premières plaintes. « Cette affaire concerne la déportation de juifs à Bordeaux, donc des membres de la communauté dont nous devons préserver les intérêts moraux et matériels », indique M. Willy Schwartz, président du consistoire et conseiller municipal RPR de Bordeaux.

De son côté, une association juive bordelaise, le B'nai B'rith (la Paix, en hébreu), a convoqué, mercredi 3 février, maître Serge Klarfeld, avocat d'une partie des plaignants, à une conférence « afin de pouvoir disposer d'une information documentée et de première main sur les responsables de la déportation des juifs en France ».

Ensuite, la Fédération girondine des anciens combattants de la Résistance (affiliée à l'ANACR), a décidé, elle aussi, de se constituer partie civile, rejoignant le B'nai B'rith, la Ligue des droits de l'homme et la LICRA, qui avaient effectué cette démarche en décembre 1987.

M. Maurice Papon, qui fut secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, est accusé d'avoir contribué, à cette époque, à la déportation de 1 690 juifs à Bordeaux, ce dont il se défend, invoquant, en outre, des services rendus à la Résistance.

G. de M.

BIBLIOGRAPHIE

Les derniers « Dalloz »

Le droit évolue de manière variable selon les époques, contraignant les éditeurs d'ouvrages juridiques à une constante remise à jour. Mais si certaines périodes connaissent une relative stabilité, la dernière décennie a vu des pans entiers de la législation subir de profondes modifications. Parmi les ouvrages édités chaque année, le cru 1988 des codes Dalloz est à cet égard significatif.

Ainsi, le code pénal comporte les textes relatifs au « piratage audiovisuel » à l'aide de décodeurs, les nouvelles conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et le décret portant création d'un système de fabrication et de gestion informatisée des cartes nationales d'identité.

Le code de procédure pénale contient les derniers textes concernant notamment la lutte contre le terrorisme et les dispositions intéressant les prix et la concurrence.

La présentation du code civil a été remaniée afin de tenter de rendre plus clair un ouvrage devenu depuis quatre-vingt ans d'un accès parfois difficile pour un non-initié. Les annotations de jurisprudence ont été refondues, et la table alphabétique a été intégralement révisée. L'usage de cette table est donc désormais plus commode, même si, comme pour les autres « petits livres rouges », sa consultation demande dans certains cas une solide culture juridique.

M. P.

Dans la « Revue de la police nationale »

Le maintien de l'ordre « démythifié »

« Le maintien de l'ordre est une école de tolérance, de compréhension et de dialogue. Pour un responsable, l'emploi de la force n'est que la dernière solution, lourde de conséquences, envisageable quand toutes les autres possibilités ont échoué. » Ces lignes sont extraites de la Revue de la police nationale, dans son numéro daté décembre 1987 mais livré avec retard, fin janvier.

Un an après le mouvement étudiant de la fin 1986, marqué par de rapides « dérapages » du côté policier — des blessés graves et un mort, Malik Oussekine —, cette publication du ministère de l'Intérieur n'hésite pas à consacrer un dossier aux « manifestations », qui, en fait, constitue une réflexion sans concessions sur le maintien de l'ordre, ses lois, ses techniques et... sa déontologie.

Son intérêt fait regretter le caractère quelque peu confidentiel de cette revue, imprimée à 25 000 exemplaires. Les préjugés du lecteur non averti sont, en effet, mis à mal : l'auteur, M. Jean-Marie Berlioz, commissaire principal, chef du Service d'inspection technique, d'études et de documentation (SITED) à la direction de la sécurité publique de la préfecture de police de Paris, y affronte avec lucidité la pratique policière la plus controversée, essayant de définir ce que pourrait être un maintien de l'ordre « propre », faisant part de ses doutes et évitant tout manichéisme.

Souffrant d'embûche que « l'histoire de France se confond bien souvent avec l'histoire de la rue », M. Berlioz reconnaît le caractère éphémère et incertain du maintien de l'ordre : « L'ordre public, ce n'est que le point d'équilibre entre le désordre supportable et l'ordre indispensable [...]. En fait, pour un responsable du maintien de l'ordre, il ne doit pas y avoir de vérité, de certitude ou de victoire ; il devra se contenter de demi-succès ou de demi-échecs. L'art du maintien de l'ordre, si tant est qu'il y ait un art, consiste à déterminer instantanément, parmi une multitude de possibilités, la solution qui semble la moins mauvaise, en étant intimement convaincu que, quel que soit le résultat final, l'option retenue fera l'objet de critiques car, par essence, elle sera toujours critiquable. »

Détaillant les aspects juridiques du maintien de l'ordre, citant des auteurs, tels Elias Canetti ou Serge Moscovici, ayant étudié la « sociopsychologie des foules », insistant sur « le respect strict des lois et règlements », M. Berlioz martelle une formule : « Une opération de maintien de l'ordre n'est pas une opération militaire. » « Tout doit être mis en œuvre pour éviter l'affrontement direct, écrit-il, et l'usage de la force n'est, bien souvent, que l'ultime recours utilisé lorsque la discussion, la négociation, la persuasion et enfin l'intimidation n'ont rien donné. Prévenir les troubles publics ne pas avoir à les réprimer, telle est la devise ; et en cas d'échec, force devant rester à la

lot, il faut n'utiliser que la force strictement nécessaire au rétablissement de l'ordre. »

« Repousser le plus possible l'usage de la force », résume M. Berlioz. « Nous n'avons pas en face de nous des ennemis qu'il faut abattre mais des opposants momentanément en révolte ou en rébellion contre les institutions ou une institution. Alors que, dans le combat militaire, les manœuvres tendent à l'annihilation sont recommandées, le maintien de l'ordre, il est indispensable de laisser une porte de sortie aux manifestants pour éviter qu'ils ne soient pris au piège. Une foule acculée est une foule qui ne se contrôle plus, les risques de panique sont à craindre. Dans le combat militaire, l'initiative individuelle du combattant est souvent de règle. En maintien de l'ordre, au contraire, tout doit être fait pour éviter l'action individuelle. »

Intervent « sans haine »

Réclamant en cette matière « un sang froid absolu, une maîtrise totale, un risque d'être qualifié de lâche ou de faible », M. Berlioz conclut sur des notations plus personnelles : « L'intervention, si elle est nécessaire, doit être conduite sans haine et avec le minimum de violence [...]. Tout emploi de la force est lourd de conséquences [...]. Aucun responsable du maintien de l'ordre ne sort joyeux de ces confrontations ; au contraire, cette décision le marque au plus profond de son être et, bien souvent, les visions de l'affrontement subsistent, dans sa mémoire, de longues années. »

Il n'est pas indifférent de savoir que, derrière ce propos général, se cache une expérience individuelle : après avoir fait du maintien de l'ordre à Paris dans les années 70, puis enseigné cette discipline, de 1981 à 1985, à l'École nationale supérieure de police, M. Berlioz fut chargé, lors des manifestations étudiantes de 1986, de la liaison, sur le terrain, avec les responsables du service d'ordre étudiant. Liant des relations cordiales avec ces derniers, il tenta d'éviter l'irréparable, essayant « de calmer l'état-major », de « tout mettre en œuvre pour essayer d'arranger les choses », ainsi qu'il devait le confier devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale.

Quitte à être critiqué, il alla le plus loin possible dans la collaboration entre le service d'ordre étudiant et service d'ordre policier dans le refus des débordements et des provocations. Parce qu'il est convaincu qu'« il n'y a pas de solution policière à un problème politique », et aussi parce qu'il rêve d'un « M. O. » (maintien de l'ordre en langage policier) « démythifié », respectant « les valeurs morales qui font la force de tout policier : tolérance, ouverture d'esprit, calme, sérénité, neutralité, fermeté ».

السلامة

Culture

JAZZ

A Grenoble

Barney Wilen
un jeune homme à suivre

En 1957, l'année où Kérouac publie *Sur la route*, Beckett, *Fin de partie* et Bataille *le Bleu du ciel*, Barney Wilen a vingt ans. Jeune homme chic et sensible, il est alors le saxophoniste moderne le plus connu en France. Quand il joue, Brigitte Bardot est dans la salle. Il représente la France au Festival de Sanremo. Il est le ténor de Bud Powell. Il enregistre avec Miles Davis la fameuse bande-son d'*Ascenseur pour l'échafaud*. Il accompagne Monk et Gillespie. Il est invité en covelette dans les soirées de jazz traditionnelles aux côtés de Claude Luter ou de Maxime Saury, ce qui n'arrive à aucun moderne. Il traverse l'Europe avec Miles. Il représente, deux ans plus tard, la France au festival de Newport. Il devient le musicien obligé des films à la mode : *les Liaisons dangereuses*, de Vadim, ou *des Femmes disparaissent*.

Les femmes ne sont pas seules à disparaître. Après avoir pratiqué toutes les stars de l'époque, après être imposé partout, Barney Wilen a disparu. Le temps de dessiner les grandes lignes du free jazz. Il est le premier à opérer une rencontre avec la musique indienne. Il lance des tentatives de fusion entre free jazz et rock, qui déconcertent. Il a souvent une approche « contemporaine » du son et du bruit. Et Barney disparaît encore, sans souci des regrets qu'il suscite.

Bien avant les touristes à casque colonial, il s'engage en Afrique assez longtemps, d'où il revient avec un disque de rencontres étonnantes (*Moshi*). C'est trop tôt pour la mode : le disque passe inaperçu. On se souvient alors à peine du nom de Barney.

Depuis quelques années, il opère un discret retour au pop. Sans nostalgie ni trépas, en intégrant au contraire la rumeur de toutes ses expériences et les traces de sa vie, certains succès. Barney Wilen parle peu. Il ne fait pas de tapage d'une biographie en somme assez étonnante. Le passé est le passé. Ce qu'il aime, c'est soigner ses amis, choisir ses chaises, jouer au golf, jouer en club d'un air rêveur et songer à ce qu'il inventera demain.

L'an dernier, une bande dessinée, qui s'est imposée à ses propres auteurs, Parigaux et Loustal, a eu un énorme succès. Ils l'avaient

intitulée *Barney et la note bleue*. Elle raconte Barney sans raconter Barney. Elle dit et montre ce qu'il faut avec la tendresse et la délicatesse qu'il faut. Au début, Barney s'est agacé. Il n'aime pas que l'on parle de tout cela. Et puis, le succès s'est imposé à lui, comme la musique s'est toujours imposée à lui : avec bonheur. Du coup, il a enregistré la bande-son qui convient aux images dessinées.

Cette année, il récidive avec des ballades purement françaises *French Ballads*. Le Festival de Grenoble le met à l'affiche en compagnie de Tete Montoliu, autre grande figure européenne. Au cours de la semaine, qui n'en sera pas avariée, ils peuvent, ils doivent jouer le nouveau succès de Barney : *l'Anne des poètes*.

FRANCIS MARMADE.
* Festival « Jazz-Musique ». Compagnie Bernard Labat (9 février), Carle Bay et Steve Swallow (le 11), Tete Montoliu et Barney Wilen Quartet (le 12), Eddy Loucas Multicolor Feeling avec une fanfare de cinquante musiciens (le 13). Maison de la culture de Grenoble.

Ballades
françaises

Andaloux, inventif et surprenant (*lire notre article ci-dessus*), Barney Wilen a toujours montré un goût extrêmement sûr pour les ballades et le tempo médium — le tempo des dieux. Son enfance aux Etats-Unis sans doute et cette nostalgie des « standards »... Il les a toujours joués avec une finesse et une sensibilité très exactes, sans jamais appuyer. Barney Wilen vient d'enregistrer des ballades d'origine française. A sa façon, bien sûr.

Mais ce disque, s'il ne tombait pas dans un temps de vulgarité tout à fait spécial, devrait devenir un disque de chevet pour tous les amoureux des musiques de Barney. Seit depuis le premier cercle de 1957 et de proche en proche tout de même. Que les French Ballads se recommandent comme d'elles-mêmes au noyau le plus dur des amateurs de jazz, rien que de plus normal. L'étrange est qu'elles concernent potiquement ceux aussi qui pensent ne pas aimer le jazz.

F. M.
* Barney Wilen, *French Ballads*, I.C.D.O.M.

CINÉMA

« Good night, Mother »
de Tom Moore
Bavardages

Sissy Spacek habite avec sa mère, Anne Bancroft, une maisonnette isolée dans une banlieue campagnarde. Elle ne sort jamais ou presque, elle range. Quand le film commence, elle range avec un soin maniaque des affaires dans des sacs, des placards, tout en prenant des notes. Dehors, sa mère embrasse le fils et les petits-enfants venus lui rendre visite. Mais elle rabat les lamelles des stores verticales. Elle ne veut rien voir ni entendre. On apprendra plus tard qu'elle a tué son père et qu'il s'est suicidé, qu'elle a été mariée, que son mari est parti et que son fils est un adolescent à problèmes.

On apprendra également qu'elle a en des crises d'épilepsie. Ce que l'on apprend tout de suite, c'est qu'elle va se suicider. A 18 h 5 pile, elle a mis toutes les pendules à l'heure, elle est allée chercher dans le grenier le vieux revolver de son père pour lequel elle a acheté des cartouches. Elle prévient sa mère : à 20 heures, elle y va.

Le film de Tom Moore est tiré d'une pièce de Marsha Norman — qui, adaptée en français par Mathieu Galey, s'est donnée il y a deux ans avec Catherine Rich et Françoise Christophe (*le Monde* du 25 novembre 1986). La pièce se joue en durée réelle, le film est un peu plus court et déjà trop long. Comme la pièce — d'ailleurs le scénario est également de Marsha Norman — il ne parvient pas à décoller de l'invraisemblance première : la mère a mille occasions de prendre le revolver et de le jeter. Si elle ne le fait pas, c'est qu'elle veut inconsciemment se débarrasser de cette fille encombrante qui rate tout, dont la seule vue la culpabilise et dont, sans doute, elle envie le courage de mourir.

Il pourrait se passer quelque chose de fantastico-freudien intéressant entre les deux femmes, si le texte le leur permettait. Mais il est vraiment trop plat, trop convenu. Tom Moore a beau casser les déambulations contre des murs qui semblent se dresser soudain, enfermer les déplacements dans un labyrinthe jalonné d'objets quotidiens, Sissy Spacek a beau être elle-même, c'est-à-dire aussi secrète, aussi vulnérable et inquiète que du temps de *Carrie*, les dialogues alourdissent tout, empêchant toute envolée, ramenant l'affrontement à une scène de famille pour feuilleton télévisé. C'est qu'en plus mère et fille s'arrêtent pas de parler, de s'expliquer, de pleurer (Anne Bancroft ne grâce d'aucune grimace approchée), et semblent on ne sait plus qu'une chose : qu'il soit 20 heures, l'heure du suicide.

COLETTE GODARD.

Philosophie

Une discussion franco-allemande sur Heidegger

Le « silence terrifiant »
et « l'injonction de penser »HEIDEGGER
de notre envoyé spécial

En juin 1933, le philosophe Martin Heidegger, recteur de l'université de Fribourg depuis peu et membre du Parti national-socialiste, avait déplacé les foules lorsqu'il vint prononcer à l'université de Heidelberg une conférence portant précisément sur la « nouvelle université allemande, sujet qui lui était alors cher. Dans la salle même où avaient été regroupés, à l'époque, ses auditeurs en garniture, les étudiants se pressaient en masse, vendredi 5 février, pour assister à la discussion entre trois philosophes, les Français Jacques Derrida et Philippe Lacoue-Labarthe et l'Allemand Hans-Georg Gadamer, consacré à la « portée philosophique et politique » de la pensée du philosophe de Meisnick.

Même si la discussion annoncée n'en fut pas véritablement une, l'événement (organisé par l'Institut français de Heidelberg), à la fois spectaculaire et empreint de sérieux, de gravité et d'une part d'émotion et de malaise, avait de quoi surprendre et retenir l'attention à plus d'un titre.

Hans-Georg Gadamer, surtout connu pour ses travaux consacrés à l'herméneutique, fut, il le rappelle, « un jeune collègue de Heidegger à Marburg », dans les années 20. Qu'il ait accepté, lui qui est né avec ce siècle, de parler publiquement, face à un auditoire allemand, en français et aux côtés de deux philosophes français beaucoup plus jeunes, du cas Heidegger revient, en effet, cinquante-cinq ans après la conférence de Heidelberg, une signification particulière.

Marqué outre-Rhin de façon indélébile par son engagement dans le nazisme, quelle qu'en ait été la portée, Heidegger y a été finalement assez peu étudié et, surtout, rarement pris au sérieux, après guerre. En France, au contraire, affranchies (non sans légèreté quelquefois) de cette hypocrisie, diverses expériences philosophiques de lecture ou de glose se sont plus ou moins librement inspirées de la pensée de Heidegger, on qui lui était prête.

Une pénible
controverse

Chacun à sa façon, Jean Beaufret — qui est lui-même au cœur, aujourd'hui, d'une pénible controverse politico-philosophique — puis certains de ses élèves : Jean-Paul Sartre et Maurice Merleau-Ponty, Emmanuel Lévinas et, plus tard, Jacques Derrida et Philippe Lacoue-Labarthe, ont lu et interprété Heidegger.

Même Michel Foucault, soulignait Jacques Derrida, a reconnu, sur le tard, une dette importante à l'égard d'un penseur auquel il n'avait pratiquement jamais fait référence dans son œuvre. Cette disparité des situations française et allemande, ainsi que l'agitation provoquée en France par la parution, il y a quelques mois, du livre de Victor Farías, *Heidegger et le nazisme*, ont, bien sûr, été au cœur des exposés au cours de la rencontre de Heidelberg.

Mais que faire de ce choc relatif — tous en sont conscients — même s'il est né d'un livre jugé contestable dans l'exploitation de sa documentation aussi bien que dans sa prétention à une radicalité philosophique anti-heideggerienne ? On, si l'attitude de Heidegger fut, pour certains de ses contemporains, cette « surprise » si peu divine, que rappelle Hans-Georg Gadamer, comment la dépasser, si c'est possible ? Elle doit être, pour ce dernier, « un problème beaucoup plus important que le détail de cette participation [au nazisme] de Heidegger dans les premières années de son rectorat.

Ainsi, Gadamer proposa-t-il de saisir cette « première occasion de discuter, non sur Heidegger surtout, mais sur le nazisme allemand ». Ne serait-ce que pour expliquer « la responsabilité d'un homme excellent comme Heidegger » et le paradoxe qui fait, aux yeux de Gadamer, coexister l'engagement naziste et des textes « qui sont une anticipation de la réalité de cinquante ans plus tard », notamment pour ce qui concerne « la prédominance de la technique ».

« Grosse
bêtise »

Autre question lancinante et qui ne pouvait être évitée : pourquoi Heidegger n'a-t-il rien dit, sinon « des choses superficielles » — c'est Gadamer qui parle de sa « erreur » ? Certes, on ne peut pas que d'émettre l'hypothèse triviale que cette « grosse bêtise » (Heidegger dit) ne lui paraissait au fond pas si énorme ni dépourvue de bonnes raisons, dont quelque chose aurait, à ses yeux, subsisté.

Jacques Derrida ne l'entend pas ainsi. Philosophes à la recherche d'une nouvelle façon de « questionner la catégorie traditionnelle de la responsabilité ». Il préfère donc se demander : « Que se serait-il passé si Heidegger avait dit quelque chose ? Supposons qu'il ait dit : « Auschwitz, c'est l'horreur absolue ». [...] La chose que je condamne radicalement [...] ». Il aurait été plus facilement absous [...]. Avec une phrase en direction d'un consensus facile, il aurait fermé les choses et nous ne serions pas en train de nous demander ce qu'il pouvait avoir de commun avec le nazisme [...]. Je considère que le silence terrifiant, peut-être impardonnable, de Heidegger nous laisse un héritage : l'injonction de penser ce qu'il n'a pas pensé ».

Conviction redoublée par celle de Philippe Lacoue-Labarthe : « Je suis persuadé que Heidegger a légué un texte où, si on sait le lire et peut-être contre la propre lecture que lui-même en aurait donnée, on trouve [...] des éléments qui donnent à chercher une interprétation du nazisme ».

Ainsi, à l'interrogation insidieuse de Gadamer sur le désenchantement du futur qui saisi la jeunesse faillit écho l'assurance qu'une pensée explicative du pire reste possible qui éviterait peut-être son retour. L'entreprise peut laisser indifférent ou sceptique. Qu'elle s'autorise du texte ou du silence de Heidegger ajoute un paradoxe à tant d'autres. Le dialogue esquissé à Heidelberg, ou tendu au moins que le résumer par principe serait, ce tout cas, retrouver la porte aux vieux démons.

MICHEL KAMAIL.

Explications

Pourquoi la nouvelle « affaire » Heidegger ou plutôt Heidegger-Farías a-t-elle pris à la fin de l'année dernière tant d'ampleur en France ? A Heidelberg, Jacques Derrida et Philippe Lacoue-Labarthe ont proposé chacun plusieurs éléments d'explication de cette explosion médiatique et de sa cause.

Pour le premier, « les questions de Heidegger étaient très présentes dans le champ philosophique français et elles y provoquaient des tensions, des querelles virulentes telles que la première occasion certaine ont cherché à expliciter ce que la « photographie » de Farías pouvait leur donner d'immédiatement utilisable contre tel ou tel autre Français ».

Elargissant ensuite cet essai d'explication à la scène politique française et européenne, Jacques Derrida fait remarquer : « Au moment où le destin de l'Europe s'engage dans une certaine voie, où un certain discours politique domine [...], on voit naturellement face [...] d'une part, les réurgences d'idéologie et de comportements qui ne sont pas sans rapport avec ce qu'on identifie très vite comme nazisme et d'autre part, un discours démocratique, disons social-démocratique ».

M. K.

COULISSES

Une « déambulation »
pour les états généraux
de la culture

Une « déambulation » pacifique, organisée par M. Jack Ralite, député PC de Seine-Saint-Denis et maire d'Aubervilliers, à la suite des états généraux de la culture le Monde du 18 novembre 1987) partira mardi 9 février à 18 heures, du haut des Champs-Élysées. Plusieurs participants, transformés en hommes-sandwiches, porteront des pennons rappelant les grands principes arrêtés à la suite de ces états généraux (droit à la création, réévaluation du statut des artistes et des interprètes, etc.). Les marcheurs seront accueillis à 18 h 30, place de l'Opéra, par les musiciens de l'Orchestre du Palais Garnier, actuellement en négociation avec leur direction. Des actions auront lieu le même soir dans différentes salles de spectacle.

Un Prix
Jacqueline du Pré

Un prix de violoncelle à la mémoire de la violoncelliste anglaise Jacqueline du Pré, décédée en octobre dernier à l'âge de quarante-deux ans à Londres, va être attribué chaque année par la Royal Society for the encouragement of arts, manufactures and commerce.

Ce prix d'une valeur de 2 000 livres (3 600 dollars environ) a été créé grâce à une donation anonyme de 32 000 livres (57 600 dollars environ).

Jacqueline du Pré avait épousé en 1967 le chef d'orchestre israélien Daniel Barenboim et avait interrompu cinq ans après sa carrière, victime d'une sclérose en plaques à évolution lente. — (AFP.)

De « E.T. »
à Toscanini

Franco Zeffirelli, metteur en scène d'opéra, réalisateur d'*Otello* et de *la Traviata* pour la télévision, tourne actuellement à la Scala un *Toscanini*, dont le titre exact n'est pas encore défini, mais dont l'acteur principal, dans le rôle du maestro débutant, est Thomas Howell, que l'on vit fort jeune dans *E.T.*

C'est Elisabeth Taylor qui incarne la cantatrice Nadine Boulchev que Toscanini aide à retrouver sa voix à Rio, puis dirige dans *Aida*. Toscanini, dont ce fut la première prestation comme chef d'orchestre — il était second violoncelle dans le film, et pianiste répétiteur — dirige au soir-là de mémoire, entraînant par cette prouesse une fabuleuse carrière. Le film de Zeffirelli, qui s'en tiendra uniquement à cet épisode, sera tourné également à Lisbonne et en Tunisie. La RAI participe à cette production franco-italienne (Fulvio Lucisano et Tarak Ben Ammar).

L'Institut lorrain
des musiques
anciennes
dépose son bilan

L'ILMA, Institut régional pour les musiques anciennes fondé il y a six ans par Alain Paquier, dépose finalement son bilan en raison d'un passif de 140 000 francs (*le Monde* du 18 décembre 1987). Placé en redressement judiciaire selon une procédure simplifiée, l'ILMA aura la possibilité de poursuivre ses activités prévues pour l'année en cours (tournées en Italie, festivals de Sarrebourg, de Plaque et de Moselle), tandis qu'un syndic tentera d'établir un plan de redressement.

JAN J. SCHOONHOVEN

Une des œuvres les plus singulières de la création artistique depuis 1960
INSTITUT NÉERLANDAIS — 13 janvier-23 février
121, rue de Lille - Paris 7^e

JOAN BAEZ

Et une voix
pour chanter... avec
RTL

PARIS PALAIS DES ÉTOILES 17 MARS

مكتبة
الكتاب

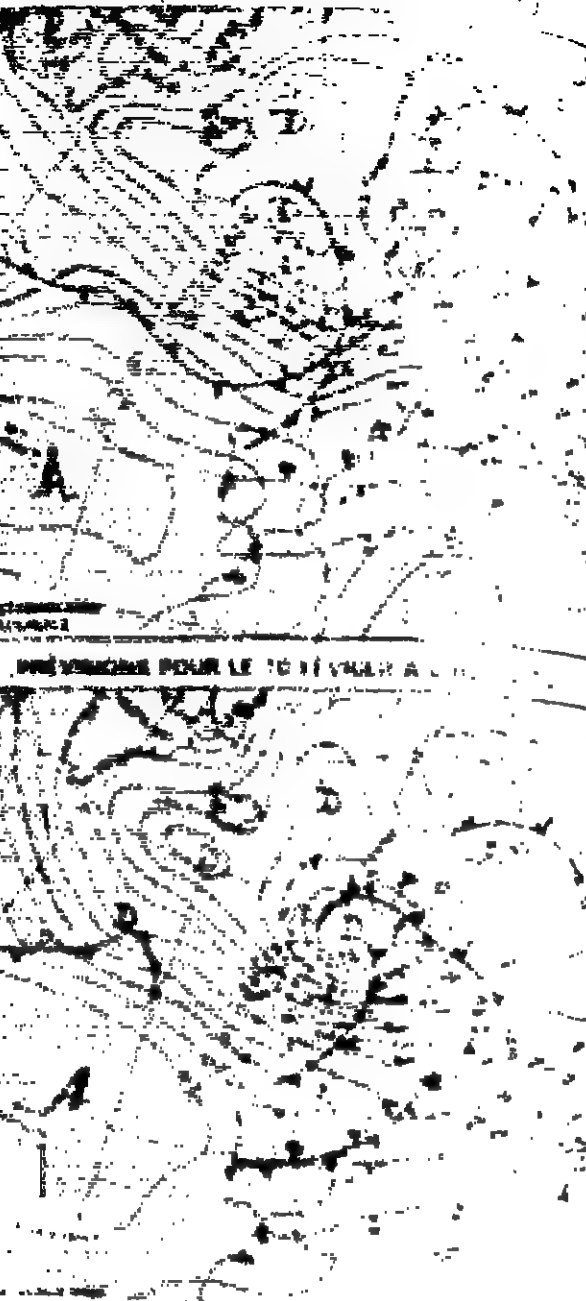
100

مکان العمل

ins « services »

OROLOGIE

STATION LE 8 FÉVRIER 1988 A



Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

Le Monde du 8 février 1988

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Une société performante et à taille humaine (400 personnes) filiale d'un groupe international de tout premier plan, et réalisant des matériels électroniques, recherche dans le cadre de son développement

Responsable marketing achats internationaux

La société réalisant des matériels constamment renouvelés, les achats jouent un rôle prédominant dans son efficacité commerciale et ses performances économiques. Nous recherchons un candidat qui interviendra dès la phase du devis et qui sera chargé, sur le plan mondial, soit en utilisant la banque de données du groupe, soit par des recherches spécifiques, de détecter les meilleures sources d'approvisionnement. Ce poste particulièrement stratégique, conviendrait à un véritable professionnel des achats électroniques, ayant des qualités marquées d'initiative, de dynamisme et de curiosité intellectuelle, parlant couramment l'anglais. Réelles perspectives d'avenir pour candidat de valeur. Poste situé dans le Sud-Ouest. Ecrire sous réf. 5A 854-7 M. Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PERNOD

Offre des opportunités de carrières à des ECP, Mines, ECL...

JEUNES INGENIEURS EN ORGANISATION

disposant d'une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans acquise en entreprise ou en cabinet spécialisé de forte notoriété.

Deux postes intéressants et évolutifs sont proposés :

- Au sein du service organisation du siège, il devra amener une contribution positive à l'ensemble des activités. Son engagement personnel ainsi que ses qualités de contact, de dynamisme et d'ouverture lui permettront d'être un interlocuteur apprécié dans tous les domaines de l'entreprise et à tous les niveaux. Une bonne connaissance dans le domaine de la bureautique sera un atout.

Lieu de travail : Créteil. Réf. 5B 880-8 M

- Détaché auprès d'une filiale du groupe située à Reims pour une période de 2 à 3 ans. Il aura comme première mission :
 - d'analyser les circuits d'information concernant les différents secteurs de l'entreprise,
 - d'établir et de mettre en place des systèmes de gestion appropriés, notamment à l'aide de l'informatique et de la bureautique.

Lieu de travail : Reims. Réf. 5B 878-8 M

Ces candidats concepteurs et réalisateurs devront agir avec autonomie et assurer le dialogue tant avec les informaticiens qu'avec les utilisateurs.

La réussite à ces postes ouvre de larges perspectives d'avenir et la possibilité d'accéder à des postes opérationnels dans la Société ou dans le Groupe.

Ecrire en précisant la référence.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Un financier

qui imagine et qui communique

Une grande entreprise française du secteur BTP, dont les projets de développement sont ambitieux, offre à un cadre financier la possibilité d'assumer des responsabilités polyvalentes et de collaborer étroitement avec son Directeur Financier.

Ce poste particulièrement enrichissant, conviendrait à un HEC, ESSEC, SC, PO... ayant environ 5 ans d'expérience dans une entreprise ou un établissement financier, capable de participer à la création de produits financiers ainsi qu'au montage et à la négociation d'opérations de financement et dans le cadre d'assurer les relations avec les banques.

La connaissance du BTP ou de la promotion immobilière serait un atout, mais ce choix sera dicté surtout par les qualités personnelles du candidat et son potentiel d'évolution.

Poste : proche banlieue sud-ouest Paris.

Ecrire sous réf. 5A 901-8 M. Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

FLUX TENDUS JUST IN TIME KANBAN QUALITE PRODUCTIVITE

Jeunes ingénieurs

ECP, MINES, ECL, AM...

Une société française réalisant plus de 10 milliards de CA, dont près de la moitié à l'étranger, poursuit son développement pour devenir l'un des tous premiers dans le monde. Elle offre de véritables opportunités à des jeunes diplômés possédant une première expérience même courte en organisation ou en gestion de production acquise en entreprise ou en cabinet. Dans un premier temps, leur seront confiées des missions importantes d'organisation industrielle auprès des usines du groupe dans le domaine de l'optimisation des flux. Au-delà, en fonction de leur motivation, ils prendront des responsabilités opérationnelles pour devenir les managers de demain.

Poste : Paris. Rémunération 200-240.000 F/an selon expérience.

Ecrire sous réf. 5A 889-8 M. Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

JEUNE CADRE POUR LE SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DES PROGRAMMES

Importante société, Secteur Technologie de pointe, recherche pour son Siège Social basé en banlieue Sud-Ouest, un jeune cadre pour son service des Affaires Economiques et des Programmes. Assistant le responsable du plan dans la réalisation d'études d'optimisation pluri-annuelles et multi-branches, il sera chargé : d'identifier et de collecter les informations auprès de différents interlocuteurs (direction financière, branches...), de concevoir les programmes informatiques nécessaires (langage APL), de contrôler la fiabilité des résultats, de rédiger les conclusions de ces études. A moyen terme, ce poste devrait évoluer vers la responsabilité du plan d'une branche opérationnelle. Il s'adresse à des candidats diplômés d'une Grande Ecole (Ingénieur/Gestion) ou Universitaires, ayant la pratique et le goût de la gestion. Il est nécessaire d'avoir une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire (plan/budget) ou en études technico-économiques appliquées à l'entreprise. Anglais apprécié. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1393 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Chef de produit

créatif et de fort potentiel

HEC, ESSEC, ESCP... si vous disposez d'une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine des produits grand public, acquise de préférence chez l'un des "grands" de la profession, nous vous offrons une opportunité réellement attractive :

- un groupe puissant de dimension internationale,
- une filiale dont les projets sont ambitieux,
- une équipe marketing opérationnelle dynamique et performante.

Ecrire sous réf. 5B 834-7 M. Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Créez, dans notre groupe, une société d'audit...

Notre groupe de services recouvre des activités diversifiées : publicité, informatique... Notre fort développement nous a amené à fonder une société d'audit où tout est à faire. Vous serez entièrement responsable de sa mise en place. Vérifier les budgets et procédures, évoluer les opérations de fonctionnement, faire des propositions aux Directions Générales, c'est votre mission au quotidien. Votre tempérament commercial vous permet de développer le portefeuille de clients de notre groupe, et de prospecter à l'étranger.

A 30 ans, vous avez complété votre formation supérieure (ESCAE, Méthodes de gestion, DESS...) par une première expérience réussie en tant qu'auditeur dans un cabinet ou une entreprise. Vous souhaitez développer vos talents de manager autonome, et votre sens commercial ou soit d'une structure légère. Anglais nécessaire. Poste basé à Dijon. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous référence F 13044 M à notre Conseil 50, rue Ste-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR

RESPONSABLE D'ETUDES MARKETING

FR FRANCE CABLES & RADIO intervient dans le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications en France et pour l'international. Dans ce contexte, la Direction des Services Numériques Services numériques est plus particulièrement spécialisée dans les nouveaux services de transmission et dans leurs applications en entreprises. Ces services qui préfigurent le R.N.I.S. utilisent des moyens terrestres ou des satellites. Le service Marketing-Promotion recherche un RESPONSABLE D'ETUDES qui, en amont des activités opérationnelles, réalisera ou supervisera des recherches de nature à mieux appréhender le marché potentiel actuel et futur de FRANCE CABLES & RADIO. Nous souhaitons rencontrer des professionnels des études possédant une expérience de 3 à 4 ans soit en cabinet soit en entreprise industrielle. Outre une formation ECOLE DE COMMERCE OU INGENIEUR A OPTION TELECOM si possible, ils devront connaître l'environnement des télécommunications et de l'informatique. Analyse et synthèse, disponibilité et adaptabilité à des interlocuteurs divers, autant de qualités à mettre en œuvre pour réussir dans ce poste. Merci d'adresser votre lettre de motivation + photo + CV + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10, rue du Colisée 75008 Paris, sous la réf. 377/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER & CONSEIL

Organisme de Promotion Industrielle France et Etranger recherche

Consultants

Pour promouvoir auprès des entreprises françaises des opérations de coopération industrielle et de transferts de technologies.

De formation supérieure (ESC, Ecole d'Ingénieurs...) vous avez environ 28/30 ans, une expérience de la PME et des actions internationales acquise dans une entreprise industrielle, un Cabinet Conseil, un organisme consultative.

Homme de terrain, dynamique et efficace, vous serez chargé de la recherche de partenaires industriels français et du suivi des projets. Ces actions concernant l'Amérique du Nord et l'Amérique Latine nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol. Ces Postes à pourvoir immédiatement sont basés à Paris avec des déplacements en province.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) avant le 15 février 1988 sous référence 194 à C.K. 107, rue Lauriston - 75116 PARIS.

Chantal Kenvyn

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



1^{er} groupe français en optique lunetterie, leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international.

Nous souhaitons renforcer la structure commerciale de notre département "lunetterie" (proche banlieue est) et nous proposons une réelle opportunité de carrière à un jeune manager commercial en tant que :

DIRECTEUR DES VENTES

Lunetterie

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et vous parlez l'anglais. Vous avez au moins 7 ans d'expériences commerciales et d'animation d'équipes réussies (comme directeur des ventes, directeur régional...) dans des domaines connexes - bijouterie, orfèvrerie, cosmétique, pharmacie... Sous l'autorité du Directeur de département, vous serez responsable, avec une forte délégation, de la direction et de l'animation d'une équipe de représentants auprès des opticiens, des groupements d'achats, des mutuelles, et vous devrez développer le chiffre d'affaires et assurer des contacts auprès des grands clients.

Vous participerez avec votre direction à la définition des stratégies commerciales et à la réflexion marketing que vous devrez traduire ensuite sur le terrain.

Vous avez une forte personnalité et un leadership certain vous permettant d'être accepté par une équipe existante.

Vous trouverez dans notre groupe des perspectives d'évolution certaines.

Si vous pensez avoir le profil de la personne recherchée, merci d'envoyer votre dossier, sous réf. 5121 M à Roland Gardoux, Sérino, 47 bis, avenue Bosquet - 75007 PARIS.



Sérino de France

Gérer la division fonctionnelle

Prendre en charge l'ensemble des fonctions administratives, juridiques, financières et sociales d'une société de promotion, de gestion et d'exploitation de centres commerciaux en plein développement, telle est la mission de

Secrétaire général

Collaborateur privilégié du Directeur Général, il gère l'ensemble des Services Généraux de l'entreprise.

Il possède une expérience de Secrétaire Général ou de direction administrative et financière acquise dans une société de service.

Sa formation supérieure (DESS) et ses connaissances juridiques en font un administrateur compétent et rigoureux.

Ecrivez sous référence 419/LM



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris

PARIS - LYON - STRASBOURG - NICE



GERLAND
Etanchéité

Un DAF de progrès

Notre Directeur Administratif et Financier vient d'être promu. Il laisse un bel héritage : une équipe soudée, efficace et compétente, des procédures rodées, une situation nette.

Si vous n'avez qu'à reprendre cet acquis, vous en seriez très vite aux commandes en papier ! Mais voilà, notre développement d'abord, nos objectifs de progrès ensuite demandent à la fonction une tout autre tournure.

Nous ferons 190 MF en 88 sur deux sites de production, nous ouvrirons une deuxième filiale commerciale à l'étranger, nous avons un programme ambitieux de recherche et de qualité. Tout cela crée de nouveaux modes de fonctionnement, de nouvelles contraintes.

Vous nous aiderez à repenser notre organisation administrative, à simplifier les choses et à faciliter les relations production/commercial. Vous concevrez un système pointu de gestion du risque-client. Et vous développerez une fonction personnel performante et adaptée à nos défis.

Pour le reste : contrôle de gestion, compte, informatique, etc... nous l'avons dit, vous disposez d'une excellente équipe qui attend votre compétence et votre imagination... C'est un poste qui convient bien à un jeune (la trentaine au moins) HEC, ESSEC..., qui maîtrise déjà dans une grande société les divers aspects de la fonction et qui aimerait bien tenir tout de suite des responsabilités de direction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à notre Conseil, SEFOP, sous réf. DAF 204 M.



11 rue des Pyrénées, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Société spécialisée dans le courtage des risques politiques et financiers

recherche

pour constituer une équipe dynamique :

un collaborateur bilingue

anglais-français, connaissant

l'assurance et/ou le financement

à l'exportation, ayant déjà eu

une première expérience.

Lieu de travail : PARIS 8^e arrondissement

Envoyer lettre manuscrite + photo + CV et prétentions sous référence MON1215 à



Publicité Alain Litas
24, rue du Général Leclerc
94227 CHARENTON CEDEX

SOGEMI-FILLOD

Filiale du groupe ALGECO
leader dans la location et la vente de
constructions mobiles et industrialisées

créée POUR SON UNITÉ DE FABRICATION
située à SAINT-AMOUR DANS LE JURA, au pied d'

ASSISTANT DE DIRECTION

Dans un premier temps, il sera responsable :

- de la conduite du plan d'investissement (robotique, automatisation, ...);
- de la formation, EDS, CQ;
- de la qualité (interne et ensemble de nos partenaires);
- de l'action sur les produits en liaison avec le groupe.

Ce poste intéresse un candidat de 30 ans minimum.

Ingénieur, Mécanicien, Electricien

(Violet, Sudria, INSA, ...).

Expérience B.E., B.M.,

pratique des techniques de management moderne.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à SOGEMI-FILLOD, R.P. N. 42,
39160 SAINT-AMOUR.

Futur responsable du service qualité automobile



BOUSSOIS, filiale de PPG, premier groupe vernier mondial, recherche un ingénieur ECP, AM ou grande école équivalente, ayant Sans d'expérience industrielle méthodes ou production acquise dans un domaine de fabrication en moyenne et grande série, pour succéder à son Responsable du service qualité automobile lors de son départ en retraite dans deux ans.

Dans un premier temps, il sera chargé d'élaborer et de développer les méthodes en termes de suivi qualité et de contrôle des procédés de fabrication.

Dans un deuxième temps, en tant que chef de service, il aura la responsabilité complète de la conception et de la mise en œuvre du programme qualité.

Cette fonction charnière entre Production et Clients, se situe dans le contexte du contrôle total de la qualité. Elle implique d'être en relation étroite et suivie avec les constructeurs automobiles dès la mise au point des nouveaux produits et d'avoir un rôle moteur d'animateur et de formateur auprès de l'ensemble du personnel des usines.

Ce poste peut être basé à Paris ou à l'usine de BOUSSOIS dans le Nord.

Ecrire sous réf. 58 819 - 7 M

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



X, Centrale, HEC, ESSEC, ISA, IEP... + trois ans de conseil

Vous êtes dans la cible ? Nous allons bientôt faire connaissance. Mais, ne soyons pas sectaires, il existe d'autres excellentes formations qui nous intéressent également. Autant que votre diplôme, seront pris en compte votre technicité et votre implication lors de la mise en œuvre en clientèle, l'impact de votre personnalité, votre crédibilité professionnelle.

Nous sommes le jeune département conseil d'un prestigieux cabinet d'audit français. Une entité en évolution rapide, qui ouvre aux éléments performants de fort intéressantes perspectives. Les potentialités s'expriment plus librement dans une structure légère, les carrières y sont plus rapides.

Votre champ d'action sera vaste : schémas directeurs, conception de systèmes d'information, définition de tableaux de bord, mise en place de systèmes de gestion, élaboration de procédures... Ceci pour le compte d'une clientèle diversifiée, grandes entreprises publiques et privées. Les consultants de Sirca nous présenteront votre candidature si votre intérêt se confirme après l'entretien que vous aurez avec eux. Merci de leur écrire sous référence 815 517 M, 64 rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre rémunération souhaitée.



Sirca

Paris-Lyon-Marseille

Membre de Syntec

Des ingénieurs pour conduire nos travaux

COLAS, groupe international de travaux publics, est aujourd'hui un des leaders de la construction routière. Présente à l'étranger dans près de 40 pays, notre société représente en France plus de 8000 chantiers, et bénéficie d'un taux de développement exceptionnel. Jeunes ingénieurs (ESTP, Mines ou équivalent), après 3 à 4 ans d'expérience professionnelle dont une partie en tant que conducteur de travaux, vous souhaitez intégrer des équipes performantes et accéder à de vraies responsabilités terrain.

Intégrés sur nos chantiers du Nord, vous pourrez, si vous avez le goût de l'initiative et le sens du management des hommes, bénéficier de notre fort développement.

Demain, responsable de secteur, c'est possible ! Patron de votre unité vous gèrerez alors le commercial, les achats, la technique...

Maintenant à vous de faire vos preuves. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence M 49 à

Gérard MULARKI, COLAS

39 rue du Collège

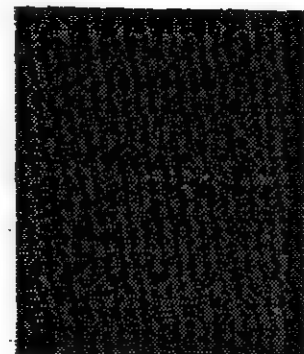
75008 Paris.



La route avance

Filiale d'un des premiers groupes français de communication
NOUVELLE AGENCE CONSEIL communication institutionnelle et
professionnelle recherche

1 Chef de publicité sénior 1 Chef de publicité junior 2 assistantes de publicité



créativité, rigueur, esprit de
participation pour faire face au
très fort développement de
l'agence.

Budgets traités : grandes institutions,
grandes entreprises nationales
et internationales, informatique,
industrie, secteur bancaire, BT, services.

Adresser lettre de candidature au
Mondel Publicité Département
emploi communication sous
réf. 6011, 5 rue de Montessuy
- 75007 Paris, qui transmettra.

مكتبة الأمل

مكتبة الادب

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le Monde • Mardi 9 février 1988 23

Point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable du service ité automobile

SA, filiale de PSA, premier groupe mondial
d'automobiles, recherche un responsable du service
ité automobile.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme
d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent, avoir
une expérience professionnelle de 5 à 10 ans
dans le domaine de la gestion de service à la
clientèle.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme
d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent, avoir
une expérience professionnelle de 5 à 10 ans
dans le domaine de la gestion de service à la
clientèle.

HEC, ESSEC, ISA, IEP... ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

HEC, ESSEC, ISA, IEP...
ans de conseil.

Région EST - Nous sommes le 1^{er} groupe français dans notre domaine, leader européen en fort développement sur le plan international (10 000 personnes dans le monde), très performant non seulement en taux de croissance de CA et de résultats, mais aussi en matière d'innovation technologique et dans le domaine social. Nous vous proposons de rejoindre l'une ou l'autre de nos usines (environ 400 personnes) qui fabriquent des produits - en grand nombre et/ou en petites séries -, utilisant des techniques classiques de base : mécanique, soudage, traitement de surface, intégration de composants électroniques.

RESPONSABLES DE FABRICATION (deux postes à pourvoir)

Vous êtes ingénieurs diplômés (AM, INSA...) et vous avez 5/6 ans d'expériences professionnelles acquises en production, avec le vécu réel d'animation d'équipes de fabrication, au sein de moyennes entreprises de transformation (petite mécanique, électromécanique).

Dans les deux cas vous aurez, sous l'autorité du Directeur de l'usine, la responsabilité d'importants ateliers mécaniques avec des moyens techniques (soit atelier d'outillage, soit bureau des méthodes...), maintenance, évolution des procédés.

Vous serez dans votre secteur investis d'une grande autonomie technique et de direction d'hommes (150 à 200 personnes).

Vous êtes attirés par l'organisation, la productivité et l'animation des hommes dans un esprit participatif. Vous trouverez dans ces contextes l'opportunité de concrétiser vos acquis actuels.

INGENIEUR DE PRODUCTION

Vous êtes ingénieur chimiste (ENS de chimie...) et vous avez de préférence une première expérience (2 à 3 ans) acquise par exemple dans le domaine des résines, des peintures (métallurgie) avec utilisation des techniques de traitement de surface.

Au sein des ateliers de finition (150 personnes) et sous l'autorité du responsable, vous assurerez un rôle d'assistant technique auprès des différents ateliers qui utilisent des procédés complexes et variés nécessitant de bonnes connaissances physico-chimiques : évolution de l'existant et développement de nouvelles technologies.

Vous avez un esprit tourné vers l'industrie et ses applications concrètes sur le terrain mais aussi les aptitudes et le souhait d'évoluer à terme vers des responsabilités hiérarchiques auprès d'importants ateliers de fabrication.

Vous trouverez dans ce poste une fonction évolutive.

La connaissance de la langue anglaise et une disponibilité à terme sont des atouts pour une carrière dans un groupe international.

Si vous pensez avoir le profil des personnes recherchées, merci d'envoyer votre dossier en précisant la réf. choisie, à Roland Gardoux, Sérif, 47 bis, avenue Roquet - 75007 PARIS.

Le salaire sera complété par un ensemble d'avantages comprenant des allocations pour le logement, les frais scolaires, la retraite et le déménagement.

Le lieu de travail est Sophia-Antipolis, près de Nice (France).

La nomination officielle sera prononcée par l'Assemblée générale d'ETSI. Une liste de candidats préselectionnés est en cours de constitution dans ce but.

Envoyez, avant le 26 février 1988, votre curriculum vitae accompagné d'un résumé d'une page de ce qui vous qualifie pour cette fonction à :

The Chairman, CEPT Telecommunications Commission British Telecom International, BTI / 10
120 Holborn, LONDON EC1N 2TE - United Kingdom

Directeur des ressources humaines

La filiale française de l'une des premières entreprises mondiales recherche pour le Siège de sa filiale française implanté à Paris (500 personnes) un directeur des ressources humaines, rattaché au Vice-Président :

Vous serez responsable des relations et des négociations avec les représentants du personnel, du suivi de la politique salariale.

Vous superviserez l'administration du personnel, la gestion des carrières, la formation, ainsi que la gestion des transferts internationaux.

Vous êtes convaincu qu'une stratégie d'entreprise ne peut être mise en œuvre qu'avec l'adhésion de son personnel.

Vous maîtrisez parfaitement les outils d'analyse et d'évaluation des besoins quantitatifs et qualitatifs attachés à la gestion prévisionnelle des ressources humaines et à l'ingénierie de formation.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures (Ecole Supérieure de Commerce, CELSA, Sciences Po ou de tout autre formation supérieure en gestion du personnel).

Vous avez acquis 8 à 10 ans d'expérience dans cette fonction dans un environnement anglo-saxon.

La maîtrise de l'anglais est indispensable. La connaissance de la méthode Hay serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MUTANDIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS - Réf. DB/DRH.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, si votre rigueur d'analyse s'accompagne d'un solide sens pratique et si une activité intense au sein d'une équipe volontaire vous attire, nous devons nous rencontrer.

Envoyer votre C.V. sous réf. CEM/PM à RECKITT & COLMAN - Direction des Relations Humaines
15, rue Ampère - 91301 MASSY Cedex.

En l'absence de réponse, votre dossier sera détruit.

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Envoyez votre dossier de candidature à :

Jeune ingénieur Responsable de projets d'industrialisation

Une société performante et à taille humaine (400 personnes), filiale d'un groupe international de tout premier plan, réalisant des matériels électroniques constamment renouvelés, recherche un jeune ingénieur, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ESE, ECP Mines, AM, avec spécialisation automatisme), il prendra rapidement en charge des projets complets d'industrialisation : interface client, études d'industrialisation, analyse de la valeur, prototype, présérie.

La réussite dans ce poste implique un goût marqué pour la technique, une grande souplesse d'adaptation à des matériels variés, des qualités de dynamisme et de dialogue.

Larges perspectives d'évolution de carrière.

Poste : ville Sud-Ouest.

Ecrire sous réf. 5A 852-7 M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Le Groupe CdF Chimie recrute

Ingénieur électromécanicien projets-travaux neufs

Ce poste conviendrait à un candidat AM, IEG, ESE ou école équivalente, ayant de bonnes connaissances en haute tension, débutant ou ayant une première expérience dans la construction d'usines de type pétrochimique.

Réf. 5B 709-7 M

Ingénieur "Instrumentation"

Ce poste conviendrait à un ingénieur expérimenté (3 à 5 ans) ayant de bonnes connaissances en contrôle-commande (usines pétrochimiques) et dans la mise en œuvre de techniques numériques.

Réf. 5A 906-8 M

Ces postes dépendent de la Direction technique de sa filiale chimique NORSOLOR, sont à pourvoir en Lorraine au sein d'une équipe de spécialistes en automatique-électricité-instrumentation.

Le potentiel des candidats retenus leur permettra d'envisager une carrière évolutive au sein du groupe.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Des commerciaux de talent pour des systèmes sophistiqués

Société spécialisée dans l'élaboration de systèmes automatisés de production et de distribution de hautes performances recherche

Jeune ingénieur technico-commercial export

L'autonomie dont il bénéficiera pour détecter à l'exportation (Europe) les opportunités, définir les solutions adoptées et négocier des contrats, nécessite impérativement :

- un diplôme d'ingénieur,
- une première expérience dans le domaine de la vente de systèmes à l'exportation,
- la maîtrise de l'anglais et éventuellement de l'allemand.

Réf. 5B 856-7 M

Cadre ou ingénieur commercial France

La mission qui lui sera confiée - vente d'équipements de production automatisée - implique qu'il possède une expérience commerciale et une très bonne connaissance d'une clientèle industrielle : construction automobile ou équipement électroménager ou électronique grand public.

Anglais apprécié dans le cadre d'un développement futur à l'export.

Pour ces 2 postes, rémunération 250.000 F selon expérience.

Lieu de travail : Paris Est.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

GROUPES BANCAIRES recherche

- 2 ATTACHES COMMERCIAUX
clientèle commerciale Classe V ou VI pour PARIS
- 1 ATTACHE COMMERCIAL
clientèle commerciale Classe IV ou V pour LYON
- 1 RESPONSABLE
de clientèle particuliers Classe V ou VI pour DIJON

CIRES Recrutement - 19, rue Clapetron - 75008 PARIS
Téléphone pour rendez-vous 42.93.22.11
Demander Mr CIMIANO ou envoyer C.V.

CIRES Recrutement

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
quartier Champs-Élysées recherche pour son

SERVICE PERSONNEL & JURIDIQUE

- Une véritable assistante ayant une expérience réussie en psychologie et gestion sociale, 26 ans environ.
- Particulièrement à l'aise dans l'administration du personnel pour participer à la gestion et au développement des ressources humaines. Ouverture d'esprit aux autres cultures.
- Anglais indispensable. Formation supérieure.

Merci d'adresser lettre manuscrite + c.v. + photo et prétentions au
MONDE PUBLICITÉ, réf. 8 394, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Ingénieurs duire nos travaux

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Groupe Colas est spécialisé dans la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser et gérer les projets de construction de routes, de ponts, de tunnels, etc. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en génie civil ou en mécanique des structures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la construction.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION



La Société PAUL FREDAUT (CA plus de 500 millions) est "leader" national dans le domaine des machines à papier. Elle se développe à un rythme important grâce à une politique marketing qui s'appuie sur la qualité de ses produits et sur un outil de production maîtrisé et performant.

Rattaché à la direction de la logistique industrielle, le titulaire du poste anime une équipe de 3 personnes. Dans un premier temps, il sera responsable du suivi et du contrôle des états et des tableaux de gestion de production selon des procédures qui sont définies : rendement, matière et main d'œuvre, stock produits semi-finis et finis. Dans un deuxième temps, il participera au développement de nouveaux systèmes et d'outils (informatique industrielle) afin de mettre en place une gestion de production "automatisée" qui induira l'ensemble des données du processus industriel : planning, ordonnancement, lancement.

Nous recherchons pour cette responsabilité un candidat (25 minimum) possédant une formation adaptée (BTS, DUT, gestion) et ayant acquis déjà une expérience dans le domaine : gestion industrielle, comptabilité analytique, méthodes. Les conditions offertes ainsi que les perspectives de développement au sein de l'entreprise sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence (M) 9114 BJ à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Pontfieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

LES EDITIONS



Secrétaire d'édition secteur sciences

H/F
pour participer à la réalisation d'une gamme d'ouvrages scolaires et para-scolaires.

Vous avez une formation scientifique de type universitaire ou équivalent, en sciences physiques.

Une première expérience professionnelle serait un atout supplémentaire surtout si vous l'avez acquise dans l'édition ou l'enseignement.

Vos qualités de rigueur, votre esprit pratique et votre sens du travail en équipe seront les gages de votre réussite.

Merci d'adresser CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions aux Editions HATIER, Direction du Personnel, 8, rue d'Assas 75006 Paris, sous réf. SEM.

Nous sommes une importante Mutuelle professionnelle d'assurances (6 milliards de F.C.A., 4400 salariés).
Notre Direction Régionale Sud-Ouest/Pyrénées crée deux nouveaux postes de :

RÉDACTEURS CONTENTIEUX

Chargés, en totale autonomie de la gestion et du suivi des dossiers Sinistres (Corporat).

De formation juridique ou science éco., vous possédez au moins 5 ans d'expérience du Préjudice Corporat en assurance automobile avec usage du droit et des aspects financiers.

Sachant utiliser l'informatique, vous souhaitez mettre vos capacités d'analyse, de synthèse et de négociation au service d'un poste autonome dans un cadre agréable du Sud-Ouest.

Merci d'envoyer sous réf. 2999/M

à notre Conseil

INFORAMA CARRIÈRES

Labège (33) 63000

BP 282

31328 Labège Cedex



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

Importante société immobilière

RECHERCHE

UN JEUNE CADRE

Bénéficiaire d'une première expérience de 1 à 3 ans.
Ce poste à dominante financière pourrait convenir à un diplômé de I.E.P. de Paris (ECOFIT).

Une formation juridique parallèle serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V. + photo sous n° 8401 M - LE MONDE PUBLICITE
3, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

MARKETING INDUSTRIEL

JEUNE ESC. INGENIEUR...

H/F

Filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, notre société bénéficie d'une avance technologique qui la place au premier rang européen de ses marchés (industries mécaniques, équipements électriques...). Pour renforcer son développement, l'une de nos divisions a décidé de créer une fonction de marketing industrielle.

Rattaché au Directeur du Développement Industriel, vous définirez à partir de vos études et analyses la politique produit et mettrez en place le plan marketing à moyen et long terme (40 % export). Vous collaborerez très étroitement avec l'équipe commerciale mais devrez aussi connaître toutes les ressources de notre outil de production.

Jeune Ingénieur intéressé par le marketing ou ESC ouvert au marché industriel, vous avez déjà acquis une première expérience dans ce domaine.

Intégrée à une équipe jeune et stimulante, cette opportunité s'adresse à une personnalité ouverte et dynamique disposant d'un réel potentiel pour évoluer dans notre structure. Anglais indispensable, allemand souhaitable.

Localisation à une centaine de km au Nord de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à Média System, 6-8 Impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, sous réf. MJ/M, qui transmettra.

Négociant distributeur de matières premières de premier plan, recherche le

DIRECTEUR DE SON EQUIPE DE VENTES

DE PRODUITS ET POLYMERES DE SYNTHESE

qui sera susceptible de développer son activité tant en France que dans les principaux pays industriels. De formation technique, parlant anglais couramment, le candidat devra avoir une bonne connaissance des élastomères et peut-être des plastomères ou des industries connexes.

Une expérience dans un poste de responsabilité sera appréciée.

Envoyez CV, photo et prêt., sous réf. 35201 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieurs physiciens-chimistes (PC, ENSCP, ENSIC...)

Etudes, mesures, essais, développement.

Importante Société Industrielle de renommée internationale, nous fabriquons des produits de haute technologie et sommes très présents en Europe. Nous réalisons un CA de 2 milliards de Francs, dont 60 % à l'exportation.

Vous rejoignez notre Centre Technique (300 personnes) : lieu d'innovation où sont conçus, testés et mis au point des produits très techniques soumis à des contraintes d'utilisation sévères.

Chef du service «mesures-essais»

Réf. CSM 202

Vous dirigez une équipe d'une dizaine d'Ingénieurs et Techniciens spécialisés. Leur mission - et donc la vôtre - est d'aider à définir, concevoir et améliorer nos produits.

Vous en déterminez les critères physiques et mécaniques (rigidité, géométrie, acoustique, résistance...) et mettez en œuvre les méthodes et moyens de caractérisation, de mesures, d'essais.

Vous avez, au sein de notre Direction Technique, un rôle déterminant de proposition, de conseil et d'assistance.

Pour exercer dans cette fonction de haut niveau technique, il est indispensable que vous ayez acquis une expérience de 10 ans environ dans les mesures physiques.

Développement «matériaux»

Réf. DM 203

Ingénieur débutant, en collaboration avec une équipe de spécialistes, vous définissez les matériaux de demain, faites procéder à leurs essais et en analysez les résultats.

Situés près d'une ville universitaire de l'Est de la France, nous sommes tournés vers l'Europe de demain.

Nous vous encourageons à adresser votre dossier, sous référence correspondante, à notre Conseil SEFOP.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

Le développement d'un des plus importants groupes de distribution, implanté au niveau national et international, l'amène à recruter :

2 CHEFS DE GROUPE D'ACHAT

Dépendant du directeur des achats, ils déterminent les meilleures stratégies de développement commercial en intégrant les aspects : logistique, marketing, import et contrôle de gestion.

Pour cela, ils analysent le marché des groupes de produits dont ils ont la responsabilité, en étudiant les tendances, établissent les logiques de commercialisation, politiques de marques ou fournisseurs, etc.

Ils dirigent plusieurs acheteurs, chefs de lignes de produits, dont ils définissent et contrôlent les objectifs tant du point de vue qualitatif que quantitatif. Ils sont responsables eux-mêmes d'une ligne de produits.

Hommes de réflexion et d'action, ils exercent depuis 5 à 6 années une fonction commerciale ou marketing dans une entreprise de V.P.C., une centrale d'achat ou une société de distribution, où la rentabilité et la gestion d'exploitation représentent un aspect primordial de la fonction.

Profil du poste :

- 30 ans environ,
- Formation commerciale supérieure : HEC, ESSEC, ESCP, ou niveau équivalent ayant une solide approche de la gestion commerciale.

Qualités requises :

- Maturité, rigueur, goût du challenge.
- Aptitude à sentir et mesurer l'évolution des différents marchés.
- Disponibilité pour voyager une semaine par mois environ, tant en France qu'à l'étranger.

Belles perspectives d'avenir pour un homme efficace dans un groupe de toute première importance.

Salaire en rapport avec compétences et sérieux recherché.

La compétition concerne également de jeunes candidats passionnés ne disposant que de 2 ou 3 années d'expérience mais ayant une valeur potentielle importante.

Pour satisfaire ce poste, il est nécessaire d'habiller ou venir habiller l'agglomération lilloise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 516, à :

promonor

PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 LILLE.
Discrétion absolue et réponse assurée.

SPOT IMAGE S.A. société chargée de commercialiser les produits des satellites Spot d'observation de la Terre

recherche
pour son établissement de Toulouse

UN AGENT DE MAITRISE (H/F.)

Intégré au service de programmation, le titulaire du poste se verra confier la gestion opérationnelle des demandes de programmation des prises de vue du satellite (analyse des demandes, règlement des conflits de programmation...).

Grâce à ses réelles capacités relationnelles et son talent pédagogique, il saura privilégier le contact et le dialogue avec la clientèle.

PROFIL :

- Formation géographe (licence, BAC + 3) ;
- Connaissance de la climatologie et des phénomènes climatiques ;
- Anglais exigé (lue, écrit, parlé) ;
- Expérience dans l'utilisation de l'outil informatique (en particulier le micro-informatique).

POSTE A POURVOIR TRÈS RAPIDEMENT.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo et prétentions à :
SPOT IMAGE, service du personnel, B.P. 4358, 31030 Toulouse Cedex.

IMPORTANT CABINET JURIDIQUE solidement établi à Paris offre poste de

JURISTE

5 ans d'expérience et plus.

Le candidat aura en charge les opérations d'affaires ainsi que la rédaction de contrats des entreprises clientes, qu'elles soient françaises ou étrangères.

- Si vous avez une très solide formation supérieure (J.E.A. droit des affaires, I.E.P.)

une expérience préalable acquise en société ou cabinet, une maîtrise parfaite de la

langue anglaise, parlée et écrite.

- Si vos qualités de rigueur vous rendent exigeant ; si vous optez pour un service

sophistiqué mais très performant, rejoignez une équipe dont vous apprécierez le soutien

sans rien perdre de votre autonomie.

Nous traitons avec la discrétion requise

vos lettres de candidature incluant C.V. et dernière

rémunération que vous voudrez bien adresser à

HERTZ CONSULTANTS

(sous référence 8406)

34, rue de l'Arcade - 75008 Paris.

Important Groupe Industriel, financier et de services
aux activités diversifiées recherche

JURISTE CONFIRMÉ

Le profil :

expérience pratique et approfondie du droit des sociétés et du droit des affaires

La fonction :

dépendant directement du Directeur Juridique du Groupe.

Il sera chargé des opérations juridiques portant sur les sociétés (dont deux sociétés cotées).

Il apportera son assistance et ses conseils aux directions des agences et des filiales.

L'expérience :

ce poste ne peut convenir qu'à un juriste confirmé ayant

une pratique de la fonction d'au moins cinq années en

cabinet ou dans une société holding.

L'anglais parlé et écrit est souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions

à l'Agence Réha Conseil,

4 bis rue Gustave Giffroy 75013 Paris

مكتبة

مكتبة من الأعمال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 9 février 1988 25

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GROUPE EDITORIAL

possédant dans son domaine une très grande notoriété, confierait sa

direction technique

à un

INGENIEUR SPECIALISE EN GESTION DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE DU LIVRE

Rattaché à la Direction Générale, il aura pour missions essentielles :
- de mener les négociations d'approvisionnement (papier) et de sous-traitance (imprimeurs, Brocheurs, Relieurs, Photograveurs...) nécessaires à la fabrication de différents types d'ouvrages édités par le Groupe (Beaux Livres, Editions courantes et de Grande Diffusion) ;
- de rationaliser les méthodes visant à l'amélioration des facteurs coûts, qualité, délai ;
- d'organiser et d'optimiser la gestion de fabrication (état d'avancement, devis, prix de revient, suivi des stocks matières...)
Il s'agit d'un poste à responsabilité d'un technicien d'une quinzaine de personnes.

Ce poste - qui implique des qualités de contact et de coordination - conviendrait à l'INGENIEUR DIPLOME, ayant acquis une solide expérience en IMPRIMERIE. Une formation complémentaire en Gestion est un atout. ANGLAIS indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3463 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Société Industrielle, filiale d'un Groupe Multinationnel, nous fabriquons des produits de haute technologie. Nous réalisons un CA de 2 milliards de francs.

Ingénieurs mécaniciens (ECL, AM, INSA, CESTL...) Associez votre évolution à notre expansion.

Les postes que nous créons constituent des opportunités où vous valorisez votre première expérience et votre potentiel :

Qualité totale

Nous avons démarré une vaste action de "Qualité Globale". Vous serez, pour avoir déjà participé à une telle démarche (c'est indispensable), qu'elle nécessite l'engagement d'une équipe motivée. Vous la rejoignez : vous définissez et proposez des procédures nouvelles, des systèmes d'information... Vous assistez et conseillez la hiérarchie dans leur mise en œuvre.

Après cette mission et parce que votre première expérience (3 ans environ) et vos motivations vous y conduisent naturellement, vous prenez la direction d'un secteur de production.

Automatisation

Depuis 4 ans en S.E., vous concevez ou montez des installations robotisées, des machines spéciales... Vous assurez maintenant à une responsabilité globale et autonome :
- CHEF DE PROJET, vous animez - au sein de notre Service Equipements Industriels - une équipe d'ingénieurs et techniciens spécialisés. Vous coordonnez vos projets (automatisation, nouvelles machines...) de A à Z.

Production

INGENIEUR FABRICATION, vous le savez, c'est vivre au quotidien, sur le terrain, des situations variées et passionnantes. Vous êtes choisis pour votre aptitude à ces tâches, pour votre première expérience, vous ont convaincu de nos intérêts. Alors rejoignez nous vite : vous menez, en cours des premiers mois, des missions personnelles puis vous prenez la direction d'un atelier de fabrication. Vous organisez le travail de vos équipes, veillez à la qualité, au respect des délais, contrôlez les coûts... et bien sûr, assurez l'information, communiquez, animez les hommes.
Tous ces postes sont à pourvoir à notre Centre Technique ou dans l'une de nos usines, situées dans l'Est.
SEPOF, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier, en précisant la référence du poste choisi.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

IEP, DROIT, SCIENCES ECO, INTD... et la passion de l'information.

Jeune diplômé(e), débutant ou presque, vous souhaitez intégrer une structure légère, évolutive, où seront valorisés, en même temps que votre culture juridique et financière, vos points forts personnels : goût de la rédaction, curiosité d'esprit, méthode et rigueur.

Groupe en forte expansion, spécialisé dans l'information financière au sens le plus large - fiscalité, crédit, assurances, bourse, placements divers, régimes de retraite, droit familial, etc... - nous nous adressons à une clientèle de professionnels - banques, assurances, agents de change - Nous développons une Banque de données, unité centrale destinée à nourrir nos différentes lignes de produits, édition ou télématique, orientées sur la gestion de patrimoine. Notre force de frappe, ce sont nos analystes documentaires, équipe jeune et motivée que nous vous proposons de rejoindre.

Votre mission : rechercher l'information, l'analyser, la valider, rédiger des études... Vous aller rapidement acquérir une compétence actuellement très demandée sur la place. Venez en parler avec les consultants de Sirca, 64 rue La Boétie - 75008 Paris. Dans un premier temps, vite une lettre et un CV sous référence 784 614 M. Le poste est situé à Boulogne (92).

Sirca
Paris-Lyon-Marseille

Membre de Syntec

SZM

Leader mondial du palier magnétique actif

Nous sommes une jeune P.M.I. en pleine expansion, soucieuse de maintenir son leadership.

Nos actionnaires sont la S.E.P., S.K.F., SEIKO.

Nous avons une filiale aux U.S.A. et une filiale au Japon.

Nous développons une technologie innovatrice : la mécatronique.

Pour faire connaître notre compétence et développer notre clientèle sur le marché européen, nous recrutons :

Ingénieurs technico-commerciaux.

Vous serez chargés de la sélection des clients et de la prospection systématique des clients identifiés sur le marché européen.

Vous piloterez l'élaboration des offres, tant sur le plan commercial que technique.

Outre la négociation des commandes, vous assurerez le suivi de leur exécution jusqu'au complet achèvement.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs parlant anglais - de formation généraliste ou électromécanique - diplômés d'une grande école et ayant une première expérience de l'industrie lourde et/ou de la machine-outil.

Les postes sont basés à Vernon ou éventuellement à Paris. Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature à :
Micheline CHRISTOT - Société de Mécatronique Magnétique
ZI VERNON-SAINT MARCEL BP 2282 - 27950 SAINT MARCEL.

DU PONT DE NEMOURS

Au sein de DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. (4 milliards de francs C.A., 1400 personnes, 3 usines, 2 établissements), le Département PROTECTION DES CULTURES, dans le cadre de son expansion constante, renforce ses équipes de vente et recrute des

INGENIEURS AGRONOMES

A une formation ingénieur agronome, vous associez une première expérience réussie en vente et en marketing. Elle vous permettra d'atteindre votre objectif, le développement commercial de nos produits phytosanitaires, et de donner la pleine mesure aux responsabilités qui vous seront confiées : encadrement et animation d'équipes, conseil technique lors de contacts terrain.

La pratique de l'anglais, le sens de la communication, de l'écoute et de la compréhension des autres et une disponibilité totale pour effectuer de nombreux déplacements sont vos qualités pour cette mission.

Votre potentiel vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein d'une multinationale performante.

Rémunération motivante - Avantages sociaux.

Veillez adresser votre manuscrit, C.V. et prétentions en précisant la réf. IA-LM :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines / GK
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

DU PONT

responsable des affaires juridiques, H/F, rejoignez l'un des grands de la communication

De création récente, notre groupe de communication jouit de l'une des plus belles réputations en France et connaît un taux de croissance spectaculaire (40 % par an) avec 2 axes de développement : l'international et la diversification.

Notre directeur financier accueille à notre siège à Paris un responsable des affaires juridiques. Votre intervention couvre la vie juridique d'une trentaine de sociétés, la rédaction des protocoles d'accord lors d'acquisitions, le suivi des actionnaires (100 sur 600 p.), et les problèmes liés au droit immobilier (baux), au droit de la concurrence (risques sur les campagnes publicitaires), à la propriété artistique, etc.

Curieux, rapide, sûr et communiquant bien, vous savez présenter des dossiers bien "ricolés" et allez volontiers sur le terrain. Vous êtes bilingue français-anglais.
Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5186 LM)

A

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

PA Sud-ouest

vous communique sa nouvelle adresse :

2 bis, avenue Frizac - Jardin des Plantes
31400 TOULOUSE
Tél. 61.52.34.18

Adeline
RIEBUYCK

Jérôme
DEVY

Laurent
PEYSALE

René
ROBERT

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

La Société française d'assurances pour favoriser le crédit, la SFAFC, recrute des

Jeunes Diplômés

de formation supérieure, Grandes Ecoles de Commerce, IEP (Eco F) Dauphine ou équivalent, débutants ou ayant acquis une première expérience financière de 2 à 3 ans.

Les candidats doivent avoir le goût des contacts et pouvoir après formation, construire et mettre à jour les informations financières recueillies. Leurs qualités d'analyse et de synthèse leur permettront ainsi d'appréhender la nature du risque et d'en fixer les limites.

La mobilité géographique est indispensable, ces postes pouvant se situer indifféremment à Paris ou en Province au sein d'équipes régionales. Elle s'accompagne de la pratique de langues étrangères. Ces fonctions qui assurent une large autonomie exigent un grand dynamisme permettant à des éléments de valeur un développement de carrière dans une société de premier plan très performante.

La rémunération est attractive et de nature à motiver des candidats de valeur.

NINTA
RESSOURCES HUMAINES

Merci d'adresser CV complet et lettre manuscrite sous réf. 139 A à Bernard KECK, 30 rue du Fbg Montmartre, 75009 Paris à qui nous avons confié notre recherche.

JURISTE CONFIRMÉ

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le poste

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GROUPE SYSECA

SYSECA (400 MF de CA, 1000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Pour 1988, nos objectifs de développement sont définis. Vous nous aiderez à les concrétiser en apportant votre compétence et votre motivation dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel
- logiciel de base
- génie logiciel
- développement sous UNIX
- intelligence artificielle
- réseaux et télématique
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre C.V. + photo et prétentions sous référence 321 - 315 Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

Important groupe privé installé dans neuf pays d'Afrique, nous avons la vocation de créer et de gérer des unités industrielles en association avec des groupes européens connus.

Nos fabrications de produits industriels ou alimentaires sont destinées à la consommation courante locale. Pour assurer le développement de notre branche AGRO-ALIMENTAIRE, nous recherchons :

Un INGENIEUR Futur Directeur d'usine basé en Afrique

Ref. M/4155/A

Après une période de formation et d'adaptation à notre groupe dans une de nos unités au Cameroun, il devra prendre la direction complète de l'une de nos usines.

Pour ce poste de management complet, il se verra confier les responsabilités techniques, financières et commerciales.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ENSIA, INSA Génie Bio... ayant acquis une à deux années d'expérience en unité de production agro-alimentaire.

Merci d'adresser CV + lettre de candidature sous référence choisie (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil.

Un INGENIEUR DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL basé à Paris

Ref. M/4155/B

Il aura pour mission d'assurer l'entière mise en œuvre de nos nouveaux projets d'installations d'unités.

Entrepreneur, autonome et responsable, il aura en charge nos investissements depuis leur étude de faisabilité jusqu'à leur réalisation, intégrant les aspects commerciaux, financiers et techniques.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ENSIA, INSA Génie Bio... âgé d'un minimum de 28 ans, ayant déjà participé à des démarrages ou des études de process alimentaire.

chp CABINET HENRI PHILIPPE
100 rue de la République - 75008 Paris

Chep chargés d'affaires

Leader mondial de la location de palettes et conteneurs, pour assurer sa croissance, cherche pour son siège Parisien.

Après le Directeur du Département CLIENTS et en équipe, vous êtes chargé du suivi et de la gestion d'une clientèle, dont plusieurs Sociétés leaders : validation des offres, mise en place, coordination technique, diffusion et respect des procédures et tableaux de bord. Vous êtes donc au cœur du système pour en "auditer" le fonctionnement et veiller à la qualité et à la rentabilité des prestations. Votre formation G.E. de Commerce ou d'ingénieur vous a déjà permis d'acquies une expérience de gestion d'affaires (3 à 5 ans) comportant le double volet contacts-négociations et contrôle de gestion.

Nombreux déplacements. Voiture de fonction.

Adresser votre dossier sous la réf. 51 C à :

Hervé Le Baut-Consultants
11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39



MUTUALITÉ DE LA LOIRE

SAINT-ETIENNE

800 personnes

12 établissements

RECHERCHE

DIRECTEUR DES CLINIQUES (H/F)

Membre du comité de direction, il dirige l'ensemble des deux établissements hospitaliers de la Mutualité de la Loire : 223 et 131 lits - 550 salariés, en assumant la responsabilité directe de l'établissement le plus important. Il est aidé par les services fonctionnels du siège avec lesquels il devra travailler en étroite collaboration.

De formation ENSP Rennes ou diplôme équivalent, il a une expérience d'un mois dix ans à des fonctions de direction de cliniques ou d'établissements hospitaliers.

ATTACHÉ DE DIRECTION (H/F)

An sein d'une clinique de 223 lits, il seconde le directeur dans la gestion administrative, économique et technique de l'établissement. Il est responsable des services administratifs et techniques.

Il a une expérience de trois à cinq ans de gestion, si possible dans le domaine hospitalier public ou privé, avec une formation de base en gestion (Sciences Eco, IUT...).

ATTACHÉ DE DIRECTION (H/F)

Adjoint au directeur des services sanitaires et sociaux de la Mutualité de la Loire, il est responsable des centres de consultations et de diagnostics (centres médicaux, cabinets de radiologie, cabinets dentaires) et il assure la préparation et le contrôle d'exécution des budgets, ainsi que la gestion de ces établissements.

De formation de base maîtrise AES, IAE ou équivalent, il a assuré, pendant cinq ans, des responsabilités hiérarchiques dans le domaine sanitaire.

Si vous êtes intéressé par un de ces postes, nous vous remercions d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à :

M. le directeur des Affaires sociales
Mutualité de la Loire
16, rue Elisée-Reclus
42029 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

CADRE COMMERCIAL

CONFIRME (H/F)

Niveau Sup. de Co ou équivalent

En qual permanente sur le terrain (France).

Ouvert aux problèmes techniques.

Anglais allemand appréciés.

Merci d'adresser votre CV complet, photo et

pré, sous réf. 36384 à CONTEXTE PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01,

qui transmettra. Délivrance et réponse assurées.

Vous souhaitez vous investir dans un groupe en pleine expansion

VOUS Serez NOTÉ

DIRECTEUR TECHNIQUE (H/F)

Spécialiste de l'assurance (vie, groupe, caution...), ou de la banque.

Vous avez une expérience de 5 ans minimum.

Grâce à votre formation mathématique et actuarielle, vous maîtrisez bien la démarche technique pure.

Votre aisance relationnelle, votre sens commercial, votre goût de l'innovation vous permettront de nous rejoindre.

Salaire motivant pour candidat de valeur. Anglais apprécié.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite sous le n° 8 397 M.
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

Fédération internationale des éditeurs de journaux

recherche

RESPONSABLE DU MARKETING ORGANISATEUR DE CONFÉRENCES

Les responsabilités de ce nouveau poste au sein de l'équipe restreinte du secrétariat de la FIEJ seront : l'organisation de séminaires monographiques et marketing, la recherche de sponsors, la vente d'espace d'exposition, la conception de programmes et de matériel publicitaire, la direction des conférences, la conduite d'études...

Expérience demandée en publicité/marketing, de préférence dans l'industrie de la communication.

Le candidat retenu sera bilingue français-anglais (parlé ET écrit) et sans doute de langue maternelle française. Il sera perfectionniste, aura d'excellentes qualités d'organisateur, un talent créatif et de la flexibilité, et la capacité de travailler sous pression.

Adresser C.V. et prétentions à la FIEJ,
6, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 PARIS.

Centre international de l'enfance
fondation reconnue d'utilité publique développant ses
activités de formation, d'assistance technique, d'information
et de recherches au service de l'enfance dans le monde

recherche (H./F.)

UN ÉCONOMISTE

spécialisé dans les problèmes de

DEVELOPPEMENT

pour intégrer aux équipes du CIE,

DEA ou Doctorat.

Expériences programmes sociaux et

économiques diversifiées.

Poste basé à Paris avec missions

(courtes) à l'étranger.

Anglais/espagnol. Aptitudes pédagogiques. 32 ans minimum.

UN CONSEILLER MÉDICAL

pour le service

DOCUMENTATION

Médecin spécialiste santé publique,

pédiatrie, pédiatrie.

Expériences, France ou tiers-monde

dans les activités du CIE.

Poste à Paris (mi-temps).

Envoyer-candidature écrite et prétentions à :
C.I.E. - Chantal Drouhard, Château de Longchamp, 75016 PARIS.

Importante Fédération professionnelle Quartier Opéra
recherche

UNE ASSISTANTE DE RELATIONS PUBLIQUES

- véritable bras droit du Directeur de la Communication, elle sera associée à toutes activités d'information externe et interne de l'Organisation,
- elle a une maîtrise complète des relations avec les médias,
- elle est très au fait des techniques de communication,
- elle a une bonne expérience des Relations Publiques (Manifestations, Colloques, Audio-visuel, expositions, voyages de presse, cocktails...),
- l'esprit d'initiative et de synthèse, l'imagination et la méthode lui seront indispensables pour une parfaite réussite dans cette fonction,
- une expérience probante à un poste similaire est indispensable.

Merci d'envoyer C.V. + photo s/réf. 0P9 à :



help international
8, rue de Louvois - 75002 PARIS

Centre international de recherches médicales

GABON

recherche

CADRE RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN GÉNÉRAL

- Des bâtiments à usage professionnel, du centre résidentiel (40 logements), du centre de loisirs, installés sur 40 ha ;
- Il est assisté d'une équipe pluridisciplinaire de 40 personnes ;
- Il devra faire preuve d'aptitude au commandement et d'esprit d'initiative et avoir de bonnes connaissances générales du bâtiment ; L'expérience de l'Afrique serait un avantage ;
- Salaire attractif + avantages liés à l'expatriation ;
- Contrat de 2 ans renouvelable.

Adresser C.V. + photo et prétentions à : C.I.R.M.F.,
128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

Dans le cadre de son constant développement ACT Informatique société de logiciels et d'applications dans les nouvelles technologies

RECHERCHE

- Ingénieurs ayant acquis une première expérience dans la réalisation de projets systèmes experts, maîtrisant les langages LISP et PROLOG et familiarisés avec plusieurs outils de développement de SE sur MICROS (réf. A).
- Ingénieurs ayant assuré les tâches liées au recueil d'expertise dans le cadre d'un projet d'application système en milieu industriel (réf. B).
- Ingénieur commercial rattaché directement à la direction commerciale. Il sera chargé de prospecter et de négocier des marchés « logiciels intelligence artificielle ». Le candidat (30 ans environ) aura de bonnes connaissances informatiques. BTS ou niveau souhaité, ainsi qu'une expérience de la négociation commerciale (réf. C).

Envoyer lettre motivation + C.V. à ACT Informatique, M^{me} Hubier,
12, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 75005 Paris.

SUP TELECOM

recherche pour
son département « IMAGES »

LE RESPONSABLE DU GROUPE VIDÉO

PROFIL SOUHAITÉ :

- Ingénieur d'une Grande Ecole Scientifique.
- Bonne expérience professionnelle en recherche et développement dans le domaine « Techniques vidéo analogiques et numériques, traitement du signal, électronique numérique et analogique ».
- Goût pour l'enseignement et pratique antérieure.
- Expérience dans la gestion d'équipes.

Envoyer C.V. et demander une description de poste plus détaillée à :
ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
Secrétariat général - Service du personnel
46, rue Bassin, 75634 PARIS CEDEX 13.

مكتبة

هكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 9 février 1988 • 27

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes Financiers Comptez avec Schlumberger

Schlumberger Industries

Groupe Eau et Gaz

■ Le Groupe Eau et Gaz s'appuie sur un savoir-faire reconnu dans la conception et la fabrication d'appareils de comptage destinés à la distribution de l'eau et du gaz.

Situé en tête dans son secteur, il contribue largement au développement de Schlumberger Industries.

Pour supporter efficacement ses activités industrielles, Schlumberger mise sur une fonction Finance de valeur.

Le Groupe souhaite intégrer plusieurs jeunes financiers qui, dans un premier temps, occuperont des fonctions techniques ou d'assistance sur l'un de nos sites en Région parisienne, pour ensuite évoluer vers de plus larges responsabilités.

Diplômé d'une école de Commerce ou titulaire d'une maîtrise de Gestion ou d'un DECS, vous avez une première expérience et un sens aigu du professionnalisme.

Vous êtes mobile, vous pratiquez l'Anglais et, si possible l'Allemand.

Schlumberger peut répondre à vos attentes en partageant avec vous ses valeurs et en vous apportant son savoir-faire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction du Personnel.

Schlumberger Industries
Groupe Eau et Gaz
50, Avenue Jean-Jaurès, BP 620 03
92542 Montrouge Cedex

Filiale Bâtiment Ile-de-France du groupe C.B.C., BATEG, née en 1983 a déjà triplé son activité. BATEG, c'est d'abord la volonté d'une entreprise prête à relever les plus grands défis et les plus beaux projets sur l'ensemble du marché du bâtiment.

Aujourd'hui pour la branche Ouvrages Fonctionnels, nous recherchons notre Responsable du Personnel.

Nous vous offrons une mission large et diversifiée :

■ recrutement de cadres et non-cadres,
■ mise en place et suivi des outils de gestion (appréciation, rémunération...),

■ gestion de la formation (plans, budgets...),
■ gestion des opérations de paie et d'administration.

A 30 - 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, Paris II), vous pouvez justifier de 5 ans d'expérience similaire. Votre volonté et votre ambition pourront vous mener à prendre la responsabilité complète de la fonction.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à BATEG, Direction du personnel, BP 300, 31, avenue de l'Europe, 78143 Vélizy Cedex.

UNE AFFAIRE DE PERSONNALITES



AUDITEUR INTERNE

Nous sommes une société internationale spécialisée dans les réseaux modernes de Télécommunications. Dans le cadre de son développement, notre direction financière recherche la personne chargée de l'audit de nos succursales étrangères (Europe, Afrique, Moyen Orient).

La trentaine, diplômé d'études supérieures comptables, vous avez acquis une première expérience de l'audit à un poste similaire et de solides connaissances informatiques. Doué d'un sens aigu de l'organisation et de la synthèse, vous avez surtout le goût de la communication et savez vous adapter vite et bien à toutes les situations.

Bien sûr, vous devez être prêt à voyager (30 missions de 3 jours environ par an) et l'anglais est pour vous une langue de travail.

Pour bénéficier de ce poste vivant, diversifié et évolutif, merci d'adresser à Mr Derondelle CV détaillé, une lettre manuscrite ainsi que vos prétentions sous référence M/08 à ITS.

Direction du Personnel - 34, rue de la Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATION

its

PREMIER BANQUIER DES
COLLECTIVITES LOCALES
LE CREDIT LOCAL DE FRANCE
GROUPE CAISSE DES
DEPOTS ET CONSIGNATIONS
RECHERCHE



CREDIT
LOCAL de
FRANCE

GROUPE CAISSE DES DEPOTS
ET CONSIGNATIONS

■ Au sein de l'une de nos directions régionales, il assurera une équipe de 2 à 5 personnes et il prendra la responsabilité :

- du développement, au niveau local, de la politique commerciale définie par l'établissement
- de la négociation des prêts avec les partenaires locaux
- du conseil financier aux emprunteurs, notamment en matière de gestion de trésorerie.

■ Il participera, de plus, au fonctionnement d'instances départementales chargées du développement local.

Pour ce poste nécessitant rigueur financière et sens commercial, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur justifiant d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le secteur bancaire.

Une connaissance du monde des collectivités locales sera appréciée. Les régions concernées sont : Dôme et Rome.

Merci d'envoyer lettre avec CV et photo à : CREDIT LOCAL de FRANCE, 20 avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui v.

Adjoint du directeur administratif

Banque - 300/350.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire international recherche l'adjoint de son directeur administratif. Basé au siège à Paris, il assurera la mise en place et la coordination de projets administratifs et/ou informatiques (mise en place du S.I.T., logiciels de traitement...). A l'écoute du réseau, il aura un rôle fonctionnel et d'animation et proposera toute solution susceptible d'améliorer les procédures et le fonctionnement des agences. Ce poste d'initiative et d'innovation, ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé, âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (BSC, ...) ou justifiant d'un niveau équivalent (ITB, CESA, ...) et ayant une expérience d'au moins 7 ans des opérations bancaires (international, compensation, portefeuille...). Il peut convenir à un directeur administratif, à un adjoint, ou à un responsable en organisation. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minut 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable clientèle particuliers

Banque - 280/300.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche un responsable clientèle particuliers pour son agence Champs-Élysées (35 personnes). Placé sous l'autorité directe du chef d'agence et disposant d'une équipe de trois commerciaux, il aura pour mission de développer de manière très active un portefeuille de clientèle haut de gamme, sur un secteur géographique très porteur en proposant des produits adaptés (épargne, placements...). Ce poste conviendrait à un cadre bancaire confirmé, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience d'au moins 4 ans du processus de vente de produits bancaires à une clientèle privée de haut niveau. La rémunération de l'ordre de 280/300.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9953M. (PA Minut 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Exploitant entreprises

Banque - 200/250.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche un exploitant entreprises pour son agence Champs-Élysées (35 personnes). Intégré dans une petite équipe d'exploitants, il aura pour mission de gérer et développer un portefeuille de clientèle PME/PMI de bon niveau. Très commercial, il saura faire preuve d'un dynamisme lui permettant d'évoluer rapidement au sein de la banque. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, ESC ou équivalent) et justifiant d'une expérience d'au moins trois ans de la clientèle PME/PMI. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9954M. (PA Minut 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Futur
adjoint au
secrétariat
général

Nous gérons des institutions de retraite : ANEP, IRNIS... Renforçant nos structures de gestion, nous recherchons sur Paris un

Futur adjoint au secrétariat général.

Après formation, vous assurez l'étude des dossiers juridiques et réglementaires. Vous menez une réflexion sur l'organisation du secteur Affaires Générales et participez à la refonte des supports d'information internes et externes. A court terme, vous animez une équipe de 4 personnes, avec elle vous mettez en œuvre

vos recommandations et assistez le responsable du secteur pour l'ensemble des missions de secrétariat général.

Vous bénéficiez d'une double formation supérieure en Droit et Gestion et une première expérience réussie en entreprise a révélé votre sens de l'initiative et de l'animation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée au GAN, Emploi et Carrières, 2 rue Filles-du-Calvaire, 75448 Paris Cedex 9 en précisant la référence MED/22 sur l'enveloppe.

L'énergie
de tous
les projets

gan

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Notre client, un groupe multinational US leader mondial de la
production de semences, recherche pour ses filiales françaises son

Assistant Controller

Province 270/300 KF

Le candidat participera à l'ensemble des tâches financières (reporting, budget, relations avec les banques), administratives (participation au comité de direction, suivis fiscaux) et de personnel (recrutement, gestion sociale).

Le candidat, âgé de 30/33 ans et de formation supérieure -type ESCP, IAE...- devra avoir une connaissance approfondie des techniques comptables française et anglo-saxonne et justifiera d'une expérience de 5 ans dans un environnement international dont au moins 3 ans dans une société US.

Son anglais devra être courant.

Contact: Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1139 MO.



Michael Page Finance

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

Spécialiste en recrutement Financier

SDIB SOCIÉTÉ DE DIFFUSION
D'INFORMATIONS BOURSIÈRESResponsable
administratif et
financier

Agé de 30 à 40 ans, de formation économique supérieure (École Supérieure de Commerce, École de Gestion ou Université ou équivalent) (après par une expérience dans le contrôle de gestion d'un mois à 5 ans, le candidat devra avoir :

- la capacité de diriger une équipe,
- une bonne maîtrise de la micro-informatique,
- un goût prononcé pour les contacts humains,
- l'habitude de travailler en liaison avec un service marketing.

Sous l'autorité du Directeur Général, il prendra la responsabilité du contrôle de gestion, de la gestion du personnel et supervisera un service comptable d'environ 5 personnes.

Il sera chargé de préparer les budgets, d'établir les tableaux de bord et de les commenter.

Sa compétence devra lui permettre d'évoluer vers une plus grande responsabilité.

Pour prendre un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) sous réf. M-8801, à Arthur Young Conseil Tour Manhattan Cédex 21 - 92095 Paris La Défense 2.



ARTHUR YOUNG CONSEIL

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Industrie pharmaceutique

AUDIT INTERNE

Organisation méthodes

Notre société fabrique et commercialise des produits pharmaceutiques dans le domaine des biotechnologies.

Dans le but d'harmoniser notre politique générale de développement, nous créons le poste d'auditeur interne.

Il assure des missions d'audit très opérationnelles (organisation, procédures, circuits d'information...).

Il établit les recommandations et en suit la mise en œuvre en participant à l'élaboration des outils méthodologiques nécessaires. Il pilote l'amélioration de notre organisation (étude de rentabilité, définition des postes de travail...).

De formation supérieure, il a acquis une expérience d'au moins 4 ans dans un service organisation ou en cabinet d'audit.

Rigoureux et doté d'un excellent sens de l'analyse, il maîtrise parfaitement l'outil informatique.

Notre société offre de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 45/2481 C à :

EGOR S.A.

8, rue de Béri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRÈCE ITALIE PORTUGAL SUISSE CANADAPARIS
OUEST

PARIS-OUEST IMMOBILIER

Gestion et contrôle dans notre groupe

Je m'appelle Xavier BOUTHILLON. Je suis le Président de PARIS-OUEST IMMOBILIER, un groupe constructeur qui a réuni le pari de regrouper sous un centre de décision unique une variété de compétences qui couvrent tout le domaine de la construction.

Nos activités se développent et se diversifient et je souhaite, dans cette perspective d'expansion, vous confier plusieurs responsabilités.

D'abord le contrôle de gestion au sens strict du terme dans certaines sociétés commerciales du groupe (s'occupant notamment de gestion locative). La fonction est ici à créer et à étendre ensuite à l'ensemble de PARIS-OUEST IMMOBILIER.

Parallèlement vous dirigerez les fonctions comptable, financière et juridique de deux petites sociétés sur lesquelles nous fondons des espoirs. (Prévoyez quelques déplacements en province).

Je ferai enfin appel à votre compétence pour des missions ponctuelles d'analyse et de conseil.

Je vous imagine plutôt vers 35 ans car il faut penser à l'avenir, d'une formation type Grande École de Commerce et de Gestion, DECS, 3^{ème} cycle de gestion... et porteur d'une expérience dans des fonctions similaires où vous avez acquis la vraie expertise dont j'ai besoin.

Merci de vous intéresser à ce projet.

SEFOP, notre conseil, vous donnera toutes les précisions dont vous pouvez avoir besoin pour évaluer votre décision quand vous lui aurez adressé votre dossier sous référence PO 205 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

Contrôleur de gestion

La filiale française d'une multinationale américaine, leader mondial sur son marché (haute technologie) et réputée pour son management recherche un contrôleur de gestion.

Rattaché au Contrôleur, il sera responsable de la préparation des budgets, du suivi, des analyses de gestion et du reporting et participera à la gestion financière d'une Division en forte croissance.

Agé d'au moins 28 ans et diplômé de l'Enseignement Supérieur (grande école, ESC, Maîtrise de Gestion, DECS) il aura acquis une première expérience professionnelle d'au moins 3 ans, soit dans un cabinet d'audit international, soit dans une entreprise anglo-saxonne, de préférence dans une fonction de contrôle de gestion marketing.

La connaissance de l'anglais et une bonne pratique de la micro-informatique sont indispensables. Rémunération 230/300 suivant l'expérience des candidats.

Ce poste est basé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle sous référence 596/37 à notre Conseil Isabelle LE CHANONY, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - Tour Fiat - Cédex 18 92084 PARIS LA DÉFENSE



CADRE COMPTABLE

Pour Paris, niveau DECS ou équivalent. Au sein d'une petite équipe du siège social d'un groupe industriel en pleine expansion, sera chargé en particulier de la gestion centralisée de trésorerie du groupe et de la comptabilité du holding.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à P. BERNOT, CARTONNÉES ASSOCIÉES 282, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

GRENOBLE

Investissez-vous
dans l'immobilier

Notre société, prestataire de services dans l'immobilier, intègre pour son agence, un

Responsable
gestion locative

pour développer un parc locatif de 1 700 logements, comme un véritable centre de profits :

- relation avec les locataires,
- politique patrimoniale,
- développement de l'activité (prospection, achat),
- analyse des résultats des ensembles gérés,
- management et animation d'une équipe de 9 personnes et de correspondants locaux.

Vous saurez concilier le talent, la rigueur d'un gestionnaire, un sens commercial et une forte aptitude à encadrer pour rentabiliser le patrimoine. Vous serez soutenu dans votre action par une structure dynamique, des outils informatiques et une formation adaptée à notre environnement.

Diplômé ESC option finance-comptabilité ou d'un 3^e cycle universitaire (IAE...), vous connaissez bien le domaine de l'immobilier ou du bâtiment dans lequel vous avez déjà réussi votre première expérience.

Votre mobilité et votre disponibilité vous permettront d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous réf. 22 05, à notre conseil.



J.P. PORNET Consultants

55 rue du 11, 69006 Lyon.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

UN ATTACHE

auprès du Secrétaire Général
chargé de l'administration et des finances

Il assurera le suivi des dossiers et des réunions, rédigera des notes et des comptes rendus et sera en relation avec les différents services pour la compte du Secrétaire Général.

Le candidat est un débutant ayant une formation juridique et financière, au titre d'un diplôme de 2^{ème} cycle de l'enseignement supérieur et d'un diplôme de l'IEP ou de l'IAE. Il s'intéresse aux différents aspects de la gestion d'une entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à



C.C.L.P. - D.P.R.S. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

BANQUE

établie en Lorraine
appartenant à un important Groupe

GESTIONNAIRE D'O.P.C.V.M.

- expérience confirmée de plusieurs années de gestion de portefeuilles privés, FCP, SICAV... dans une Banque ou chez un Agent de Change,
- formation supérieure.

La connaissance de la place de Luxembourg serait un atout supplémentaire.

Le poste offre de larges possibilités d'évolution et doit permettre d'accéder à la Direction des Placements.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à AXIAL (référence 6851) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé(e) d'une École de Commerce ou d'une Université et vous possédez une première expérience de deux ans environ.

SESA, société d'ingénierie informatique, recherche un(e) Contrôleur de Gestion, rattaché(e) à la Direction Financière.

Vous y assurerez la gestion de contrats et le suivi de centres de profit.

Rejoignez une entreprise en pleine expansion : près de 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1987,

1 600 personnes, une présence internationale.

Envoyez CV et prétentions à : SESA - Direction des Ressources Humaines 30, quai de Dion Boutron - 92806 PUTEAUX Cedex - Réf. : 66 LM



Etablissement financier

Quartier Opéra

RECHERCHE

POUR SON SERVICE ACTIONS

UN ANALYSTE FINANCIER
CONFIRMÉ

- Pour suivi des valeurs françaises et européennes.
- Possibilité d'évolution vers la gestion de portefeuilles.
- Expérience des contacts avec les investisseurs français et étrangers et bonne connaissance de l'anglais souhaitée.
- Participation à l'élaboration de la politique d'investissement de l'établissement.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser C.V., photo et prétentions à : 398 M. LE MONDE PUBLI-TE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

J.P. PORNET

هنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 9 février 1988 29

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

VOS RENDEZ-VOUS AVEC MERLIN GERIN

à l'ère de l'électricité intelligente,
ce qui bouge beaucoup... :

la gestion.

Le développement de la multinationalisation du groupe requiert des contrôleurs de gestion à haut professionnalisme en gestion et en finance, assorti d'une forte culture industrielle et internationale.

Leurs missions :

- Assister les responsables opérationnels dans la fixation des objectifs (plan, budget notamment), l'établissement des plans d'actions, l'examen des performances réalisées.
- Participer au développement de la qualité des outils et des méthodes de gestion dans le cadre de la politique du groupe.
- Assurer le contrôle de gestion dans différents domaines (gestion de production, suivi de projets techniques, suivi de l'activité commerciale).

HEC, ESCP, ESSEC...
INGÉNIEURS GRANDES ECOLES + INSEAD, ISA, MBA...

Contrôleurs confirmés

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en contrôle de gestion dans un groupe international, si possible avec une expérience industrielle (gestion de production...).

Vos responsabilités s'exerceront au sein de centres de profit importants (500 à 1000 MF de C.A.) (Réf. FLA 37)

Jeunes contrôleurs

Débutants ou avec une première expérience, vos responsabilités s'exerceront au sein de filiales françaises, de départements ou de la direction centrale du contrôle de gestion. (Réf. FLA 38)

la maîtrise de l'énergie électrique

Pour ces postes offrant de réelles perspectives d'évolution, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Etre ingénieur chez Merlin Gerin, c'est également être un manager. Dans un domaine et une entreprise qui avancent, il faut être capable d'évoluer dans ses compétences bien sûr, mais aussi dans ses capacités à prendre des responsabilités, des initiatives et dans son aptitude à entraîner une équipe.

Managers d'aujourd'hui et de demain, merci d'adresser votre candidature, sous référence correspondante, au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Merlin Gerin 38050 Grenoble Cedex.



MERLIN GERIN.
20 000 personnes
(2 500 ingénieurs et cadres),
travaillant à l'échelle
mondiale assurée, grâce
aux technologies les plus
avancées, la parfaite
maîtrise de l'énergie
électrique.
Le groupe réalise
10 milliards de C.A.
dont 50 % à l'international.

AUDIT INTERNE

Organisation méthodes

Le service technique et commercial de l'audit interne est chargé de la mise en œuvre des procédures d'audit interne. Il assure la formation et l'entretien des auditeurs internes. Il est chargé de la mise en œuvre des procédures d'audit interne. Il assure la formation et l'entretien des auditeurs internes.

EGOR

DES PREMIERS ASSUREURS-VIE

RESPONSABLE COMPTABLE

COMPTABLE

Le responsable comptable est chargé de la gestion comptable de l'entreprise. Il assure la tenue des livres comptables, la préparation des états financiers, la gestion des impôts, la gestion des relations avec les administrations fiscales et sociales.

BANQUE DU DÉPÔT exploitants

Le responsable des dépôts est chargé de la gestion des dépôts de l'entreprise. Il assure la tenue des livres de dépôts, la préparation des états financiers, la gestion des impôts, la gestion des relations avec les administrations fiscales et sociales.

ACTIMAN

Le responsable des dépôts est chargé de la gestion des dépôts de l'entreprise. Il assure la tenue des livres de dépôts, la préparation des états financiers, la gestion des impôts, la gestion des relations avec les administrations fiscales et sociales.

SESNA

Le responsable des dépôts est chargé de la gestion des dépôts de l'entreprise. Il assure la tenue des livres de dépôts, la préparation des états financiers, la gestion des impôts, la gestion des relations avec les administrations fiscales et sociales.

ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

Le responsable des dépôts est chargé de la gestion des dépôts de l'entreprise. Il assure la tenue des livres de dépôts, la préparation des états financiers, la gestion des impôts, la gestion des relations avec les administrations fiscales et sociales.

LYON

Notre organisme gère actuellement emplois 140 personnes dans le département, qui d'une part, accueillent les allocataires et traitent leur dossier, et d'autre part, assurent les relations avec les entreprises.

Totalement informatisées, nous sommes reliées par terminaux à notre puissant centre informatique régional situé à Feyzin.

Nous recherchons le

DIRECTEUR DE L'ASSEDIC DU RHONE

Rattaché au Bureau du Conseil, il est responsable devant lui du fonctionnement efficace du Centre, dans le respect absolu des règles de gestion définies par l'UNEDIC.

Vous avez 45 à 50 ans. Vous êtes de formation supérieure : droit, gestion... Puissement motivé par le sens du service public, votre expérience de la conduite des hommes et des affaires est exclusivement tournée vers l'atteinte de l'objectif social qui vous est imparti. Votre carrière s'est déroulée dans des organismes sociaux, tels que : URSSAF, Caisse de Retraite, Caisse de Congés Payés, Mutuelle ou en entreprise. Vous avez prouvé votre efficacité et votre dévouement.

Le poste est basé à Lyon.

La rémunération est attractive.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L 1001/M à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

37, Vieux Mais 69628 LYON 03

Actiman

GTB

Grande Travaux de Bretagne

Filiale Bâtiment Génie Civil
du Groupe BOUYGUES

Rennes

Contrôleur de Gestion

nécessitant une première expérience (2 ans)

Le candidat sera issu d'une formation supérieure en gestion (ESC, Sciences Eco... DESS) ou diplômé d'une école d'ingénieur + formation complémentaire en gestion.

Après une période d'intégration et de formation intensive, ses missions consisteront à établir et suivre les budgets, prévoir et analyser l'activité ainsi que les résultats, assurer le contrôle de gestion, gérer la trésorerie.

Il sera rattaché au secrétariat général, sa disponibilité sera un atout.

En fonction de ses résultats, il se verra offrir une carrière passionnante.

Envoyer CV + photo à Grande Travaux de Bretagne, Thierry LECOMTE, Relations Humaines, rue André Meynier, BP 1354, 35016 RENNES CEDEX.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE NOISY-LE-GRAND (93)

recherche

SON FUTUR

RESPONSABLE DU SERVICE D'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

CE POSTE, QUI REQUIERT DE SOLIDES QUALITÉS D'ORGANISATION ET D'ANIMATION, SERA CONFIE À UN CANDIDAT OU UNE CANDIDATE JUSTIFIANT D'UNE CONNAISSANCE APPROFONDIE DES PROBLÈMES DE PAIE ET DE GESTION DU PERSONNEL ET D'UNE EXPÉRIENCE REUSSIE DANS CES DOMAINES.

Adresser une lettre manuscrite de candidature accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo sous le n° 22 à RB-CARRIÈRES, 20, rue Fourcroy, 75017 PARIS, qui transmettra.

Importante société industrielle de l'agro-alimentaire, (CA : 1 milliard), située en VAL DE LOIRE, filiale d'un puissant groupe international, souhaite confier le poste de

CONTRÔLEUR FINANCIER

a un diplômé grande école de gestion (ESC + DECS), d'environ 28-30 ans, ayant 4-5 ans d'expérience en cabinet d'audit international ou grande entreprise industrielle.

Avec le support de son équipe (30 collaborateurs), il sera responsable du respect des obligations comptables, fiscales et sociales françaises, ainsi que du reporting groupe, de la gestion du bilan et de l'amélioration de la liquidité de l'entreprise.

En collaboration avec le contrôleur de gestion, il assistera les services opérationnels dans la gestion des ressources qui leur sont déléguées et s'attachera à optimiser le rapport rapidité/fiabilité des informations élaborées.

Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo et salaire actuel sous réf. 8028 aux consultants chargés de cette recherche.

Gallos & Associés

116, Champs Elysées
75008 Paris

Financement des exportations et des filiales à l'étranger

La Direction Financière de notre Groupe industriel, qui réalise près de 20% son chiffre d'affaires à l'étranger, recherche pour son Département Trésorerie un jeune cadre, chargé d'analyser le risque à l'exportation, de prendre les garanties nécessaires pour chaque cas et de gérer la trésorerie des filiales à l'étranger.

Diplômé d'une école de commerce ou d'une école d'ingénieur (+ formation complémentaire type ISA), vous avez une première expérience financière acquise en milieu bancaire.

De tempérament aussi commerçant que financier, vous avez le sens des négociations et le goût des contacts.

Votre anglais est courant, vous parlez aisément l'espagnol et/ou l'allemand.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.) sous référence 1075/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuille, 75018 PARIS.

PROCHE
BANQUE
QUEST

Une filiale d'un important
groupe international du secteur
pharmaceutique, nous nous
développons rapidement en
France et créons le poste de :

CONTROLEUR DE GESTION RESPONSABLE ADMINISTRATIF FINANCIER

Rattaché au Directeur Général, vous serez amené à :

- adapter les systèmes de gestion en vigueur dans le Groupe,
- élaborer le reporting à la maison-mère,
- analyser les coûts et les budgets, les dossiers d'investissements...
- tenir un rôle de conseil auprès du PDG.

De formation supérieure en gestion (Ecole de Commerce ou maîtrise), vous avez acquis 3 ans minimum d'expérience dans un service de Contrôle de Gestion.

Vous avez déjà travaillé sur micro-informatique, et connaissez l'anglais.

Vous possédez par ailleurs, un esprit souple et une grande adaptabilité intellectuelle et humaine.

Vous pourrez vous développer avec nous en France ou dans notre Groupe à l'étranger.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à AXIAL, (réf. 6633) 27 rue Talbot, 75008 Paris, qui transmettra.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



leader sur le marché de la vitrine frigorifique, assurant son rayonnement international grâce à ses 450 personnes situées sur trois établissements, recherche

RESPONSABLE DE LA
GESTION DU PERSONNEL

Vous avez une formation supérieure, type DUT Gestion du Personnel ou équivalent, 3 ou 4 années d'expérience en milieu industriel ; Vous maîtrisez la paie, l'administration et la gestion du personnel ; Vous êtes disponible, rigoureux, imaginatif ; la qualité d'écoute fait partie de votre personnalité ; Si en plus vous êtes familiarisé(e) avec la micro-informatique. Alors venez évoluer au sein d'une équipe dynamique.

Votre mission :

- veiller au respect de la réglementation ;
- mener à bien un certain nombre de missions administratives ;
- organiser, animer, superviser la paie, les régimes de prévoyance et de retraite, l'administration du personnel ;
- participer à la mise en œuvre et le suivi du plan de formation, des stages en entreprises.

Ce poste est basé à l'unité industrielle d'Hendaye et est directement rattaché au Responsable des Relations Humaines de la Société.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, avec photo et prétentions, sous réf. M à : Nicole LESCAILLÉ
Direction des Relations Humaines B.P. 106 - 64700 HENDAYE

IMPORTANT GROUPE
D'ASSURANCES (12 sociétés)
recherche pour son siège social
situé à 1 heure de PARIS (Sud-Ouest)

Responsable Comptable et Fiscal

- 30 ans environ.
- 3 à 5 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise.
- Formation BAC + 4 et études supérieures comptables.
- La connaissance de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à N° 71434 PROJET 19, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suite.



CATERPILLAR FRANCE S.A.

GRENOBLE

N°1 mondial du matériel de travaux publics, nous occupons cette place parce que rigueur et participation sont les valeurs partagées par les hommes de notre entreprise. Nous recherchons un

Responsable de Gestion
Comptable et Financière (h/f)

Rattaché au chef du Service Financier, au sein de la Direction Financière, sa mission comprendra notamment la consolidation des résultats avec le siège, en comptabilité anglo-saxonne, l'amélioration incessante de la comptabilité matière, en liaison avec le Service Ordre de Travaux. Pendant un an, il assurera la gestion de la trésorerie et de la comptabilité clients avant d'être nommé à ce poste. Vous avez 28/30 ans et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, de préférence dans un contexte anglo-saxon. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (option finances-comptabilité), vous parlez couramment l'anglais.

Vous savez communiquer, donc écouter, et possédez fondamentalement le sens de la gestion comptable. Nous offrons une rémunération de bon niveau et des perspectives d'évolution. Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L2003/M à notre conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

R. Viallet 1949 LYON III

Actiman

Nous sommes une filiale du groupe international norvégien NORSE HYDRO, qui connaît une forte croissance. NORSE HYDRO a des activités dans le pétrole, les engrais, le magnésium et l'aluminium.

Nous RECHERCHONS notre

DIRECTEUR FINANCIER

Sa mission sera de diriger les services financiers, comptables (contrôle de gestion, reporting et budgets, trésorerie, crédit, comptabilité générale et analytique), achats et informatique (IBM 36).

Le candidat recherché, gestionnaire de formation et ayant une solide expérience comptable en milieu anglo-saxon, est doté de grandes qualités humaines pour travailler en équipe et avec un personnel qualifié. Il possède le goût des responsabilités. Son âge importe moins qu'une volonté de partager le dynamisme de l'équipe dirigeante.

En sa qualité de correspondant de la filiale auprès du groupe, il doit posséder de bonnes connaissances de la langue anglaise.

HYDRO ALUMINIUM CHATEAUBOX fabrique des profilés en aluminium, anodisés et rétinés, pour le marché français et pour l'exportation.

Envoyer votre C.V. et vos prétentions à Monsieur LE FLORIC avec la mention « personnel et confidentiel » à :

HYDRO
ALUMINIUM

AVENUE PIERRE-DE-COURBERTIN
B.P. 375
36000 CHATEAUBOX CEDEX
Tél. 04-27-15-16.

Cadre comptable et administratif

PERPIGNAN

200 KF+

Important groupe anglo-saxon spécialisé dans la gestion de sites de loisirs recherche pour CRÉATION DE POSTE :

- Responsable opérations comptables, fiscales et sociales de plusieurs établissements. Le candidat devra assurer le contrôle interne et la transmission d'informations à la société mère étrangère.
- BTS/DECS et maîtrise de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser candidature et photo à n° 8403.

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

ETABLISSEMENT DE CREDIT

recherche

DIRECTEUR D'AGENCE
PARIS

Rattaché à la direction des agences, ses principales responsabilités comprennent :

- l'encadrement et l'animation d'une agence employant une dizaine de personnes
- la gestion des dépôts et le suivi des opérations pour le compte des clients particuliers et institutionnels de l'établissement
- le développement des relations commerciales et la promotion des services financiers auprès de la clientèle
- l'expérience en organisation souhaitée.
- Formation supérieure nécessaire.

Doté d'une bonne formation commerciale ou technique de banque et d'une expérience d'au moins 5 ans de Directeur d'Agence, vous souhaitez valoriser vos qualités de Manager en participant à l'expansion d'un établissement dynamique.

Adresser vos lettres manuscrites, C.V. photo et prétentions sous référence 71445 à PROJET 12, rue des Pyramides 75001 Paris.

Important établissement financier

recherche son

RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE

Diplômé de l'enseignement supérieur, il gère la trésorerie des OPCVM ainsi que la trésorerie générale.

Il travaillera en étroite collaboration avec les gérants obligataires pour développer des opérations (arbitrages, adossements).

Il aura une expérience d'au moins deux ans sur le marché monétaire et maîtrisera parfaitement les produits nouveaux (CAP/FLOOR, SWAPS, MATIF).

Ecrire sous la réf. 402, LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS, avec photo + C.V.

Société en commandite simple recherche pour assister son
gérant dans la gestion de petites et moyennes sociétés.

ATTACHÉ DE GESTION

Sa mission - Contrôle de la qualité de la comptabilité, des prix de revient, des prix standards. - Assistance à la mise en place des comptabilités analytiques des sociétés et de la gestion de production et contrôle de celles-ci. - Impulsion de la mise en place et contrôle de l'exécution d'un contrôle budgétaire avec validation des situations périodiques. - Étude préalable, négociation et adoption des budgets.

Ses objectifs - Présenter au gérant une analyse en continu de la situation des entreprises contrôlées. - Par ses qualités pédagogiques et un sens du contact, insuffler une synergie des responsables des sociétés concernées pour les nouvelles procédures à mettre en œuvre.

Son profil - D.U.T. finances-gestion avec première expérience dans une entreprise multi-établissements : - À partir de 30 ans environ, il fait preuve de rigueur et d'esprit d'analyse. - Organisé et autonome, il rend compte de ses actions et de l'avancement de ses projets. - Poste basé à Rennes.

Envoyer C.V., lettre manuscrite + photo à :
COMMUNICO - B.P. 209 X - 35040 Rennes cedex
en précisant la réf. 1590 sur l'enveloppe.

Le Monde
CADRESENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

recherche

COLLABORATEURS
(TRICES)

souhaitent s'engager
à une échelle de travail
de 100-200 pages

Si VOUS AVEZ :

- Minimum 25 ans ;
- Un bon niveau de culture générale ;
- le goût des contacts humains.

Votre candidature nous intéresse.

Tél. 06-38-00-72.

FABRICANT D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE A CORDES LEADER MONDIAL DE SA SPÉCIALITÉ

recherche pour sa succursale de Paris

VENDEUSE

Excellente présentation

grande courtoisie

connaissance technique

classique et éditions musicales.

Première expérience réussie de la vente.

Possibilité de carrière dans

groupes internationaux.

Connaissance de l'anglais et

l'italien souhaitées.

Env. C.V. + photo à ROBIN

10, r. Télégraphe-Renau-

des, 75015 Paris, qui trans.

COMITÉ
D'ETABLISSEMENT

recherche

UN ADMINISTRATIF

Cette personne sera chargée

de veiller au bon fonctionne-

ment administratif du

Comité, en collaboration

avec deux personnes, sous

les directives du Secrétaire

et des deux responsables des

Commissions.

- Elle sera compétente

dans l'utilisation d'un

micro-ordinateur (compta-

bilité, paye, traitement

de textes).

- Elle veillera au suivi de la

comptabilité et de la

paye.

- Elle sera en relation avec

les Agences de Voyages,

les Agences de location

et les fournisseurs.

- Elle devra rédiger les di-

visions destinées aux

statuts, concernant les

activités et la vie du

comité.

- Elle sera en contact avec

les salariés de l'entre-

prise, 35 ans minimum,

sans de contact et de

travail en équipe, sans

des responsabilités,

Réservé, efficace et bon

gestionnaire.

Ecrivez avec présentations à :

Secrétaire du Comité d'éta-

bissement, 51005 et la

Département, n° 1-Jourde, 5,

118, 35 001) Cedex 48,

82007, Paris-14 Défense.

Tél. 45-82-88-00, p. 29.

Importante Société de Négoce et Grande Distribution

recherche d'urgence pour le GABON

PATRON des COMPTABILITÉS

Sa puissance de travail et sa parfaite connaissance de la comptabilité lui permettent de maîtriser des volumes importants et les contraintes d'une exploitation reposant sur une dizaine de centres de profits informatisés et plusieurs entités juridiques.

Agé de 35 à 40 ans, ses qualités de meneur d'hommes lui permettront d'animer, de former et de contrôler en permanence une équipe d'une dizaine de locaux.

Expérience Afrique Noire appréciée. Poste basé à LIBREVILLE pour lequel il est offert une rémunération attractive et les avantages liés à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo à Société L.T.A. 15, rue Georges Bonzerait - 92120 MONTRouge

FORMATION
PROFESSIONNELLEUN
DIPLOME
D'UNIVERSITÉ

IAE

FORMATION PERMANENTE

CPFC

Certificat Préparatoire aux Fonctions de Contrôleur d'Entreprise.

* Formation ouverte aux demandeurs d'emploi et aux salariés

possédant un BAC + 2 ou une expérience professionnelle de 4 années

(en gestion ou comptabilité)

* du 18 avril au 25 juin 1988. (250 h. de formation).

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne,

162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

* Formation Permanente 48.58.02.28 - 48.57.28.41

* demande de reconnaissance en cours.

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

Ingénieurs ou cadres demandeurs d'emploi

L'Institut de Gestion Sociale

vous propose un stage rémunéré de 8 mois et 1/2

MANAGEMENT DE
LA QUALITÉ TOTALE

Cette formation vous apportera :

- Une pratique du management des hommes et de l'innovation

technologique et sociale.

- Un savoir-faire en management de la qualité totale.

- Une maîtrise des outils et méthodes d'amélioration de la

qualité avec la possibilité de spécialisation qualité produit ou

qualité service.

- Un entraînement aux techniques d'animation et de

conduite de cercles de qualité.

Début du stage le 25 mars 1988.

Recrutement immédiat - Envoyer C.V. + photo à

I.G.S. - Françoise FREMAUX

125, rue de Saussure - 75017 PARIS

L'Institut Bureautique de Formation et d'Informatique Appliqué

vous propose une formation de

RESPONSABLES PROJETS
INFORMATISATION ET FORMATION

Durée : 8 mois

Participants : Formation Supérieure ou expérience

professionnelle.

Objectif : Optimiser l'utilisation de la micro-informati-

que dans l'entreprise.

Réunion d'information à 10 h

18 février 1988

Recrutement immédiat - Contacter Sandra MAYOR

11, avenue des Chasseurs - 75017 PARIS

Tél. : 47 63 83 68

Demandeurs d'emploi

L'Institut de Gestion Sociale vous propose

UN STAGE GRATUIT DE SIX MOIS

INFORMATIQUE ET CONTROLE
DE GESTION

Participants : niveau BAC + 4 21 ans et plus

Habitant Paris depuis plus d'un an et ayant des

connaissances de base en comptabilité.

Cette formation vous apportera une double compé-

tence en informatique et gestion.

Début du stage : fin mars 1988.

RECRUTEMENT IMMÉDIAT

Renseignements tél. 47 63 83 68 poste 145

مكتبة

Sports

RUGBY : le Tournoi des cinq nations

Des coqs empâtés

Le rugby britannique, qui avait semblé obsolète lors de la dernière Coupe du monde, est apparu complètement régénéré lors de la deuxième journée du Tournoi des cinq nations, le 6 février. Les Gallois sont allés battre (11-3), à Twickenham, les Anglais, qui ont encaissé deux superbes essais par Hadley. Deux essais aussi au compte des Écossais, qui, pour la cinquième fois consécutive, ont fait échouer (23-12) aux Français sur la pelouse de Murrayfield. La fin d'une époque pour l'équipe de Dubrova ?

C'est désormais rituel : l'arbitre de la rencontre Écosse-France est coupé. Mais, à la différence de l'Anglais Trigg en 1982, du Gallois Jones en 1984 et de l'Irlandais Burnett en 1986, Frantz Muller n'a pas été sifflé, samedi 6 février, par des supporters tricolores le tenant pour responsable de la défaite du XV national. Ce sont des manifestations anti-apartheid qui ont désapprouvé bruyamment la présence sur la pelouse de Murrayfield d'un Sud-Africain, dans la conduite du jeu à été, au demeurant, exemplaire en tous points — ce n'en déplaise à nos amis britanniques, n'avait pas été le cas de ses prédécesseurs au sifflet.

Mais, si ce n'est pas la faute à l'arbitre, comment et pourquoi l'équipe qui, en 1987, a réalisé le grand chelem et a disputé la finale de la Coupe du monde s'est-elle subitement transformée en équipe de deuxième division ? Les quatre pénalités accordées par l'arbitre et traduisant la domination territoriale liminaire des Français.

Mais, au bout d'une demi-heure de jeu, la marque effective n'était que de 6-3, après un drop minute de Lescarboura et un but.

Ce n'était pas très grave puisque l'ailier Lagouette était précisément

équipier de Dubrova auraient à cœur de remettre les pendules à l'heure, comme on dit dans le jargon des vestiaires, pour indiquer que, lorsqu'on va monter qui est le patron sur la pelouse. Cette équipe semble en effet marcher à l'orgueil, comme certaines voitures carburant au super. Les premiers mots du capitaine français qui venait de se qualifier pour la finale de la Coupe du monde en battant les Australiens chez eux n'avaient-ils pas été : « C'est la meilleure réponse à nos détracteurs » ?

Une telle réplique était naturellement estampillée Fouroux. L'homme de terrain du XV de France n'a pas son pareil pour motiver ses joueurs. On dit encore, dans le jargon ovin, qu'il les « remonte », comme on dirait qu'il remonte un réveil. En tout cas, il s'applique, depuis bientôt huit ans, à entretenir une ambiance schizophrénique, autour du groupe dont il a la responsabilité. A force d'être tendu à tort et à travers, le ressort psychologique a-t-il cassé ? Le plus incroyable dans le match contre l'Écosse n'a pas été la défaite des Français mais le fatalisme avec lequel ils ont accepté cette défaite. A partir du moment où l'arrière Hastings a marqué un essai, que n'aurait d'ailleurs pas remis Blanco, l'équipe est restée figée comme un bloc de sédition dans un désert anglais. Un régal pour les Écossais.

Il faut dire qu'à ce moment le score aurait pu être de 15-3 en faveur des Bleus si l'ailier Bérat avait passé les quatre pénalités accordées par l'arbitre et traduisant la domination territoriale liminaire des Français.

Mais, au bout d'une demi-heure de jeu, la marque effective n'était que de 6-3, après un drop minute de Lescarboura et un but.

Ce n'était pas très grave puisque l'ailier Lagouette était précisément

en train de s'envoler à bas, sur la ligne de touche gauche, vers l'est, l'Écosse. Au bout de cette course, il ne pouvait y avoir que l'essai, puisqu'il n'y avait plus qu'un Écosse pour lui barrer la route. Mais Hastings n'est pas un arrière ordinaire. Son coup de pied est magique. On le savait. Il a aussi des réflexes prodigieux. On l'a découvert. Il plonge à droite pour contrer le coup de pied à suivre du Basque. Du bon côté ! Un petit prodige suivi d'une course de 60 mètres. Bératier rate le dégageement. Rodriguez arrive trop tard aussi. L'essai est Écosse. Un coup de maître. Les Français sont assommés.

Une machine usée

Le score (7-6) n'était pas encore catastrophique. Il devait désemparer (11-6) quand, dix minutes plus tard, l'ailier Lusklo aplatit après que le troisième ligne Écosse ait fait voler en éclats la défense française. Et les trois pénalités qui suivront n'ont été que la traduction mathématique de l'installation des Écossais dans le camp français.

Pendant près de quarante minutes, les équipiers de Dubrova vont en effet être dépassés par les événements. Bératier a cherché à relancer la machine en faisant jouer les pénalités à la main. Avec autant de succès qu'un automobiliste tirant sur le démarreur d'un moteur noyé. Quand l'échec s'est produit — Lescarboura ayant donné un coup de bâton dans le mur Écosse, Andrieu puis Lescarboura transmettent un ballon d'essai à Lagouette, c'était trop tard.

Le manque de jeu, voilà la véritable cause de la panne française en Écosse. Et elle ne ressemble à aucune de celles qui avaient entraîné d'autres défaites ces dernières années. On avait pu alors insinuer le choix des tactiques ou

des hommes. Samedi, la machine n'a pas cessé parce qu'elle était mal conduite, elle a cessé parce qu'elle était usée comme une étoffe qui se déchire à force d'avoir été lavée. Excepté Rodriguez, tous manquaient de vitesse et de fraîcheur. Impossible de saisir une occasion dans ces conditions, et moins encore de la provoquer.

Les sélectionneurs vont-ils, mardi à Toulouse, en tirer des conclusions radicales pour le match contre le Pays de Galles dans deux semaines ? « Cette équipe a un passé », avait dit Jacques Fouroux, pour justifier une sélection qui ne correspondait pas forcément à des critères objectifs. Celui-ci s'était, en effet, mis en tête, aux antipodes, de transformer les Bleus en Blacks. Autant peindre des raies noires sur un cheval blanc pour avoir un zèbre. Quel avenir envisage-t-il maintenant ? Il n'est pas l'homme des révolutions ni des remises en question. Sa référence, il l'a dit au soir de la défaite, reste le Béziers des années 70 et l'équipe du grand chelem 1977, dont il était le demi de mêlée. En clair, Fouroux ne veut pas entendre parler de linéage ovale à la manière de Villeneuve ou de Hervé. Reste qu'en-dehors des querelles de clocher Fouroux pourrait inspirer de la solution Écosse, qui a semblé beaucoup plus réaliste. Partant du principe qu'il n'y a pas de joueurs irremplaçables, mais des joueurs en forme et d'autres qui ne sont pas, les sélectionneurs des Highlands avaient tenté la critique en s'appuyant sur des vedettes comme l'avant-ailier Jeffrey. Qui leur en tiendrait rigueur aujourd'hui, entre Edimbourg et Glasgow ? Le mélange d'anciens, comme Laidlaw, et de nouveaux, comme Cramb, s'est avéré décevant. Les Écossais ont en tout cas produit un match aux moindres d'une grande pureté, qui fut, finalement, un véritable régal.

ALAIN GRAUO.

TENNIS : la Coupe Davis

Une victoire qui n'engage à rien

La France rencontrera l'Australie en la Marche en quarts de finale de la Coupe Davis, du 8 au 10 avril, à Clermont-Ferrand. Pour le premier tour, les Français ont battu les Suisses par quatre victoires à une, du 5 au 7 février, à Bâle. Après la victoire de Yannick Noah dans le premier simple disputé vendredi contre Roland Stadler (10-8, 9-11, 6-1, 7-5), Claudio Mezzadri avait égalisé pour la Suisse, samedi, en battant Henri Leconte (3-6, 6-3, 0-6, 8-6, 6-2) dans un match interrompu la veille à minuit. Puis Yannick Noah et Guy Forget ont remporté le double contre Heinz Günthardt et Claudio Mezzadri (6-2, 6-4, 6-3). Dimanche, les Français ont aussi leur qualification avec Henri Leconte, vainqueur de Roland Stadler (6-3, 6-4, 4-6, 6-1), Yannick Noah a battant pour sa part Claudio Mezzadri (6-3, 3-6, 6-3).

BALE
de notre correspondant

Il y avait eu les promesses de Grenoble, en novembre 1982, quand, cinquante ans après les « Mousquetaires », une très jeune équipe de France, emmenée par Yannick Noah (vingt-trois ans), avait échoué en finale de la Coupe Davis contre les États-Unis. Il y avait aussi le nouveau traité de Bâle, qui scelle la réconciliation entre les deux champions, séparés entre-temps par leurs ambitions.

As premier regard, pas de choses ont changé en cinq ans. Yannick Noah avait déjà sa coupe rasta, qui lui donnait l'air d'un grand frère éméché. Il occupait le neuvième rang du classement de l'Association des tennis professionnels, et Henri Leconte la dix-huitième. Aujourd'hui, Noah est huitième et Leconte vingt et unième, mais tous deux ont perdu en chemin quelques illusions.

De multiples problèmes musculaires ou tendineux pour le premier, un virus et des épaules lombaires pour le second, ont perturbé les plans de carrière des deux joueurs, qui venaient de vivre une année noire en 1987. Yannick Noah a bien gagné Roland-Garros en simple

(1983) et même en double avec Henri Leconte (1984), mais les échecs des finales des tournois du grand chelem paraissent de plus en plus inaccessibles aux deux Français.

Le traité de Bâle ne serait-il que qu'un acte de raison pour deux joueurs qui peuvent espérer redorer leur blason avec la Coupe Davis ? « Faux », répondent-ils en chœur, en évoquant le « plaisir de rejouer ensemble ». « Nous n'aurions même jamais dû nous brouiller », ajoute Noah. La rupture était, il est vrai, plutôt du fait de... Brigitte Leconte, soucieuse de donner de son mari un image de champion et de le soustraire de l'ombre et de l'influence de son aîné. Après sa victoire sur Noah en 1985 à Roland-Garros, Leconte pouvait en effet raisonnablement espérer devenir le numéro un français. Une place en or sur un marché national du tennis, alors en pleine expansion.

Aujourd'hui, le tennis français connaît à son tour la récession. Une relance pourrait résulter d'une performance en Coupe Davis. Le déclin des Américains, le refus d'Ivan Lendl de jouer pour la Tchécoslovaquie, ont égalisé les chances derrière la formation suédoise. Encore fallait-il convaincre Yannick Noah de réintégrer l'équipe qu'il avait quittée en septembre 1985, au soir d'une pitoyable défaite en Yougoslavie.

Or le principal obstacle à ce retour se nommait Jean-Paul Loth, le capitaine de la sélection. Officiellement, ses fonctions de directeur technique national l'auraient trop éloigné du circuit professionnel. En fait, Yannick Noah lui reprochait surtout son dirigisme et les contraintes de calendrier qu'il voulait imposer aux sélections.

Moins impliqué dans ce conflit de personnes, Henri Leconte s'est chargé des négociations avec Philippe Chatrier, le président de la Fédération. Les joueurs proposaient un poste de capitaine Patrice Hagelauer, l'ancien entraîneur national, devenu directeur du complexe tennis de Sophia-Antipolis. Une proposition inacceptable pour Philippe Chatrier, qui ne voulait pas voir ce poste échapper à l'encadrement fédéral. Un compromis a pu être trouvé à l'occasion des Internationaux d'Australie.

Année méricaine

Déjà, l'encadrement de l'équipe de France ressemble à une armée américaine. Jean-Paul Loth sélectionne l'équipe. Eric Deblicker, entraîneur national depuis quatre ans, désigne ceux qui jouent et occupe le fauteuil de capitaine. Patrice Hagelauer entraîne. Un stratagème qui masque mal la prise du pouvoir par les joueurs.

Eric Deblicker lui-même ne se fait pas d'illusions sur l'importance de son rôle. « Le capitaine est là pour donner quelques conseils, mais c'est le joueur qui fait le passing gagnant, dit-il ; l'important, c'est qu'il y ait une bonne ambiance et que les joueurs aient envie de réussir quelque chose ensemble. »

C'était le cas à Bâle, où Jean-Paul Loth et Philippe Chatrier ont su se faire discrets dans l'environnement des Français. Mais une révolution de palais ne suffit pas pour assurer la conquête de la Coupe Davis.

La bonne résistance des Suisses, malgré le forfait de leur numéro un, Jakob Hlasek, a montré que les Français étaient loin de leur forme optimale. Placés dans les conditions qu'ils souhaitent, ils vont devoir assumer leurs responsabilités pour préparer au mieux les prochains rendez-vous. Une tâche déjà délicate pour Henri Leconte, qui, du fait de sa longue indisponibilité en 1987, va devoir disputer vingt tournois en 1988, en plus des Jeux olympiques, auxquels il souhaite participer.

S'ils sont épargnés par les blessures d'ici là, les Français partiront favoris en quarts de finale (du 8 au 10 avril) contre les Australiens ou les Mexicains, à Clermont-Ferrand. Il leur faudrait alors souhaiter, dans le même temps, un exploit des Tchécoslovaques contre les Suédois, à Prague. Pour les demi-finales (du 22 au 24 juillet), les Français devraient en effet se déplacer en Suède ou recevoir les Tchécoslovaques.

GERARD ALBOUY.

SKI ALPIN : les championnats de France

Patricia, une première

Dernière répétition avant les Jeux olympiques de Calgary, les soixante-quatre champions de France de ski alpin, qui ont eu Ben du 1^{er} au 7 février, dans la station des Orres (Hautes-Alpes), ont perdu aux athlètes de parfaire leur préparation. Catherine Quittet, en remportant le slalom géant, et Didier Bouvet, le slalom spécial, ont manifesté leur volonté de conquérir des

médailles. En s'imposant dans le slalom, Patricia Chauvet vient de rappeler aux anciens de l'équipe tricolore que les espoirs ont, eux aussi, les dents longues. Avec son amie Pascaline Freilher, qu'elle a battue de quelques dixièmes de seconde, elle constitue la jeune garde d'une ambitieuse sélection féminine.

LES ORRES
de notre envoyé spécial

Ingénue Patricia. Au terme de parcours magnifiques à travers les piquets, elle semble toujours étonnée de ses exploits. Meilleure de la seconde manche lors d'un slalom de la Coupe du monde, disputé fin novembre à Courmayeur (Italie), elle s'exclame : « Je révis ». Deux mois plus tard, au pied de la piste des Orres, elle s'étonne à nouveau d'avoir distancé ses camarades de l'équipe de France. « J'ai tout donné », explique la jeune fille, le souffle encore court après son effort qui l'a sacrée championne de France.

Les piquets à rotule semblent encore vibrer alors que Patricia Chauvet déchaîne ses skis. « Souvent, lorsque je termine seconde dans la première manche d'un slalom, je deviens plus agressive. Alors, dans la seconde j'attaque plein pot », lance la gagnante, comme pour s'excuser auprès de Pascaline Freilher ou Dorota Mogore, ses amies. Une légère rougissement au visage vient seulement indiquer que la jeune fille est sortie du rêve. Toute heureuse, elle dit simplement : « C'est la première course que je gagne. »

La première victoire à vingt ans, cela peut paraître tardif. Mais Patricia, elle, ne s'en soucie pas. Elle a attendu longtemps, mais, aujourd'hui, elle se sent « au maximum de ses possibilités » et intéressée par la plus haute marche des podiums. Fanlarmade ? Pas vraiment, chez une jeune fille qui a appris depuis longtemps à se battre pour réaliser ses envies.

Même si elle n'est pas une enfant de la montagne, puisqu'elle est née à Villeneuve-Saint-Georges, dans la banlieue parisienne, elle en a très vite acquis le goût. « J'avais cinq ans lorsque mes parents sont venus s'installer à Briançon, le pays de la famille de ma mère », raconte Patricia, en évoquant son grand-père, qui lui avait fait découvrir et adopter la nature. La gamine se contente pas de se promener ou de regarder tomber la neige — « un plaisir que j'éprouve toujours », — elle fait aussi connaissance avec le ski. Mais la séance hebdomadaire prévue à l'école primaire lui semble vite trop courte. A huit ans, elle supplie son père, technicien distillateur, de l'im-

crire au club de Montgenèvre, la station proche, et surtout de la conduire aux entraînements.

L'ambiance du club lui plaît. Les conseils des responsables aussi. Mais, malgré ses efforts, la petite Patricia a du mal à suivre « les cravats ». « Enfant, je faisais beaucoup de descentes car j'aime bien aller vite, mais j'étais toujours derrière », confesse la skieuse, comme pour justifier son choix de s'orienter vers des disciplines techniques. A l'assaut des portes, Patricia arrive à s'imposer. Pas de façon spectaculaire. La preuve, elle ne se souvient même pas de bonnes performances, sauf cette place de cinquième qu'elle a remportée « à l'âge de treize ou de quatorze ans, je crois ».

A force de travail

A force de travail, autant physique que technique, Patou, comme l'appellent ses amis, se hisse dans le groupe juniors du comité Inter. Ce n'est pas encore la gloire, mais déjà les compétitions lui apprennent à se battre. Ce sont aussi les déplacements fréquents qui indisposent ses professeurs. « A chaque fois que je revenais d'une épreuve, ils se moquaient de moi, en disant : « Alors Chauvet, les vacances étaient bonnes ? parce que j'étais bronzée ». Face à des enseignants qui refusent son passage en classe de troisième pour « manque d'assiduité », Patricia a failli craquer. Elle qui s'efforçait de poursuivre études et le sport ne connaissait que l'échec.

Un sursaut de volonté l'a poussée à seize ans, à suivre des cours par correspondance. « C'était encore plus difficile, mais j'ai réussi à décrocher mon entrée en seconde au lycée d'Albertville ». L'éloignement de la famille et le rythme des sessions sports-études ont cependant raison de sa ténacité. Alors que ses résultats s'amélioraient en ski, elle a interrompu ses études en classe de première. « En même temps, je ne me sentais pas à l'aise, explique-t-elle, car, sans le bac, je ne pouvais pas poser des questions sur mon avenir professionnel ».

C'est lors d'une tournée des juniors en Suède qu'elle a trouvé la réponse. Là haut, dans le Nord, elle a vu des scooters des neiges et elle a imaginé qu'elle pourrait, elle aussi, organiser un circuit promenade dans sa station. Avec les conseils de son

père, et surtout grâce à une subvention obtenue par l'intermédiaire du « défi jeunes », Patricia a créé une société qui propose aux touristes des promenades sur cinq engins.

Plus libre dans sa tête, malgré un emploi du temps chargé, la jeune chef d'entreprise s'est investie à fond dans le slalom. « Les piquets à bascule ne me font pas peur », affirme Patricia, qui adore s'accrocher à droite ou à gauche. Quelques belles places en Coupe du monde en début de saison témoignent de la progression de la skieuse. Elle connaît vite la première série et ses avantages. Mais elle souhaite aller plus loin. « A Courmayeur, je prendrai des risques, car, pour moi, cela passe ou cela casse. » Toujours cette sûreté d'elle-même qui étonne. Derrière la sourire discret de Patricia, s'affiche la volonté de réussir. « Comme je me sens très en forme physiquement, il faudra compter avec moi ».

SERGE BOLLOCH.

ATHLETISME

Ben Johnson se claque

Le sprinter canadien Ben Johnson (à droite) a été victime d'un étrange mal de cul, vendredi 5 février à Stuttgart (RFA), à quelques mètres de la ligne d'arrivée du sixième mètres, qu'il remporte moins de six secondes devant son compatriote Williams. Cette étrange rupture l'a empêché de battre le record du monde du cent mètres, qui était détenu par le britannique Colin Jackson.



Les résultats

championnat du monde des rallyes sur route, catégorie B, Rallye des Alpes, vainqueur à Monte-Carlo.

réglementation internationale à l'occasion de la Coupe Longo du 29 janvier au 28 février.

Basket-ball	
CHAMPIONNAT DE FRANCE (Vingt-deuxième journée)	
*Moulins b. Nantes	99-87
Villeneuve b. Antibes	117-95
ASVEL Paris b. Caen	77-68
Vichy b. Lorient	81-78
Limoges b. Reims	111-88
Orthez b. Avignon	108-78
Tour b. Cholet	75-68
Metz b. Saint-Rémy	100-89
Classement : 1. Limoges, 60 pts ; 2. Cholet, 58 pts ; 3. Metz, 53 pts ; 4. Orthez et Villeneuve, 51 pts ; 5. ASVEL Paris et Nantes, 50 pts.	

Rugby à XIII	
GRANDE-BRETAGNE-FRANCE	
La Grande-Bretagne a battu la France (30-12) samedi 6 février à Leeds.	
Tennis	
COUPE DAVIS (Premier tour)	
A Prague	
Tchécoslovaquie bat Paraguay	3-0
A Genève	
Suisse bat Nlle-Zélande	5-0
A Essen	
RFA bat Brésil	5-0
A Palerme	
Italie bat Israël	4-1
A New-Delhi	
Yugoslavie bat Inde	3-2
A Aarhus	
Danemark bat Espagne	3-2
A Bâle	
France bat Suisse	4-1
A Mexico	
Mexique et Australie	2-2

La dernière simple entre Pat Cash et Francisco Panatta a été interrompue par la nuit alors que les deux joueurs étaient à égalité (6-2, 4-6). Il devait reprendre lundi.

La Fédération française de cyclisme (FFC) a décidé d'appliquer la mesure de suspension d'un coureur prévue par la

Ben Johnson

A chacun ses rigidités

effet n'appartiennent pas à l'entreprise. Ils sont déterminés pour partie par l'Etat et, pour l'essentiel, par de stricts accords entre le patronat et les syndicats.

— le syndicat plutôt, puisque IG Metall, en l'occurrence, rassemble 2,8 millions d'adhérents. Les partenaires sociaux fixent les conditions de travail pour toute une branche professionnelle, pour toutes les entreprises, grandes ou petites ; ils déterminent les qualifications ou les fonctions, établissent les échelles de salaire et leur répartition et, enfin, évaluent chaque année le calcul des salaires.

Toutes les conditions générales d'exercice d'une activité — industrielle dans le cas présent — sont donc invariables, de façon à maintenir l'égalité des chances entre les membres d'une profession.

Ceux-ci ne peuvent se différencier que par la nature ou la qualité des produits, par leur attitude commerciale et leur capacité de gestionnaires. Jusqu'ici, c'était rassurant pour les chefs d'entreprise, qui y trouvaient la promesse d'un fonctionnement sans conflits ni grèves.

Parallèlement, c'était protecteur pour les salariés et cela constituait un gage de puissance pour des syndicats qui exercent ainsi un contre-pouvoir réel.

« faute de quoi nous ne serions que des mendicants collectifs »

On se faisait croire un dirigeant de IG Metall que nous formions l'équivalent pour notre génération de Longtemps, cela n'a eu que des avantages, évidents en comparaison de la situation française, et, sans nul doute, contribué à la

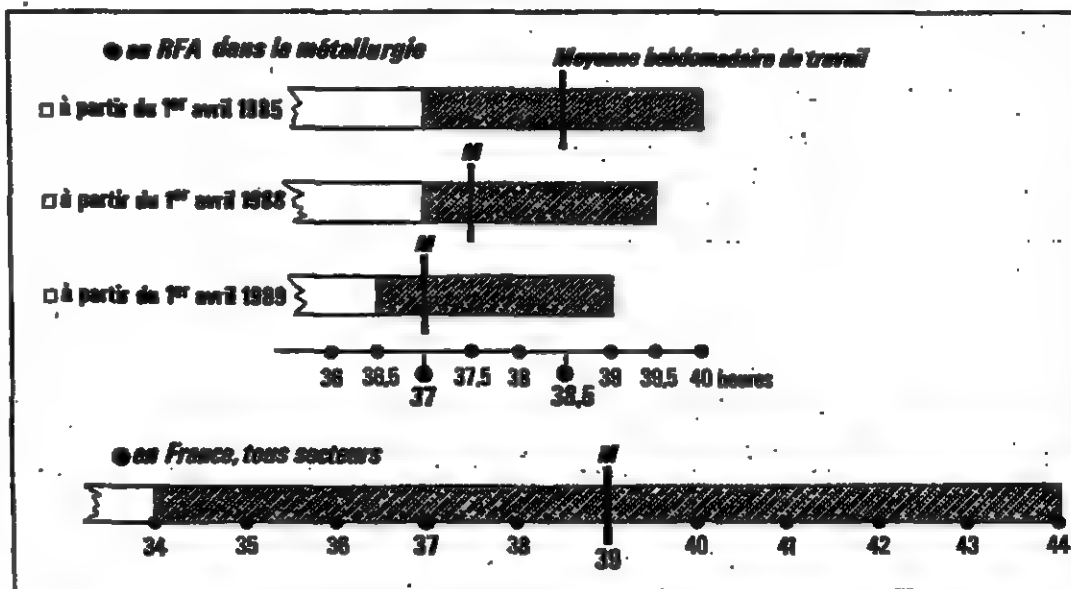
prosperité. Aujourd'hui, les mécanismes se grippent, le modèle de «couffine et à vis» appelle, par-delà les contraintes, des risques de blocage.

Dans les sociétés métallurgiques, et notamment chez Siemens, le temps de travail est l'objet de toutes les préoccupations depuis que la grève de 1984 a ramené l'horaire hebdomadaire à 38 h 30 en avril 1985 et que la négociation suivante a prévu de l'abaisser à 37 h 30 au 1^{er} avril 1988, puis à 37 heures au 1^{er} avril 1989. Cartes, et en compensation, les entreprises y ont gagné la possibilité de faire varier l'amplitude de travail de 37 heures, au début; de 39 h 30 à la fin; dans le deuxième étage; de 39 heures à 36 h 30, dans le troisième. Mais la soussalle paraît

1960 pour un poste : aujourd'hui, il en coûte 100 000 Deutsche-Mark. On ne peut pas aller à Schusser, à la direction du poste pol. » Mais la durée d'utilisation baisse et la rentabilité de l'investissement s'est détériorée.

D'où l'idée d'une « flexibilisation » des horaires, d'une individualisation, si possible, plutôt qu'une réduction collective du temps de travail, pour élargir le temps d'utilisation des équipements. Il a fallu recourir à des versements d'invention pour tirer le meilleur parti possible des textes et finalement c'est en jouant des aspirations naissantes dans l'opinion que l'on a pu faire le plus grand progrès. Un effort, le plus grand depuis la guerre, qui a influé sur les comportements. Les Allemands plus individualistes

L'aménagement du temps de travail



En RFA, avec une durée conventionnelle du travail de trente-huit heures et demie par semaine dans la métallurgie, l'amplitude de modulation de l'horaire est de trois heures depuis le 1^{er} avril 1985 ; elle tombera à deux heures et demie au 1^{er} avril prochain avec une durée de travail de trente-sept heures et demie, puis de trente sept heures au 1^{er} avril 1989. En France, depuis la loi du 1^{er} juin 1987, avec une durée légale du travail de trente-neuf heures par semaine, l'amplitude de la modulation peut atteindre cinq heures, et même neuf par accord de branche.

LA RELANCE AU JAPON

Un relais irréaliste

**Sans coopération entre les firmes,
une relance japonaise
a peu de chances d'entraîner
l'industrie américaine.**

par SERGE FEDERBUSCH (*)

activités du BTP (bâtiment, travaux publics) sont peu consommatrices de produits importés et que les firmes américaines du secteur ont vu leur capacité technique et leur expérience des grands chantiers décliner considérablement du fait du marasme de ce type de marchés outre-Atlantique. Pour peu qu'elle ait été sollicitée, ce qui aurait consisté à augmenter en termes de coûts de production, l'offre américaine aurait pu difficilement répondre à ces besoins.

Stratégie protectionniste

Quant aux télécommunications, il est dédié pour le gouvernement nippon et les compagnies NTT et KKK d'aider, par leurs commandes, les firmes américaines, car tous les efforts des entreprises japonaises du secteur tendent précisément, depuis dix ans, à rattraper et à dépasser, sur le plan technique, leurs concurrentes américaines. Le refus du gouvernement nippon d'ouvrir le capital de NTT aux étrangers, lors de sa privatisation partielle, et les tentatives de dilution des intérêts américains et britanniques dans un consortium IDC-NTT dans le cadre de l'ouver-

(*) **Exemplos:**

(Lire la suite page 35.)

limitée; il n'est pas question d'une annualisation de la durée du travail, voire d'une régulation saisonnière; les heures supplémentaires nécessitent l'accord du comité d'entreprise, qui peut les refuser en demandant l'opinion de l'Office de la production industrielle.

L'effet des nouvelles technologies

Surtout, les dispositions en matière de salaire accordent peu d'incitations pour une quelconque modulation. Le travail en équipe ne donne lieu à aucune contrepartie, ni en argent ni en temps de repos. Le travail de nuit, selon les règlements tarifaires, entraîne un supplément de 25 % à 50 % et une demi-heure de moins, selon ce que permettent la loi et la convention collective.

Or, comme le font observer les dirigeants de Siemens, les conditions de production ont été bouleversées par l'introduction des nouvelles technologies qui, à leur tour, ont augmenté le capital par poste de travail. « 21 000 deutschemarks étaient nécessaires en

davantage soucieux de leur épanouissement personnel, y compris en dehors du milieu du travail, sont disposés à échapper à la situation actuelle.

Habuellement, Siemens a des salariés dessus. Le travail à temps partiel se développe, principalement parmi les femmes. La différenciation des temps de travail entre salariés et l'individualisation des horaires dans la journée ont timidement fait leur apparition. Actuellement, une centaine d'employés acceptent de travailler en quatre équipes sur un cycle de quatre semaines dont une de congé. Progressivement, et même dans les bureaux équipés de micro-ordinateurs, on réussit à faire se succéder trois collaborateurs sur un poste de travail. Les fluctuations de la production sont envisageables, et la prime de traitement progressive avec 75 % du salaire - jusqu'à quatre ans avant le départ effectif en retraite - commence à se mettre en place.

ALAIN LEBLANC

(Lire la suite page 34.)

_____ (Publicité)

La société tunisienne de l'air TUNIS AIR se propose d'affréter deux avions de type gros porteurs (module 250 ou 350 sièges) ou un avion (module 450 sièges) pour assurer l'opération pèlerinage 1988.

Les soumissionnaires intéressés peuvent se procurer le cahier de spécifications techniques auprès du département juridique sis au 140, avenue de la Liberté, TUNIS, TUNISIE.

Les offres doivent être adressées sous pli postal fermé et recommandé à l'adresse de TUNIS AIR - département juridique - 140, avenue de la Liberté, TUNIS, et ce avant le 15 février 1988.

Elles doivent être présentées sous double enveloppe. L'enveloppe extérieure, qui ne doit faire aucune mention de l'identité du soumissionnaire, doit porter en mention apparente – ne pas ouvrir, appel d'offres affrètement avions –, La seconde enveloppe contient l'offre du prix du soumissionnaire et doit contenir les pièces mentionnées dans le cahier des charges.

Toutes les offres reçues après le 15 février 1988, date limite de réception des offres, ou qui n'auraient pas répondu aux conditions du cahier des charges, seront considérées comme nulles et non avenues.

TENNIS : la Coupe D...

Une victoire qui n'engage à rien

[illegible]

www.elsevier.com/locate/jmb

1940, por las personas de libre
 voluntad. En 1941, cuando
 este tipo de guerra se intensificó,
 a los tres países de la
 zona, Alemania, Gran Bretaña
 y Estados Unidos, se les
 dio el nombre de "países
 aliados". Los tres países
 aliados, Alemania, Gran
 Bretaña y Estados Unidos,
 se unieron para derrotar
 a los países del Eje. Los
 países del Eje, Alemania,
 Italia y Japón, se unieron
 para derrotar a los países
 aliados. La guerra terminó
 en 1945, cuando los
 aliados derrotaron a los
 países del Eje.

1. The first step is to identify the problem. This is often done by asking the question "What is the problem?" and then trying to define it in as clear and concise terms as possible.

On 11 June 1978, the following information was received from the Bureau of the Census, Washington, D.C.:

clique



Accepted: 15/12/2023

1. 1990年12月，中共中央、国务院作出《关于实行“以公有制为主体、多种所有制经济共同发展”的方针》，明确非公有制经济是我国社会主义市场经济的重要组成部分。

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

[illegible]

... ..

HUMEUR

La chute du dollar : un mythe

par WILLIAM C. CATES (*)

QUAND le premier ministre français met en cause la Bundesbank pour avoir soutenu le dollar et non le franc, il faut dire « stop » et mettre fin à ce mythe de la « chute » du dollar comme à celui de son « soutien » par des banques centrales d'autres pays. Ce mythe a été commode pour réunir les Européens, mais, quand il commence à les diviser, il faut « démythifier » et mettre en lumière la réalité : après être tombés trop bas par rapport au dollar au début des années 80, le yen japonais et les monnaies européennes ont fait, depuis 1985, une remontée peut-être trop importante.

Le dollar, lui, est resté plus ou moins inchangé, depuis 1980 quand on regardait la moyenne des prix mondiaux en dollars des matières premières et des produits manufacturés. La dollar ne peut chuter qu'en période d'inflation mondiale, comme pendant les années 70, et c'est la responsabilité de la Réserve fédérale envers le reste du monde de naviguer entre le Charybde de l'inflation et le Scylla de la déflation mondiale.

Le projecteur braqué

Les achats ou les ventes des autres banques centrales sur les marchés monétaires ont peu d'effet sur ces prix mondiaux. C'est ainsi que les Japonais et les Allemands ne soutiennent pas le dollar, mais s'occupent de la valeur de leur propre monnaie.

Alors, d'où vient ce mythe ? Il trouve probablement son origine dans les bureaux de rédaction de

la presse mondiale : la montée des monnaies européennes et japonaises par rapport au dollar, en 1985, n'était pas le sujet particulièrement excitant, alors que la « baisse » d'une monnaie retient davantage l'attention des lecteurs. Peu à peu, le « baisse » est devenue une « chute », faisant ainsi la « une » des journaux. Après deux ans de cette présentation des faits, le grand public — y compris beaucoup d'économistes qui ne voyaient aucune différence théorique entre la hausse d'une monnaie et la baisse de sa contrepartie — a cru au mythe.

Pour les hommes politiques d'Europe et du Japon, ce mythe est très pratique : il leur permet d'accuser les Américains, avec leur double déficit du budget et du commerce, d'être responsables du chômage dans les industries d'exportation de leurs pays respectifs. La faute ne se trouve ni dans les politiques monétaires ou budgétaires ou industrielles du Japon ou de l'Allemagne, mais, bien entendu et comme toujours, dans le labyrinthe des Américains. En braquant le projecteur sur les États-Unis, on détourne l'attention de la « zone marks », et du dommage que les craintes inflationnistes des Allemands causent à leurs partenaires dans le Marché commun.

Mais ce mythe, tellement utile, peut-il être vraiment qualifié de mythe ? Y a-t-il une vraie différence entre la hausse du yen et du deutschemark et la « chute » du dollar ? Si cette différence existe, implique-t-elle des approches différentes des politiques économi-

ques des pays qui sont affectés ? Regardons les choses de plus près.

Depuis quarante-trois ans, le dollar est la monnaie d'échange pour la plus grande partie des transactions commerciales dans le monde entier. Cette fonction, plus que son rôle comme étalon d'échange et monnaie de réserve pour tout autre pays, donne au dollar un marché se rapprochant le plus du concept de l'infinité qui puisse se trouver dans l'univers de l'économie. Cette position du dollar est un accident de l'histoire, mais il faut l'accepter et surtout le comprendre, jusqu'à ce jour où il sera possible d'inventer et d'imposer une meilleure organisation monétaire mondiale.

Une grave responsabilité

En comparaison avec ce marché du dollar, celui d'autres monnaies, bien que très sophistiqué, n'approche pas de l'infinité. On peut, par exemple, comparer le marché du deutschemark, d'un jour à l'autre, avec celui du pétrole : les deux sont relativement fixes. Mais quand le prix (en dollars) du pétrole monte, est-ce que la presse fait état d'une « chute » du dollar ? Et s'il tombe, dit-on que les Saoudiens « soutiennent » le dollar ?

Cette perception réaliste des relations monétaires a des conséquences importantes pour la politique des différents pays. Les

autorités monétaires américaines ont une grave responsabilité, encore peu reconnue — même à Washington — qui est de maintenir des prix stables en dollars pour le commerce mondial. Les propos du secrétaire au Trésor, M. James Baker, envisageant, pour la politique monétaire américaine, un étalon-produit, y compris peut-être l'or, se rapprochent de ce but.

Les pays industrialisés à monnaie flottante doivent reconnaître ce qu'ils font et l'admettre devant leurs concitoyens : s'ils veulent bénéficier, chez eux, d'une baisse des prix mondiaux pour cacher l'inflation des prix domestiques subventionnés, il leur faut accepter que leurs monnaies montent et entraînent, par ce fait même, le chômage dans leurs industries exportatrices. Car ils ont le pouvoir et la responsabilité de régler les taux de change de leurs monnaies : pour les faire baisser, ils peuvent encourager les importations, investir agressivement à l'étranger ou, simplement, imprimer et vendre leurs propres monnaies. Mais c'est une pure tromperie de leur part de dire que, par cette action, ils soutiennent le dollar et d'engager, en plus, la coopération active de la Réserve fédérale.

En somme, on pourra dire que le dollar tombe seulement quand il y aura encore une inflation mondiale, comme dans les années 70. Alors aucune banque centrale ne pourra le sauver. En attendant, M. Chirac a raison de penser que la Bundesbank peut soutenir le franc, mais son dépit face au soutien du dollar paraît être mal fondé.

(*) Ancien secrétaire adjoint au Trésor des États-Unis (1970-1973).

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Rigidités de la cogestion

(Suite de la page 33.)

Mal jugé, le travail à domicile se refait une réputation, en particulier avec le télétravail.

Tout cela a pu être amplifié par le recours à une disposition particulière. Si 85 % des salariés de Siemens sont « sous le coup » de la convention collective, 3 % des cadres supérieurs ne sont pas soumis à des restrictions légales et 12 %, hors convention collective, ont signé un contrat individuel. Ils bénéficient de la protection sociale, mais leur statut, contrôlé par le comité d'entreprise, accorde quelque souplesse aux employeurs. A condition de justifier de leur durée de travail, ceux-ci peuvent leur demander des heures supplémentaires, et des modulations quotidiennes, hebdomadaires ou mensuelles.

Utiliser

les contraintes

Les employeurs allemands n'ont pas pour autant remis en cause la cogestion à laquelle ils sont accoutumés, facteur d'intégration des salariés à leurs entreprises. Au moment où la dimension humaine est si déterminante dans la compétitivité, les équipes dirigeantes ne voudraient pas sacrifier ces bonnes relations par un bouleversement des règles et des principes.

Elles savent d'ailleurs faire des contraintes un moyen de management. « Cela nous oblige à anticiper pour imposer une stratégie », reconnaît ainsi le Dr Klaus Fritzsche, à la Standort Elektrik Lorenz, et, à ce titre, comme dans toutes les sociétés de plus de 20 000 salariés, membre du directoire. Il faut laisser aux gens la possibilité d'agir quand il est apparemment encore

temps. « Nous savons qu'il y aura quatre, six ou huit semaines de discussion », ajoute-t-il. Aussi commence-t-on par annoncer une intention et non une décision, que nous faisons précéder d'une longue phase de préparation. »

Symbolique de l'esprit de la cogestion, la situation du « directeur du travail », associé aux choix du directoire, donc parfaitement informé des orientations stratégiques et nommé par un vote du conseil de surveillance de vingt membres (le président disposant de deux voix), dont dix représentants du personnel, des cadres et des syndicats. Ne pouvant être élu sans l'accord des salariés, il est, de ce fait, le garant d'un climat de compréhension mutuelle. « A chaque fois, il faut trouver par la négociation un accord sur la base d'intérêts différents », résume M. Friedrich Janssen, directeur des affaires sociales.

Quand il s'agit de se séparer d'une activité, comme lors de la vente de la division audiovisuelle au finlandais Nokia fin 1987, on s'efforce de convaincre ses partenaires, en étant assuré d'une quasi-confidentialité. Même l'intégration dans le groupe Alcatel NV, après la multinationale IIT, a pu être abordée l'année précédente sans trop de dommage.

« Cela prend du temps », admettent les directeurs du travail, mais cela contrarie rarement l'objectif initial. On peut fermer une unité, licencier des salariés, pourvu que l'on y mette les formes et les moyens. A terme, un accord peut se réaliser et la voix prépondérante du président permet de se sortir de situations délicates. Cette forme de collégialité fait dire aux dirigeants d'entreprise, en paraphrasant une formule célèbre, que ce système est encore le moins mauvais parmi tous les autres.

Mais la cogestion alourdit le fonctionnement des entreprises et ralentit leur nécessaire adaptation à une époque où il faudrait savoir prendre de la vitesse et réagir instantanément. Chez MBB, à Ottobrunn, on regrette ainsi de n'avoir pu créer de cercles de qualité, « dont le comité d'entreprise ne veut pas entendre parler ».

Cette innovation, d'origine japonaise, repose sur un sens du collectif qui est totalement contraire à celui que la cogestion exalte. Les choix sont parfois redoutables mais, en Allemagne, une option a été retenue qui ne peut être révisée, sous peine de ruiner un édifice, voulu après les divisions de 1933 puis les heures sombres du nazisme et de la guerre. Cela vaut bien d'y sacrifier quelques rêves.

ALAIN LEBEAUME.

* On peut lire, sur cette question, la *Réduction du temps de travail en Allemagne fédérale*, une étude de M. Alain LEBEAUME, publiée par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine, 4, rue de Téhéran, 75006 Paris, 234 p., 75 F.

AUTOROUTE A-821

CONTOURNEMENT NORD DE NANTES

Ouverture d'une section d'autoroute entre l'autoroute A-11 au lieu-dit « La Vieille Vigne » et la route nationale 137.

Bergement à 2 X 2 voies de la section comprise entre la route nationale 137 et la route nationale 165 au lieu-dit « L'Esplanade ».

COMMUNES D'ORVAULT, NANTES, LA CHAPPELLE-SUR-ERDRE ET CARQUEFOU

Avant d'ouverture d'une enquête publique relative au projet d'ouverture d'une section d'autoroute entre l'autoroute A-11 et la route nationale 137 et de l'élargissement à 2 X 2 voies de la section comprise entre la route nationale 137 et la route nationale 165.

Une enquête portant à la fois sur l'utilité publique de cette opération, l'attribution du caractère autoroutier à la section de voie nouvelle, la modification des plans d'occupation des sols des communes de LA CHAPPELLE-SUR-ERDRE et CARQUEFOU, se déroulera pendant 30 jours consécutifs du 25 février 1988 au 25 mars 1988 inclus.

La commission d'enquête sera constituée par :

Président : M. Claude BOUCHE, lieutenant-colonel du génie en retraite, demeurant 20, rue du Coudray à Nantes.

Commission enquêteurs :

— M. Maurice BROSSARD, ancien administrateur de la France d'outre-mer, chargé d'affaires au CEPME, en retraite, demeurant 9 A, rue André-Clement à Nantes (44100) ;

— M. André PELÉ, receveur honoraire de classe supérieure des PTT, en retraite, demeurant 27, boulevard du Général-de-Gaulle à Glandage.

Le siège principal de l'enquête sera situé à la préfecture de Loire-Atlantique à Nantes.

Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public, bureau porte 111, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

Un dossier d'enquête sera mis également à la disposition du public :

— à la mairie d'Orvault, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 ;

— à la mairie de Nantes, dans les locaux du Service Foncier, 11, bd Steingrad, porte D 108 (ex-manufacture des tabacs), du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;

— à la mairie de La Chapelle-sur-Erdre, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, le samedi matin de 8 h 30 à 11 h 30 ;

— à la mairie de Carquefou, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30, le samedi matin de 9 heures à 12 heures.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres d'enquête déposés dans les lieux mentionnés, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête, à son domicile précédemment indiqué.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête aux jours et heures suivants :

— à la préfecture de Nantes, bureau porte 111, les 24 et 25 mars 1988 de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ;

— à la mairie d'Orvault, le 18 mars 1988 de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ;

— à la mairie de Nantes, dans les locaux du Service Foncier, 11, bd Steingrad, porte D 108 (ex-manufacture des tabacs), le 21 mars 1988, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ;

— à la mairie de La Chapelle-sur-Erdre le 16 mars 1988, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ;

— à la mairie de Carquefou, le 14 mars 1988 de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à la sous-préfecture de l'arrondissement de Nantes et à la préfecture de Loire-Atlantique.

Toute personne concernée pourra demander communication de ces conclusions, ainsi que les réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis dans les mairies concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles de la voie publique.

ROYAUME DU MAROC

Régie autonome intercommunale de distribution de l'eau et de l'électricité de la province de Tanger — RAID — Tanger

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNAT. N° 11/88

Dans le cadre de l'investissement en son pouvoir de l'implémentation technique, la régie autonome intercommunale de distribution de l'eau et de l'électricité de la province de Tanger (RAID) projette la réalisation de l'extension du complexe hydraulique de Chert-el-Alah, avec la participation financière de la Banque africaine (BAF) et le fonds d'équipement communautaire (FEC).

Seules les entreprises des pays membres de la BAF et des pays participant au FAD sont admises à participer aux appels d'offres faisant l'objet du présent avis.

Les appels d'offres seront par conséquent soumis aux conditions suivantes :

LOT I — Travaux de G.C. — Fourniture et installation des équipements d'une station de refoulement de 2,3 M3/S (débit : 18 m3/s).

LOT II — Fourniture et pose d'une conduite d'amenée en béton précontraint Ø 600 L = 17 km. (débit : 17 m3/s).

LOT III — Fourniture et pose d'une conduite d'amenée en béton précontraint Ø 1000 L = 1200 L = 15 km. (débit : 17 m3/s). Les données peuvent être retirées au siège de la RAID (service approvisionnement), 20, rue Imam-Al-Chamali — Tanger — moyennant le paiement de la somme de :

— 2 000 DH pour le dossier du LOT I ;

— 1 500 DH pour le dossier du LOT II ;

— 1 500 DH pour le dossier du LOT III.

Les offres devront parvenir au nom du directeur de la RAID au plus tard le vendredi 25 avril 1988 à 16 h à l'adresse suivante : 20, rue Imam-Al-Chamali — R.P.M. 296 — Tanger — Maroc.



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

La Commission des Communautés européennes a l'intention de lancer un appel d'offres

(date de clôture probable : mi-mars 1988) pour la traduction de propositions de réglementations et de normes hautement techniques

dans les langues officielles et langues de travail des Communautés européennes et à partir de ces langues (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais).

Ces textes, nécessaires à la mise en œuvre de la directive 83/189/CEE, représenteront un volume de quelque 400 pages par mois et doivent être traduits avec rapidité et précision.

Les bureaux de traduction et autres entreprises qualifiées qui souhaitent recevoir un appel d'offres pour ce travail doivent prendre contact rapidement avec la Commission, de préférence par écrit, à l'adresse indiquée ci-dessous.

Commission des Communautés européennes, Direction de la traduction, B-1049 Bruxelles 4/7, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à Madame D. Sutherland, 161, Bruxelles 25/03.09.86.

ODOUL AGENT DE GARDE-meubles 42 08 10 30 16, rue de l'Atlas-75019 Paris

LE MONDE diplomatique

LA FAUTE GESTIONNAIRE

Février 1988

par CLAUDE JULIEN

L'« économisme » qui prévaut dans les milieux dirigeants s'inspire dans toute la pensée politique et sociale.

La priorité est donnée aux résultats de l'entreprise au détriment de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la couverture sociale. Claude Julien montre comment la logique gestionnaire des chiffres oublie les finalités humaines.

LE YEN

PETITE MONNAIE D'UN GRANT INDUSTRIEL.

Encore peu utilisée par Tokyo pour son commerce extérieur, quasi absente des réserves officielles de change des autres pays, la monnaie nippone est désormais en mesure de servir les ambitions de l'industrie financière japonaise. Alors que le dollar s'essouffit et que l'ECU n'a jamais pu s'affirmer, le yen apparaît un concurrent redoutable.

En vente chez votre marchand de journaux

السلامة

Rigidités de la cogestion

POINT DE VUE

Le bon moment pour investir

Aujourd'hui, les entreprises françaises ne sont pas mal placées. Elles ne doivent pas hésiter à prendre des risques.

par ALBERT MERLIN (*)

Les besoins de renouvellement du matériel : ce que l'on pourrait appeler la capacité de survie. On n'a guère remarqué que cette épargne nette était restée constamment négative de 1980 à 1985, que pendant toute cette période le simple maintien du capital productif supposait le recours à l'endettement !

Une compétitivité sous-estimée

Le renouveau est venu à partir de 1986, lorsque la remontée des résultats a permis de retrouver le seuil de survie, puis de le dépasser largement en 1987. Aujourd'hui, on peut estimer que les sociétés françaises, considérées globalement, disposent à nouveau de résultats permettant de financer leurs investissements nets : ceux qui vont au-delà du maintien, et contribuent à l'accroissement du stock de capital. C'est comme une armée qui, limitée aux armes défensives pendant des années, se trouverait dotée à nouveau d'armes offensives.

La reconquête des parts de marché perdues entre 1980 et 1985 n'est certes pas acquise d'avance ; mais elle apparaît désormais possible, du moins dans toute la mesure où ce rebond est lié au redémarrage de l'investissement. Seulement là encore, il ne faut pas attendre pour agir. C'est le bon moment, du moins pour les entreprises qui ne visent pas 1988 ou 1989 mais le long terme : celles qui raisonnent en termes stratégiques.

Dernier avantage — et non des moindres — jouant désormais en faveur des entreprises françaises : leur situation relativement confortable en matière de coûts indus-

triels. La rareté des données à long terme autorise des diagnostics erronés, ou du moins périlleux. N'entend-on pas affirmer, aujourd'hui encore, que les coûts de production français sont trop élevés ? Or, les économistes d'entreprise qui, par fonction, pointent régulièrement l'état du « cocktail » des coûts dans toutes les usines européennes dégagent tous les mêmes conclusions : au taux de change actuel, les usines françaises sont parfaitement compétitives en regard de celles des autres pays, y compris celles d'Allemagne fédérale.

Constatation qui n'étonnera pas l'observateur familier des courbes retraçant l'évolution des coûts salariaux par unité produite de part et d'autre du Rhin : ces coûts ne sont-ils pas restés stables en France depuis près de trois ans, alors qu'ils augmentaient de quelque 2,5 % par an en République fédérale ? Résultat : une compétitivité industrielle française qui s'améliore régulièrement. Qui l'eût cru naguère ? Qui le dit aujourd'hui ?

Décidément les entreprises françaises, en ce début 1988, ne sont pas si mal placées, comme toujours la tentation est grande de raisonner à partir de l'environnement mondial dans son ensemble, en supposant implicitement que les positions des divers acteurs restent intangibles. Rien de plus faux : qui oserait comparer, pour les trois ou quatre années qui viennent de s'écouler, les performances japonaises aux britanniques, les profits des entreprises allemandes à ceux des industries espagnoles ? Au sein d'un environnement donné, les chances et

risques ne sont jamais répartis de façon homogène. Pour une fois, les Français ont des atouts, ce serait dommage de ne pas les jouer.

En réalité, pour les firmes françaises comme pour les autres, la véritable difficulté n'est pas l'incertitude conjoncturelle mais le risque industriel, que le foisonnement technologique rend beaucoup plus pesant qu'autrefois. On peut, certes, renâcler devant l'obstacle, mais la conjoncture ne doit pas servir d'alibi. Quand celle-ci sera de nouveau en plein essor (mais quand ?), il y

aura certes moins de risques. Mais si, entre-temps, la chance était passée ?

Aux dernières nouvelles, les échos recueillis auprès des chefs d'entreprise de l'Hexagone seraient plutôt réconfortants. Leurs intentions d'investissement paraissent se maintenir à un bon niveau et leur moral tient bon, souvent mieux qu'autrefois et outre-Atlantique. Voilà qui est encourageant, et semble dérogier par rapport à ce que nous indiquait la froide mécanique des modèles économétriques. Tant mieux.

CORRESPONDANCE

La contorsion financière

L'information donnée dans le Monde du 5 janvier par M. Robert Pelletier, directeur général de l'Association française des établissements de crédit, sur la création d'un « espace financier européen » est précieuse. En grande majorité, les Français ignorent que, dans la plupart des pays de la Communauté, les revenus des obligations, pour ne parler que d'eux, étaient exonérés d'impôt, de facto sinon de jure.

M. Pelletier met en évidence les conséquences néfastes de cet isolement fiscal sur le financement de l'économie : le simple bon sens suffit pour deviner que les entreprises sortent d'autant plus performantes que leurs frais financiers sont moins élevés. Bien des retards trouvent ici leur raison.

L'auteur a eu la bonne grâce de ne pas ironiser en rappelant le caractère que les gouvernements ont cherché à apporter à cette situation par le jeu des bonifications d'intérêt : l'impôt fait monter les taux, une partie de la recette est reversée pour les faire baisser, avec, au passage, des monceaux de papiers, et de dossiers improductifs. Du grand art dans la contorsion financière.

Quelques chiffres permettront de mesurer l'ampleur du handicap résultant d'une telle originalité par rapport à la pratique internationale. En taux apparent, pour offrir le

même rendement que les obligations allemandes, les obligations françaises doivent afficher une rémunération supérieure de 27/73, soit 37 % de plus.

Trois quarts de siècle d'inflation ont appris à raisonner en taux réels, et là, le résultat devient surprenant. En RFA, sans impôt, le taux réel est naturellement le taux apparent moins le taux d'inflation. Avec 1 % d'inflation, un taux apparent de 6 % suffit pour obtenir un taux réel de 5 %. Avec 3 % d'inflation en France, pour passer à un taux réel de 5 % après impôt, un taux apparent de 10,98 % est nécessaire. Cinq points d'écart pour deux d'inflation !

Les mêmes calculs, si simples qu'on omet de les faire, nous apprennent qu'avec 6 % d'inflation un taux réel de 3 %, après impôt de 27 %, exige un taux apparent de 12,3 % et que, si ce dernier était fixé à 8,2 %, le taux réel après impôt serait nul et négatif en dessous.

Frontières closes, dans le passé, les gouvernements français ont pu, à leur guise, peser sur les taux, quitte à ce que la rémunération réelle de l'épargne devienne dérisoire, mais demain ? Décidément, que de surprises l'Europe nous réserve !

PIERRE LAGET, ancien banquier.

La relance au Japon : un relais irréaliste

(Suite de la page 33.)

Les exportateurs nippons ont, en effet, développé des gammes de production conçues pour un marché internationalisé, dont les Etats-Unis sont un élément essentiel, et qui ne pourra trouver de substitut dans la relance de la demande intérieure japonaise. Les produits de grande consommation dont les exportateurs japonais ont fait leurs choux gras — électronique grand public, optique, jouets, automobile, micro-informatique — sont dépendants du marché américain. En 1986, l'excédent commercial nippon dans le secteur manufacturier était réalisé pour plus de 40 % aux Etats-Unis.

A l'opposé, les besoins des ménages nippons en produits exportés par leur industrie sont déjà très largement satisfaits, pour ne pas dire saturés, en ce qui concerne de nombreux équipements. Ainsi, en 1986, le nombre de téléviseurs couleur pour 100 ménages atteignait 174,7 unités ; celui de réfrigérateurs : 114 ; celui de machines à laver : 106,5 ; de voitures de tourisme : 84,5 ; de chaînes hi-fi : 67 ; etc.

Cette observation est également valable pour les produits nouveaux que l'industrie nipponne entend développer. En effet, ces équipements destinés surtout à un large public dans les domaines de l'électronique, de l'automobile ou de la micro-informatique qu'à de macro-acheteurs dans le domaine des télécommunications, des transports ferroviaires ou des ordinateurs de très grande puissance ne peuvent être rentabilisés qu'à l'échelle du marché mondial dont les Etats-Unis sont un élément essentiel.

Par conséquent, une cure d'austérité outre-Atlantique, qui devrait nécessairement durer plusieurs années pour rétablir durablement les finances américaines, entraverait la diffusion de ces nouveaux produits. Dans ces conditions, les firmes nipponnes pourraient être tentées de ralentir le renouvellement de leurs productions et de camper sur leurs positions commerciales acquises, quitte à fournir un effort financier important pour comprimer leurs marges et leurs charges salariales.

Le réajustement commercial, atteint grâce à l'austérité américaine, se ferait « par le bas » dans un contexte de récession et de montées des tensions internationales, comme en a déjà témoigné le doublement des droits de douane sur les importations de composants électroniques japonais, en 1987.

Ces contradictions structurelles sont renforcées par des problèmes financiers qui pourraient accélérer l'échec des politiques de relance. En premier lieu, le financement de la relance intérieure japonaise devra trouver des moyens.

Les contraintes financières

Jusqu'à présent, les autorités japonaises ont procédé à des émissions d'emprunts sur un marché intérieur où les liquidités sont, il est vrai, assez abondantes. Mais la dette publique nipponne nette devait atteindre, à la fin de 1987, avant même la prise en compte des relances exceptionnelles, 26,6 % du PNB, soit à peine moins que la dette américaine et plus que la dette ouest-allemande ou française. Les charges d'intérêts représentent déjà plus de 20 % des dépenses publiques dans l'empire du Soleil-Levant.

Cela explique pourquoi les autorités japonaises ont compensé les mesures de réduction de l'impôt sur le revenu, décidées en 1987, par une amputation de 10 % des crédits de fonctionnement des administrations et par un relèvement de la fiscalité de l'épargne, qui ne peuvent qu'atténuer l'effet de relance attendu. Par ailleurs, ces contraintes financières ne permettent pas aux autorités nipponnes de faciliter, par les commandes publiques, la coopération entre les grandes firmes japonaises et américaines autour de projets industriels communs.

Notons également que les capitaux utilisés par le Japon, pour financer les relances, risquent de limiter les placements nippons sur le marché financier américain. Ces placements sont pourtant devenus indispensables à la couverture du déficit outre-Atlantique. Selon l'OCDE, les

investisseurs japonais auraient acheté près de la moitié des bons du Trésor mis en adjudication par le gouvernement américain en 1986.

En vérité, les politiques de relance pourraient créer un effet de strangulation financière de l'économie américaine si elles conduisaient les prêteurs japonais à se dégager du marché américain. Cela précipiterait une récession mondiale, bien avant que les conséquences bénéfiques des relances dans les pays excédentaires ne puissent se faire sentir.

On sait, en outre, que la Bourse de Tokyo a réussi, jusqu'à présent, à limiter sa baisse et qu'un effondrement du Kabuto Cho risquerait de précipiter l'ensemble des Bourses occidentales dans un sabbat. Or cette relative bonne tenue est due à l'abandonnement permanent du marché des valeurs de Tokyo par de gros investisseurs. Il existe donc déjà des forces profondes qui jouent en faveur d'un rapatriement des capitaux japonais et d'une récession aux Etats-Unis. Point n'est besoin de les attiser.

Les résistances auxquelles se heurtent les politiques de « relais » ne sont, tout compte fait, que le reflet de l'instinct de conservation du système économique international. Une sortie dynamique de la crise exigerait, en réalité, une coopération industrielle dans les secteurs de pointe que les firmes recherchent souvent spontanément, en multipliant les alliances, comme dans l'électronique.

Les Etats devraient favoriser cette intégration par des commandes publiques groupées, financées par la création de liquidités internationales. De cette façon, les pays excédentaires pourraient développer des productions nouvelles sans avoir à rapatrier leurs capitaux, et les pays déficitaires pourraient restructurer leurs industries sans s'imposer des cures d'austérité, dont l'histoire économique montre qu'elles sont au rétablissement économique ce que la médecine de Molière était à la médecine : des purges sans issue.

SENIGE FEDERBUSCH

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1987

Le Monde

KRACH

La chute du dollar a révélé la fragilité du système monétaire international et le déréglage mondial des échanges. Face aux excédents allemands et japonais, le géant américain trébuche. Fera-t-il basculer dans la récession les autres pays industriels ? La crise financière d'octobre ne doit pas masquer les bons résultats de 1987 : une croissance qui continue sur sa lancée, un chômage qui se stabilise ou régresse.

Le « Bilan économique et social » — véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde — rassemble les dernières statistiques, commente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement socio-politique.

AU SOMMAIRE

- La situation en France : Le bilan à la veille de l'élection présidentielle. Un commerce extérieur inquiétant. Une année plutôt positive malgré la crise boursière.
- L'environnement international : La montée de l'Asie : Japon, Taiwan, Corée du Sud, Singapour et Hongkong. La résistance des pays occidentaux. La dette de l'Amérique latine.
- Le dollar : L'épopée du dollar de 1967 à 1987, les graphiques et les principales étapes de son évolution. Un dossier spécial en couleurs, largement illustré.
- Cent cinquante pays à la loupe : Les correspondants du Monde décrivent l'activité économique pays par pays.



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 45 F OU PAR CORRESPONDANCE

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

NOM _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Localité _____
Nombre d'exemplaires : _____ x 50 F (frais d'expédition inclus) : _____

Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter. Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

Le Monde Service des ventes au numéro 7, rue des Filles, 75427 PARIS CEDEX 03

LE MONDE diplomatique

LA FAUTE GESTIONNAIRE

de CLAUDE JUTIN

LE YEN PETITE MONNAIE DE GRAND EMPLOI

Le yen, petite monnaie de grand emploi, est devenu le symbole de la puissance économique du Japon. Cette monnaie, qui a connu une forte dévaluation en 1949, a depuis lors subi de nombreuses fluctuations. Elle est aujourd'hui l'une des monnaies les plus fortes du monde. Cette monnaie, qui a connu une forte dévaluation en 1949, a depuis lors subi de nombreuses fluctuations. Elle est aujourd'hui l'une des monnaies les plus fortes du monde.

La chronique de Paul Fabra

IMPLICITEMENT ou explicitement, il est admis que l'introduction des méthodes informatiques de gestion constitue un facteur radicalement nouveau de nature à changer le fonctionnement des marchés, et surtout des marchés boursiers. Même si on ne tombe pas dans l'énorme panneau du « c'est la faute à l'ordinateur » pour expliquer le krach du 19 octobre (voir notamment les chroniques du 2 février 1988 et du 3 novembre 1987), cette proposition apparaît évidente. Inutile donc, dira-t-on, de la discuter. Il se pourrait au contraire que, dans l'intérêt d'une modernisation bien comprise de la Bourse, il convienne de se demander en quoi consiste au juste la nouveauté.

Si l'on adopte le point de vue d'un homme qui ne serait que technicien, il n'est pas douteux qu'on se trouve en présence d'une véritable novation au sens fort et originel du terme. A la limite, l'informatique n'est pas en train de perfectionner le marché de Paris tel qu'il existait ; elle est en train de nous en créer un tout neuf qui remplace l'ancien. L'adoption du système CATS (Computer Assisted Trading System) transposé de celui qui fut mis au point à Toronto (en service également à Tokyo et demain à Madrid) permet une grande souplesse d'utilisation. Les variations d'écarts entre les cours du comptant et les cotations à terme sont diffusées instantanément sur un marché élargi autant que l'on voudra.

Les mêmes techniques sont en mesure d'assurer pratiquement sans délai l'exécution des ordres reçus de la clientèle. Sans de pareilles facilités, hier encore hors de portée, il eût été impossible d'envisager, sans augmentation prohibitive des frais, l'instauration d'un marché en continu, où plus de cent titres sont déjà cotés.

Regardées du point de vue de l'économiste, ces innovations, pour

Vive l'ordinateur, à bas le casino !

spectaculaires qu'elles soient, n'en sont pas. Dans son esprit, elles n'ont rien changé. C'est comme si on trouvait tout d'un coup un procédé commode pour réaliser le vide absolu dans une portion de notre espace terrestre. Le physicien serait en droit, après avoir félicité l'inventeur, de lui dire : « Pour moi, cela ne change rien, car depuis longtemps je fais abstraction des frottements de l'air, et c'est sur cette hypothèse que j'ai établi mes lois. »

D'une certaine façon, l'ordinateur mis au service des marchés permet de leur conférer pour de vrai les caractéristiques imaginées par les économistes depuis l'origine de leur science pour la commodité de leur raisonnement et l'élégance de leurs formules. Pour simplifier les choses, ils supposaient un marché immédiatement sensible aux plus faibles variations de l'offre et de la demande, ce qui impliquait une diffusion immédiate des informations.

Le principe du prix unique relevait des mêmes hypothèses en vertu desquelles, et surtout, la transmission de toutes ces informations pouvait nécessairement y parvenir s'opérant avec la vitesse de la lumière et sans frais. Le « monde sans frottements » des économistes avait soulevé beaucoup de critiques pour son irréalisme. Avec le temps, ceux-ci avaient essayé de le rendre moins abstrait en introduisant progressivement certaines complications. C'est ainsi que fut introduite la notion de « coûts de transaction » qu'on avait d'abord considérés comme négligeables.

Ce très bref rappel de la démarche traditionnelle des théoriciens pourrait justifier les conclusions les plus pessimistes sur l'économie de

ce marché. Celle-ci n'aurait pendant longtemps existé qu'à titre de fantaisie technique de son fonctionnement, dans le temps et l'espace, n'étant pas réalisée.

Aujourd'hui, ces conditions sont presque à notre portée, mais le système risquerait de se bloquer à cause précisément de l'informatique qui, pour la première fois, rend possible la « transparence » des marchés. Derrière l'impression de ce « des » se profile la cause d'un très grave malentendu. Il ne cesse depuis un demi-siècle (en réalité depuis beaucoup plus longtemps) de fausser le débat.

CONTRAIREMENT à ce qu'une longue expérience montre de la façon la moins équivoque, les économistes modernes, libéraux et dirigistes confondus, restent accrochés à l'idée que la Bourse fournit le modèle le moins imparfait de ce que les théoriciens appellent un marché. Cela ne peut s'expliquer en définitive que par l'idéologie qui sous-tend la « science économique » contemporaine.

Sur le marché des biens manufacturés et d'une partie des produits agricoles, ainsi que sur celui des services, la compétition détermine celle qui joue du côté des offreurs. A telle enseigne que, sauf pendant les périodes de grand trouble (d'origine monétaire, neuf fois sur dix), les prix de vente sont déterminés par des facteurs beaucoup plus objectifs que subjectifs. Qu'on observe dans les pays ouverts sur le monde extérieur l'évolution du prix des automobiles, des téléviseurs ou des composants électroniques. Ces prix, sauf exceptions qui tendent à se raréfier au fur et à mesure que les marchés s'inter-

nationalisent, collent étroitement aux coûts de revient ; chaque fois que, dans tel ou tel secteur dont l'essor est stimulé par une nouvelle technologie, des profits anormalement élevés apparaissent, on assiste à la ruée de nouveaux producteurs.

L'offre accrue fait disparaître les marges anormales comme maints innovateurs de la Silicon Valley en ont fait l'expérience parfois fatale. Bref, la rationalisation économique impose ses lois sur la plupart des marchés de produits et de services. Si, poussant plus loin l'observation, on cherchait, derrière les coûts de revient exprimés en monnaie, à quantifier en heures de travail le temps nécessaire pour fabriquer tel ou tel produit ou rendre tel ou tel service, on s'apercevrait de certaines corrélations qui confèrent à tout le système sa cohérence (le lien entre la productivité du travail et l'échelle des prix).

Mais, pour des raisons qui s'expliquent par leur parti pris en faveur de la « demande », les économistes modernes, au lieu de chercher leur modèle dans les marchés de biens et de services, pourvus d'une régulation quasi automatique grâce à la discipline du prix de revient, préfèrent le découvrir dans des marchés qui, de près ou de loin, ressemblent à une salle d'enchères. Là, l'offre est toujours d'une façon ou d'une autre limitée (c'est le cas pour le nombre de titres en circulation sur un marché boursier), tandis que la capacité d'achat des demandeurs, parmi lesquels les spéculateurs jouent un grand rôle, est directement influencée par des facteurs externes tels l'abondance du crédit, l'afflux de capitaux étrangers liés à des phénomènes de balances des paiements généralement mal analysés.

En conclusion, moins un marché s'apparente à un marché de produits et de services, plus il est vulnérable. Le fonctionnement de la Bourse devrait pour cette raison faire l'objet de précautions particulières. C'est pourtant sur ce genre de marché que porte en priorité la déréglementation. Il ne s'agit pas de multiplier les interdictions ni surtout d'empêcher le libre jeu entre le comptant et le terme, mais de veiller à ce qu'il ne soit pas détourné de ses fins. Il est urgent de défendre les marchés financiers contre la tentation permanente née de l'instabilité et qui les conduit à des pratiques propres à l'exacerbation.

LA tâche est difficile, car ce qui est requis est une réflexion d'ensemble sur les conditions du fonctionnement d'un marché. Les Américains, qu'on essaye d'imiter, n'y sont pas préparés. Pour eux, il suffit qu'un instrument soit « sophistiqué » pour qu'il soit recommandable.

Exemple de mécanisme probablement déstabilisateur : les marchés à terme sur indices boursiers. A quel sert un indice ? A décaler la tendance générale du marché à partir de l'observation des cours d'un certain nombre de titres. La tendance ainsi dégagée n'a des chances d'être significative qu'à la condition que la cotation de chaque titre soit déterminée pour l'essentiel par des facteurs qui lui sont propres (en relation avec les résultats de la société). Mais qu'en est-il si les investisseurs jouent l'indice et non pas chaque action en particulier ? Le CCF est en train d'étudier l'adaptation en France d'un marché privé d'options sur indices boursiers. Il ferait bien d'y réfléchir à deux fois. Quant au gouvernement, son rôle n'est pas de laisser miroiter à quelques professionnels l'espoir de gagner de l'argent dans un casino. ■

Notes de lectures

par Alfred Sauvy

JEAN-PIERRE CHARVET

Le désordre alimentaire mondial

Surplus et pénuries ; le scandale

Cet excellent ouvrage du maître de conférences à Paris-X ne pêche guère que par le titre, inutilement provocant, et par l'introduction. Il déclare, informe, donc « affranchit » le lecteur, sans lui imposer des solutions.

Ordre logique : entre la première partie, consacrée à l'alimentation, donc à la demande (disons plutôt aux besoins) et la troisième, sur l'offre de produits agricoles, se place un exposé sur le « effet de King », assurément le seul économiste britannique ancien à être connu — et maudit — dans les chaumières européennes ou provinciales (au-delà d'un certain niveau, récolte meilleure signifie récolte plus basse).

La politique des pays industrialisés est aussi bien décrite que mal nommée (en style « américain », « la stratégie dans les pays industrialisés »). Préférable, à tout prendre, aux missiles, la lutte entre la PAC (politique agricole de la Communauté) et le grainier américain. Bon aperçu de la situation du Japon.

Et voici qu'entre en scène le prolétariat tiers-monde. Dénoncés une fois de plus, les dangers de l'aide alimentaire, qui, en soulageant les villes, accélère l'exode rural. Et nous traversons le monde : la Chine, les pays socialistes européens, le GATT, la CNUCED, rien ne manque.

Quelques lignes bien venues sur la dette des pays pauvres, mais une fois de plus aucun appel en faveur de l'enseignement agricole, dans les pays dont la pauvreté n'est guère faite que de l'incapacité à utiliser leurs richesses.

* *Haitier* (imprimé en Italie). Paris 1987. 18,5 cm. 256 p., 49,90 F.

FRANÇOIS JEAN

La dette, catastrophe ou mutation

Il n'est pas près de quitter l'actualité, ce sujet si apte à provoquer de temps à autre des poussées de fièvre politique. Il s'agit ici des actes du colloque organisé par la fondation Liberté sans frontières, le 27 février 1986. Presque tous les auteurs appartiennent à des pays industrialisés.

Quatre parties, dont l'une est consacrée à l'Amérique latine. Yves Berthelot (CNUCED ex-CEPII) ouvre le feu en rappelant la responsabilité des pays industrialisés dans la crise de 1982 et ses suites. L'austérité impo-

sée ayant entraîné une diminution des investissements, le cercle paraît d'autant plus vicieux que les résultats sont encore aggravés par la hausse des taux d'intérêt. (En revanche, la baisse du dollar a été favorable, mais depuis...)

Michel Fouquin compare les voies, si divergentes, de la Corée et du Brésil : deux pays où la répartition des revenus privés a joué un rôle important. Espérance à Duran, du Colegio de Mexico, présente des aventures « latines », bien différentes sur les moyens utilisés, mais beaucoup moins par les résultats. L'emprunt a été prêté aux investissements étrangers, avec d'autant plus de raison que les taux d'intérêt réels ont été longtemps négatifs. Perspectives sombres, mais, comme le montre le « Plan austral », l'austérité est mieux supportée, quand elle n'est pas imposée de l'extérieur.

En Afrique, au sud du Sahara, Patrick Guillaumeont, le monétariste de Clermont-Ferrand, distingue non seulement les pays pétroliers des autres, mais ces derniers selon leur dimension. Les petits pays doivent s'endetter plus que les grands : relation étroite entre l'instabilité des exportations et le taux d'endettement.

Mais que dire devant ce singulier conseil : « Un suppléant d'écrit... devrait pouvoir éviter des crises d'endettement qui, pour ces pays, seraient dramatiques » ? Comédiens, tragédiens ?

En annexe, quelques graphiques, dont l'austérité ne dissimule pas le caractère dramatique et laisse prévoir de nouvelles aventures.

* *Liberté sans frontières*. Paris 1987. 23,5 cm. 151 p., 80 F.

GÉRALD MESSADIE

Requiem pour un superman

La crise du mythe américain

Rédacteur en chef adjoint de *Science et Vie*, l'auteur a déjà, à diverses reprises, fait preuve, disons, de vivacité. C'est un sévère réquisitoire qu'il nous donne ici, en vue de dissiper les images roses, si familières à de nombreux Européens. Il est certes folle de débattre sur Warhol ou de rappeler la fameuse prévision de Valéry sur l'Europe soumise à une commission américaine, mais le mariage des chiffres est un art plus délicat, qui peut se heurter à des adversaires plus soucieux de faire prévaloir l'examen profond sur le préjugé. C'est surtout sur le plan économique que nous nous plaçons ici.

Plus solide, mieux assise que la critique directe est celle des illusions entretenues par les médias ; mais estimer qu'il n'y a « quasiment rien » à New-York en dehors des gratte-ciels et de deux musées ou annoncer que la mortalité infantile est aussi élevée aux États-Unis que dans les pays les moins développés, c'est, sans doute, manquer son objectif. Les adversaires sont moins vulnérables que les chiffres. En fait, la production industrielle et le chômage ont, depuis le second choc pétrolier, évolué, là-bas, plus favorablement qu'en France.

La crise financière d'octobre est, certes, venue à point avec le classique rappel du vendredi noir de 1929, mais la suite confirme combien est mal connue, après un demi-siècle, la crise appelée, non sans raison, la grande. Que l'évocation de la politique économique de Roosevelt soit particulièrement romancée n'a rien de normal ; peu d'hommes ont aussi bien assuré leur réputation posthume : la guerre étant, bien entendu, mise à part.

Avec moins de noir et plus de gris, l'auteur n'écrit pas mieux atteint son objectif ?

* *Robert Laffont*. Essai, Paris 1985, 22 cm, 306 p., 92 F.

CATHERINE COLLOMP,
MARIANNE DEBOUZY
et SYLVIE LE BARS

Les salaires dans l'Amérique de Reagan

Catherine Collomp, maître de conférences à Paris-XII, Marianne Debozy, professeur à Paris-VIII, et Sylvie Le Bars, maître de conférences à Nancy-II, nous offrent un intéressant ouvrage sur un sujet un peu plus large que ce que suggère le titre : il s'agit de l'organisation syndicale et sociale aux États-Unis, même avant l'avènement du président Reagan, mais les salaires ne sont guère cités. Les articles reproduits ici ont été présentés lors d'un congrès organisé par l'Association française d'études américaines, en mai 1986. Cette étude a été subventionnée par le Centre d'études sur le syndicalisme nord-américain de Paris-XII et le Centre de recherches pour l'étude des sociétés américaines et britanniques de l'université de Nancy-II.

Depuis le temps, déjà lointain, de la puissance des CIO, les syndicats ont, aux États-Unis, perdu en force et en moyens. Moins d'un salarié sur cinq est syndiqué ; pour les femmes, 13 % seulement. Le travail à domicile laisse d'ailleurs peu de place à l'action syndicale.

Il y a, nous est-il dit, trois attitudes patronales à l'égard des syndicats : la méthode dure, la méthode paternaliste et la méthode « scientifique », qui utilise des techniques spécialisées. Il peut, par ailleurs, s'élever des conflits entre la base et les syndicats.

En tout état de cause, le syndicalisme est aussi global qu'en France ou en Angleterre. D'autre part, 70 % des travailleurs seulement ont une couverture médicale. Selon Milton et Rose Friedman, le pays est, de plus en plus, divisé en deux classes : l'une qui reçoit l'aide sociale et l'autre qui la finance. Tout est dans l'interprétation, mais il se dégage quelques odeurs de rétrograde siècle.

L'action syndicale semble efficace, puisque, dans les secteurs où il y a un syndicat pour négocier les salaires, ceux-ci sont de 30 % plus élevés. Encore faudrait-il localiser la cause et l'effet et surtout distinguer les branches. Inégalités considérables dans la durée du travail : à Flint (Michigan), un tiers de ceux qui travaillent font des semaines de 60 à 70 heures.

Ce réquisitoire discret serait utilement complété par des résultats de comptabilité nationale, notamment par une comparaison entre l'évolution des salaires et celle du PIB.

* *Presses universitaires de Nancy*. Nancy 1987. 24 cm. 168 pages, 78 F.

PHILIPPE BRILLARD

La place financière suisse

Politique gouvernementale et compétitivité internationale

Bien des Français ne connaissent la Suisse que par ses stations de tourisme et sa position de refuge pour des capitaux menacés. Plus d'un s'étonne aussi qu'un pays de bergers, sans ressources naturelles, ait pu atteindre un si haut niveau industriel. Plus remarquable encore, peut-être, le rôle important joué par ce pays en tant que place financière.

C'est la première analyse systématique de la capacité compétitive de cette place financière qui

nous est donnée ici. Un trésor multiforme, dont nous ne pouvons présenter ici que quelques pièces. La banque et les sociétés financières représentent cent mille emplois, soit environ 3 % de la population active et fournissent 6 % du PIB.

Une étude des systèmes bancaires américain, japonais, anglais, allemand (mais non français) est suivie d'un exposé sur la législation des cartes (peu sévères) et d'une mention des progrès des sociétés étrangères depuis une génération. Un important chapitre sur le secret bancaire, en rapport avec le code civil et le droit privé. Rappel, à cette occasion, de quelques affaires retentissantes (Marcoris, Duvalier, Irangate). L'administration fiscale n'a pas, dans les banques, un accès aussi étendu qu'en France.

Dans la masse abondante des informations, un tableau présente le curieux résultat d'un placement de dollars, en divers pays, de 1970 à 1980, en actions (en tête et de loin, Hongkong), en obligations (en tête, la Suisse) et en liquide (en tête, le Japon). Le dernier chapitre concerne la politique nationale et les perspectives d'avenir. Un monument : de précieuses lumières. Avec une bibliographie.

* *Institut universitaire d'études européennes*. Éditeur Georg Olms 1987. 30 cm. 317 p., 790 F.

FRANÇOIS VELLAS

Les échanges Sud-Sud

Entre les quatre points cardinaux, six liaisons, deux à deux, sont possibles ; mais entre les trois grands groupes dans le monde, occidentaux (Nord), socialistes de l'Est et pays peu développés (Sud), leur nombre est réduit à trois. Les relations Sud-Sud, c'est-à-dire à l'intérieur du tiers-monde, ont, jusqu'ici, peu attiré l'attention. La professeure de Toulouse François Vellas nous les présente ici clairement, la source principale étant la CNUCED.

Longtemps très faibles, les échanges Sud-Sud augmentent assez rapidement non seulement en valeur et en volume, mais en proportion de l'ensemble : de 3,5 % du commerce mondial en 1970, ils sont passés à 7,8 % en 1980 et doivent dépasser aujourd'hui 10 %. En valeur, le poste principal est le combustible (pétrole), mais le progrès est notable sur les produits manufacturés : de 1975 à 1983, il a été de 1 % à 2,6 % en volume.

Laisant de côté le pétrole, nous retrouvons en tête les « quatre dragons », bien sûr (36 % de l'ensemble des exportations Sud-Sud), suivis d'assez loin par le Brésil, pièce maîtresse de l'Amérique latine. En Afrique, aucun pays en tête, comme facteur d'entraînement.

Digne d'intérêt, le secteur des médicaments, où nous retrouvons le rôle majeur du Brésil. Ses exportations dépassent 48 millions de dollars et s'étendent bien au-delà de l'Amérique latine. Le Sud est importateur de demi-produits, et sa dépendance s'accroît même en ce domaine. Cet ordre est curieusement inversé de l'ordre classique. Intervient ici l'action des multinationales, qui réalisent, sur les demi-produits, des économies d'échelle.

Les pays industriels, suggère le lecteur de l'ouvrage, risquent-ils d'être court-circuités et grièvement atteints, comme ils l'ont été déjà dans les textiles ? Une raison supplémentaire pour eux, peut-on penser, d'appuyer plus encore sur les techniques d'avant-garde.

* *Economica*. Paris 1987. 21 cm. 114 p., 48 F.

مكتبة لائل

Le Monde REGIONS

sino !

Un amphithéâtre de cent places, assorti d'un plateau de télévision, des salles de démonstration de matériel audiovisuel et d'enseignement assisté par ordinateur, un studio son, un banc de montage et des cabines de projection et de traduction simultanée, au total, trois millions d'investissements sur 550 mètres carrés : le Centre entreprise et communication avancée (CECA) doit être opérationnel le 1^{er} mars prochain sur le domaine de Villepreux, propriété de l'Aéropatiale, à 30 kilomètres du centre de Bordeaux.

Le CECA a pour vocation de promouvoir dans les entreprises une politique de communication avancée, de mettre en place et d'assurer le fonctionnement des moyens techniques nécessaires, enfin d'associer à ses missions les spécialistes en communication et les organismes de recherche et de formation.

L'Aéropatiale met des locaux à la disposition du centre, et ce gratuitement pour une durée de cinq ans. Les cotisations (180 000 francs par an pour les fondateurs, 40 000 francs pour les membres actifs) donnent droit d'accès aux moyens techniques du CECA, à des stages de formation dirigés par des spécialistes de la communication.

Le CECA disposera dans un premier temps d'un budget annuel de fonctionnement de l'ordre de 2 à 3 millions de francs. Le conseil régional d'Aquitaine et l'Etat ont financé chacun 500 000 francs d'investissements en 1987, dans le cadre du contrat de plan Etat-région. CECA, domaine de Villepreux, 33160 Saint-Aubin-de-Médoc. Tél. 56-57-31-01.

CHIFFRES. — Editée par la chambre régionale de commerce et d'industrie « Aquitaine », l'Aquitaine en chiffres est réalisée avec le soutien financier du Conseil régional d'Aquitaine et en collaboration avec l'INSEE. Cette brochure de 32 pages, très clairement présentée, donne un tableau économique à jour (chiffres de 1986 et parfois de 1987) de la région (10, place de la Bourse, 33076 Bordeaux Cedex.)

FRANÇOIS VELLAS

AQUITAINE

Bordeaux joue la communication

Un amphithéâtre de cent places, assorti d'un plateau de télévision, des salles de démonstration de matériel audiovisuel et d'enseignement assisté par ordinateur, un studio son, un banc de montage et des cabines de projection et de traduction simultanée, au total, trois millions d'investissements sur 550 mètres carrés : le Centre entreprise et communication avancée (CECA) doit être opérationnel le 1^{er} mars prochain sur le domaine de Villepreux, propriété de l'Aéropatiale, à 30 kilomètres du centre de Bordeaux.

Le CECA a pour vocation de promouvoir dans les entreprises une politique de communication avancée, de mettre en place et d'assurer le fonctionnement des moyens techniques nécessaires, enfin d'associer à ses missions les spécialistes en communication et les organismes de recherche et de formation.

L'Aéropatiale met des locaux à la disposition du centre, et ce gratuitement pour une durée de cinq ans. Les cotisations (180 000 francs par an pour les fondateurs, 40 000 francs pour les membres actifs) donnent droit d'accès aux moyens techniques du CECA, à des stages de formation dirigés par des spécialistes de la communication.

Le CECA disposera dans un premier temps d'un budget annuel de fonctionnement de l'ordre de 2 à 3 millions de francs. Le conseil régional d'Aquitaine et l'Etat ont financé chacun 500 000 francs d'investissements en 1987, dans le cadre du contrat de plan Etat-région. CECA, domaine de Villepreux, 33160 Saint-Aubin-de-Médoc. Tél. 56-57-31-01.

CHIFFRES. — Editée par la chambre régionale de commerce et d'industrie « Aquitaine », l'Aquitaine en chiffres est réalisée avec le soutien financier du Conseil régional d'Aquitaine et en collaboration avec l'INSEE. Cette brochure de 32 pages, très clairement présentée, donne un tableau économique à jour (chiffres de 1986 et parfois de 1987) de la région (10, place de la Bourse, 33076 Bordeaux Cedex.)

NORD-PAS-DE-CALAIS

Dunkerque loge sa « communauté »

Plus de 12 000 mètres carrés de bureaux, répartis sur huit étages, deux vastes halls couverts d'une verrière, une salle de conseil en amphithéâtre prévue pour accueillir cent vingt personnes, dotée d'un système de transmission vidéo, ainsi se présente le nouvel hôtel de la communauté urbaine de Dunkerque, qui vient d'être inauguré par le président de la République.

D'une architecture résolument moderne, il n'en respecte pas moins le style local, en faisant simplement appel à la brique, à la pierre calcaire et au verre, utilisés tant en façade qu'en toiture. Sa conception représente un petit exploit technique. Il est en effet érigé à la fois sur un perron et sur une ancienne falaise. Pour assurer la structure de béton, les constructeurs ont dû forer les pieux à 25 mètres de profondeur, afin de retrouver un sol stable. Ainsi, il domine, à quelque 40 mètres, les eaux du port. Coût : 120 millions ; ouverture en mars prochain.

Etudiants en cartes

Mille étudiants lillois sont déjà équipés d'une carte à microprocesseur qui leur sert de dossier et de passeport. Il s'agit d'une expérience qui devrait être étendue aux dix-sept mille étudiants de l'université des sciences et techniques de Lille-Flandres-Artois.

L'étudiant conservera cette carte plus de cinq années. Elle lui servira dans toutes ses démarches administratives et pédagogiques au sein de l'université, mais également auprès des autres organismes liés à la vie de l'étudiant : CROUS, bibliothèques, universités, différents services d'orientation, réduction dans les salles de cinéma ou les bibliothèques.

L'ensemble des prestations liées à la conception des logiciels (système

SAISON TARDIVE POUR LES ALPES

La neige, enfin...

Les chutes de neige d'une hauteur de plusieurs dizaines de centimètres intervenues au cours du dernier week-end sont une bénédiction pour les stations de sports d'hiver françaises qui souffraient depuis le début de la saison de sécheresse d'un très important déficit d'enneigement.

Dans la quasi-totalité de l'arc alpin, la neige fut en effet absente des pentes situées en dessous de 1 800 mètres d'altitude pendant toutes les vacances de Noël et jusqu'à la fin du mois de janvier. Au-dessus la neige laissait apparaître des cailloux et interdisait le ski hors pistes. Dans les stations, un énorme travail fut entrepris par les services des pistes pour entretenir les domaines skiables et réparer, grâce à l'apport de neige transportée par des camions ou des luges, les parties les plus usées par le passage des skieurs.

Au manque de neige s'ajoutent des températures exceptionnellement douces qui rendent souvent impossible l'utilisation des canons à neige, le thermomètre ne parvenant pas à descendre, en raison d'un phénomène dit d'inversion des températures constatées entre 800 mètres et 1 800 mètres d'altitude, en dessous de moins trois degrés, limite supérieure pour la production de neige artificielle.

Toutes les stations de moyenne et de basse altitude des Alpes du Nord furent victimes de ce « mauvais » temps. Certaines, notamment dans les massifs du Vercors et de la Chartreuse, dans l'Isère, durent attendre les tout derniers jours du mois de janvier pour mettre en service leurs remontées mécaniques. La station d'Aurama, qui devait accueillir le dimanche 24 janvier quinze mille fondeurs pour la célèbre Foulée blanche, dut renoncer à organiser cette populaire manifestation dans l'attente de jours plus favorables.

Les employés saisonniers des remontées mécaniques furent mis au chômage technique, les loueurs de matériel laissèrent leurs spatules dans les réfectoires et les moniteurs de ski vagabondèrent

leurs occupations d'été comme celles de charpentiers, d'agriculteurs, de guides ou de maîtres nageurs.

Près de la moitié des moniteurs employés dans les stations n'ont pu travailler et, comme ce sont des travailleurs indépendants, n'ont rien gagné durant tout le début de saison. Les hivers marqués par un très fort déficit d'enneigement ne sont pas toutefois exceptionnels. Ainsi en fut-il pour la saison hivernale 1963-1964. Lors des Jeux olympiques de février 1968 à Grenoble, la neige se mit à tomber quelques jours seulement avant le début des compétitions. Alors qu'une sorte de noria de camions militaires avait amené pendant les semaines précédentes la neige nécessaire, ces derniers, après une chute de neige de 1,50 m

survenue en quelques heures, furent contraints de refaire leur travail dans le sens inverse. En 1970 il fallut attendre le 27 janvier pour voir apparaître les premiers flocons. Ce fut alors le point de départ d'une période de sept semaines de chute de neige quasi ininterrompue. Cet hiver-là fut marqué par de terribles avalanches, comme celle de Val d'Isère qui ensevelit, le 10 février, trente-neuf personnes réunies dans la salle de restaurant du chalet de l'UCPA.

« Le moment est venu de s'interroger sur le degré de dépendance des stations de ski face aux caprices de la météorologie et sur les moyens à mettre en œuvre pour le réduire », explique Jean-Guy Cupillard, maire de l'Alpe d'Huez et président de l'association Ski-France, qui assure la promotion des villages

de montagne. La « crise » de l'enneigement des pentes et des dômes a montré la fragilité d'un secteur économique qui repose totalement sur la qualité et l'épaisseur de son tapis blanc et qui a investi depuis le début des années 80 entre 700 millions et 800 millions de francs chaque année pour moderniser et renforcer son parc de remontées mécaniques.

Les stations de basse et moyenne altitude, devenues de véritables entreprises aux performances commerciales souvent remarquables lorsque la neige est au rendez-vous, sont aussi des lieux à hauts risques climatiques quand la neige est absente.

Longtemps décriées en raison de l'agression qu'elles peuvent représenter pour le milieu alpin, les stations de haute altitude perchées comme Val-Thorens ou Tignes, au-dessus de 2 000 mètres d'altitude, ont fait une nouvelle fois la démonstration qu'elles étaient des îlots de prospérité dans une montagne en crise. Une avalanche de skieurs les a submergées à Noël, et pendant tout le mois de janvier, en faisant augmenter de plus de 50 % le chiffre d'affaires de leurs remontées mécaniques. Elles seules offraient en effet une couche de neige suffisamment abondante.

Le retour de la neige sur les Alpes, la baisse des températures, ont permis aux responsables des stations de préparer avec beaucoup moins d'inquiétude les vacances de février qui viennent de commencer. A moins que le météo capricieuse de cet hiver n'apporte une nouvelle fois le redout et ne transforme la neige en « soupe ».

Le dernier état des réservations, montre que les stations sont pleines à 95 % ou 100 % pour la troisième semaine de février mais constatent un net déficit - 40 % à Chamrousse ou Villard-de-Lans - pour la première semaine du mois qui correspond aux vacances scolaires des Parisiens.

CLAUDE FRANÇILLON.

PAYS DE LA LOIRE

La vérité de la Vendée

Cinq cents Vendéens enthousiastes ont assisté à Cholet, au cours d'un dîner campegnard, à la présentation par Marcel Julien du film qu'il prépare et qui, à partir du roman d'André Guilloteau, *Sous le vent de Gênerie*, veut faire comprendre, à partir de l'histoire d'un village et de quelques-uns de ses habitants, la véritable signification de la révolte vendéenne de 1793, à distinguer absolument du mouvement

chouan. Il sera réalisé par Bernard Fabre (auteur de *La Tracé*), produit par Claude Nedjar et distribué en Europe par la Twentieth Century Fox. Date de sortie prévue : mars 1988.

Ce sera un film à grand spectacle mais pas un film « à vedettes », l'important pour Marcel Julien étant d'apporter et d'illustrer un témoignage sur un mouvement spontané et populaire. Le budget est lourd : 15 millions mais - originalité de l'opération - il sera en partie supporté par les Vendéens eux-mêmes.

Une société anonyme, Vendée-Vérité, présidée par un chef d'entre-

prise vendéen, Marcel Albert, a été constituée et est chargée de regrouper les entreprises, les banques, les associations (comme celle du Puy-du-Fou), les particuliers qui souhaitent participer au financement du film, à hauteur, espère-t-on, de 15 millions de francs.

POITOU-CHARENTES

Une maison des sciences à Poitiers

Lancée en 1977, l'idée d'une maison des sciences et techniques a fait son chemin à Poitiers. Installé provi-

UN SOUS-PRODUIT DE LA STATION D'ÉPURATION

Marseille soigne ses forêts avec ses déchets

A station de traitement des boues résiduantes de l'épuration des eaux usées de Marseille (Le Monde du 23 novembre 1987) est distante de 8 kilomètres de l'ouvrage souterrain de traitement des eaux. Pour des questions de sécurité, et surtout d'espace, il a été décidé de construire les ouvrages de traitement des boues à l'écart de la zone urbanisée, dans le quartier de La Cayolle, aux portes du massif des Calanques. Le montant des travaux a été de 315 millions de francs.

La liaison entre les deux usines est assurée par deux canalisations de refoulement pour le transport de 3 000 mètres cubes de boues liquides par jour. La fonction principale de l'usine est de réduire de façon importante le volume des

boues de manière à faciliter leur élimination.

Une première tranche vient d'être mise en service en même temps que l'usine de traitement des eaux sans attendre l'achèvement complet de la station, prévu pour octobre 1988.

Les premières fonctions de l'usine consistent à sécher les boues en les débarrassant par évaporation des eaux qu'elles contiennent. Les boues non utilisables sont ensuite éliminées. Mais, lorsque l'installation sera achevée, les boues épaissies seront envoyées vers des ouvrages de « digestion anaérobie » dans trois réservoirs de 10 000 mètres cubes dans lesquels se produira un processus de dégradation de la matière organique jusqu'à sa stabilisation accompagnée d'un dégage-

ment de biogaz combustible. Les boues « digérées » seront ensuite cuites à 200 degrés de façon à éliminer la pollution bactérienne et virale.

L'objectif est en effet d'utiliser ces boues comme terreau pour améliorer la qualité des sols ou revégétaliser des espaces stérilisés par les incendies de forêt. L'énergie nécessaire au conditionnement thermique des boues sera produite par le biogaz qu'elles émettent pendant leur « digestion ». Il est prévu un excès de biogaz, qui sera utilisé comme combustible dans les groupes électrogènes de l'usine, et, dans sa situation définitive, l'énergie électrique produite sera pour partie revendue à EDF.

Tandis que la station de traitement des boues sortait de terre,

des études sur l'utilisation des terres provenant de La Cayolle ont été menées par la direction de l'écologie et des espaces verts de la ville de Marseille, l'Office national des forêts, la Société du canal de Provence, le CEMAGREF d'Alsace-Provence, la Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Depuis dix ans, les essais de plantations sont satisfaisants, et, dans un rayon de 100 kilomètres autour de Marseille on a dénombré 110 000 hectares propres à être améliorés par l'apport de ce type de terreau. Sur le plateau de Carpiagne, depuis quatre ans les taux de reprise et de croissance des arbres sont excellents, en particulier pour le pin d'Alep, le cyprès et le robinier.

JEAN CONTRUCCI.

soirement dans un lycée désaffecté, le nouvel établissement a désormais pignon sur rue dans une grande artère de la ville. L'ensemble sera inauguré en novembre prochain.

Il comprend les bâtiments de l'ancien lycée réaménagés, une construction moderne au style futuriste et, dans un proche voisinage, le baptistère Saint-Jean, l'un des plus vieux monuments religieux d'Europe.

L'opération a été menée grâce à un contrat de plan entre l'Etat, la ville de Poitiers et le conseil général de Poitou-Charentes (24,5 millions de francs) et un apport supplémentaire de la ville à hauteur de 8 millions de francs. Le député et maire de Poitiers, Jacques Santrot, et le président de la MST viennent de prendre une décision audacieuse : ils ont pensé que l'appellation MST était vieillotte et l'ont baptisée « Devenir », avec un second nom symbolique, « Espace Pierre Mendès-France ».

Afficher ses talents

Pour la dernière année consécutive, Poitiers vient d'afficher ses talents. Organisée par la ville de Poitiers et les communes de son district urbain, cette opération a consisté à distinguer parmi cinq cents candidats sept Poitevins dont la compétence n'est pas obligatoirement connue de leurs concitoyens. Une présélection a distingué, en décembre, vingt-quatre prénommés, et sept d'entre eux ont franchi les derniers barrages. Ils ont reçu leur prix (une œuvre d'art en forme de clé, et un chèque de 10 000 francs), au théâtre de Poitiers, en présence du député et maire Jacques Santrot.

Les sept « talents » sont : Aurélie Gabard, vingt ans, qui s'est lancée dans le monde de la mode en créant une collection ; Mgr Joseph Rozier, évêque de Poitiers depuis 1975, qui, au Kremlin, a lancé à Gorbatchev, en septembre, un appel à la paix et à la compréhension entre les peuples ; Claude Hagège, professeur à l'université de Poitiers, auteur de plusieurs ouvrages sur la linguistique et la société ; Jacques Sourin, qui se consacre depuis 1970 aux sourd-muets à Larnay (près de Poitiers), un établissement dont il est le directeur, tout en assumant la présidence de l'Association nationale pour les sourds aveugles ; Gérard Lehmann, dirigeant d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de sondes pour la stimulation cardiaque ; l'ancien Bordage, coordinateur du Confort moderne ; Dominique Rousseau, ingénieur conseil, président de la jeune chambre économique de Poitiers et fondateur avec quelques amis des Journées de la communication historique qui ont eu lieu l'automne dernier à Poitiers.

RHÔNE-ALPES

Grenoble

se vend en anglais

Dix mois après la parution du premier numéro de l'*Economie à Grenoble*, le conseil pour la valorisation de l'économie grenobloise édite *Business in Grenoble*.

Cette lettre d'information trilingue, rédigée en anglais, sera diffusée à la presse économique européenne, canadienne, américaine et japonaise. Elle est destinée à donner des informations concises et pratiques sur ce qui se passe dans les entreprises, centres de recherche et universités de l'agglomération grenobloise, en précisant les noms et coordonnées téléphoniques du contact qui peut aider à en savoir plus. (COVEG, 30, bd. Gambetta, 38000 Grenoble. Tél. : 76-43-37-68.)

Vestiges saurés

Deux barques gallo-romaines découvertes dans le port antique de Toulon ont été traitées au laboratoire nucléaire du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG).

Un procédé de conservation et de consolidation des objets en bois particulièrement fragiles à la suite d'un séjour très prolongé dans l'eau y a été mis au point.

Une association regroupant le CEA, la Direction des Musées de France et la ville de Grenoble (centre d'études des bois gorgés d'eau, CETBGE) a été constituée pour le traitement de ce genre de vestiges archéologiques.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :

Bernard HIBERT, Cécile de MATHIS, Jean-Yves LEVY. Coordination : Jacques-François SIMON.

Economie

SOMMAIRE

■ M. Carlo De Benedetti a relevé le prix de son OPA sur la Société générale de Belgique à 4000 francs belges, au lieu de 3400, prix initial (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement italien poursuit la préparation du budget pour 1988. Il a également adopté un projet de loi créant la « lire lourde » (lire ci-dessous).

■ Lufthansa a choisi pour ses futurs Airbus les moteurs CFM-56, développés par l'américain General Electric et le français SNECMA (lire ci-dessous).

■ En janvier, l'OPEP a réduit sa production de 7%, un effort

qui pourrait, s'il se poursuivait, entraîner une remontée des cours du pétrole brut (lire ci-dessous).

■ Le conflit le plus important qu'ait connu la Suède, et qui paralysait depuis trois semaines deux mille huit cents entreprises, a pris fin sur un accord, lundi 8 février (lire page 39).

Avant les décisions du tribunal de commerce et de la Commission bancaire

M. De Benedetti améliore son offre d'achat de la Générale de Belgique

BRUXELLES
de notre correspondant

Alexis qui attend pour mardi 9 février une décision (qui ne sera pas encore définitive) du tribunal de commerce de Bruxelles relative à l'augmentation de capital décidée par la Société générale de Belgique pour contrer l'offensive de M. De Benedetti, de même que l'avis de la Commission bancaire concernant l'OPA que l'homme d'affaires italien se propose de réaliser sur le premier holding belge, M. Alain Minc, un des lieutenants du « condottiere », a créé la surprise dimanche, en annonçant que son groupe augmenterait de 3400 à 4000 francs belges le prix de son OPA.

M. Alain Minc a aussi mis en demeure la Commission bancaire d'accorder son feu vert à l'OPA dès mardi, sinon « il reprendrait sur tous les plans son entière liberté d'action ». Ce qui signifie en clair que le groupe pourrait reprendre ses achats en Bourse ou hors Bourse.

« Nous sommes comme un boxeur auquel l'arbitre a demandé de tirer de ses mains derrière la tête, et qui se bat contre un adver-

saire qui brandit une maitrise américaine au-dessus de sa tête, sous les applaudissements de l'arbitre », a commenté M. Minc, qui a aussi reconnu que le prix de 4000 francs belges fixé pour l'OPA était très élevé, nettement au-dessus de la valeur de la société.

Pour lui, l'alliance entre le groupe français Suez et la Société générale est avant tout « une mutuelle d'autodéfense, bloc hétérogène imprécis et sans projets ».

La violence des attaques de M. Minc pourrait laisser entendre que le dénouement de l'affaire est peut-être proche. La saga a débuté, rappelons-le, le 18 janvier. Ce jour-là, M. De Benedetti annonçait qu'il avait, par l'intermédiaire de la banque Duménil-Leblé et du groupe Carus, acheté 18,6 % des actions de la Société générale et qu'il lançait une OPA sur 15 % des actions de celle-ci. Pour riposter, la Société générale décidait dans la nuit une augmentation de capital impressionnante afin de diluer les participations de l'industriel italien. Le tribunal de commerce déclarait, à deux reprises, illicite cette augmentation de capital.

Quant à la Commission bancaire, elle a réservé son avis sur la validité

de l'OPA. Une semaine plus tard, le 25 janvier, M. André Leyens, patron flamand du groupe Gevaert, se portait candidat au rachat de la quasi-totalité des titres nouvellement créés par la Société générale, à condition, bien entendu, que le tribunal de commerce valide cette augmentation de capital.

En peu de jours, il parvenait à rassembler en Belgique et à l'étranger les 20 milliards de francs belges nécessaires pour cette opération. Quelques jours plus tard, nouveau rebondissement : le groupe français Suez annonçait qu'il avait acheté en Bourse et hors Bourse un nombre important d'actions (10 % environ) de la Générale, en vue de soutenir celle-ci.

Le dimanche 7 février, on apprenait aussi qu'une banque flamande, Lessius, avait elle aussi réalisé des achats importants. Dans un communiqué publié lundi, les dirigeants de Lessius ont indiqué qu'ils se rangeaient du côté de la SGB.

Bref, chacun compte aujourd'hui ses amis... et ses actions, avant de connaître la décision du tribunal de commerce et celle de la Commission bancaire, qui seraient, en tout état de cause, de nature à remettre beaucoup de choses en question. Pour le

moment, si l'on considère uniquement le capital actuel de la Vieille Dame, deux groupes s'affrontent : Carlo De Benedetti à 18,6 % « officiellement » (beaucoup plus disent certains agents de change belges) et dispose aussi de sa possibilité d'OPA. La Générale, le groupe Suez et leurs amis auraient 41 % des actions et « iraient » vers les 50,1 %, si l'on en croit les déclarations de M. Etienne Davignon, un des directeurs de la Société générale.

Mais celui-ci ne compte-t-il pas parmi ses « amis » des actionnaires traditionnels de la Générale qui pourraient — nous ne sommes pas à une surprise près — s'allier avec M. De Benedetti ou plutôt avec M. André Leyens, dont le groupe possède déjà 6,5 % des actions et qui en posséderait 34 % si cas où l'augmentation de capital serait validée, et au cas où la Société générale respecterait ses engagements (s'il y a eu) de lui céder ses nouveaux titres. Tout est en effet possible. Un des principaux protagonistes de cette saga ne nous disait-il pas : « En ce moment tout le monde trahit tout le monde » ?

JOSE-ALAIN FRALON.

Un projet de loi adopté par le gouvernement italien

Une lire à mille lires

ROME
de notre correspondant

L'abyssale « impasse » budgétaire italienne a, d'un trait de plume, été ramenée, le 6 février, à un montant comparable au chiffre d'affaires d'une PME ! Au lendemain de l'approbation par les députés du budget 1988 (le Monde daté 7-8 février), le conseil des ministres a à nouveau adopté un projet de loi créant la « lire lourde » — équivalent à mille lires actuelles (1). Le projet remonte à plusieurs lustres. Une mesure tout à fait identique avait déjà été approuvée le 3 juin 1986 par le gouvernement de M. Craxi : la dissolution anticipée du Parlement l'avait fait capoter. Et il est admis que députés et sénateurs prennent leur temps pour transcrire l'hypothèse en loi.

L'effet social

Il n'empêche : l'éphémère gouvernement du démocrate chrétien Giovanni Goria peut ainsi espérer laisser sa marque dans l'histoire. De l'avis des experts, la mesure serait sans conséquences économiques. Hormis peut-être un très léger effet inflationniste (plus d'un commerçant sera tenté d'arrondir ses nouveaux prix au chiffre supérieur).

Ironie à part, les experts ont fait leurs comptes avant le passage au Sénat, cette semaine du projet de budget 1988 : les embuscades des « francs-tireurs » de la majorité ont fait monter l'impasse des 103 500 milliards de lires (équivalent à 12 % environ du produit intérieur brut), prévus par le gouverne-

ment, à près de 115 000 milliards de lires, soit une augmentation de 11,5 %.

Tout n'est certes pas négatif dans cet alourdissement appuyé fortement par le parti communiste. La nouvelle financière, si elle devait être approuvée définitivement, aura un effet nettement plus social que l'effort gouvernemental. En particulier, toutes les pensions seront sensiblement augmentées — avec un minimum mensuel quasiment doublé (il est aujourd'hui de 1 375 F). Par ailleurs, l'effet de « drainage fiscal » (2), si souvent dénoncé par les syndicats pour son impact sur les salaires, trouvera un mécanisme correcteur automatique.

Ces deux mesures de haute justice ne seront cependant pas compensées par telle autre augmentant les rentrées (la moindre déduction fiscale sur les avantages en nature consentis par les entreprises à certains salariés) ou diminuant les sorties (le remboursement de la liste des médicaments remboursés par la sécurité sociale). A leur effet, s'ajoute celui de mesures typiques de l'esprit clientéliste qui imprègne encore la société italienne : la renouveau à limiter le flot des pensions d'invalidité passées de 355 000 en 1982 à 900 000 en 1987 (le ministre du Trésor avait imaginé confier à des médecins militaires le contrôle du mécanisme : un million de demandes sont en effet en attente) ; et le feu vert donné à de nombreux engagements « temporaires » dans la fonction publique, notamment locale — préfinancés par l'entrée définitive dans un secteur déjà pléthorique (18 % de la population active).

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Une lire = un peu moins d'un demi-centime.
(2) Le drainage fiscal est l'effet d'alourdissement automatique de l'impôt direct dû à l'inflation.

■ ITALIE : manifestation pour une réforme fiscale. — Près de cent mille personnes ont manifesté, samedi 6 février, à Milan à l'appel des trois grandes centrales syndicales italiennes (CGIL, CISL, UIL) pour demander une réforme « urgente » du système fiscal en Italie. Les syndicats réclament notamment une plus grande égalité du système d'imposition et surtout une véritable lutte contre la fraude fiscale. « Nous voulons », a déclaré le secrétaire de l'UIL, M. Giorgio Benvenuto, que l'impôt ne soit plus une sorte de pot-de-vin extorqué aux citoyens honnêtes, alors que l'Etat assiste, impuissant, à l'évasion fiscale et aux gaspillages de l'argent public. (AFP.)

BILLET

L'Europe à l'heure des « presque collisions » aériennes

Deux avions, ayant à leur bord 497 personnes, ont failli entrer en collision, le samedi 6 février, au-dessus du comté de Kent (Grande-Bretagne). Le pilote d'un TriStar de British Airways, en provenance de Paris et se dirigeant vers Londres-Heathrow, a viré sur l'aile pour éviter un Tupolev 154 de Bulgarian Balkan Air, qui reliait Sofia à Londres-Gatwick. Selon les témoignages des passagers, les deux appareils se sont frottés, à moins de 2 mètres. Une enquête a été ouverte et, dans l'attente de ses conclusions, deux contrôleurs aériens de l'espace de Londres ont été suspendus.

Selon toute vraisemblance, deux erreurs ont été commises : l'un des équipages n'a pas respecté les consignes données par les aiguilleurs du ciel en matière de direction, d'altitude ou de vitesse, et la vigilance des contrôleurs a été prise en défaut, car ils auraient dû, à l'approche des deux aéroports, surveiller de près le trafic et s'apercevoir, sur leur écran-radar, que les deux avions suivaient une trajectoire dangereuse.

Ce n'est pas la première fois que des collisions manquent de se produire dans l'espace aérien britannique. En juillet 1987, au-dessus de l'Ecosse, et en août, à Heathrow même, deux catastrophes aériennes avaient été évitées. En décembre, quelques semaines après l'ouverture de l'aéroport situé dans les docks, non loin de la City de Londres, le trafic entre Paris et cette plateforme était suspendu, plusieurs incidents ayant émaillé des vols

de British Airways, en raison de la présence de planeurs et d'avions de tourisme. Le service a été rouvert le 20 janvier, après que la couverture radar et les procédures d'approche du sud-est de l'Angleterre avaient été améliorées.

La Grande-Bretagne est donc affectée par les embouteillages aériens (+ 25 % de trafic en 1987) qui ont sérieusement dégradé la sécurité du trafic aux Etats-Unis, où le nombre des « presque collisions » en vol est passé de 509 en 1984 à 758 en 1985 et à 820 en 1986. Aux jours de pointe, l'aéroport de Heathrow enregistre plus d'un million d'atterrissages et de décollages. Face à ce phénomène, provoqué par l'incontestable succès de Londres comme plaque tournante aérienne, l'administration britannique n'a pris que tardivement conscience des insuffisances de son équipement technique. Il faudra attendre cinq ans pour que 2 milliards de francs d'investissements fussent sentis leur plein effet pour la qualité de la navigation aérienne.

Nulle part ailleurs en Europe on ne connaît une telle congestion aérienne, mais la « presque collision » du 6 février relancera le débat dans les compagnies sur la nécessité d'installer ou non sur tous les avions de ligne un système indiquant aux pilotes la menace d'une collision et la manœuvre à effectuer pour l'éviter. Les Américains veulent le généraliser en 1991. Et les Européens ?

ALAIN FAUJAS.

Des réacteurs franco-américains pour Lufthansa et des Airbus pour British Airways

Bonnes nouvelles pour l'industrie aéronautique française. Deux des plus grandes compagnies aériennes viennent de décider de s'équiper avec des matériels fabriqués par des avions et des moteurs nationaux.

Le 5 février, la compagnie allemande Lufthansa a annoncé qu'elle renouvellerait à propulser ses quarante futurs bi-réacteurs Airbus A-320 avec des moteurs V-2500 développés par le consortium International Aero Engine (IAE) regroupant Pratt et Whitney (Etats-Unis), Rolls-Royce (Grande-Bretagne) MTU (République fédérale d'Allemagne), Fiat (Italie) et Japanese Aero Engine (Japon). La compagnie a jugé trop élevé le risque d'un retard dans la livraison des A-320 équipés du V-2500 et d'une qualité technique insuffisante au regard des exigences de Lufthansa, explique un communiqué.

Le choix du réacteur concurrent, le CFM-56, développé par l'américain General Electric et le français SNECMA, sanctionne l'échec technique du V-2500. Il pourrait déclen-

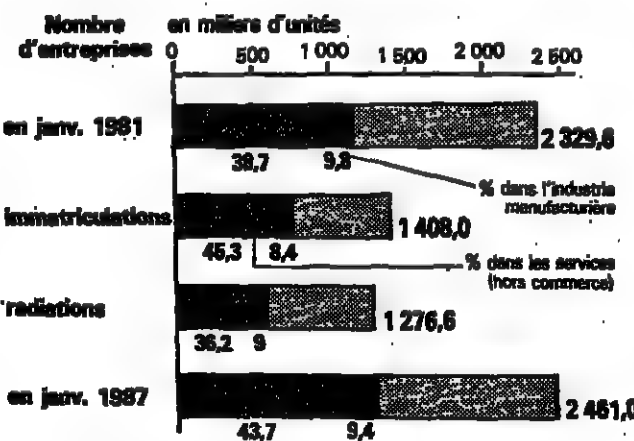
cher d'autres simulations de commandes, les compagnies redoutant les aléas techniques sur les nouveaux avions. Le consortium CFM empêche donc 300 millions de dollars de commandes dont la moitié irait à SNECMA.

Par ailleurs, la compagnie britannique British Airways achètera les dix Airbus A-320 qu'avait commandés British Caledonian avec laquelle elle est en train de fusionner. Son président, lord King, avait pourtant critiqué la consommation de carburant de cet avion en déclarant qu'elle excéderait de 9 % les promesses du constructeur.

Il semble, en effet, que lord King ait voulu, par cette manœuvre, obtenir d'Airbus des compensations financières en montant de ne pas continuer la commande de 340 millions de dollars passée par British Caledonian. Le chantage ne pouvait guère avoir d'effet, car les compagnies font la queue chez Airbus pour acheter un A-320 qui apparaît, de plus en plus, comme l'avion le plus performant de sa catégorie, même s'il reste à parfaire sa mise au point.

Création d'entreprises

Le dynamisme des services



Le nombre d'entreprises a légèrement progressé entre 1981 et 1987, la quantité de nouvelles immatriculations dépassant celle des radiations. Le secteur des services (hors commerce) a été le plus dynamique, les créations dépassant largement les radiations. En conséquence, leur part a progressé, tandis que le mouvement inverse était enregistré dans l'industrie manufacturière. Un mouvement de recul également enregistré dans les industries agricoles et alimentaires et le bâtiment.

(Source INSEE.)

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique
Permanence télé/bureau mobile, rédaction d'actes, constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12 58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

INSEE

Le premier

Investir en

Les investisseurs doivent être attentifs à l'évolution des marchés financiers. Les rendements des actions sont élevés, mais les risques sont également importants. Il est conseillé de diversifier son portefeuille et de consulter un conseiller financier avant toute décision d'investissement.

Un coût

Le coût de la main-d'œuvre est un facteur déterminant dans la compétitivité des entreprises. Les salaires ont augmenté, mais la productivité a également progressé. Les entreprises doivent donc évaluer soigneusement les coûts de production et les investissements nécessaires pour maintenir leur avantage concurrentiel.

Le Maslounov remplace M. Talyzine

Présidence du comité d'Etat au plan

Le président du comité d'Etat au plan, M. Maslounov, a succédé à M. Talyzine. Cette nomination est considérée comme une confirmation de la continuité de la politique économique soviétique. M. Maslounov a une longue expérience dans le domaine de la planification et de la gestion des entreprises d'Etat.

Après cinq jours de grève

Reprise du trafic trans-Manche

Après cinq jours de grève, le trafic trans-Manche a repris son cours normal. Les compagnies aériennes ont pu rétablir leurs liaisons régulières entre l'Europe et l'Amérique. Les passagers ont pu poursuivre leurs déplacements sans encombre.

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Les bourses du monde
LEMONDE

Handwritten signature or mark.

مكتبة الاجل

Économie

ÉTRANGER

Le premier rapport de l'APDF

Investir en Afrique

La mission s'annonçait ambitieuse par son objectif plus que par son coût : promouvoir l'esprit d'entreprise en Afrique, en coordonnant l'effort de trois organismes d'aide au tiers-monde, pour favoriser les petits projets de 500 000 à 5 millions de dollars. Un an après son lancement, le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF : Africa Project Development Facility) a le sentiment d'être sur la bonne voie, même si l'essentiel du chemin « reste à parcourir », comme l'a reconnu le président de son conseil consultatif, M. Pierre-Claver Dambian, en présentant le premier rapport annuel, le 5 février, à Abidjan.

L'intérêt suscité par ce service a rapidement confirmé l'existence d'un besoin : six cents projets ont été soumis aux deux équipes, installées à Abidjan et à Nairobi. Le faible nombre des dossiers reçus, une fois examinés, illustre toutefois la difficulté que rencontrent souvent les Africains à préciser leurs initiatives. Chargés d'identifier les opérations viables et ensuite d'accompagner le cycle de leur préparation et de leur financement, les experts de l'APDF se sont heurtés à des obstacles prévisibles dans les pays — les plus nombreux — où la législation et le système bancaire sont peu adaptés à l'émergence de petites entreprises privées.

Si les candidats africains à l'investissement regrettaient la lenteur des procédures de l'APDF, cette der-

nière estime déjà « satisfaisant » d'avoir retenu 10% des projets qui lui étaient soumis et de suivre actuellement vingt-sept opérations dont dix sont bouclées. A la taille d'un continent, ce résultat paraît dérisoire. Il tend pourtant à prouver

qu'il est possible de créer des entreprises fiables dans des pays jugés risqués par le monde bancaire international, comme la Tanzanie ou la Somalie.

Au fil des mois, les équipes de l'APDF, qui n'apportent aucun financement mais une expertise et

un service de conseil, ont pu vérifier nombre de leurs intuitions initiales. La pêche et l'agro-alimentaire constituent les secteurs les plus porteurs, et le risque majeur vient de projets surdimensionnés, notamment lorsqu'ils portent sur des industries de substitution aux importations. N'importe pas qui veut la concurrence internationale. Les sources de financement restent, en outre, limitées pour des projets jugés pourtant viables, et l'APDF étudie les moyens de lancer des fonds d'investissement pour tourner la difficulté, tout en offrant la garantie des organismes multilatéraux dont la crédibilité financière n'est plus à démontrer.

Dans ces conditions, atteindre le but fixé à l'origine, le lancement de cent projets équivalant à quelque 100 millions de dollars d'investissement en quatre ans, ne s'annonce pas aisé. Au moins les experts de l'APDF ont-ils découvert qu'un double flux d'informations pouvait s'instaurer : la dynamique et l'expérience des entrepreneurs africains leur permettent de mieux apprécier les obstacles à l'émergence de la petite industrie dans le continent noir ; l'APDF peut, de son côté, intéresser ses interlocuteurs à des projets réalisés avec succès dans d'autres régions en développement grâce à une technologie avancée qui ne rime pas forcément avec des coûts inabordable.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Un coût limité

Né d'un projet du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), le service de promotion et de développement des investissements en Afrique est administré par la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans la promotion du secteur privé dans le tiers-monde. Son financement pour quatre ans, 17,1 millions de dollars, a été assuré par des contributions du PNUD (2,5 millions de dollars) de la Banque africaine de développement (1 million de dollars) ainsi que par les contributions de treize pays industriels, dont les États-Unis (2,1 millions de dollars), la France (1,8 million), l'Allemagne (1,5 million), ou le Japon (800 000 dollars).

Compenser par des programmes peu onéreux de ce type

la faiblesse de l'aide accordée par les pays industriels — rigueur budgétaire oblige — est une vieille idée qui prend de l'ampleur. Ainsi la France est-elle partie prenante dans un programme conjoint de la SFI et d'une autre agence des Nations unies, l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) afin de mieux coordonner les efforts des deux organismes pour identifier, préparer et assurer le montage financier de projets d'investissement industriels dans l'ensemble du tiers-monde. Directeur-adjoint du service de l'ONUDI à Paris depuis 1981, M. Michel Gombert vient d'être nommé coordonnateur de ce programme conjoint avec les Pays-Bas et l'Italie pour l'année 1988.

Fin du conflit social en Suède

Certaines entreprises ont enregistré de lourdes pertes

Stockholm
de notre correspondante

L'accord intervenu, le lundi 8 février, à 5 heures du matin, entre le syndicat des cadres et des techniciens de l'industrie (SIF) et la confédération des industries mécaniques (VF), à Stockholm, met fin au conflit le plus important qu'ait connu la Suède et qui paralysait, depuis trois semaines, 2 800 entreprises, dont toutes les plus grosses sociétés d'exportation.

Plus de 40 000 personnes s'étaient mises en grève, le 18 janvier dernier, et, deux semaines plus tard, autant se voyaient frappées par une mesure de lock-out décidée par le patronat, sans compter plusieurs milliers de mises à pied (payées par les entreprises), rendues nécessaires par l'arrêt de l'approvisionnement des industries touchées par le mouvement.

Aux termes de cet accord, le SIF obtient pour ses adhérents une revalorisation générale des salaires de 1,9% — soit environ 200 couronnes par mois. A cela viendra s'ajouter 0,9%, dont 0,4% à répartir entre les salariés des moins favorisés. Cela devrait permettre, de l'avis des négociateurs, de ne pas dépasser le plafond de 4% d'augmentation des salaires calculé par le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, dans le cadre de son projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire 1987-1988.

Le syndicat, qui avait déterré la

hache de guerre et revendiquait initialement un relèvement des salaires de 6% (contre 0,9% de la part de la branche patronale concernée), a finalement dû accepter un compromis qui aurait, de l'avis de certains, pu être obtenu sans avoir recouru à un conflit qui a coûté 1 demi-milliard de couronnes par jour à la Suède.

Le SIF a dû, par ailleurs, faire d'importantes concessions sur ce qui constituait, en effet, l'essentiel de sa démarche dans ces négociations qui duraient depuis l'automne dernier : une influence accrue dans la fixation des salaires au sein des entreprises qui devaient pratiquement donner un droit de veto à ses représentants locaux. Au lieu de cela, le syndicat devra se contenter de ce qu'il appelle une « troisième voie », prévoyant la mise en place d'un conseil spécial, toujours au niveau local, qui tranchera lorsque les partenaires ne pourront s'entendre pour compléter ultérieurement les salaires.

Lundi matin, le travail a repris, tant bien que mal, dans les entreprises touchées par le conflit. Le bilan sera lourd pour les entreprises suédoises, notamment celles qui ont l'essentiel de leur appareil de production en Suède. Le premier groupe industriel suédois, Volvo, aurait aussi perdu 6 milliards de couronnes (autour de 1 milliard de francs français) de chiffre d'affaires et environ 1 milliard de bénéfice du fait de ce conflit, a indiqué, dimanche 7 février, M. Pehr G. Gyllenhammar, son directeur.

FRANÇOISE MÉTO.

Ancien responsable de l'industrie militaire

M. Maslounkov remplace M. Talyzine à la présidence du comité d'Etat au plan

L'agence TASS a annoncé, samedi 6 février, le remplacement de M. Nikolai Talyzine, président du comité d'Etat au plan (Gosplan), par M. Iouri Maslounkov, qui présidait jusqu'à présent la commission de l'industrie militaire. M. Maslounkov devient en même temps premier vice-président du conseil des ministres, mais cette qualité n'est pas retirée à M. Talyzine : ce dernier prend la direction du bureau du conseil des ministres pour le développement social, un organisme créé en novembre 1986 et que présidait M. Aliev, mis à la retraite pour raisons de santé en octobre dernier.

[Agé de cinquante ans seulement, M. Iouri Maslounkov était le plus jeune des dix vice-présidents du gouvernement, et il pourrait être le nouveau benjamin du Politburo (suppléant M.M. Gorbatchev et Eltsine, les plus jeunes membres de cette instance aujourd'hui), s'il y occupe un siège de suppléant comme son prédécesseur M. Talyzine. Diplômé d'une école d'ingénieur à Leningrad en 1962, il a fait toute sa carrière dans des instituts de recherche ou des usines travaillant pour la défense. En 1971, il prenait des fonctions au ministère de l'Industrie de la défense à Moscou, dont il devenait vice-ministre en 1979. Trois ans plus tard, il était nommé premier vice-président du Gosplan (l'organisme dont

il devient aujourd'hui président) et, en novembre 1985, quelques mois après l'installation de M. Gorbatchev à la tête du parti, vice-président du gouvernement et président de la commission militaire-industrielle, la VPK. Il a été aussi, en 1986, l'un des présidents successifs de la commission constituée pour maîtriser les suites de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

M. Maslounkov est membre du comité central du parti depuis le dernier congrès, en 1986.

[Né en 1929 à Moscou, M. Nikolai Talyzine est un ingénieur des télécommunications. Après avoir travaillé dix ans dans la recherche, il a fait toute sa carrière au ministère des postes et télécommunications de l'URSS comme vice-ministre (en 1971), premier vice-ministre (en 1973), enfin comme ministre en 1975. Nommé en 1980 vice-président du conseil des ministres, il a été représentant permanent de l'URSS au COMECON, l'organisme de coopération économique des pays de l'Est, puis président du Gosplan à partir de 1985. En juin dernier, M. Gorbatchev lui avait attribué une responsabilité pour les « fautes sérieuses » qui avaient conduit au début de 1987 à des « ruptures d'approvisionnement dans de nombreux secteurs de l'économie ».

M. Talyzine est membre du comité central depuis 1981 (suppléant dès 1976) et membre suppléant du Politburo depuis octobre 1985.]

SOCIAL

Après cinq jours de grève

Reprise du trafic trans-Manche

Le conflit des marins britanniques est en passe de s'achever, et le trafic trans-Manche, pour les camions notamment, est presque redevenu normal dans la journée du 7 février.

En grève depuis le mardi 2 février, pour soutenir cent soixante et un marins de l'île de Man licenciés par leur compagnie, les marins de car ferries n'ont cependant pas tous accepté de reprendre le travail malgré l'appel de leur syndicat, le NUS, dès le 4 février. Les douze cents marins de la compagnie Sealink ont attendu samedi dernier pour prendre leur décision. Ceux de la compagnie Pand O ont refusé la reprise et attendent l'ouverture de la négociation avec la direction, qui

devait avoir lieu le 8 février, sur des revendications particulières. Trois mille marins sont donc encore en grève.

Si le trafic assuré par cette compagnie est toujours interrompu, les navettes des autres sociétés anglaises et surtout françaises et belges ont permis, au cours du week-end, de réabsorber progressivement le nombre de camions en attente d'un transbordement. En trente-six heures, les quinze cents poids lourds bloqués sur l'autoroute M 20 à Folkestone et sur les quais de Douvres ont pu être absorbés. Les départs de ferries de P and O à destination de Calais, Boulogne-sur-Mer et Zeebrugge étaient annulés dimanche.

Le Monde
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Les bourses du monde

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

Quelle Est La Compagnie Qui Va Partout Aux Etats-Unis?

Delta Bien Sûr.

Avec plus de 3.700 vols quotidiens vers plus de 240 villes, Delta et son réseau Delta Connection* desservent toute l'Amérique. Vous pouvez enfin aller où vous voulez, quand vous voulez.

Pas De Doute, De Plus En Plus De Voyageurs d'Affaires Choisisent Delta.

Interrogés par le journal USA TODAY, ils viennent de désigner Delta meilleure compagnie aérienne.

Mais Delta, c'est aussi l'Europe.

Depuis 1985, Delta assure un vol sans escale Paris-Atlanta où le modernisme et la rapidité des formalités de douanes et d'immigration sont sans égal.

Au départ d'Atlanta, et du matin au soir, Delta vous offre un service continu vers les Etats-Unis.

Nos tarifs préférentiels sauront vous séduire (Pass aériens "Discover America", stand-by, etc.).

La Meilleure Compagnie Aérienne Des Etats-Unis, C'est Toujours Delta.

La qualité de nos services nous a valu les meilleurs indices de satisfaction passagers de toutes les grandes compagnies aériennes américaines. Pour la 5^e année consécutive, les lecteurs du magazine TRAVEL-HOLIDAY ont désigné Delta meilleure compagnie aérienne des Etats-Unis.

Découvrez à Votre Tour Les Raisons De Ce Succès.

Avec Delta vous vous sentirez chez vous dans le monde entier. Nous sommes américains et nous souhaiterions vous faire partager notre hospitalité. Pour tous renseignements, appelez Delta au 43 35 4080. Bureau de vente: Delta Air Lines: 24 bd des Capucines, 75009 Paris.

DELTA
We Love To Fly And It Shows



© 1988 Delta Air Lines, Inc.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Locafrance

Le conseil d'administration réuni le 27 janvier 1988, sous la présidence de M. Gérard Billand, a constaté que le capital de Locafrance était porté au 31 décembre 1987 de 247 502 800 francs à 262 346 400 francs à la suite de la souscription d'actions au moyen de bons de souscription attachés aux obligations émises en octobre 1984.

Il a ensuite pris connaissance de l'activité du groupe Locafrance au cours de l'exercice 1987.

Dans les quatre domaines d'activités exercées par le groupe, la production totale a dépassé les 8 milliards de francs hors taxes, se décomposant comme suit :

— Opérations réalisées en France sur les matériels d'équipement à usage professionnel : 6 647 717 000 francs, en progression de 10 % sur l'exercice antérieur, croissance externe incluse ;

— Opérations réalisées en France sur les immeubles à usage professionnel : 653 millions de francs, en progression de 6,7 % ;

— Opérations réalisées par les filiales à l'étranger : 527 millions de francs représentant un montant comparable à celui de l'exercice précédent, en dépit de la baisse du dollar ;

— Activité de distribution micro-informatique en France (AGENA) : 497 millions de francs, en progression de 42 % sur l'exercice antérieur.

Le conseil a pris acte de l'apport accordé le 23 décembre 1987 par le MOBERT (Ministry of Foreign Economic Relations and Trade) de la République populaire de Chine à la création d'Incolosse à Canton, société mixte constituée par le groupe Locafrance avec des partenaires chinois et japonais.



LA FINANCIÈRE DE LYON

La Banque SAGA et la Banque Palles France viennent de signer un accord aux termes duquel la Banque SAGA détiendra au minimum 80 % du capital de la Financière de Lyon, société financière créée en décembre 1986.

Cet accord a reçu l'agrément du Comité des Établissements de Crédit.

IMMOBILIÈRE HOTELIÈRE SA

Tél. : 47-23-55-07

An cours de son assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 29 janvier 1988, l'Immobilière Hotelière SA a autorisé la prise en charge des trois nouveaux hôtels d'Anvers, de Bruges et de Luxembourg par le groupe Wagons-Lits sous l'enseigne Pullman.

Depuis janvier 1988, la structure du capital est la suivante :

- Groupe Vaturi 51 %
- Overseas Trust Company 32,6 %
- Banque Indosuez 2 %
- Banque Stern 2 %
- Groupe Louis Dreyfus 2 %
- Public 10,4 %

Pour tenir compte de ce changement d'actionnariat, faisant suite à l'OPA-OPA et aux mouvements boursiers subséquents, l'Assemblée a nommé quatre nouveaux administrateurs :

- Banque Indosuez, représentée par M. Gérard Billand, directeur général adjoint ;
- Banque Stern représentée par M. Michel Garbolino, directeur général ;
- M. Jean-Claude Nicole, président de CIGOM de Genève ;
- Montparnasse Finance SA, représentée par M. Daniel Mor-gaine.

Au cours de cette assemblée, des projets hôteliers en cours de négociation dans les grandes capitales européennes ont également été évoqués.



Degremont

Lors d'une réunion rassemblant l'ensemble du personnel, Jean-Louis Braut, président de la société, a confirmé que l'objectif d'un retour à une situation bénéficiaire en 1987 serait atteint.

Compte tenu des informations actuelles :

Point noir : les trois cent trente-sept employés, qui n'ont pas encore été payés, ne percevront que 50 % de leur salaire de janvier (l'impression moderne de Maisons-Alfort imprime essentiellement les publications des Editions mondiales, ainsi que celles de la SOPEFF (Point de Vue et Marie-France) et une partie du supplément télévision du Figaro).

Les comptes seront arrêtés par un conseil d'administration convoqué le 10 mars 1988.

VALEURS DE FRANCE

Le 29 janvier 1988, la valeur liquidative de la SICAV Valeurs de France, société d'investissement à capital fixe gérée par le BRED, s'élève à 294,65 F (302,77 F le 15-01-88).

A la même date, l'action de Valeurs de France cotait 291,90 F (304 F le 15-01-88).

L'actif de la SICAV était composé comme suit :

- Obligations : 19,48 % ;
- Titres intermédiaires (1) : 13,83 % ;
- Actions : 34,18 % ;
- Titres non cotés : 17,03 % ;
- Disponibilités : 15,48 % ;

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

RÉSULTATS CONSOLIDÉS 1987

Les premières estimations portant sur les résultats consolidés du Groupe CIC en 1987 confirment les tendances observées au 1^{er} semestre de cet exercice : maintien du produit net bancaire au niveau atteint en 1986 et diminution du résultat d'exploitation après amortissements et avant provisions de 15 % environ.

Ce résultat permettra de constituer les provisions nécessaires, y compris les provisions pour « risques-pays ». Ainsi, compte tenu des évolutions des bénéfices de ses filiales, les résultats nets consolidés de la Compagnie Financière de CIC devraient atteindre 700 MF environ, soit un montant de l'ordre de 50 francs par action, après l'augmentation de capital effectuée en rémunération des apports de l'Etat.

Quant au résultat social de la Compagnie Financière de CIC, il devrait être proche de celui de 1986.



CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS, LYONNAISE DE BANQUE, BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE, CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE, CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST, SOCIÉTÉ NANCÉENNE VARIN-BERNIER, BANQUE SCALBERT DUPONT, CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE, BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST, SOCIÉTÉ BORDÉLAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, BANQUE RÉGIONALE DE L'AIN, BANQUE TRANSALPINE, UNION DE BANQUES RÉGIONALES POUR LE CRÉDIT INDUSTRIEL, BANQUE BONNASSE, CIC-UNION EUROPÉENNE, INTERNATIONALE ET CIE, BAIL ÉQUIPEMENT.

LA BANQUE EN PLEINE FORCE

Crédit du Nord

Votre portefeuille SICAV au 31 décembre

Orientations	Actif net en millions de F	Valeur liquidative en F	Coupon couru en F	Dernier dividende global mis en paiement en F	Date de paiement	Performances sur 5 ans en % (au 31/12/87)
FINORD PLACEMENT	847,3	61 382,59	6 286,16	6 412,88	27.03.87	+13,1 %
FINORD VALORISATION	806,9	12 232,03	868,92	318,55	30.04.87	+10,8 %
OBLIGATIONS CONVERTIBLES	529,3	361,86	2,12	17,22	28.12.87	+14,1 %
OPTIMA VALOR	2 658,9	489,91	19,57	22,80	27.03.87	+18,4 %
SELECTION CROISSANCE	613,0	433,05	13,46	14,27	20.03.87	+13,6 %
AMERICA VALOR	201,9	624,18	48,03	35,14	21.04.87	+ 6,0 %

Les documents trimestriels seront à votre disposition dès le 10 février au siège des sociétés et guichets des banques habilitées à recevoir les souscriptions et les rachats.

Économie

AFFAIRES

L'imprimerie de Maisons-Alfort au bord de la liquidation

Une gestion défailante

Le tribunal de commerce de Paris a décidé, le 5 février, que l'imprimerie moderne de Maisons-Alfort (IMMA), dans le Val-de-Marne, contrôlée par la SOPEFF, pourrait poursuivre son activité jusqu'au 2 mars (le Monde daté 7-8 février), date de sa prochaine audience. Cette décision est liée à une condition : l'IMMA, placée en dépôt de bilan depuis la mi-décembre, doit obtenir d'un de ses clients, les Editions mondiales (Télé-Poche, L'Unité, Nous Deux...), une avance sur travaux à venir de 5 millions de francs. Cela semble acquis.

Point noir : les trois cent trente-sept employés, qui n'ont pas encore été payés, ne percevront que 50 % de leur salaire de janvier (l'impression moderne de Maisons-Alfort imprime essentiellement les publications des Editions mondiales, ainsi que celles de la SOPEFF (Point de Vue et Marie-France) et une partie du supplément télévision du Figaro).

Créée en 1955 par le patron de presse Cino del Duca, dont elle portait le nom, l'IMMA vit — mal — depuis 1978 au rythme d'achats et d'absorptions. Son effectif est passé de sept cent quatre-vingts à trois cent trente-sept personnes, le matériel n'a pas été modernisé, des clients sont partis. Le mal a encore empiré avec le dernier en date des repreneurs, la SOPEFF. Son gérant, Maurice Brébart, avait passé un accord avec les syndicats et avec la bénédiction des pouvoirs publics, lequel prévoyait notamment cent trente-quatre départs en préretraite avec, en contrepartie, l'achat d'une rotative.

Si les effectifs ont été réduits dans les délais prévus, la rotative, elle, n'est entrée en service qu'en novembre, et encore, fait d'argent, sans les équipements périphériques qui auraient dû accompagner son acquisition et lui donner toute sa capacité. Plus encore, au cours des six derniers mois, plusieurs millions de francs de travaux n'auraient pas été payés.

La SOPEFF n'avait pas tout à fait, semble-t-il, les moyens de son ambition, ce que confirme M. Alain Griotier, député UDF du Val-de-Marne : « Je n'ai jamais compris comment on avait traité avec M. Brébart. On l'a fait libéralement et sans garanties, alors que dans cette affaire les syndicats ont agi en responsables, en se comportant comme des syndicats allemands. Il ajoute avec agacement : « Si, comme au temps de Laurent Fabius, on pouvait donner un peu de l'énergie dépensée pour la Chapelle-d'Arbay pour aller chercher des financiers, l'affaire de l'IMMA serait réglée. »

FRANCIS GOUGE.

● TRAVAUX PUBLICS : moins d'ouvriers, davantage de marchés. — Les entreprises de travaux publics ont réalisé près de 9,8 milliards de francs de travaux durant le mois de novembre 1987. Ce résultat particulièrement favorable maintient la progression de l'activité à près de + 4 % en volume pour les onze premiers mois de 1987 par rapport à la période correspondante de 1986. Calculés sur douze mois, la progression est de + 4,4 %, indique la Fédération nationale des travaux publics. Le nombre d'heures travaillées, après correction des variations saisonnières, est en novembre 1987 supérieur de plus de 5 % à la moyenne des douze mois précédents. Mais les effectifs productifs se sont légèrement contractés (- 1,3 %) en un an. On compte 182 000 ouvriers sur les chantiers. Le montant des marchés conclus par les entreprises s'est élevé à plus de 7 milliards de francs au cours du mois de novembre (+ 7,5 % en un an en francs constants).

Un milliard de francs désinvestis en 1987

Usinor-Sacilor se sépare de ses filiales non liées à l'acier

Le groupe sidérurgique Usinor-Sacilor vient d'annoncer une acquisition dans les tubes inoxydables et trois désinvestissements qui confirment sa volonté de se recentrer sur son métier de base qu'est l'acier. Dès son arrivée à la tête de la sidérurgie, il y a dix-huit mois, M. Francis Mer avait indiqué qu'il allait se défaire des filiales périphériques implantées dans des métiers que le groupe ne maîtrise pas.

Le cas de CFEM-Façades (280 millions de francs de chiffre d'affaires et 200 salariés), qui vient d'être vendue à un professionnel du bâtiment, est exemplaire de cette politique : l'entreprise, spécialisée dans la pose des murs-rideaux, n'a rien à voir avec la sidérurgie et exerce son activité dans un métier aux mœurs commerciales fort différentes de celles de l'acier. Dans le même esprit, Aubry (175 millions de francs de chiffre d'affaires et 2 millions de bénéficiaires), qui fait de l'emboutissage, rejoint un groupe (Arbel) spécialisé dans ce secteur.

En échange, Usinor-Sacilor entrera dans le capital d'Arbel dans des proportions non encore déterminées. Même chose pour Métalinox, une filiale très déficitaire d'Usinor-Sacilor (entre 50 et 60 millions de pertes par an) exerçant dans la ferraille, qui entre dans le giron du numéro un français du secteur, la Compagnie française des ferrailles (CFF). Là encore, en échange d'une prise de participation minoritaire d'Usinor-Sacilor dans certaines filiales régionales de la CFF.

A l'inverse, le groupe sidérurgique vient de prendre la quasi-totalité du capital de la Société meusienne de constructions mécaniques, une entreprise employant 550 personnes et réalisant 450 millions de francs de

chiffre d'affaires. Une opération qui lui permet de prendre pied dans les tubes inox utilisés dans la décoration, l'automobile et le bâtiment, et qui le rapproche de la clientèle finale.

Usinor-Sacilor — qui devrait annoncer dans les semaines qui viennent des résultats financiers en nette amélioration sur ceux de 1986 — a procédé l'an passé à des cessions d'actifs pour un montant estimé à 1 milliard de francs environ, se ventant entre des ventes d'immobilier hors exploitation (quelque 700 millions), l'introduction en Bourse d'une partie du capital de trois filiales (Ugine, Nozal et International Metal Service) et des cessions de filiales ou de titres de participations divers. D'ici à la mi-1988, le groupe devrait avoir terminé ses restructurations de frontières. Toutefois, les cessions d'actifs ne devraient pas avoir la même ampleur qu'en 1987, loin de là (entre 150 et 200 millions).

Ces opérations, qui permettent de juguler des sources d'hémorragie ou d'éviter une dispersion des forces, relèvent donc bien d'une logique de recentrage et non de « décisions au jour le jour », critiquées par le député RPR de la Moselle, M. Jean-Louis Masson. Se posant en défenseur des produits longs — fils, poutrelles... — la branche lourdement déficitaire d'Usinor-Sacilor — M. Masson a fustigé le « sous-investissement » dont souffrirait désormais ce secteur, notamment dans le haut de gamme en Lorraine. Lorsque l'on sait que les prix dans les produits longs ont chuté en 1987 de 15 % à 16 % et que le niveau des pertes est resté presque aussi élevé en 1987 qu'en 1986 (1,44 milliard), on peut toutefois se demander s'il est économiquement raisonnable d'y investir encore massivement.

F. V.

Dans l'industrie chimique française

Une croissance supérieure à la moyenne en 1987

1987 a été un bon cru pour la chimie française. Alors que les prévisions les plus optimistes réalisées à la fin de l'année précédente faisaient état d'une modeste expansion (+ 1,5 %), la production en volume a augmenté de 3 % pour un chiffre d'affaires de 287,5 milliards de francs, accru de 2 % environ.

Ces résultats comptent parmi les meilleurs enregistrés par la profession sur le Vieux Continent. Le taux de croissance de la chimie a été de 2 % en Allemagne fédérale, de tout juste 1 % aux Pays-Bas, moins de 3 % en Italie. Seule, la Grande-Bretagne a mis les bouchées doubles (+ 6 %). Enfin, la chimie américaine a fait un très bon parcours (+ 5 %).

En France, les différentes branches de la chimie ont, pour la plupart, amélioré leurs performances. Dopée par les commandes accrues de l'industrie automobile et du BTP, la chimie organique (pétrochimie, matières plastiques) a progressé de + 5 % au lieu de + 3,5 % en 1986. En régression l'année précédente (- 2,3 %), la parachimie (détergents, produits d'entretien, pesticides, phytopharmaceutiques, parfums...) s'est fortement redressée (+ 4,6 %). Pas très en forme, la chimie minérale, toujours malade de ses engrais, a réussi quand même à réduire l'écart (- 2,5 % au lieu de - 6 %). Seule la pharmacie a nettement ralenti sa progression (+ 2 % au lieu de + 6,3 %). Le phénomène est entièrement lié à la forte diminution des dépenses de santé et à la baisse du pouvoir d'achat dans les pays en voie de développement, qui

a freiné les exportations vers ces régions.

Sur le plan du commerce extérieur précisément, les échanges de produits chimiques avec l'étranger ont encore été profitables à la France. Mais le taux de couverture de la balance commerciale a cependant un peu diminué (123 contre 125) en raison de la poussée des importations (+ 7 %) par rapport aux exportations (+ 3,5 %). Comme d'habitude, le solde positif de la balance commerciale (20,7 milliards de francs) a été en grande partie dû aux excédents de la pharmacie (7,78 milliards de francs) et surtout à ceux de la parfumerie et des cosmétiques (10,83 milliards de francs). Presque tous les autres postes se situent un peu au-dessus de l'équilibre, sauf les produits photographiques et, bien sûr, les engrais, l'un déficitaire de 1,5 milliard de francs, l'autre de 3,64 milliards.

M. Jean-Claude Achille, président de l'Union des industries chimiques (UIC), se montre prudent pour 1988. En raison du krach financier d'octobre 1987, il prévoit une croissance modérée de la demande intérieure en France, la bonne marche attendue de certains secteurs en aval, comme le bâtiment ne pouvant, à ses yeux, compenser le ralentissement, voire la stagnation enregistrée ailleurs. Et l'exportation vers certaines zones devrait rester difficile en raison de la faiblesse du dollar. De ce fait, la croissance de la chimie française ne devrait pas excéder 2 %.

A. D.

REPÈRES

Conjoncture

Ralentissement de la demande aux industriels

Après avoir bénéficié d'une hausse de la demande au cours du dernier trimestre 1987, les industriels interrogés par l'INSEE, dans le cadre de son enquête trimestrielle prévisionnelle, pour le début de 1988, une stabilisation de la demande globale et d'une diminution de la demande étrangère. La réduction des effectifs dans l'industrie devrait se poursuivre « sur la même tendance qu'au quatrième

trimestre », c'est-à-dire à un « rythme encore ralenti ».

En ce qui concerne les prix de production, les industriels prévoient une « stabilité » pour janvier et février, l'accélération enregistrée dans les biens intermédiaires étant compensée par le ralentissement ou la baisse des prix des autres branches. Il n'y a plus que 16 % des industriels qui connaissent des difficultés de trésorerie (contre 20 % en janvier 1987). Enfin, après des hausses « un peu plus importantes » des salaires au quatrième trimestre, les chefs d'entreprise interrogés estiment que, pour les deux mois à venir, « les perspectives d'augmentation de salaires sont toujours faibles ».

Textile

Déficit de 21,5 milliards de francs

Durant l'année 1987, la balance commerciale française du secteur textile-habillement a accusé un déficit-record de 21,5 milliards de francs. La pénétration des importations s'est accrue, tandis que la consommation intérieure est restée stable. L'accroissement du déficit extérieur a provoqué une nouvelle baisse de la production de 4,5 % selon l'INSEE.

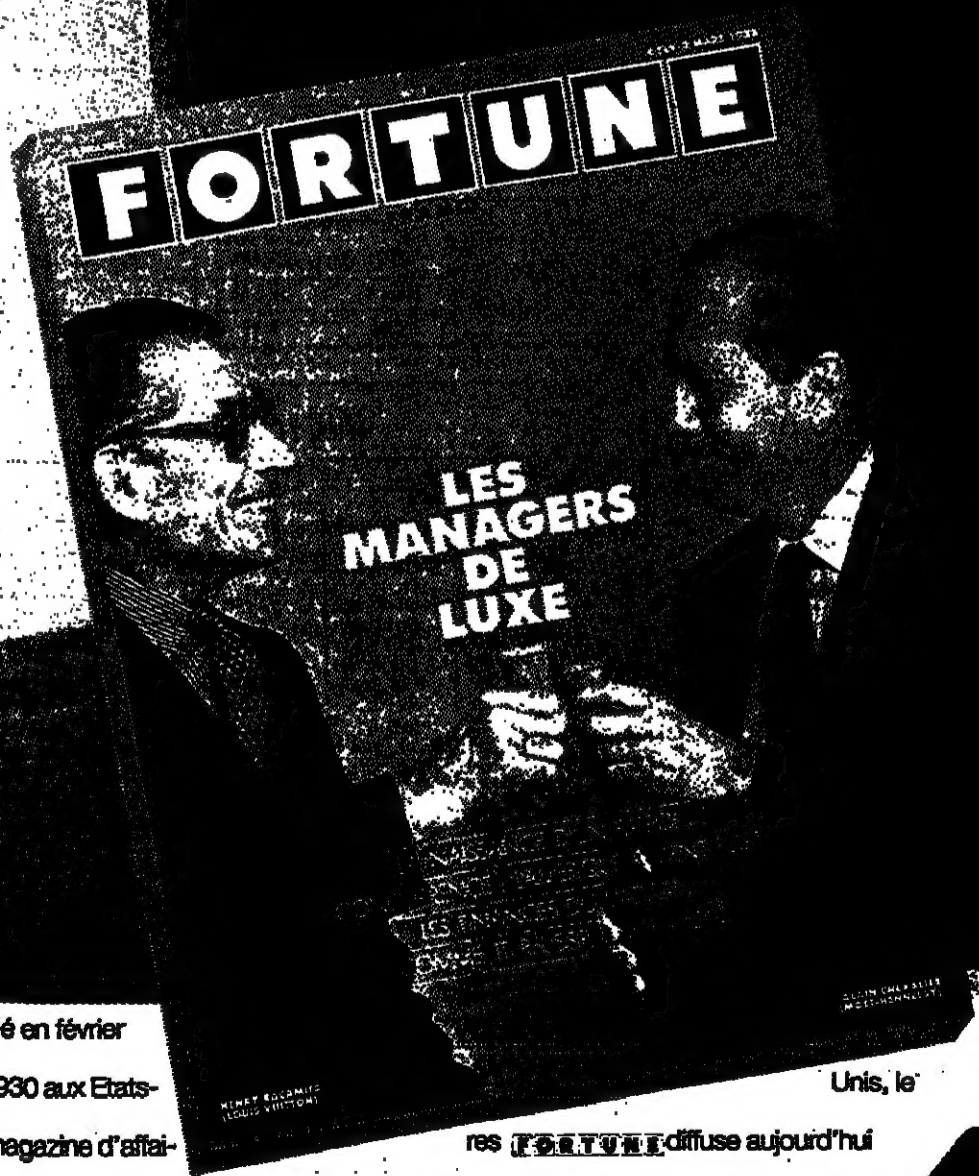
مكتبة

هكذا من الامم

Le Monde 4 Mardi 9 février 1988 41

C'est surprenant l'idée qu'on se faisait de l'économie mondiale avant le n°1 de Fortune.

NUMERO
1
4 FEVRIER



Né en février

1930 aux Etats-

magazine d'affai-

res **FORTUNE** diffuse aujourd'hui

dans le monde plus de 750 000 exemplaires. Le 4 février 1988 paraîtra le premier

numéro de **FORTUNE** France issu du joint-venture entre le groupe Time-

Life, éditeur de **FORTUNE** aux Etats-Unis et les groupes

Hachette & Filipacchi. **FORTUNE** France a l'ambition

de mettre en avant la dimension internationale des affaires.

Dans un monde où toutes les économies sont interdépendantes, on ne peut prétendre avoir une vision globale des problèmes en se

limitant aux frontières de l'hexagone. **FORTUNE** France, chaque mois, dégagera les tendances de fond de l'économie mondiale et mettra

Unis, le

en relief les faits les plus significatifs de l'économie internationale. **FORTUNE**

France parlera aussi des hommes car rien de ce qui influence la vie des hommes

d'affaires ne lui est étranger. Animée par Claude Bunodière, la rédaction de

FORTUNE France, bénéficiant de la formidable matière rédactionnelle dé-

veloppée par les 95 journalistes de l'équipe américaine, rendra compte

de toutes les dimensions du monde des affaires internationales.

FORTUNE

La vision internationale
des affaires.

Marchés financiers

Bonne tenue de l'action Matra sur le marché « gris »

Matra remportera-t-elle un nouveau succès, le lundi 8 février, à l'occasion de sa première cotation ? Les conditions semblent réunies pour que cette opération se produise sans heurt : la bonne tenue du marché parisien, la semaine dernière, est un premier signe favorable. Comme l'est la hausse affichée pendant le même temps par l'action sur le marché « gris » de Londres (115 F-120 F, contre 112 F-117 F la semaine précédente), soit un cours supérieur au prix auquel le titre a été vendu (110 F). Un prix particulièrement attractif, qui explique en partie le bon déroulement de la privatisation.

Matra compte deux fois plus d'actionnaires qu'espéré. Deux cent quatre-vingt-cinq mille petits porteurs se sont laissés séduire, alors que le président de l'entreprise, M. Jean-Luc Lagardère, et les services du ministère de l'économie ne tablèrent que sur cent cinquante mille actionnaires.

Ce lundi constitue donc bien, pour Matra, la fin d'une époque : pendant six ans, l'Etat a été son actionnaire majoritaire, détenant 51 % du capital. Aujourd'hui, la parenthèse se ferme et l'entreprise sort du giron de l'Etat.

Les sociétés privatisées

Sociétés	Prix OPV	1 ^{er} cours	Prix base	Prix max	Cours du 5 février
Saint-Gobain	310	369	524	351	408
Paribas	405	480	549	257,50	268,90
Sogefal	125	225	174,50	82	83,80
BTP	139	145	177	123	127
BIMM	140	155	200	164	181,50
CCF	107	125	153	94,80	103,10
CGE	290	323	347,10	184	200
Havas	500	540	589	374	469
Société générale	407	432	437	262	262
TF 1	165	178	210	149	183
Suez	317	261	293,80	211	255
Matra	110				

(*) Depuis l'introduction en Bourse.

Une filiale de la BNP lance une OPA sur une banque californienne

La Bank of West, filiale californienne de la BNP, a lancé une offre publique d'achat, pour 100 millions de dollars, sur une banque californienne, dont le siège est à San Rafael, la WestAmerica Bancorp.

Dans une lettre adressée au conseil d'administration de cette dernière, les dirigeants de la Bank of West soulignent que leur offre est soumise à la négociation d'un accord satisfaisant entre les deux parties. Les actifs de la WestAmerica

(quarante-cinq agences) s'élevaient à 1,25 milliard de dollars ; ses bénéfices ont fortement chuté en 1987 (55 cents par action, contre 1,66 dollar en 1986) à la suite de la constitution de provisions exceptionnelles sur des opérations immobilières.

La Bank of West, filiale de la BNP, possède 1,5 milliard de dollars d'actifs et quarante-deux agences, et emploie mille deux cents personnes.

● **Fabriques de sucre :** précision. — La Société des Fabriques de sucre (SFS) est entrée le 29 janvier à la Bourse de Paris sur le second marché. Son prix d'offre de 130 francs par action, comme nous l'indiquions dans le Monde daté du 24-25 janvier, représente 8,5 fois le bénéfice net prévisionnel de l'exercice 1987-1988. Ce montant global de 20 millions de francs n'est pas à comparer

aux 42,51 millions de francs réalisés lors de l'exercice 1986-1987. Ce chiffre comprend notamment d'importantes plus-values résultant de l'indemnité d'assurance versée après un sinistre. Les prévisions pour l'exercice 1987-1988 sont donc à comparer au bénéfice net courant de 17,6 millions de francs enregistrés lors de l'exercice précédent.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Gérard Billaud le 27 janvier 1988, a tout d'abord constaté que, à la suite de la souscription de 13 373 actions nouvelles de 100 F nominal chacune par les titulaires de bons attachés aux obligations 1983 et 1987, le capital social se trouvait porté à 164 163 000 F, la prime d'émission correspondante s'élevait à 6 319 330 F.

Le président a ensuite commenté l'activité de l'exercice 1987, qui s'est établie à 570 000 000 de F contre 470 000 000 de F en 1986 faisant ressortir une augmentation de 21 % ; cette production se répartit en 480 000 000 de francs de contrats de crédit-bail et 90 000 000 de francs d'opérations en location-simple.

Au 31 décembre 1987, le montant brut hors taxes des engagements d'Immobanque se trouve porté à 3,3 milliards de francs contre 2,87 milliards de francs au 31 décembre 1986.

L'évolution favorable de l'activité devrait permettre à Immobanque d'augmenter le dividende unitaire, qui s'élevait à 48 F l'exercice 1986.

FRUCTI-ÉPARGNE

Le Groupe des Banques Populaires a ouvert au public le 4 janvier 1988, dans le cadre du Plan d'Épargne en vue de la retraite, une nouvelle SICAV au capital initial de 85 000 000 de francs : FRUCTI-ÉPARGNE.

FRUCTI-ÉPARGNE répond aux impératifs de ce nouveau dispositif fiscal mis en place par la Loi du 17 juin 1987. Ainsi les actionnaires de la SICAV pourront, en optant pour le P.E.R., bénéficier de ses avantages fiscaux.

La gestion, orientée à long terme vers la sécurité du capital investi, poursuit un objectif de valorisation régulière des placements.

Le Conseil d'Administration de FRUCTI-ÉPARGNE, réuni pour la première fois le 17 décembre 1987 sous la présidence de Monsieur Gilbert POULLIEN, Président de la Banque Populaire Savoisienne de Crédit, associe des représentants d'organismes institutionnels, de sociétés et du Groupe des Banques Populaires.

Les souscriptions et rachats sont reçus dans les 1851 guichets des Banques Populaires.



BANQUE POPULAIRE

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES

Indices gén. de base 100 : 31 décembre 1987

29 jan. 6 fév.

Valeurs françaises, rev. variable	88,2	96,5
Valeurs industrielles	90,3	96,9
Valeurs de banque	98,6	100,7
Périmètre-Énergie	98,8	104,1
Chimie	88,2	92,8
Métallurgie, sidérurgie	88,5	98,9
Équipement, électronique	88,4	98,9
Bâtiment et matériaux	87,5	93,1
Ind. de consommation, non alim.	90,2	98,2
Agricoles	95,4	99,5
Distribution	88,6	91,1
Transport, télécom, services	91	100,7
Assurances	81,8	85,8
Crédit bancaire	88,2	94,8
Stimul	98	98,8
Indice de consommation, non alim.	88,4	87,2
Indice des prix à la consommation	88,2	100,1

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises, rev. variable

Valeurs industrielles

Valeurs de banque

Périmètre-Énergie

Chimie

Métallurgie, sidérurgie

Équipement, électronique

Bâtiment et matériaux

Ind. de consommation, non alim.

Agricoles

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Stimul

Indice de consommation, non alim.

Indice des prix à la consommation

BRAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation

(en milliards de francs)

Au 28 jan.

ACTIF	
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	408 283
dont :	
Or	228 347
Disponibilités à vue à l'étranger	106 830
ECU	80 886
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	58 088
dont :	
Comptes au Trésor public	48 840
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	208 188
dont :	
Effets escomptés	67 932
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECON	75 911
5) DIVERS	13 282
Total	764 724

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises, rev. variable

Valeurs industrielles

Valeurs de banque

Périmètre-Énergie

Chimie

Métallurgie, sidérurgie

Équipement, électronique

Bâtiment et matériaux

Ind. de consommation, non alim.

Agricoles

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Stimul

Indice de consommation, non alim.

Indice des prix à la consommation

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises, rev. variable

Valeurs industrielles

Valeurs de banque

Périmètre-Énergie

Chimie

Métallurgie, sidérurgie

Équipement, électronique

Bâtiment et matériaux

Ind. de consommation, non alim.

Agricoles

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Stimul

Indice de consommation, non alim.

Indice des prix à la consommation

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises, rev. variable

Valeurs industrielles

Valeurs de banque

Périmètre-Énergie

Chimie

Métallurgie, sidérurgie

Équipement, électronique

Bâtiment et matériaux

Ind. de consommation, non alim.

Agricoles

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Stimul

Indice de consommation, non alim.

Indice des prix à la consommation

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises, rev. variable

Valeurs industrielles

Valeurs de banque

Périmètre-Énergie

Chimie

Métallurgie, sidérurgie

Équipement, électronique

Bâtiment et matériaux

Ind. de consommation, non alim.

Agricoles

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Stimul

Indice de consommation, non alim.

Indice des prix à la consommation

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises, rev. variable

Valeurs industrielles

Valeurs de banque

Périmètre-Énergie

Chimie

Métallurgie, sidérurgie

Équipement, électronique

Bâtiment et matériaux

Ind. de consommation, non alim.

Agricoles

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Stimul

Indice de consommation, non alim.

Indice des prix à la consommation

BOURSE DU 5 FEVRIER

[illegible]

Comptant (selection)										SICAV (selection)										5/2														
VALEURS			% du nom.		% du coupon		VALEURS			Cours prix.		Dernier cours		VALEURS			Cours prix.		Dernier cours		VALEURS			Emissions Finale Int.		Rechat net		VALEURS			Emissions Finale Int.		Rechat net	
Obligations																																		
Emp. 5,50 % 77			127 10		6 227	Comptant (W)			186	195 1	Lowen (Bel)	1100		Tenise-Anglois	270	270	A.A.A.	675 28	689 01	Franco Paris	88 50	87 85	Pechiney Europe	16030 20	8877 25									
8,50 % 78/83			101 20		5 596	Cantant			111	112 1	Luxi	825	820	Thor Edil	368	368	Action	184 17	178 24	Franco Rhodan	90 80	94 01	Pechiney France	76 58	73 30									
10,50 % 79/84			303 70		4 574	Chemobany (Bel)			878	878	Magasin d'Al	94	84	Union S.M.M.	496	493	Action France	367 25	363 88	Front-Associations	1378 38	1378 38	Pechiney Participations	85 55	87 30									
12,25 % 80/85			104 80		5 878	Chempur (Bel)			128	128 1	Magasin Unifié	128	121 10	U.I.F.	238	236	Action Invest.	324 16	308 49	Front-Europe	253 04	253 04	Pechiney Participations	463 50	463 50									
13,25 % 81/86			106 30		6 030	C.I.C. Financ. del			180	180	Magnette S.A.	100 50	107 70	U.T.A.	674	674	Action allocations	464 16	468 88	Frontier	314 23	308 88	Pechiney Reunions	55 58	55 58									
14,25 % 82/87			108 80		6 878	C.I. Maritime			889	889	Motronic (Bel)	405	405	Veuve Clicquot	2400	2400	Apollinaire	375 25	362 53	Pechiney	10077 53	10077 53	Pechiney-Volta	1625 80	1625 80									
15,25 % 83/88			104 80		6 878	Classe (W)			358	358	Motronic (Bel)	405	405	Veuve Clicquot	2400	2400	A.B.F. Action (ex-CP)	307 74	307 74	Pechiney	245 38	241 72	Pechiney-Panama	8079 50	8079 50									
16,25 % 84/89			106 30		6 878	Colombier (L)			800	800	Motronic (Bel)	405	405	Veuve Clicquot	2400	2400	A.B.F. 2000	481 88	481 88	Pechiney	211 88	211 88	Pechiney	822 48	822 48									
17,25 % 85/90			113 80		1 082	Cogit			345 30	345 30	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. ECU	1000 54	1000 54	Pechiney	231 78	218 24	Plasma Participations	258 75	258 75									
18,25 % 91/92			116 30		1 078	Comptant			270	270 70	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Interdite	414 31	404 20	Pechiney	6816 97	6816 97	Plasma Invest.	835 07	835 07									
19,25 % 93/94			118 30		1 104	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	85 85	81 94	Pechiney	578 07	578 07	Plasma Invest.	747 76	747 76									
20,25 % 95/96			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
21,25 % 97/98			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
22,25 % 99/00			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
23,25 % 01/01			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
24,25 % 03/03			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
25,25 % 05/05			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
26,25 % 07/07			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
27,25 % 09/09			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
28,25 % 11/11			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
29,25 % 13/13			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
30,25 % 15/15			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
31,25 % 17/17			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
32,25 % 19/19			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
33,25 % 21/21			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
34,25 % 23/23			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
35,25 % 25/25			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
36,25 % 27/27			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
37,25 % 29/29			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
38,25 % 31/31			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
39,25 % 33/33			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
40,25 % 35/35			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
41,25 % 37/37			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
42,25 % 39/39			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
43,25 % 41/41			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
44,25 % 43/43			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
45,25 % 45/45			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
46,25 % 47/47			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
47,25 % 49/49			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
48,25 % 51/51			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
49,25 % 53/53			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
50,25 % 55/55			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
51,25 % 57/57			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
52,25 % 59/59			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
53,25 % 61/61			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
54,25 % 63/63			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
55,25 % 65/65			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
56,25 % 67/67			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850	850	A.B.F. Invest.	1072 02	1068 08	Pechiney	11480 50	11390 88	Plasma Invest.	7208 88	7208 88									
57,25 % 69/69			119 30		1 121	Cl. Industrielle			1833	1833	CPB Finance	165	165	Whitman S.A.	850																			

[illegible][illegible]

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Liban: les deux fonctionnaires de l'UNRWA seraient-ils enlevés par des Palestiniens? 6 L'Algérie poursuit ses efforts en vue de l'édification du Grand Maghreb. 8 États-Unis: le coup d'envoi des caucus de l'Iowa.	10-11 La campagne pour l'élection présidentielle. 14 Les élections cantonales partielles. DÉBATS 2 « Nationalité et citoyenneté », par Félix Guattari et Gisèle Donnard.	15 Un sondage sur les Français et la défense. 18 Après la mort d'un jeune homme à Marseille. 16 Communication. 32 Sports: le Tournoi des cinq nations, la Coupe Davis de tennis.	17 Musique: Frotto, de Jommelli, exhumé à la Scala; Calendrier. 18 Jazz: Barney Wilen à Grenoble. - Philosophie: un colloque sur Heidegger à Heidelberg.	38 M. De Benedetti améliore son offre d'achat de la Générale de Belgique. - Rompant la discipline de l'OFEP, le Nigeria accorde des rabais. 39 Fin du conflit social en Suède.	Abonnements 2 Annonces classées 21 à 31 Cartes 31 Loto, Loto-sportif 20 Météorologie 20 Mots croisés 20 Radio-télévision 20 Spectacles 19	• Baux: où en est votre portefeuille. BOURSE • La hauteur de neige dans les stations. NEIG • Les jeux du Monde. JEUX Actualité, International, Campus, Baux, Jeux, FRAM 36-15 tapez LEMONDE

La déclaration de candidature de M. Raymond Barre

« Nous devons faire de la France un pays solide, à haut niveau de salaires et d'emplois, à monnaie forte »

M. Raymond Barre a fait, lundi matin 8 février à Lyon, la déclaration suivante :

« Mes chers compatriotes, Depuis des années, je vous renvoie, je vous écoute, je dialogue avec vous. Un lien s'est créé entre nous. »

« Dans trois mois vous choisirez votre nouveau président. »

« Vous le ferez dans une période difficile. Vous voyez mal l'avenir, vous êtes dans le doute. Le chômage continue à frapper. Notre économie ne crée plus d'emplois. C'est un fait : pendant le septennat qui s'achève, la France a reculé par rapport à ses concurrents. »

« Et pourtant, les forces du renouveau sont en nous. Notre jeunesse est dynamique et généreuse. Beaucoup d'entreprises, avec leurs cadres, leurs employés et leurs ouvriers ouvrent sur la compétition internationale. »

« Nous sommes à la croisée des chemins. Si votre choix devait conduire au retour du système socialiste, dont vous ne pouvez oublier les erreurs ni les échecs, après le recul viendrait le déclin. Ne sous-estimez pas l'enjeu. »

« Je ne me réinscris pas, pour ma part, au déclin de mon pays. Il est temps de mettre fin aux fauxsemblants. Il est temps de prendre un nouveau départ. »

« C'est pourquoi j'ai décidé d'être candidat à la présidence de la République. »

République. A l'origine de ma décision, il y a avant tout la confiance que beaucoup d'entre vous me témoignent. »

« Vous me connaissez. Comme tout le monde, j'ai mes qualités et mes défauts. Mais je ne suis pas un spécialiste de la viréité. Je n'ai jamais fait de la réalité. J'ai toujours agi avec loyauté. Je suis un homme d'ouverture. Je n'ai pas l'esprit de parti. Je veux un État impartial au service de tous. »

« Si vous m'accordez votre confiance, nous traiterons sérieusement les vraies questions dont dépendent notre avenir et celui de nos enfants : la vitalité de la famille, la qualité de l'éducation, le renouveau de la recherche et de la technologie, le poids des impôts, la garantie de la protection sociale, le dynamisme de la pauvreté et de la solitude. »

« Nous devons faire de la France un pays solide, à haut niveau de salaires et d'emplois, à monnaie forte. »

« Ensemble, nous travaillerons à ce que notre vieux pays de liberté renforce sa cohésion par la solidarité et la justice ; qu'il retrouve le sens profond du civisme et du patriotisme. Ensemble, nous ferons de la France l'artisan d'une véritable union économique, monétaire et politique de l'Europe. »

« A cet instant, je pense à toutes mes rencontres avec les Français et les Françaises de la métropole, de l'outre-mer et de l'étranger ; je pense à mon fils natel, la Réunion ; je pense à cette ville d'où je vous parle, Lyon, qui m'a élu. »

M'adressant à chacune et à chacun d'entre vous, je vous dis : il est temps de faire confiance à la France et aux Français. Si vous le voulez, nous ferons ensemble une France forte et fraternelle. »

(Lire page 10, l'article de DANIEL CARTON.)

IRAN

Des dissidents du Tondel fondent un nouveau parti communiste

Des dissidents du Tondel, le Parti communiste iranien, viennent de fonder à l'étranger un nouveau parti communiste, le Parti démocratique du peuple iranien (PDPI), selon un communiqué publié le samedi 6 février à Paris. Le congrès constitutif s'est tenu en janvier, hors d'Iran, et a rassemblé d'anciens militants du Tondel.

Après le démantèlement du Tondel par les autorités iraniennes en 1983, certains cadres du parti, dont des membres du comité central, s'étaient montrés de plus en plus critiques à l'endroit de la nouvelle direction mise en place à l'étranger, contestant notamment les leçons qu'elle tirait du passé et la stratégie qu'elle fixait pour l'avenir. La scission a été consommée en mai 1986, lors de la conférence nationale du Tondel, au cours de laquelle les dissidents ont été expulsés du parti.

La représentation du Tondel à Paris indique de son côté que soixante-dix prisonniers politiques, dont plusieurs de ses cadres, pourraient être libérés très prochainement en Iran, les verdicts les condamnant à mort étant désormais exécutés.

Le numéro du « Monde » daté 7-8 février 1988 a été tiré à 475 177 exemplaires.

Stages de Lecture Rapide

Nous nous engageons à vous former en trois jours, à toutes les techniques de lecture rapide et efficace.

Renseignements et documentation par téléphone, ou mieux, en passant nous voir, ce qui ne vous engage à rien.

GEICA FORMATION : 42 96 41 12 + 56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris

Le chef de la mission yougoslave à Vienne en 1947 confirme les accusations portées contre M. Waldheim

Après cinq mois de travaux, la Commission internationale d'historiens chargée d'examiner le passé militaire de M. Kurt Waldheim devait remettre le lundi 8 février son rapport au gouvernement autrichien. Le président de la Commission, M. Hans Rudolf Kurz, a déclaré, dimanche, à la radio de Vienne que les conclusions de l'enquête seraient « très critiques ». Il a indiqué que le fameux télégramme, dont une copie a été publiée la semaine dernière par le magazine ouest-allemand *Der Spiegel*, et qui impliquait M. Waldheim dans la déportation de plus de quatre mille prisonniers civils en Yougoslavie au cours de l'été 1942, n'a pas été

« authentique » pour la rédaction du rapport, et qu'il était seulement « évoqué » dans le document final, qui compte 200 pages.

Les recherches des originaux du télégramme et d'autres documents à charge publiés ces derniers jours par la presse yougoslave étant restées jusqu'ici infructueuses, l'incertitude et la confusion régnaient à Vienne, lundi, à ce sujet. Selon l'historien suisse Hans Rudolf Kurz, « il est clair que ces derniers développements vont entraîner une certaine dévalorisation du rapport » de la Commission, « qui pourrait éventuellement décider de poursuivre ses travaux ».

La Kosara, où l'on avait déporté soixante mille victimes, dont deux mille enfants au-dessous de cinq ans. Il est particulièrement significatif, selon M. Kurz, que le président actuel de l'Autriche ait passé sous silence, dans ses souvenirs de guerre, son séjour en Yougoslavie.

M. Kurz a fait également état d'un entretien entre Tito et Kurt Waldheim en 1968, au cours duquel M. Waldheim avait exprimé son admiration pour les beautés naturelles de la Yougoslavie septentrionale. « Mais nous avons d'autres régions encore, tout aussi belles », avait dit Tito, qui lui avait posé la question de savoir si c'était son premier séjour en Yougoslavie. « Oui », avait répondu M. Waldheim.

La presse yougoslave publie également des photos présentant Kurt Waldheim en compagnie du chef de l'Etat croate, Pavelic, et des officiers allemands qui avaient commandé les expéditions punitives dans la Kosara. Elle rappelle que Pavelic, précisément à l'issue des opérations dans cette région, lui avait décerné l'une des plus hautes décorations croates. Il est impossible, écrit un commentateur, que Kurt Waldheim ne soit impliqué dans aucun des massacres durant lesquels il était présent.

MM. Plencia et Kolendic disposent de nombreux documents qui confirment la présence de Kurt Waldheim à plusieurs endroits où les nazis et les oustachis de « l'Etat indépendant croate » avaient procédé au massacre de populations civiles, notamment dans la région de

L'OLP maintient son projet de « bateau pour la Palestine »

L'OLP a décidé de maintenir son projet d'affrêter, à partir de la Grèce, un navire pour rapatrier symboliquement en Israël une centaine de Palestiniens bannis par les autorités israéliennes, en dépit du démantèlement d'une compagnie maritime dont un bateau avait été loué à cette fin (« Le Monde » daté 7-8 février). Le chef de la mission de l'OLP à Athènes, M. Fouad Al Bitar, a précisé, le dimanche 7 février, que le navire affrété — dont il n'a pas voulu donner le nom — n'est pas celui de l'affrètement — qu'il a quitté le 10 février, avec à son bord plus de cent Palestiniens.

Le bateau doit se rendre en premier lieu à Chypre, avant de croiser au large de Haïfa, sans toutefois quitter les eaux internationales, pour un voyage de deux ou trois semaines inspiré de l'épopée de l'*Exodus*.

De son côté, le gouvernement israélien « envisage sérieusement » de faire partir un bateau transportant des familles de victimes de « terroristes » palestiniens pour l'envoyer au devant du navire transportant les Palestiniens bannis. « Si l'OLP a l'intention de montrer au monde combien les Palestiniens sont malheureux, Israël peut aussi montrer les veuves et les orphelins victimes de la guerre et de l'OLP », a déclaré le porte-parole du gouvernement israélien, M. Pazner. Celui-ci a invité les journalistes et personnalités qui seront à bord du bateau palestiniens à également monter sur le navire israélien. Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, qui a accepté de parrainer le bateau de l'OLP, a indiqué qu'il était prêt à répondre à l'invitation israélienne. (AFP, Reuters.)

Communiqué du président des Tunes Rodin

«VENTE DU SIECLE!»

De parfaites circonstances se réunissent jamais probables et nous ne les retrouverons plus jamais. Les plus beaux livres de la mode « Couture et Créateurs » figurent dans une sélection pour la première et unique fois. Plusieurs milliers d'exemplaires et d'une qualité inégalable sont littéralement bradés. Jamais une telle variété de titres exceptionnels (mode, beaux-arts, littérature, etc.) n'a été offerte à de tels prix. A vous d'en profiter!

RODIN
30, rue de la Harpe - 75001 Paris

A B C D E F G

ENTRAÎNEMENT CARNEGIE®

Expression Orale et Relations Humaines



Sachez mieux communiquer

• Augmenter votre maîtrise en entretien, en réunion et en public.
• Améliorer votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

Conférences d'information :
PARIS : 3, 4, 7 Mars.
33, av. de Wagram, 19 h.

à noter!

ENTRAÎNEMENTS CARNEGIE®
Institut mondial de la formation continue.
Présenté en France par GAO Wayne
Société Civile de Formation
11010, 11010.

Sur le vif
Vaut le détour

C'est marrant, dit que je mets la nez dehors, deux fois sur trois, on me parle de vous. On me demande si vous m'écrivez beaucoup, comment vous réagissez à mes billets, ce qui vous intéresse, si c'est les élections et si vous n'en avez pas un peu marre de mon Mimi, de mon Jacquot et du petit père Barre ? Oui, peut-être encore assez. De toute façon, là, en ce moment, vous n'avez qu'un truc en tête, les waters.

Il y a, comme ça, de vastes courants d'idées qui agitent la France profonde, de brusques accès d'impétuosité contre les machines à café récalcitrantes, les distributeurs de monnaie ou de tickets de parking qui refusent de cracher au bassin, les croûtes de chien que l'on tartine du pied droit, encore si d'habitude le gauche se portait bonheur, sur le pied moulu, et la fourche et le sabot de Dany.

Et puis là, maintenant, il n'y en a plus que pour les toilettes. Depuis qu'un prof d'université s'est plaint dans nos colonnes de la fac de droit de Paris-I, vos lettres se font l'écho plaintif de langues et de langues qu'on se dit que ça doit être bon, de bout de bras rudes de lourdes valises, genoux serrés sur un bœuf présent, à la recherche d'un de ces petits coins de paradis, naguère encore accessibles aux voyageurs, aujourd'hui interdits ou fermés à clé.

Dans le méro, je vous raconte pas. Faudrait citer toutes les stations de ce chemin de croix dont on peut mesurer à l'odor, au détour de certains couloirs, l'insupportable calvaire. Tiens, à propos, un lecteur me signale, notez-le, des lieux d'aisances super-chouettes à Meubert-Muséum. Entrée 2 F, tourniquet nickel, marbre et plâtre blanc, eau courante, savon à pompe, eau chaude eau froide, séchoir électrique et digne pipi. Parait que ça vaut le détour.

CLAUDE SARRAUTE.

SVM SCIENCE & VIE MICRO

.200 ASTUCES POUR MIEUX UTILISER VOTRE MICRO

Quel que soit le micro-ordinateur ou le logiciel que vous utilisez, vous pouvez gagner un temps précieux en mettant en pratique les combines inédites des routiers de la micro. A découvrir d'urgence dans SVM.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° DE FÉVRIER :

- Peut-on échapper à l'ordinateur du FISC?
- Reportage chez Microsoft.
- A l'essai : le portable Epson PC et le compatible AT de La Commande Électronique.

N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Je t'embrasse